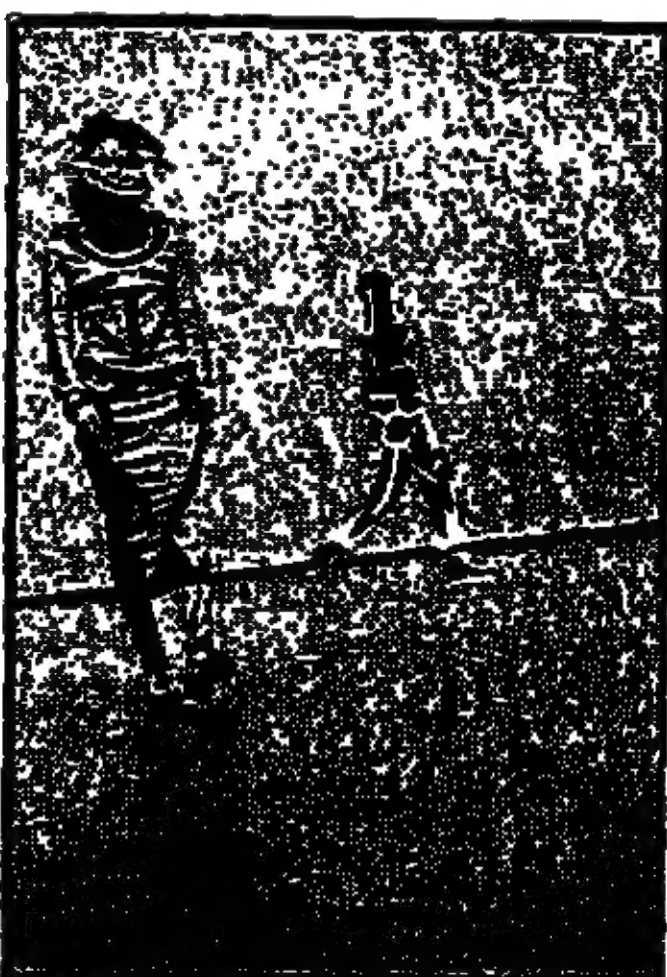


Sept candidats en Algérie

Le Conseil constitutionnel algérien a retenu sept candidats pour l'élection du 15 avril qui désignera le successeur du président Liamine Zéroual.



Mode : humeurs postpunks

Entre noirceurs et visions blanc et ciel, Marine Sibon, Ann Demeulemeester, Jean-Charles de Castelbajac, Agnès B. et Laroche brouillent l'écran du futur. Et La Villette s'illumine de la magie libérée d'Issey Miyake.

A la recherche des avoirs juifs

Les banques ont chargé des historiens et des juristes d'explorer leurs archives pour retrouver la trace des avoirs juifs en déshérence depuis Vichy.

Vie privée, délation publique

L'association Act-Up Paris menace de révéler publiquement l'homosexualité d'un député anti-PACS. Une première - et inadmissible - application en France de la pratique anglo-saxonne de l'outing.

Wall Street au plus haut

L'indice Dow Jones a battu par trois fois, en moins d'une semaine, ses records « historiques » et ne se trouve plus qu'à quelques encablures des 10 000 points.

Paribas refuse l'offre de la BNP

La Bourse de Paris a salué favorablement, jeudi 11 mars, l'offre de la BNP de fusion à trois avec Paribas et la Société générale. Mais le conseil de surveillance de Paribas a désapprouvé, jeudi soir, l'initiative de Michel Pébereau.

Débats

Cinq points de vue sur l'avenir de l'école et les missions de l'éducation par Ségolène Royal, Blaise Bachofen, Alain Kerlan, Hervé Baro et Jacques Garreau.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Corée du Sud, 250 F ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 10 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 200 F ; Suisse, 2,20 CHF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 25 \$; USA (autres), 2,50 \$.

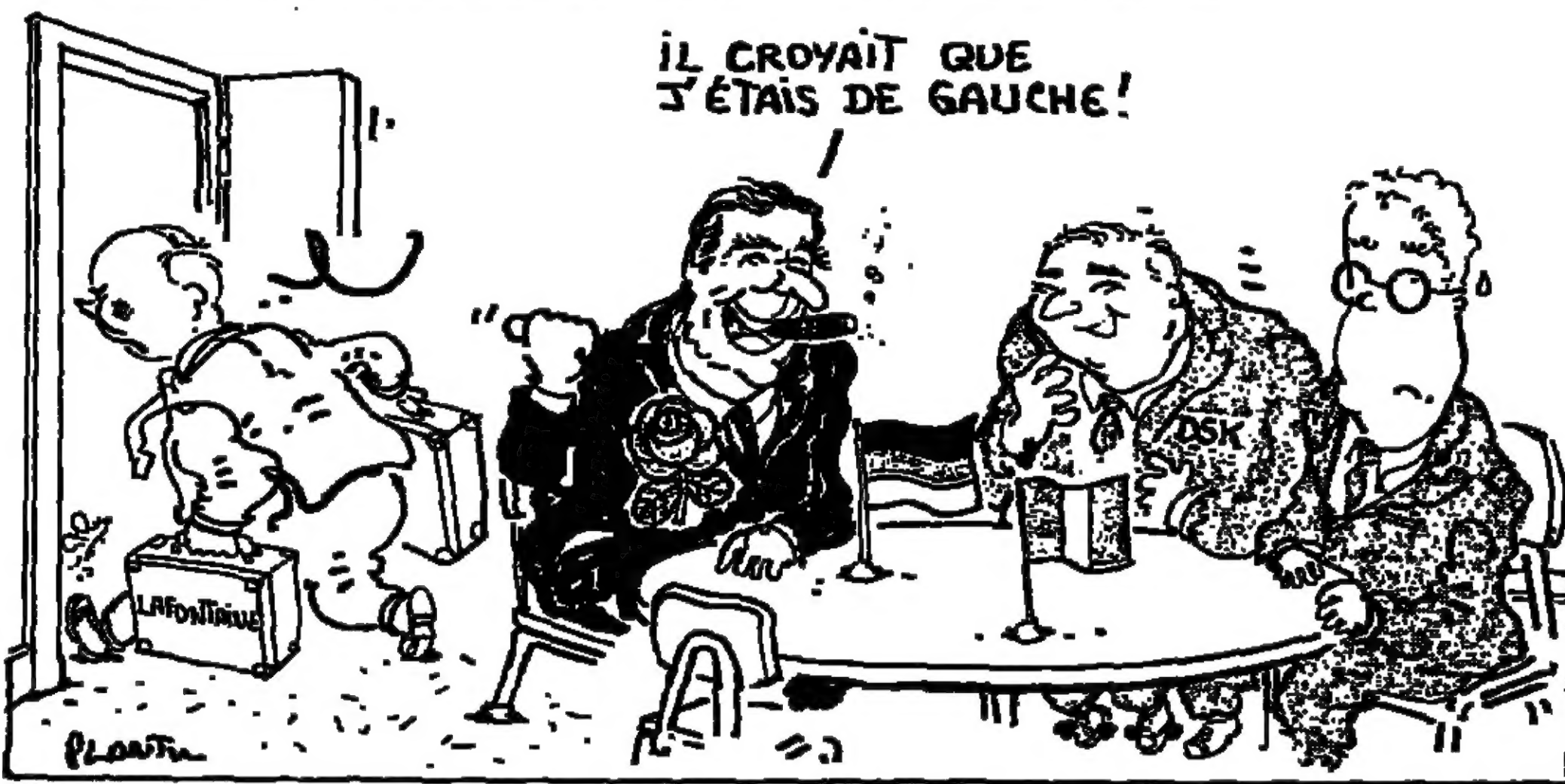
M 0147-313-7,50 F



Allemagne : Gerhard Schröder s'installe au centre

- La démission spectaculaire d'Oskar Lafontaine ampute la coalition d'une partie de son aile gauche
- L'ancien ministre des finances a aussi quitté la présidence du SPD
- Les socialistes français privés de leur meilleur allié
- La Bourse de Francfort et l'euro en hausse

OSKAR LAFONTAINE, ministre des finances allemand, a démissionné de ses fonctions, jeudi 11 mars, à la surprise générale et sans donner d'explications. Il a aussi abandonné la présidence du Parti social-démocrate (SPD) qu'il avait conduit à la victoire en septembre 1998, avec Gerhard Schröder. Oskar Lafontaine, qui avait conquis la présidence du parti en 1995, incarnait la gauche du SPD. Partisan de la baisse des taux d'intérêt et de la relance des salaires, il était en désaccord avec le chancelier sur la politique économique. Hans Eichel, ministre-président sortant de Hesse (région de Francfort), battu aux élections régionales de février, pourrait lui succéder comme ministre des finances.



Le comité de direction du SPD s'est réuni vendredi dans la matinée pour trouver un nouveau président. C'est vraisemblablement le chancelier Schröder lui-même qui assumera cette fonction à la tête

d'un parti où il a toujours eu du mal à s'imposer. Le départ d'Oskar Lafontaine augure d'un recentrage de la politique du gouvernement, qui a accumulé les faux pas depuis son arrivée au pouvoir. Sa démission a été saluée par les marchés

financiers et le patronat qui s'opposait vivement à ses réformes. M. Schröder, qui a du mal à discipliner ses turbulents partenaires Verts, pourrait être tenté, à terme, de s'allier avec les libéraux du FDP. Il est d'ailleurs parvenu, je-

di 11 mars, à un accord avec eux pour réformer le code de la nationalité.

Marianne fondue dans le tricolore, la marque France de Lionel Jospin

SI ÇA MARCHE pour Coca-Cola, Microsoft ou L'Oréal, pourquoi pas pour la France ? Lionel Jospin a décidé de doter le pays d'un logo, comme le font les multinationales à la recherche d'une notoriété immédiate. Il s'agit d'une Marianne stylisée fondue dans le drapeau bleu-blanc-rouge, qui symbolise le pays depuis 1794. Le premier ministre en a fait part au président de la République et lui a montré l'œuvre conçue par la graphiste Isabelle Baurat, de l'agence de publicité Hémisphère Droit, une filiale du groupe de Jacques Séguéla. Ce dernier, multiscénariste de la communication politique, travaille en ce moment sur la stratégie de communication de la liste conduite par François Hollande aux élections européennes.

François Mitterrand avait, en son temps, refusé ce logo : « Ne mettez pas de la publicité à toutes les sauces », avait-il dit à Jacques Séguéla. Mais, aujourd'hui, le gouvernement

français, pris en tenaille entre l'efficacité de la communication des collectivités locales et la visibilité croissante du logo bleu étoilé symbole de l'Union européenne, veut que la nation soit mieux identifiée. Il faut « rendre à l'Etat ce qui appartient à l'Etat », affirme Bernard Candiaud, directeur du service d'information du gouvernement, qui voit dans ce symbole national une façon de « doter la France d'une bannière modeste qui permet de nous rassembler ». La préoccupation n'est pas strictement française. Le gouvernement de Gerhard Schröder vient de moderniser l'aigle du Bundestag, qui devait figurer sur le papier à en-tête des ministères. Les Britanniques, pionniers du genre, utilisent abondamment des armoiries qu'ils apposent sur tous les documents émanant du gouvernement.

« Ce n'est pas une idée sortie du chapeau d'un communicant », affirme M. Candiaud, qui, lors de son passage à la Cour des comptes, en 1997, fut l'auteur d'un rapport sur les publications de l'administration française. « Je me suis rendu compte qu'il existait un kaléidoscope de symboles différents. Beau-

coup de logos ont fleuri en 1990-1992 dans les ministères et les administrations. »

Pour prévenir un rejet possible du public, des enquêtes ont été organisées dans quatre préfectures afin de dresser la liste des éléments susceptibles de représenter l'Etat. La panoplie était restreinte. Seuls douze mots et images ont été cités : de l'hexagone à la co-carde, en passant par « RF ». Le coq, trop associé au sport, a été refusé. « Nous avons retenu les éléments les plus cités qui devaient forcément être associés pour recueillir l'unanimité », raconte M. Candiaud. Le drapeau marianne repose donc sur un socle typographique constitué de la trilogie Liberté Égalité Fraternité et de la signature République française.

Il figurera - une fois les stocks de fournitures épuisés - sur tous les courriers des ministères, préfectures et même sur les panneaux signalant les travaux d'infrastructures financés par l'Etat. Avant d'être apposé, plus tard, sur les cartes d'identité et sur les passeports.

Florence Amalou

La réforme de la justice

Les députés veulent renforcer la présomption d'innocence

Limitation de la garde à vue et de la détention provisoire

Les abus de biens sociaux seraient prescrits dans les mêmes conditions que les autres délits

Lire page 6

Le Printemps des musées

DIMANCHE 14 MARS, tous les musées de France ouvrent gratuitement leurs portes au public. Chacun d'entre eux mettra en valeur trois objets d'art évoquant le printemps. Les visiteurs désigneront leur œuvre préférée et ce choix sera ensuite l'objet d'une publication par la direction des musées de France. En 1998, près de 15 millions d'entrées ont été enregistrées, au total, dans les 900 musées de France. Mais les établissements régionaux attirent moins le public. Catherine Trautmann a donc décidé de renouer avec la politique de dépôt systématique d'œuvres dans les musées régionaux. Dons et datations faits à l'Etat devraient davantage être réorientés vers la province.

Lire page 33

L'éradication programmée du mongolisme

C'EST L'UN des sujets les plus difficiles, l'un des moins évoqués aussi, touchant à l'application généralisée des acquis de la génétique dans le domaine de la pratique médicale. En 1996, 156 000 femmes enceintes (soit 25 %) ont, en France, accepté un test sanguin de dépistage de la trisomie 21. En 1997, elles ont été près de 380 000 (soit 52 %) et, l'an dernier, ce nombre a augmenté de 20 %, le dépistage concernant désormais près de 70 % des femmes enceintes, quel que soit leur âge.

En 1997, ce dépistage a permis l'identification prénatale de 358 cas de trisomie 21, dont 40 chez des femmes âgées de plus de trente-huit ans, cette identification conduisant dans la quasi-totalité des cas à une interruption « thérapeutique » de grossesse. Ce dépistage a aussi conduit au diagnostic prénatal de 87 autres cas de pathologies neurologiques (spina bifida) et de 22 autres anomalies chromosomiques importantes (trisomies 13 et 18). Le coût annuel d'un tel dépistage, pris en charge par la collectivité, est estimé, auprès du secrétariat d'Etat à la santé, à 124 millions de francs.

Le prélèvement de sang chez la femme enceinte permet, à partir de la quinzième semaine de grossesse,

d'appréhender le risque de donner naissance à un enfant porteur d'anomalies chromosomiques. En fonction des résultats obtenus, les praticiens proposent - ou non - un prélèvement de liquide amniotique qui permet une analyse directe du patrimoine génétique de l'enfant à naître.

La mise en place d'une telle procédure généralisée de dépistage a été progressive, rythmée par les avancées biologiques réalisées dans ce domaine. Après la découverte à Paris, en 1959, par le professeur Jérôme Lejeune et ses collaborateurs, des bases chromosomiques de la trisomie 21, le diagnostic prénatal de cette anomalie génétique fut mis en place et pris en charge par la collectivité en 1973. Il ne concernait alors que les femmes âgées de plus de quarante ans, la fréquence de l'anomalie augmentant avec l'âge de la future mère. En 1980, ce seuil fut abaissé à trente-huit ans. Par la suite, le nombre des amniocentèses devait massivement augmenter, passant de 2 800 en 1980 à près de 25 000 en 1990. Fallait-il aller plus avant ?

Jean-Yves Nau

Lire la suite page 16

Rentrée en mêlée



ABDELATIF BENAZZI

LE CHAMPIONNAT de France de rugby entre dans sa phase finale, samedi 13 et dimanche 14 mars, avec le Top 16 qui réunit les meilleures équipes. Ce sera l'occasion pour l'Agenais Abdelatif Benazzi, trente et un ans, ancien capitaine du XV de France, de faire son retour après une blessure et de prétendre à une sélection en vue de la Coupe du monde.

Lire page 29

International	2	Caravel	28
France	6	Aujourd'hui	29
Société	8	Météorologie, Jour	32
Régions	10	Culture	35
Horizons	12	Guide culturel	36
Entreprises	17	Kiosque	37
Communication	25	Abonnements	37
Tableau de bord	24	Radio-Télévision	38

ALLEMAGNE Oskar Lafontaine, ministre des finances du gouvernement allemand et président du Parti social-démocrate (SPD) a démissionné de ses fonctions, jeudi 11 mars,

sans fournir d'explication. ● LE COMITÉ directeur du SPD devait se réunir dans la matinée de vendredi. Selon les informations circulant à Bonn, c'est le chancelier lui-même

qui devrait briguer le poste de président du SPD. ● LE NOUVEAU MINISTRE des finances devrait être Hans Eichel, cinquante-sept ans, maire de Kassel, et président du

Land de Hesse (Francfort), à la tête d'une coalition avec les Verts. ● LE DÉPART de M. Lafontaine a été salué par les marchés financiers qui tablent sur l'abandon de la politique keynésienne de gauche qu'il menait. La Bourse de Francfort gagnait plus de 4 % vendredi à l'ouverture et l'euro a vivement augmenté face au dollar. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Gerhard Schröder seul maître à bord après la démission d'Oskar Lafontaine

Le ministère des finances devrait être attribué à Hans Eichel. La présidence du Parti social-démocrate pourrait être occupée par M. Schröder lui-même. La Bourse de Francfort et l'euro ont progressé, les milieux financiers tablent sur un recentrage de la politique économique à Bonn

OSKAR LAFONTAINE a démissionné jeudi 11 mars de son poste de ministre des finances et de la présidence du parti social-démocrate allemand (SPD), créant un séisme politique à Bonn. Ce Sarrois de cinquante-cinq ans, qui présidait la parti depuis 1995, incarnait la gauche traditionnelle allemande, proche des syndicats, aux convictions keynésiennes. Son départ surprise devait permettre au chancelier Gerhard Schröder, proche des entreprises, d'entamer un virage politique au centre.

Le comité directeur du SPD devait se réunir dans la matinée de vendredi pour trouver un nouveau président, successeur à M. Lafontaine. Selon les informations circulant à Bonn, c'est le chancelier lui-même qui devrait briguer ce poste, achevant sa conquête du pouvoir. M. Schröder avait gagné les élections d'octobre 1998 en tandem avec Oskar Lafon-

taine, qui avait longtemps espéré pouvoir briguer lui-même la chancellerie. Mais le président du SPD avait dû s'effacer devant M. Schröder, chouchou des sondages, qui venait de remporter une victoire écrasante dans son fief de Basse-Saxe (région de Hanovre) en mars 1998.

Aujourd'hui, l'enjeu pour M. Schröder est d'asseoir son pouvoir sur un parti, jusqu'à présent dévoué à Oskar Lafontaine, qui ne l'a jamais aimé en raison de ses convictions économiques pragmatiques jugées trop peu à gauche. Le chancelier se retrouve seul maître à bord, mais aussi seul responsable d'un gouvernement qui a accumulé les maladroites depuis son entrée en fonctions.

La démission de M. Lafontaine est intervenue au lendemain d'un conseil des ministres houleux, au cours duquel le chancelier a sermoné ses ministres. Selon la presse alle-

mande, M. Schröder a expliqué que le gouvernement ne devait plus avoir des exigences qui conduisent à alourdir le fardeau financier des entreprises et de la population. Il s'en serait pris notamment à M. Lafontaine, accusé d'avoir commis « une faute stratégique » en décrétant l'imposition des provisions des groupes énergétiques, avec lesquels le gouvernement tente de négocier en douceur l'abandon du nucléaire civil. La facture s'élèverait à 25 milliards de deutschemarks sur dix ans, selon le patronat. M. Lafontaine a commencé par contester le calcul du patronat, jusqu'à ce que le chancelier découvre, furieux, que cette estimation correspondait à celle du ministère des finances.

Le départ de M. Lafontaine a immédiatement relancé les spéculations sur l'avenir de la coalition gouvernementale formée à l'automne 1998 avec les Verts. Pendant toute la campagne électorale, M. Schröder, qui avait connu au début des années 90 une turbulente cohabitation avec les Verts dans son fief de Basse-Saxe notamment avec son ministre actuel de l'environnement Jürgen Trittin, avait envisagé de former une « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates (CDU, parti d'Helmut Kohl). Cette alliance lui aurait permis de marginaliser l'aile gauche du SPD.

« La stabilité de l'euro du gouvernement n'est pas remise en cause », a déclaré jeudi dans la soirée le chancelier au cours d'une très sèche déclaration devant la presse, après laquelle, fait extrêmement rare, aucune question n'a pu être posée. Le départ de

M. Lafontaine intervient le jour où le SPD a trouvé avec le petit parti libéral (FDP) un compromis pour réformer le code de la nationalité, projet essentiel qui a fait perdre les élections partielles de Hesse en février et du coup la majorité au Bundesrat.

UN AVERTISSEMENT

M. Schröder pourrait former, en cas de nécessité, une nouvelle majorité au Bundestag avec le FDP. Cette hypothèse était jusqu'à présent largement théorique : Oskar Lafontaine ne voulait pas en entendre parler d'une collaboration avec le FDP dont les convictions économiques sont aux antipodes des siennes. En sus, l'alliance avec les Verts était le seul moyen pour le SPD de contrôler le Bundesrat, la chambre représentative des Länder, sans laquelle il est impossible de faire adopter ses réformes. Ces deux obstacles ont sauté : M. Lafontaine est parti, tandis que la majorité absolue au Bundestag. Même s'il est peu probable que le chancelier change immédiatement de partenaire de coalition, les Verts savent

désormais qu'ils sont facilement remplaçables. Cette crainte devrait aider le chancelier à faire régner un peu plus de discipline au sein de son gouvernement.

M. Lafontaine doit être remplacé au ministère des finances par Hans Eichel. Ministre-président de Hesse depuis 1991, ce personnage discret a été battu aux élections de février 1999. Non pas parce qu'il a enregistré un mauvais score électoral - le SPD a progressé par rapport au scrutin de 1994 - mais parce ses alliés Verts se sont effondrés. Pragmatique, M. Eichel devrait redonner de la sérénité au ministère des finances, traumatisé par l'arrivée dans ses murs de M. Lafontaine et de ses conseillers keynésiens. Selon la presse allemande, la réforme fiscale d'Oskar Lafontaine pourrait être remise sur l'ouvrage.

Le départ de M. Lafontaine, dont les prises de bec avec la Bundesbank puis la banque centrale européenne étaient devenues incessantes, a été salué par les marchés financiers, l'euro s'envolant vivement face au dollar suite à l'annonce de la décision, tandis que la Bourse de Francfort s'en-

voitait vendredi matin. Dieter Hundt, président du patronat (BDA), a jugé bienvenu le départ du ministre des finances, « qui était exclusivement orienté vers la politique de la demande », tandis que Hans Olaf Henkel, président du patronat industriel (BDI), a espéré que « l'aile plus favorable à l'économie au sein de la coalition gouvernementale et les forces réformatrices en soient renforcées ».

L'opposition y a vu la confirmation de ses critiques sur le chaos gouvernemental qui règne à Bonn depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. « La démission d'Oskar Lafontaine est un avertissement fatidique quant au manque de substance du gouvernement », a estimé le président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) Wolfgang Schäuble. M. Lafontaine « ne veut manifestement pas être tenu pour coupable des dommages engendrés par la coalition rouge-verte dans le pays. La démission de M. Lafontaine est un aveu que le gouvernement Schröder a échoué », a ajouté le chef de file de l'opposition.

Arnaud Leparmentier

Accord avec les libéraux sur le code de la nationalité

Le ministre social-démocrate (SPD) de l'intérieur, Otto Schily, est parvenu jeudi 11 mars à un accord avec le gouvernement régional de Rhénanie-Palatinat - co-dirigé par le SPD et le Parti libéral FDP, dans l'opposition à Bonn - pour amender le projet de réforme du code de la nationalité. Approuvé par les Verts, cet accord va permettre à la gauche allemande, qui a perdu la majorité absolue au Bundestag, de retrouver une majorité dans cette chambre et de faire passer cette réforme.

Le compromis prévoit l'octroi d'un double passeport aux enfants d'étrangers nés en Allemagne mais jusqu'à 23 ans seulement, après quoi ils devront opter pour l'une des deux nationalités. Le délai de séjour en Allemagne pour demander une naturalisation est ramené de 15 à 8 ans. Mais il faudra toujours renoncer à sa nationalité d'origine pour devenir allemand.

Le virage au centre de l'Allemagne

« NOUS n'allons pas tout faire autrement. Nous allons le faire beaucoup mieux. » C'est ainsi que Gerhard Schröder avait attiré l'électorat du centre. Celui que les

ANALYSE

Les idées de M. Lafontaine ne correspondaient plus aux souhaits des Allemands

idées la politique financière et économique de Bonn.

Dès le lendemain de la victoire de la gauche, M. Lafontaine a appelé à une baisse des taux d'intérêt de la Bundesbank, en conformité avec sa lecture keynésienne de la situation économique de l'Allemagne. Le pays étant dans une mauvaise phase conjoncturelle, une relance était à ses yeux nécessaire, qui passait par une politique monétaire plus souple. Dans le même temps et dans le même esprit, M. Lafontaine se déclarait en faveur d'une augmentation des salaires, afin de soutenir la consommation. Quelques semaines plus tard, il a présenté, en accord avec les Verts, un projet de réforme fiscale qui augmentait le pouvoir d'achat des familles en taxant plus lourdement les entreprises. Ces mesures ont provoqué l'ire des banquiers de Francfort et des patrons, convaincus que l'Allemagne ne souffrait pas d'une crise de la demande mais d'une crise de l'offre, c'est-à-dire de coûts du travail excessifs.

Face à la pression de la Bundesbank, M. Lafontaine reculera provisoirement, mais il repartira à l'attaque de la Banque centrale européenne, née le 1^{er} janvier avec l'euro, provoquant l'inquiétude des marchés financiers. L'euro, que les pronostics disaient fort face au dollar, s'inscrit au contraire sur une pente glissante (la monnaie européenne a d'ailleurs bondi à l'annonce de la démission de M. Lafontaine). Face à la grogne des patrons, c'est M. Schröder lui-même qui devra s'interposer très vite, pour réduire progressivement le poids de la réforme Lafontaine.

CLIMAT SOCIAL ALROUDI

M. Lafontaine va aussi déclencher un découragement au ministère des finances de Bonn par des décapitations politiques et par la gestion de ses priorités. Ses fonctionnaires lui reprochaient de se perdre dans des projets théoriques de réforme du système financier mondial, contre l'avis de tous ses partenaires du G7, et de délaissier l'ingrate préparation de son budget. L'Allemagne, c'est inévit, est dénoncée à Bruxelles comme laxiste. Puis un arrêt explosif de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe vient d'être jeter une pagaille totale dans ledit budget, ordonnant une baisse de la fiscalité des familles, qui coûtera 11 milliards d'euros dès l'an 2002. Le réformiste Lafontaine se trouvait paralysé par ce diktat, qui tuait toute velléité de relance et de redistribution de gauche.

Toutes ces décisions du ministre des finances ont irrité le chancelier.

lier. C'est en particulier le cas pour les salaires. Se sentant encouragés par Oskar Lafontaine, les syndicats ont arraché, sous la menace de la grève, des hausses de salaires proches de 4 % dans la métallurgie, aggravant aux yeux des patrons le handicap allemand pour créer de l'emploi. Ces augmentations ont tellement alourdi le climat social qu'elles ont privé de substance les discussions avec les partenaires sociaux pour parvenir à un « pacte sur l'emploi », pierre angulaire de la politique consensuelle nouvelle que voulait mettre en place le chancelier.

Autre sujet de conflit : le nucléaire. Les producteurs d'électricité allemands ont failli claquer la porte des négociations mardi 9 mars. M. Lafontaine voulait taxer de 10 à 25 milliards de marks leurs provisions pour retraitement de déchets nucléaires. La liste des lobbies - par exemple les compagnies d'assurances, les PME, les agriculteurs, l'industrie lourde - passés à la chancellerie pour faire corriger les projets de M. Lafontaine s'allongeaient de semaine en semaine.

Les élections de Hesse (région de Francfort) ont été perdues début février, parce que la population n'acceptait pas de donner la nationalité allemande à quatre millions d'immigrés. Cette défaite n'est pas à mettre au débit du ministre des finances, mais elle va lui ôter ses dernières marges de manœuvre. La coalition Rouge-Verte ayant perdu après ce dimanche fatal de Hesse la majorité absolue au Bundestag, la chambre représentative des Länder, le gouvernement doit composer avec l'opposition, en particulier dans les domaines fiscaux.

M. Lafontaine espérait bien trouver une voie de sortie en s'alliant avec les ex-communistes du PDS lors des élections d'automne dans les nouveaux Länder, et retrouver ainsi une majorité de gauche au Bundestag. Mais M. Schröder, qui s'inquiète des réactions de l'électorat centriste, fait la grimace.

Toutes ces déconvenues, personnelles, idéologiques et politiques, se sont accumulées sur Oskar Lafontaine, espoir du SPD à la fin des années 80. Celui qui était le chancelier bis au sortir des urnes à l'automne 1998 avait perdu quasiment toute autonomie face au chancelier, que les sondages persistent à épargner. Sa retraite est celle de ses convictions, sincères mais ne correspondant pas aux souhaits des Allemands, qui préfèrent le *Neue Mitte* (nouveau centre) de Gerhard Schröder.

Ar. Le.

Mensuel. En vente chez votre marchand de journaux.

Nouvelle formule / Numéro 1 / 24 F

Le Monde des DEBATS

Islamisme : déclin ou mutation ?
Gilles Kepel / Olivier Saut

Néandertal et Cro-Magnon : deux humanités face à face
Eric Huet

Bibi jenne
Régis Trépo

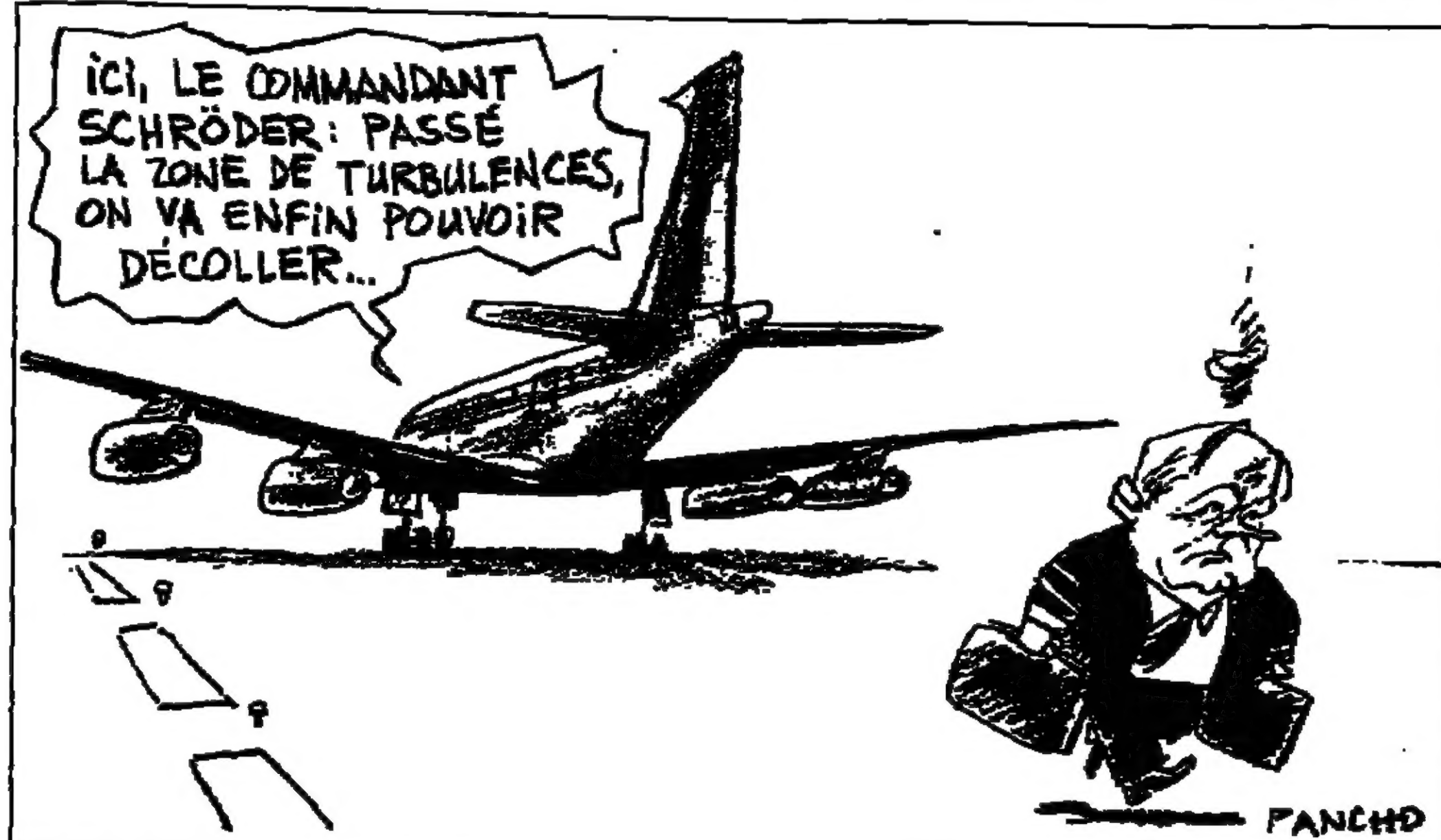
Communisme : l'après « Livre noir »
Alexandra Laignel-Lavastine

l'autorité malmenée
Pierre Manent / Alain Renaut, François Dubet, Henri Vatin
François de Singly, Frédéric Ocquet

Contrôler les journalistes ?
René Frydman / Ivan Lelait / Didier Pourquy

Nouvelle formule 24 F

Restez libre, cultivez votre sens critique.



Réaction enthousiaste des marchés financiers

L'ANNONCE, jeudi 11 mars, en fin d'après-midi, de la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a reçu un accueil enthousiaste des marchés financiers. Dans les minutes qui ont suivi la nouvelle, l'euro s'est envolé face au dollar, passant de 1,08 dollar à plus de 1,10 dollar. Les taux d'intérêt allemands à dix ans ont pour leur part nettement baissé, revenant de 4,09 % à moins de 4 %. La Bourse de Francfort, enfin, a ouvert en très forte hausse vendredi 12 mars : +4,6 %.

La démission de M. Lafontaine est un soulagement pour les opérateurs de marché, qui s'inquiétaient de plus en plus des orientations économiques en Allemagne. Habituellement à l'orthodoxie monétaire et budgétaire outre-Rhin, ils étaient totalement déçus par les thèses ultra-keynésiennes développées par M. Lafontaine et son secrétaire d'Etat aux finances, Heiner Flassbeck. Les analystes estimaient d'ailleurs nombreuses à attribuer à ce tandem la responsabilité des mauvaises performances économiques de l'Allemagne : le PIB allemand a reculé de 0,4 point au dernier trimestre de 1998, alors qu'il a progressé de 0,7 % en France au cours de la même période. Les mesures fiscales prises à Bonn étaient notamment jugées responsables de la baisse du moral des chefs d'entreprise allemands, réitérée par le repli continu de l'indice IFO, mesurant le climat des affaires. Enfin, les propos de M. Lafontaine en faveur d'une relance de la demande n'auraient pas été étrangers aux accords salariaux généraux conclus récemment en Allemagne, accords généralement considérés comme une mauvaise nouvelle pour l'économie allemande compte tenu de son manque de compétitivité. Aux yeux des investisseurs, la démission de M. Lafontaine marque donc un tournant décisif dans la politique économique allemande, mais aussi européenne, dans le sens du libéralisme et de l'abandon définitif du keynésianisme.

Surtout, les opérateurs considèrent que le départ du ministre allemand des finances apaisera les tensions entre pouvoir politique et pouvoir monétaire. Il permettra

d'établir enfin des relations harmonieuses entre les ministres des finances de l'Euroland et la Banque centrale européenne (BCE), avec, à la clé, une meilleure coordination des politiques budgétaires et monétaires et la mise en place d'un *policy mix* mieux équilibré et plus efficace.

De notoriété publique, les relations entre M. Lafontaine et les banquiers centraux européens étaient exécrables. Dès son arrivée au gouvernement, le ministre allemand des finances s'en était

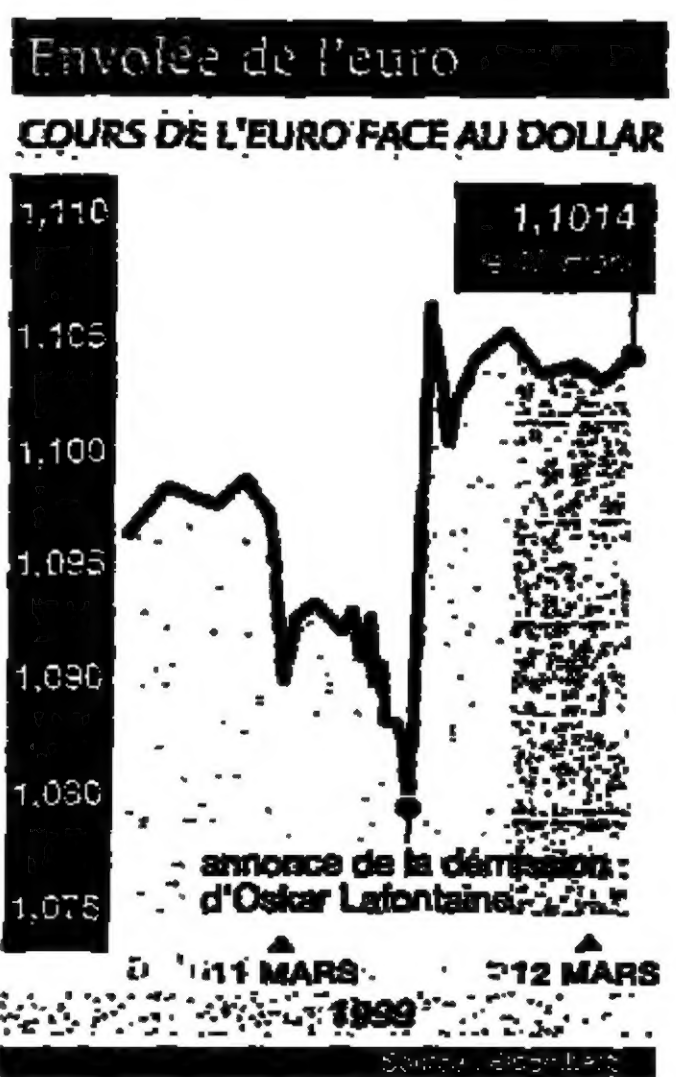
pas utilisé, des mesures budgétaires ne peuvent pas être exclues, car le fait de ne rien faire pourrait se révéler très coûteux. Ces nouvelles attaques et menaces de M. Lafontaine, tout comme son projet d'instaurer des zones cibles entre le dollar, l'euro et le yen, projet jugé « irréaliste » par les dirigeants monétaires européens, avaient fini par provoquer l'exaspération à Francfort.

VICTOIRE DES BANQUIERS CENTRAUX

« A cause de M. Lafontaine, les colobes de la BCE ont de plus en plus de mal à s'imposer face aux faucons », confiait, à la fin du mois de février, en privé, un haut dirigeant monétaire européen. Jeudi 4 mars, le président de la BCE, Wim Duisenberg, avait même pris directement pris à partie M. Lafontaine. « Je dois confesser qu'il fait plus de bruit à travers les médias que lorsque je l'ai rencontré », il y a deux semaines. M. Duisenberg faisait allusion à la réunion du conseil de la BCE à laquelle M. Lafontaine, en tant que président en exercice du conseil Econ, avait assisté. « Nous faisons de notre mieux pour renforcer la confiance, dans cette nouvelle monnaie qu'est l'euro. Nous ne pouvons qu'espérer que les responsables politiques nous aident », avait ajouté M. Duisenberg, laissant entendre que les prises de position de M. Lafontaine étaient largement responsables de la faiblesse de l'euro et de la défiance des investisseurs internationaux à l'égard de la monnaie européenne. Dans ces conditions, le départ de M. Lafontaine apparaît sur les marchés comme une victoire des banquiers centraux et, en particulier, du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, son ennemi numéro un.

Les analystes s'exclament d'ailleurs pas que la BCE (à sa manière, le départ du ministre allemand des finances en abaissant ses taux directeurs au cours des prochaines semaines. Après l'envolée de l'euro à l'annonce de sa démission, un tel assouplissement monétaire constituerait, pour M. Lafontaine, une ultime humiliation.

Pierre-Antoine Delhommais



Les marchés espèrent que la démission de M. Lafontaine permettra d'apaiser les relations entre pouvoir politique et pouvoir monétaire en Europe.

pris, en termes très violents, à la stratégie monétaire suivie en Europe. « La question est de savoir pourquoi en Europe, avec un chômage aussi élevé, les banques centrales n'ont pas été capables de se mettre d'accord » pour baisser les taux, avait-il expliqué, tout en dénonçant la rigidité de la Bundesbank.

Après s'être attardées pendant quelques semaines, les critiques de M. Lafontaine contre la BCE avaient repris de plus belle au début du mois de février. Evoquant le ralentissement économique dans l'Euroland, il avait alors estimé que « la politique monétaire est certainement le meilleur instrument pour y répondre. Si celui-ci n'est

Le chancelier va s'efforcer d'étendre son contrôle sur son parti

Le partage du pouvoir au sommet de la social-démocratie est mis en cause

IL N'Y A PAS de diarchie au sommet, disait de Gaulle pour freiner les appétits de son premier ministre Georges Pompidou. Après la démission d'Oskar Lafontaine, il est probable qu'il n'y aura plus de diarchie au sommet de la social-démocratie allemande. Dans l'épreuve de force qui l'a opposé à son ministre des finances et président du SPD, Gerhard Schröder a compris qu'il devait mettre fin à une situation qui, dans les périodes de gouvernement social-démocrate, a toujours conduit à des conflits et finalement à des échecs : la séparation des postes de chancelier et de président du parti.

L'exemple le plus flagrant est celui de Helmut Schmidt. Quand il a cédé à la chancellerie, en 1974, il a laissé à Willy Brandt la présidence du SPD. Le héros de la social-démocratie allemande vient de démissionner après la découverte dans son entourage immédiat d'un agent est-allemand. Il reste très populaire dans le parti, surtout chez les jeunes - parmi eux, Gerhard Schröder et Oskar Lafontaine. Par conviction autant que par tactique politique, Willy Brandt adopte envers le gouvernement Schmidt une posi-

tion critique, sur la politique économique comme sur les questions de défense (installation des Pershing et des missiles de croisière américains), qui fragilise le chancelier et contribue à sa chute, en octobre 1982.

L'EXEMPLE DE WILLY BRANDT

Willy Brandt lui-même avait eu à souffrir d'un tel partage du pouvoir dans les dernières années de sa présence à la chancellerie. Il était certes formellement président du SPD, mais le véritable homme fort de l'appareil était un ancien apparatchik communiste, Herbert Wehner, président du groupe parlementaire SPD, qui le poussa dehors en 1974.

Après le véritable « coup d'Etat » perpétré par Oskar Lafontaine contre Rudolf Scharping au congrès social-démocrate de Mannheim, en 1995, le « Napoléon de la Sarre » pouvait espérer être à la fois le président du parti et le candidat à la chancellerie. A l'inverse, Gerhard Schröder comptait sur sa popularité dans l'opinion allemande pour devenir le challenger de Helmut Kohl, mais il avait peu de chances de s'imposer dans un parti trop gauche pour la ligne qu'il voulait

défendre dans la campagne électorale.

Au soir du scrutin du 27 septembre 1998, en montant le premier sur le podium, Oskar Lafontaine s'était félicité de « notre » victoire, partageant ainsi les lauriers avec Gerhard Schröder. Ce partage aura duré à peine six mois. Dans un premier temps, le chancelier avait préféré voir son rival dans le gouvernement plutôt qu'à la tête du groupe parlementaire SPD au Bundestag. C'était dans l'espoir de mieux le contrôler, mais la tentative a échoué. Gerhard Schröder s'est senti assez fort, jeudi 11 mars, pour jouer son va-tout. Il lui reste maintenant à se faire obéir d'un parti qui ne l'a jamais vraiment aimé. Il peut essayer de le prendre directement en charge, la solution la moins risquée eu égard aux querelles internes, mais la plus consommatrice d'énergie. Il peut en confier la direction à un homme qui contrôlera la machine sans se poser en rival. L'expérience lui enseigne, en tout cas, de ne pas laisser la place à une personnalité qui s'intéresse déjà à sa succession.

Daniel Vernet

PROFIL

UN GESTIONNAIRE PRAGMATIQUE

HANS EICHEL, cinquante-sept ans, pressenti par Gerhard Schröder pour prendre la tête du ministère allemand des finances, est un gestionnaire efficace, qui a réussi sans bruit à s'affirmer peu à peu, en dépit d'un manque de charisme, comme un des barons du Parti social-démocrate. Maire de Kassel, il dirigeait jusqu'ici le Land de Hesse, celui où se trouve Francfort, à la tête d'une coalition avec les Verts. Victime du début de la crise politique qui vient de provoquer le retrait d'Oskar Lafontaine, il a été, à la surprise générale, battu en février lors des élections régionales qui devaient être pour lui une formalité.

Ces élections, qui ont coûté à la coalition du chancelier Schröder sa majorité au Bundestag, la deuxième chambre du Parlement allemand, ont sanctionné la nouvelle politique initiée par les sociaux-démocrates et les Verts pour changer le code de la nationalité allemande. La gestion de M. Eichel, qui devait quitter ses fonctions le mois prochain, n'a pas été mise en cause.

Henri de Bresson

La coalition est en danger, selon la presse allemande

« LAFONTAINE AUS ! », s'exclame au « une » le quotidien populaire *Bild* à propos de la démission du ministre des finances allemand. Sous la photo d'archive d'un Oskar Lafontaine au regard pensif, cette légende : « Une chute profonde. » Avant de revenir sur « les heures dramatiques » et le « tremblement de terre » en cours à Bonn, le journal se demande : « Comment cela va se poursuivre pour le gouvernement ? »

A l'instar du quotidien le plus lu d'Allemagne, la presse de vendredi 12 mars semble avoir été prise de court par la nouvelle tombée en fin d'après-midi, jeudi. La surprise passée, les commentateurs estiment toutefois que le chancelier Gerhard Schröder se trouve désormais en première ligne. Le journal conservateur *Die Welt* observe que « Schröder s'impose » dans le bras de fer avec son ministre, qu'il « tient responsable du bilan misérable des 100 premiers jours » du gouvernement social-démocrate, mais s'interroge néanmoins sur la capacité du chancelier à « pouvoir faire ce qu'il avait annoncé qu'il ferait pendant la campagne électorale ».

« CRISE GRAVE »

Selon l'autre grand titre conservateur, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « il reste à attendre de voir si le vainqueur pourra jouer de ce triomphe ». Le quotidien des milieux économiques, *Handelsblatt*, écrit que « la démission de Lafontaine, le ministre le plus important du gouvernement, met aussi à mal le chancelier lui-même. Le chancelier partage une grande part de responsabilité dans le démarrage chaotique de ce gouvernement, avec une série sans fin d'échecs, de mauvaise fortune et d'anticraches ».

De nombreux commentateurs parlent des difficultés à venir de l'actuelle coalition, dont on évoque l'éventuel éclatement. *Handelsblatt* parle d'une « crise grave » traversée par le gouvernement, dont les différents projets

ont creusé le fossé ces derniers mois avec le monde de l'entreprise. Avec ce départ spectaculaire, « le gouvernement rouge-vert est également en question », estime *Die Welt*, car « les rumeurs courent selon lesquelles [M.] Schröder a désormais le champ libre pour un changement de coalition avec le FDP », le petit parti libéral.

Ce sont donc les ministres verts qui « vont trembler maintenant ».

juge la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, en pensant que le chancelier a l'opportunité de se séparer de son partenaire écologiste. « Si [Gerhard] Schröder a une occasion de changer de coalition, c'est bien maintenant », écrit l'éditorialiste du quotidien en première page. « Ce pourrait être une opération avec un risque mortel. Mais la structure du pouvoir de [M.] Schröder s'est peut-être déjà effondrée. »

La fin d'un « modèle » pour la gauche française

TANDIS que la droite restait silencieuse, la majorité de gauche au pouvoir en France a unanimement regretté, jeudi 11 et vendredi 12 mars, la démission du ministre des finances allemand du gouvernement de Gerhard Schröder et de la présidence du SPD. Si le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn - qui devait s'entretenir vendredi avec Oskar Lafontaine - a jugé déplacé tout commentaire « sur une affaire intérieure allemande » et sur une décision qu'il « regrette » et « respecte », le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, a immédiatement pris les devants de ses partenaires « pluriels » pour expliquer jeudi, sur Canal Plus, que le gouvernement de Gerhard Schröder avait « du mal », que la gauche allemande n'était plus un « modèle » pour la gauche française, et que, « en France, cela va quand même plutôt mieux ».

« Ce qui concerne le gouvernement allemand nous concerne », a néanmoins expliqué M. Hollande. « Le différend entre Gerhard Schröder et Oskar Lafontaine va avoir des conséquences sur ce que l'on peut

faire en Europe », a-t-il ajouté : « J'espère que les choses vont se reconstituer, car quand un gouvernement connaît une crise, surtout quand il est de gauche, cela concerne toute l'Europe, la France, et toute la gauche. » Tentant d'analyser la « rupture », le responsable socialiste a avancé que, « depuis leur arrivée au pouvoir il y a six mois, les responsables allemands ont eu du mal avec le dossier fiscal, avec le dossier nucléaire et avec les Verts », avant d'évoquer « peut-être une contradiction entre deux pratiques, Lafontaine étant plus à gauche que Schröder ».

« APPRENTISSAGE DU POUVOIR »

Partenaires de la coalition au pouvoir, écologistes et communistes ont aussi tenu à réagir à l'événement. Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts français aux élections européennes, qui s'était entretenu au téléphone avec le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, s'est voulu rassurant. « Nous faisons l'apprentissage du pouvoir », a commenté le député européen, jeudi soir, lors d'un meeting dans les Hauts-de-Seine, jugeant que « sortir du nucléaire et réformer le code de la nationalité »

étaient deux objectifs difficiles à atteindre pour le gouvernement allemand. « Il ne faut pas se laisser aller au conflit, mais puiser [dans cette crise] une énergie nouvelle pour surmonter les difficultés », a-t-il estimé. M. Cohn-Bendit s'est dit « profondément persuadé » que cette démission « ne remet pas en cause la coalition SPD-Verts et qu'il n'y a pas d'alternative à la coalition gouvernementale même si l'accord Schröder-Lafontaine n'a pas tenu ».

Moins optimiste, plus offensif, le Parti communiste a vu, au contraire, dans cette démission la confirmation de « la gravité de la crise qui couvait depuis un certain temps ». « Le gouvernement de Gerhard Schröder a trop tardé à répondre aux attentes sociales », écrit le quotidien *L'Humanité* dans un éditorial. « Et, à l'évidence, l'indécision à prendre des mesures sur les plans fiscal et économique pour encourager la consommation a engendré trop de déceptions. » Se gardant de toute comparaison française, le PCF juge que « le départ de l'homme de la Sarre » est « un coup dur pour un chancelier trop attiré par la Lorelei du social-libéralisme ».

VOUS AVEZ LE DROIT

Aux Editions Législatives, plus de 1 500 juristes spécialisés analysent, synthétisent et commentent l'information juridique dans tous les domaines : social, fiscal, affaires, immobilier, agricole, droits spécialisés...

C'est pourquoi chaque Dictionnaire Permanent et chaque CD-Rom des Editions Législatives vous donnent le droit de décider, d'agir, ou de réagir en sécurité.

EDITIONS LEGISLATIVES

صوتنا من الامم

Bill Clinton a proposé un nouveau partenariat aux pays d'Amérique centrale

Le président américain regrette que Washington ait soutenu la répression militaire

Le président Bill Clinton a quitté Guatemala, jeudi 11 mars, à l'issue d'un sommet avec ses homologues d'Amérique centrale et de République

dominicaine qui mettait fin à une tournée de quatre jours dans quatre pays de la région. Après avoir regretté le soutien, dans le passé

des Etats-Unis, aux gouvernements militaires, Bill Clinton a assuré que sous sa présidence « les Etats-Unis seront un partenaire et un ami ».

WASHINGTON

A l'occasion d'une visite de quatre jours en Amérique centrale, Bill Clinton a présenté ses excuses au Guatemala, et par extension à toute la région pour le soutien des Etats-Unis, dans le passé, à la répression militaire dans les pays de la région. C'est la première fois qu'un président américain a reconnu que son pays « a eu tort » de soutenir la politique anti-guérilla et les violations des droits de l'homme qui l'ont entachée depuis les années 50.

L'admission de cette « erreur » intervient peu après que la Commission de la vérité, pour la clarification de l'histoire, ait dénoncé les « actes de génocide » perpétrés par l'armée guatémaltèque contre les Indiens Mayas avec la complicité de la CIA et au moment où les Etats-Unis déclaraient des documents prouvant qu'ils étaient au courant de ces atrocités.

« Pour les Etats-Unis, il est important que je déclare clairement que le soutien aux unités militaires et de renseignement impliquées dans des actes de violence et de répression extensifs était une erreur que nous ne devons pas répéter (...). Nous devons et nous allons continuer à soutenir le processus de paix et de réconciliation au Guatemala », a déclaré M. Clin-

ton devant des personnalités guatémaltèques.

« Il y a quelques années, les peuples d'Amérique centrale ont été victimes d'une série de catastrophes causées par les hommes qui a été plus cruelle que tout ce que la nature a pu nous infliger », y compris l'ouragan Mitch, mais depuis lors « un champ de bataille idéologique a été transformé en un marché d'idées », a ajouté le président américain.

« AUCUNE HAINE »

La guerre civile qui a duré plus de trente-six ans au Guatemala a fait 200 000 victimes, surtout chez les Indiens. L'ingérence américaine dans les affaires de ce petit pays longtemps dominé par des dictatures militaires de droite n'est pas récente puisque la CIA avait suscité et appuyé, en 1954, un coup d'Etat contre le président Arbenz, démocratiquement élu.

Au cours de son étape précédente, Bill Clinton s'était adressé au Parlement salvadorien. Il y a été applaudi par les députés de tous bords, y compris les anciens guérilleros du FMLN, quand il leur a dit : « Je souhaite que les peuples d'Amérique centrale voient les Etats-Unis d'un œil nouveau, comme un partenaire et un ami. » Il représente « une nouvelle administration qui fait partie de la justice de l'histoire

(...) Je n'ai aucune haine », a répondu Nidia Diaz, accusée d'avoir été impliquée dans la mort de quatre « marines » en 1985.

Si ces propos surprennent par leur franchise, ils s'inscrivent dans le nouveau contexte post-guerre froide marqué par la volonté de tirer un trait sur les dérapages de l'affaire « Iran-Contra », qui vit les administrations Reagan et Bush soutenir la lutte armée contre les sandinistes au Nicaragua. Comme l'explique l'ancien ambassadeur au Salvador, Bob White, le rôle de la CIA et des militaires américains s'est beaucoup réduit ces dernières années. L'image des Etats-Unis avait souffert de cette collusion avec la répression, reconnue par l'ancien inspecteur général des services secrets William Hitz. Et ces changements ne sont pas seulement dans les mots, « les choses ont aussi changé sur le terrain ».

Mais Bill Clinton a déçu ses hôtes sur deux points : tout d'abord sur le montant jugé insuffisant d'une aide (956 millions de dollars [869 millions d'euros] destinés à la reconstruction de la région) par ailleurs contestée par la majorité républicaine au Congrès. Mais surtout sur l'immigration : les quelque deux millions d'émigrants - légaux ou non - d'Amérique centrale en-voient dans leurs pays d'origine

plus de 1 milliard de dollars par an. Or les autorités de l'immigration américaines ont annoncé qu'elles allaient reprendre les expulsions de clandestins, parmi lesquels 5 000 Guatémaltèques et Salvadoriens qui avaient fui leur pays après Mitch. Et les réfugiés du Nicaragua bénéficient toujours d'un traitement de faveur par rapport à ceux du Guatemala et du Salvador car ils sont supposés avoir été victimes de la répression sandiniste, de gauche.

Coincidence ou non, Washington a rendu publics, mercredi, des documents confirmant le rôle des militaires et de la CIA dans la répression. Ainsi un câble de la CIA de 1992 indique que « plusieurs villages ont été incendiés (...) ». L'armée est convaincue, sur la base d'informations solides, que toute la population d'Indiens tal est favorable à la guérilla ; cela a créé une situation dans laquelle les militaires ne feront pas de quartier, aux masquades comme aux civils ». En 1994, la DIA (renseignement militaire) avait fait état de suspects jetés vivants ou morts dans la mer « afin de faire disparaître toute trace de torture ou d'assassinat ». L'histoire du rôle des Etats-Unis en Amérique centrale et latine est loin d'être close, du Guatemala au Chili.

Patrice de Beer

Au Guatemala, un jésuite arrêté, torturé et « retourné »

C'EST UNE AFFAIRE Artur London (L'Aveu) à l'envers. Elle n'a pas éclaté dans les cachots de la police de Prague, mais dans ceux du Guatemala, au début des années 80 et d'une guerre civile acharnée, qui s'est achevée en 1996 et a fait quatorze 200 000 morts. Après avoir été arrêté et torturé, après avoir « avoué » qu'il travaillait pour la subversion marxiste, Luis Pellecer, un prêtre jésuite, a été « retourné » et, depuis, coule des jours tranquilles dans son pays.

Tel est l'épilogue d'une affaire qui avait secoué les militants des droits de l'homme et les milieux d'Eglise en Amérique latine et vient d'être révélée dans le rapport de 1 460 pages rendu public par la conférence des évêques du Guatemala, intitulé *Nunca Mas* (« Jamais plus »). Les dépositions mettant en cause le Père Pellecer viennent d'être publiées en France par la Compagnie de Jésus dans sa revue *Etudes* (mars 1999), sous la plume de Charles Antoine, ancien directeur de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine).

Le Père Luis Pellecer Faena a 35 ans en juin 1981 quand, au Guatemala, il est enlevé dans sa

voiture par des inconnus et « disparaît ». La police ne toute implication, mais quatre mois après, le 30 septembre, il réapparaît sur la chaîne de télévision de l'armée. Il passe des aveux complets sur sa participation à l'armée de guérilla des pauvres, met en cause la théologie de la libération, la Compagnie de Jésus et l'Eglise populaire, accusés de complicité avec le soulèvement marxiste. Sa disparition est un « auto-enlèvement ».

« LAVAGE DE CERVEAU »

Cette confession provoque la stupeur dans un pays où Luis Pellecer est connu des milieux étudiants, où douze prêtres ont été assassinés en deux ans, où les collèges catholiques sont accusés par l'armée d'être des centres d'endoctrinement marxiste. La droite exulte, jusqu'en France, où *Le Figaro Magazine*, s'appuyant sur l'« aveu » de Pellecer, va se déchaîner pendant des années contre les prêtres contaminés par le marxisme.

L'affaire n'avait jamais été éclaircie. Depuis, grâce aux investigations de l'épiscopat local, on sait que Luis Pellecer a été torturé, qu'il a subi un intense « lavage de cerveau », qu'un aumo-

nier militaire espagnol, Carlos Pérez Alonso, a été assassiné deux mois après l'enlèvement de ce jésuite qu'il avait aperçu « sérieusement défiguré » dans un hôpital. Surtout, à la suite de dépositions d'anciens tortionnaires, on a la certitude que Luis Pellecer est devenu un conseiller influent des services de renseignements et de répression militaire, participant à l'instruction d'officiers jusqu'à l'étranger.

Depuis, le jésuite s'est reconverti et s'est marié. Son ancien tortionnaire de la D-2 (direction du renseignement militaire), Francisco Ortega Menalito, fut témoin de son mariage et son associé en affaires. Pellecer vit aujourd'hui d'une confortable retraite, mais les révélations sur les violations des droits de l'homme n'ont pas fini d'ébranler ce pays. Le 24 avril 1998, les conclusions du « Projet de récupération de la mémoire historique » (Remhi), mené en 1995-1996 par l'Eglise, sont présentées dans la cathédrale par Mgr Juan Gerardo, évêque auxiliaire de Guatemala. Quarante-huit heures après, celui-ci est assassiné par des « inconnus ». Depuis, l'enquête n'a rien donné.

Henri Tincq

Le parc espagnol de Donana reste très contaminé

MADRID

de notre correspondante

Près d'un an après la catastrophe écologique déclenchée par la rupture du bassin de retenue d'eaux résiduelles de la mine de pyrite à ciel ouvert d'Aznalcollar, en Andalousie, aux portes du parc de Donana classé « patrimoine de l'humanité », la situation est plus que préoccupante. Les quelque 6 millions de tonnes de déchets et boues toxiques qui, le 25 avril 1998, s'étaient déversées, en quelques heures, sur les 5 000 hectares de terres riveraines du fleuve Guadalquivir - une bande d'une trentaine de kilomètres de long - semblent avoir laissé une trace presque indélébile.

Selon un rapport rendu public à Séville, mercredi 10 mars, par les chercheurs du Conseil supérieur d'investigations scientifiques (CSIC), 68 % des terrains concernés restent contaminés, avec des « concentrations hautes, ou très hautes, de plusieurs métaux ». Une constatation corroborée par un groupe de scientifiques de l'université de Grenade, associé à l'enquête. Il ressort de l'analyse des sols que 68 % des terrains seraient encore contaminés à l'arsenic, 47 % au zinc, 25 % au plomb, 15 % au cuivre et 4 % au cadmium. Les zones les plus contaminées, celles à l'arsenic, se situent près de la mine, mais aussi dans la zone dite de « Entremuros », aux portes mêmes du parc national, là où des digues et

des remblais de terre avaient été mis en place pour contenir la coulée.

Ce rapport, très attendu, est venu une nouvelle fois alimenter les polémiques qui depuis un an entourent les circonstances et surtout les remèdes à apporter à cette catastrophe. Après avoir cherché à minimiser les faits, la ministre de l'environnement, Isabel Tocino, avait fini par admettre l'ampleur des dégâts. Des travaux de remblayage et surtout d'évacuation des boues toxiques, gênés en partie par les pluies du printemps dernier, avaient été entrepris. Depuis, les propriétaires de la mine, la firme suédoise Boliden Apsira, le gouvernement central et la junte d'Andalousie continuent à se renvoyer les responsabilités. Boliden plaident le « glissement de terrain » et la mauvaise qualité des ouvrages de rétention effectués par les ouvriers espagnols.

En attendant, au milieu des querelles qui retardent la réouverture éventuelle de la mine se pose le problème de la réutilisation ou non des anciennes terres cultivables. Une étude très contestée du ministère de l'Agriculture expliquait il y a quelques semaines que « 84 % des terrains affectés étaient à nouveau utilisables » ; pour les chercheurs du CSIC, cette affirmation paraît peu réaliste.

Marie-Claude Decamps

Le Congrès américain approuve l'envoi de troupes au Kosovo

WASHINGTON. La Chambre des représentants a approuvé par 219 voix contre 191, jeudi 11 mars, la participation de soldats américains à une force internationale au Kosovo commandée par l'OTAN. Bill Clinton n'a pas besoin de l'aval du Congrès pour envoyer des troupes au Kosovo. Mais par leur résolution votée jeudi les représentants prient le président de les informer des détails de l'éventuelle opération, des conditions d'engagement de la force et de son retrait. La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, avait estimé que le simple fait de débattre de cette question affaiblissait la position américaine, dont l'envoyé Richard Holbrooke avait échoué, mercredi, à faire plier Slobodan Milosevic. Le président yougoslave devait recevoir vendredi le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov. Ce dernier a déclaré jeudi, à Trianon, que la Russie n'est favorable ni à un déploiement de troupes de l'OTAN, ni à l'envoi d'une force de l'ONU, mais reste « prête à discuter de la forme » d'une présence internationale au Kosovo, où les troupes serbes ont pillonné, jeudi, des positions kosovares près de Prizren, poussant des centaines de villageois à fuir leurs villages. - (AFP Reuters.)

Une « consultation directe » aura lieu à Timor-Oriental

NATIONS UNIES. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a annoncé, jeudi 11 mars, à New York, un accord entre l'Indonésie et le Portugal sur une « consultation directe », sous l'égide de l'ONU, à Timor-Oriental pour choisir entre l'autonomie offerte par l'Indonésie et l'indépendance. Les « modalités spécifiques » de cette consultation, a-t-il précisé, seront indiquées plus tard. Cette formule permet de contourner l'opposition de Djakarta à un référendum sur l'indépendance. La prochaine réunion entre les ministres des affaires étrangères portugais et indonésien aura lieu le 22 avril, à New York. Entre-temps, au cours d'une rencontre à Djakarta, le leader indépendantiste, Xanana Gusmao, et le chef des milices pro-indonésiennes, Joao Tavares, ont étudié les conditions d'un cessez-le-feu entre leurs partisans respectifs à Timor-Oriental. Tavares a réclamé la libération de Gusmao, assigné à résidence en février après sept ans de prison. - (AFP)

Pas de référendum avant mars 2000 au Sahara occidental

SAHARA OCCIDENTAL. Le référendum qui devait avoir lieu dès 1992 au Sahara occidental, sans cesse reporté en raison des désaccords persistants entre le Maroc et le Front Polisario, n'est plus prévu avant mars 2000, a annoncé le ministre marocain de l'Intérieur, Driss Basri, dans une interview publiée, jeudi 11 mars, par le quotidien arabophone international *Al Hayat*. Ce référendum fut reporté la dernière fois à décembre 1999. M. Basri a affirmé que si les efforts du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour organiser cette consultation échouent, les Nations unies devront prendre une décision. Mais « le Maroc restera sur son territoire », a-t-il ajouté. Le durcissement de l'homme de confiance de Hassan II dans ce dossier coïncide avec une mise en garde du Front Polisario, dont le ministre de la Défense, Mohamed Lamine Bouhail, a déclaré mercredi, selon la radio algérienne, que l'échec du plan de l'ONU pourrait entraîner une reprise des combats dans l'ancienne colonie espagnole. - (Reuters.)

DÉPÊCHES

■ GAZA : plus de quatre-vingt-cinq personnes ont été blessées, jeudi 11 mars, à Rafah, lors de violents affrontements, pour la seconde journée consécutive, entre policiers palestiniens et sympathisants du mouvement intégriste Hamas. La veille, deux adolescents avaient été tués par la police autonome dans cette même agglomération de la bande de Gaza lors d'une flambée de violence déclenchée par la condamnation à mort pour meurtre d'un membre de Hamas. La zone a été interdite d'accès aux journalistes et photographes. - (Reuters.)

■ IRAK : deux attentats à la bombe ont été commis, mardi 9 et mercredi 10 mars, à proximité de locaux des Nations unies, à Irbil et Dohouk, dans le nord de l'Irak, faisant un mort, le porteur de l'un des engins explosifs, et plusieurs blessés, a annoncé jeudi l'ONU. - (AFP)

■ SOUDAN : un appel à l'aide internationale a été lancé, jeudi 11 mars, par le gouvernement soudanais et des organisations internationales, pour la lutte contre l'épidémie de méningite, qui a fait plus de 260 morts au Soudan. L'appel évalue à 5,6 millions de dollars (5,1 millions d'euros) les sommes requises pour la vaccination, les traitements, les transports et autres besoins de la campagne, qui s'étendra de mars à juin, pour contrer l'épidémie. - (AFP)

■ CUBA : la peine de mort a été requise, jeudi 11 mars, devant un tribunal de La Havane contre un ressortissant salvadorien, Raul Ernesto Cruz Leon, accusé d'être l'auteur de six attentats à la bombe durant l'été 1997, qui avaient fait un mort et onze blessés. - (AFP)

■ ÉQUATEUR : le président Jamil Mahuad a annoncé, jeudi 11 mars, une « forte » augmentation des prix des carburants ainsi qu'un relèvement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) qui passe de 10 % à 15 %. Le montant des retraits bancaires a été plafonné afin d'éviter une banqueroute du système financier. Ces mesures, annoncées en dépit d'une grève de protestation de 48 heures déclenchée la veille, sont destinées à contenir la crise économique que connaît le pays, a expliqué M. Mahuad. - (AFP)

■ RUSSIE : une délégation du FMI est arrivée à Moscou, jeudi 11 mars, pour des négociations tendues, succédant à l'échec d'une mission précédente en février, visant à préparer une visite du premier ministre Evgueni Primakov, le 23 mars, à Washington. - (AFP)

Accord pour la vente de 3,2 milliards de dollars d'armes américaines à l'Egypte

LE CAIRE. Les Etats-Unis ont accepté, jeudi 11 mars, de vendre pour 3,2 milliards de dollars (2,9 milliards d'euros) d'armements à l'Egypte. Il s'agit notamment de vingt-quatre avions de combat F-16 Block D (le der-

nier modèle produit par le groupe américain Lockheed Martin), de sous-ensembles pour fabriquer sur place deux cents chars M1A1 Abrams et une batterie de missiles anti-missiles Patriot PAC-3 (soit huit rampes rechargeables de lancement de quatre missiles chacune). Ce contrat a été annoncé par William Cohen, secrétaire américain à la Défense, en visite officielle au Caire. Il sera financé par une partie de l'aide annuelle des Etats-Unis à l'Egypte, qui se monte à 1,2 milliard de dollars. - (AFP.)

STAGES PÂQUES

✓ SÉSAME/ACCÈS

✓ Prépa-HEC

ISTH

Enseignements Supérieurs Privés

01 42 24 10 72

Le Congrès américain approuve l'envoi de troupes au Kosovo

Le Congrès américain a approuvé mardi 11 mars l'envoi de troupes américaines au Kosovo. Cette décision, prise à l'unanimité par le Sénat et à une large majorité par la Chambre des Représentants, marque un tournant décisif dans la politique américaine en Europe de l'Est. Les troupes seront envoyées pour soutenir l'opération militaire menée par l'OTAN contre les forces serbes qui tentent de reprendre le contrôle du territoire kosovar. Cette décision est considérée comme une démonstration de la détermination américaine à soutenir la souveraineté et l'indépendance du Kosovo.

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999 / 3

Sept candidats s'affronteront à la présidentielle algérienne du 15 avril

Le Conseil constitutionnel a rejeté la candidature de cheikh Mahfoud Nahnah, mais avalisé celle d'Abdallah Djaballah, l'autre candidat islamiste. Aucune femme ne se présentera devant les électeurs, le conseil ayant refusé le dossier de Louisa Hanoune

Le conseil constitutionnel algérien a rendu public, jeudi 11 mars, la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle du 15 avril. Si plus d'une quarantaine de personnes avaient annoncé leur intention de se

présenter, en définitive, seuls onze dossiers avaient été présentés au conseil. Sur ce total, sept candidats ont été retenus, a annoncé jeudi en fin de journée le président du conseil constitutionnel, Saïd Boucharif. Il

s'agit de MM. Hocine Aï Ahmed, Abdelaziz Bouteflika, Abdallah Djaballah, Youssef El Khatib, Mouloud Hamrouche, Ahmed Taleb Ibrahimi et Mokdad Sifi. Les quatre candidats éliminés sont Mahfoud Nahnah, Sid-Ah-

med Ghoczi, M^{me} Louisa Hanoune et Nourredine Boukrouh, le premier n'ayant pu produire une attestation de participation à la guerre d'indépendance, les trois autres ayant échoué à rassembler le nombre de si-

gnatures exigé. Un deuxième tour sera sans doute nécessaire pour désigner le successeur du président Liamine Zerroual, qui avait annoncé à l'automne son intention d'abréger son mandat au nom de « l'alternance ».

LA CRÉDIBILITÉ de l'élection présidentielle du 15 avril sort renforcée de son premier test : la publication de la liste officielle des candidats. En retenant 7 noms alors que 11 dossiers de candidature lui avaient été présentés, le conseil constitutionnel a en effet rendu tout son sens à l'élection du 15 avril : la compétition est ouverte et personne ne peut prédire qui succèdera au président (démissionnaire) Zerroual.

La loi électorale imposait à chaque candidat de réunir 600 signatures d'électeurs, réparties dans les deux cas dans au moins 25 des 48 wilayas (départements). Selon le conseil constitutionnel, seul sept d'entre eux y sont parvenus. C'est bien davantage que prévu.

Les experts pronostiquaient en effet une compétition réduite à quatre ou cinq personnes : Abdelaziz Bouteflika, brillant ministre des affaires étrangères du président Boumedienne à une époque où l'Algérie faisait figure de modèle, aujourd'hui candidat du « rassemblement » mais catalogué par certains

comme étant celui du pouvoir ; le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, maintes fois ministre de Boumedienne et Chadli, défenseur des valeurs « arabo-islamiques » associées à la modernité ; Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre « réformateur » démissionné par l'armée en 1991 ; le socialiste Hocine Aï Ahmed, indépendantiste de la première heure et rebelle de toujours dont la popularité est restée intacte dans sa Kabylie natale.

« GRANDE GUEULE »

Trois autres noms, inattendus ceux-là, sont venus s'ajouter à cette liste : Abdallah Djaballah, un islamiste de 43 ans fin manœuvrier ; Youssef El Khatib, un héros de la guerre, « grande gueule », longtemps proche du président Zerroual et adversaire résolu de M. Bouteflika ; enfin, Mokdad Sifi, 58 ans, archétype du haut fonctionnaire algérien venu à la politique par le biais de responsabilités ministérielles.

En revanche, un « présidentiable de poids » n'a pas été retenu par le

conseil constitutionnel, le cheikh Mahfoud Nahnah. Cet islamiste « modéré » (« Si le prophète de l'islam vivait à notre époque, il s'habillerait en costume algérien », aime-t-il rappeler) était arrivé en deuxième position à la présidentielle de 1995, mais son dossier n'a pas été retenu, c'est en vertu d'une disposition légale qui impose aux candidats les plus âgés de produire un document attestant de leur participation à la guerre d'indépendance. Mahfoud Nahnah a échoué à fournir le sésame.

Il reste à savoir en faveur de qui Mahfoud Nahnah - dont le parti a toujours soutenu le gouvernement - appellera à voter : Abdelaziz Bouteflika, Abdallah Djaballah ou Taleb Ibrahimi ? Son électorat sera tiraillé.

En revanche, le rejet par le conseil constitutionnel des candidatures de l'ancien premier ministre Sid-Ahmed Ghoczi, et celle de Nourredine Boukrouh, responsable d'un groupuscule islamiste, le PRA, ne constituent pas une surprise. Les deux hommes ne bé-

néficient que d'une audience marginale.

Ses interventions passionnées à la chambre des députés valent à Louisa Hanoune, porte-parole d'une formation d'extrême gauche, une aura nettement supérieure mais qui, semble-t-il, n'a pas suffi à lui faire recueillir les parrainages demandés. En rejetant son dossier, l'Algérie se prive d'avoir une femme dans la course.

LANGUE DE BOIS

La richesse des candidatures - une première dans le monde arabe - est à porter à l'actif du président démissionnaire Liamine Zerroual. En opposition avec des responsables militaires à la retraite mais toujours influents, le chef de l'Etat a promis à plusieurs reprises que les élections seraient « honnêtes et transparentes ». Et, dans une allocution télévisée récente, il a menacé de prendre des « mesures » si le scrutin était perverti. L'armée lui a apporté son appui en rappelant récemment dans un éditorial de son journal officiel, El Djelch, que « ce sont les citoyens-électeurs,

et uniquement eux, qui éliront en avril prochain le président de la République ». Le premier « écrimage » effectué par le conseil constitutionnel confirme que ces mises en garde ont été entendues. Jusqu'ici, aucun des sept candidats retenus n'a véritablement présenté de programme précis alors que le pays baigne depuis huit ans dans une violence qui a délogé les liens sociaux et malmené l'économie. Champions de la langue de bois (à l'exception notable du socialiste Aï Ahmed), tous ont soigneusement évité de dévoiler leurs intentions sous prétexte que la campagne ne s'ouvrira officiellement que le 25 mars.

Pourtant, derrière les généralités et les discours convenus, un constat s'impose : les candidats « réconciliateurs » sont largement majoritaires. A la différence du scrutin présidentiel de 1995, tous les présidentiables - à l'exception de l'ancien premier ministre Mokdad Sifi (la position de Youssef El Khatib est moins claire) - se rejoignent pour reconnaître plus ou moins ouvertement que la politique du tout sécuritaire a échoué et

qu'il est temps de trouver une solution politique à la question islamique.

Un deuxième tour sera sans doute nécessaire pour désigner le successeur du président Zerroual. Mais quel que soit le vainqueur, la tournure prise par les événements à un peu plus d'un mois du scrutin laisse prévoir de profonds changements politiques une fois le nouveau président installé.

L'avenir politique de l'islamiste Mahfoud Nahnah est sans doute derrière lui alors que c'est l'inverse pour Abdallah Djaballah. Plus important, le Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, et le Rassemblement national démocratique (RND), un parti créé pour appuyer l'action du président Zerroual, déjà au bord de l'implosion, ne survivront sans doute pas tels quels au scrutin présidentiel. Nombre des candidats indépendants ne font pas mystère qu'ils entendent créer, s'ils sont battus, des partis politiques au soir du premier tour.

Jean-Pierre Thuquol

Rencontre « importante et prometteuse » entre le pape et le président iranien

ROME

La rencontre entre le pape Jean Paul II et le président iranien, Mohammad Khatami, jeudi 11 mars, a été « cordiale et empreinte d'esprit de dialogue entre musulmans et chrétiens », a résumé Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, qui a exprimé le souhait que ces entretiens soient « un modèle d'entente entre peuples et religions ». Jean Paul II a, pour sa part, qualifié cette rencontre de « journée importante et prometteuse ». Pour M. Khatami, elle permet d'espérer en « la victoire finale de l'éthique, de la morale, de la paix et de la réconciliation ».

Manifestement, les deux hommes étaient contents de se voir. Le pape a accueilli son hôte sur la porte de sa bibliothèque par un retentissant « welcome » (bienvenue), auquel M. Khatami a répondu par un « bonjour » appuyé. Les deux hommes ont échangé les traditionnels cadeaux et, soudain, un mollah de la suite présidentielle a demandé à Jean Paul II s'il pouvait « faire quelque chose ».

« Mais certainement », lui a répondu le pape. Alors le mollah l'a embrassé sur les deux joues. Ce geste inhabituel a mis de l'animation et de la bonne humeur.

PROTESTATIONS D'OPPOSANTS Mohammad Khatami a demandé à Jean Paul II de prier pour lui, de la même manière qu'il prierait lui-même pour « la réussite et la santé » du pape. Le président iranien a ensuite conversé avec le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat au Vatican, des droits de l'homme, de la situation au Proche-Orient et du dialogue entre l'islam et la chrétienté.

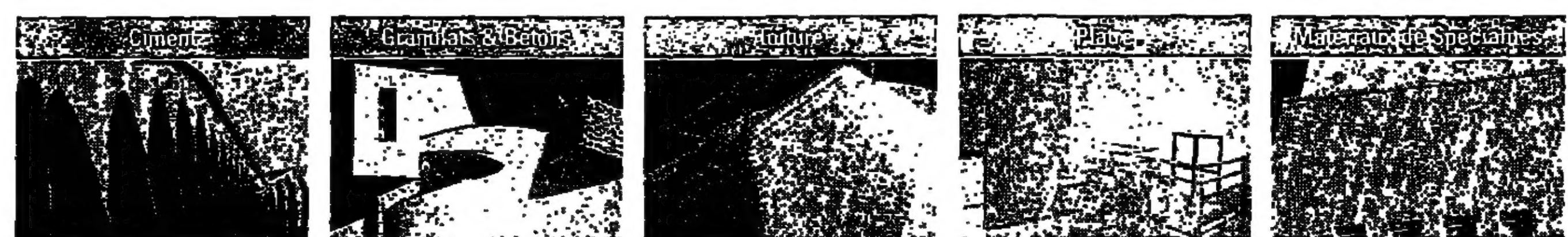
Les trois journées de la première visite officielle d'un président de la République islamique en Occident ont constamment été émaillées de protestations d'opposants iraniens. En dépit de conditions de sécurité extrêmes, des œufs et de la peinture ont pu être jetés sur la voiture blindée de M. Khatami. Les forces de l'ordre, particulièrement nerveuses, ont procédé à quelques interpellations et à de nombreux contrôles d'identité, mais il n'y a pas eu d'incident majeur.

Lamberto Dini, ministre des affaires étrangères, a fait part de sa satisfaction, estimant que cette « visite représente une étape importante pour les relations entre les deux pays, mais aussi entre l'Iran et l'Europe et, plus généralement, la communauté internationale ». Téhéran a cependant peu apprécié que l'écrivain Salman Rushdie, condamné à mort en 1989 pour « blasphème » envers l'islam par une fatwa de l'imam Khomeiny, reçoive au même moment le titre de docteur honoris causa de l'université de Turin.

Dans un entretien accordé à La Repubblica, M. Khatami a fait remarquer qu'il était « profondément déçu de voir qu'une personne qui a offensé le credo religieux de plus d'un milliard de musulmans soit encouragée de cette manière. Le gouvernement iranien, a-t-il rappelé, a déclaré explicitement qu'aucune action ne sera entreprise pour faire appliquer la fatwa ». Dans cet entretien, le président Khatami a, par ailleurs, précisé qu'« avec le peuple américain le dialogue est déjà commencé, mais, dans les rapports entre les gouvernements, nous ne céderons pas à la force. Nous parlerons seulement sur une base paritaire et de respect réciproque ».

Tout au long de ces trois journées, le chef de l'Etat iranien a distillé un message de respect réciproque, de modération et d'ouverture. « Les efforts pour créer une paix véritable doivent aller main dans la main avec la bataille pour réinstaurer la justice », a-t-il fait valoir, précisant : « Nous sommes certains que le peuple [américain] continuera sur ce chemin dans le respect de la démocratie ».

Michel Bôle-Richard



LAFARGE Résultats 1998 en forte hausse

Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe des positions de premier plan dans chacune de ses Branches : Ciment, Granulats & Bétons, Toiture, Plâtre et Matériaux de Spécialités.

Avec 65 500 collaborateurs réalisant un chiffre d'affaires de 9,8 milliards d'euros (64,3 milliards de francs) dans 65 pays, Lafarge fait progresser les matériaux de construction en apportant ainsi toujours plus de sécurité, de confort et de beauté au cadre de vie quotidien.

+ 53 %

Chiffre d'affaires

+ 63 %

Résultat d'exploitation courant

+ 26 %

Résultat net - Part du Groupe

	1998	1997	%
Marge brute d'autofinancement	8 862	1 351	+ 45 %
Résultat d'exploitation courant	9 164	1 357	+ 63 %
Résultat net part du Groupe	3 059	466	+ 26 %
Bénéfice net par action	32,3	4,93	+ 19 %
Dividende net par action	12,0	1,83	+ 9 %

Le Conseil d'Administration de LAFARGE, réuni mardi 9 mars sous la présidence de Bertrand COLLOMB, a arrêté les comptes de l'exercice 1998.

Le chiffre d'affaires 1998 a augmenté de 53%, à 64,3 milliards de francs (9 802 millions d'euros), notamment en raison de l'intégration des activités de Redland.

Le résultat d'exploitation courant a atteint 9 164 millions de francs, soit 1 357 millions d'euros (+ 63%). Cette progression, qui a concerné toutes les activités du Groupe, reflète principalement : la hausse de l'activité en Europe Occidentale (hors Allemagne) et en Amérique Latine ; l'excellente conjoncture en Amérique du Nord ; un contexte de prix favorable.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 3 059 millions de francs, soit 466 millions d'euros (+ 26%). Le bénéfice net par action ressort à 32,30 francs, soit 4,93 euros (+ 19%).

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai prochain de porter le dividende de 11 à 12 francs (1,83 euros) par action, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal. Les actionnaires pourront percevoir leur dividende en espèces ou en actions. Pour la première fois, les actionnaires qui auront conservé leurs actions sous la forme nominative pendant deux ans auront droit à un dividende majoré de 10 %.

L'INTEGRATION REUSSIE DE REDLAND

Outre ses bons résultats, l'exercice 1998 a aussi été marqué par le succès de l'intégration de Redland (20 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 3 milliards d'euros ; plus de 18 000 salariés). En 6 mois, le Groupe a défini les stratégies, les programmes d'action et mis en place les organisations et les politiques LAFARGE. D'ores et déjà, l'acquisition de Redland a eu, comme prévu, un impact très positif sur les résultats du Groupe.

DES DEVELOPPEMENTS STRATEGIQUES PORTEURS

Au delà de Redland, LAFARGE a poursuivi en 1998 le renforcement de ses positions dans le monde. Profitant notamment de la crise asiatique, le Groupe a pu saisir de nouvelles opportunités de développements, réalisant

environ 12,2 milliards de francs (1,9 milliard d'euros) d'investissements sur l'ensemble de l'exercice.

Ainsi, dans chacune de ses Branches d'activité, LAFARGE a renforcé ses positions : Ciment : acquisitions au Honduras, en Afrique du Sud et aux Philippines, prises de participation en Italie, aux Etats-Unis et en Jordanie, acquisition de plusieurs actifs industriels en Allemagne.

Granulats & Bétons : acquisitions en Amérique du Nord et en Afrique du Sud, joint-venture en Chine. Toiture : rachat de minoritaires au Brésil, en Afrique du Sud et en Malaisie.

Plâtre : acquisitions en Corée du Sud, où LAFARGE devient leader sur le marché de la plaque de plâtre.

Matériaux de Spécialités : aux Etats-Unis, développements dans la chaux et dans le secteur du marquage routier.

PERSPECTIVES 1999

Malgré les incertitudes demeurant sur la conjoncture économique mondiale, l'année 1999 s'est ouverte sous des auspices favorables. L'Europe et l'Amérique du Nord, où se situent les trois quarts de l'activité du Groupe, sont en effet bien orientées.

Après les très importants développements réalisés en 1998, le Groupe, qui a mis en place une nouvelle organisation en cinq Branches - Ciment, Granulats & Bétons, Toiture, Plâtre et Matériaux de Spécialités - poursuivra l'intégration de ses acquisitions, la réduction des coûts et l'amélioration de ses performances.

Salon Bertrand COLLOMB, Président-Directeur Général, « 1998 a été une très bonne année pour LAFARGE et 1999 devrait être une nouvelle année de progrès ».

LAFARGE
Les matériaux pour construire le monde

صبرنا من الامل

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

JUSTICE Le projet de loi sur la présomption d'innocence - un des principaux chapitres de la réforme de la justice voulue conjointement par Jacques Chirac et par Lionel Jospin -

met aux prises le gouvernement avec des députés, de gauche et de droite, qui veulent renforcer, notamment, les mesures restrictives à l'encontre de la presse. Celle-ci serait

sanctionnée si elle présentait une personne, avant jugement, comme « pouvant être » coupable. ● LES RADICAUX DE GAUCHE ont déposé, aussi, en commission des lois, un

amendement visant à restreindre les possibilités d'enquête à partir de l'abus de biens sociaux, dont le délai de prescription serait aligné sur celui des autres délits. ● JACQUES CHIRAC

rechigne à inscrire la réforme du Conseil supérieur de la magistrature à l'ordre du jour du Congrès qu'il doit convoquer prochainement pour entériner la parité hommes-femmes.

Les députés veulent limiter la publicité des enquêtes judiciaires

Lionel Jospin et Elisabeth Guigou, qui refusent toute mesure restrictive de la liberté de la presse, doivent faire face à une offensive, venue des rangs socialistes et soutenue à droite, visant à obliger les médias à respecter davantage la présomption d'innocence

ELISABETH GUIGOU a indiqué, lors de son audition devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 9 mars, qu'elle serait « hostile à tout amendement qui porterait atteinte à la liberté d'expression ». Il y a deux mois, dans *Le Monde* du 7 janvier, Lionel Jospin avait prévenu, qu'aucun amendement qui, « sous prétexte du respect de la présomption d'innocence, serait fait, en réalité, pour interdire à la presse de parler de certaines affaires », ne serait accepté par le gouvernement. La ministre de la justice risque d'avoir du pain sur la planche.

Lors de l'examen du projet de loi sur la présomption d'innocence, jeudi 11 mars, la commission a aggravé, en effet, la portée des dispositions du texte relatives aux médias, en élargissant la définition des atteintes au principe de la présomption d'innocence. Afin de mieux prévenir ou punir les atteintes à la réputation des personnes, le projet de loi crée quatre nouvelles infractions dans le droit de la presse. Seraient punis de 100 000 francs d'amende le fait de publier ou diffuser des images de personnes menottées ou entravées ; le fait de réaliser ou de diffuser des sondages sur la culpabilité de personnes ; le fait de divulguer l'identité d'un mineur victime et de diffuser des photos de « circonstances de crime ou de délit lorsque cette reproduction porte atteinte à la dignité de la victime ».

A l'initiative du PS, la commission des lois a porté à



200 000 francs le montant de l'amende pour les deux premières de ces quatre infractions. Elle a repoussé, en revanche, un amendement de Nicole Catala (RPR, Paris) qui prévoyait de punir de la même amende « le fait de publier ou diffuser, par quelque moyen de communication que ce soit, des actes, procès-verbaux ou documents couverts par le secret de l'enquête et de l'instruction ». Elle a supprimé, en outre, la possibilité offerte au procureur de la République, dans le projet gouvernemental, d'aider la personne mise en cause à exercer son droit de réponse.

Cependant, la commission des lois a adopté un amendement défendu au nom du groupe socialiste par Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime), qui élargit considérablement la notion d'atteinte au principe de la présomption d'innocence. Alors que l'article 9-1 du code civil permet aux personnes mises en cause dans le cadre d'une enquête de faire valoir leur droit à la présomption d'innocence quand elles ont été présentées « publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire », l'amendement propose d'étendre le

bénéfice de cette disposition aux personnes présentées comme « pouvant être » coupables de ces faits. Cette nuance interdirait nombre d'articles faisant état de procédures judiciaires. La chancellerie, qui n'avait pas repris les dispositions les plus restrictives de la commission Truche, comme l'interdiction de publier les noms des personnes mises en cause, redoutait ce genre de fronde parlementaire.

L'équilibre des autres volets ne devrait pas être mis en cause en séance publique, à partir du 23 mars. La plupart des autres amendements adoptés à l'initiative du rapporteur, Christine Lazerges (PS), et qui ont souvent rejoint les préoccupations de l'opposition, visent à renforcer les droits de la défense et à limiter la détention provisoire, sans bouleverser l'architecture du projet gouvernemental : la commission a décidé de limiter la garde à vue à toute personne « à l'encontre de laquelle il existe des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction », ce qui exclut les simples témoins ; la personne gardée à vue sera immédiatement informée de la nature de l'affaire ayant motivé cette décision et de son droit de garder le silence ; elle pourra s'entretenir avec son avocat à la première heure de garde à vue, puis au terme de la vingtème heure et, en cas de prolongation, de la trente-sixième heure.

Pour ce qui est de la détention provisoire, au sujet de laquelle les députés veulent instituer « une

commission de suivi », la commission a tenu à inscrire dans le code de procédure pénale son caractère « exceptionnel ». Elle a exclu la notion d'ordre public des motifs pouvant être invoqués pour une prolongation de la détention en matière correctionnelle et fixé des durées maximales plus strictes que celles proposées par le projet de loi. Lors de réunions internes, le groupe socialiste avait repoussé

Goasguen (DL, Paris), défendeur des propositions nettement plus libérales que celles envisagées par la chancellerie. M. Devedjian a proposé ainsi, en vain, que l'avocat soit présent « à tout moment » de la garde à vue. Dans un communiqué, les députés socialistes Arnaud Montebourg (Saône-et-Loire) et Christophe Caresche (Paris) ont dénoncé un « revirement » et demandé : « S'agit-il d'une conversion sou-

La Cour de cassation et les journalistes

La divulgation d'informations par des enquêteurs agissant sous le contrôle de la justice constitue une « faute lourde », selon la Cour de cassation. Un producteur de foies gras avait été accusé de fraude après que les services de la répression des fraudes de Corrèze eurent communiqué des informations à l'Agence France-Presse. L'administration ayant, finalement, reconnu son erreur, le producteur avait obtenu, en 1990, 80 000 francs en réparation de l'État, celui-ci ayant « déclenché, par ses informations erronées, une campagne de presse calomnieuse ». Il avait été débouté, ensuite, en appel, arrêt que la Cour de cassation a infirmé, le 9 mars, jugeant que les agents de l'administration, qui avaient donné « des informations permettant d'identifier les personnes mises en cause à l'occasion d'une enquête », avaient commis une « faute lourde ».

plusieurs propositions plus libérales : une augmentation des seuils de peines encourues en-deçà desquels la détention provisoire est interdite, le principe d'un enregistrement audiovisuel des gardes à vue, ainsi que la motivation des mises en examen.

Du coup, le débat, en commission, a vu les représentants de la droite, dont Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) et Claude

datine et sincère à des orientations que l'opposition qualifie hier de laxistes ? Il est intéressant que les propositions de la droite « constituent de véritables entraves au travail de la police et au déroulement normal de l'instruction ». La gauche deviendrait-elle « sécuritaire » et la droite, « laxiste » ?

Jean-Baptiste de Montvalon et Cécile Prieur

La prescription de l'abus de biens sociaux

« IL EST INCONCEVABLE de permettre, de fait, et au-delà de la prescription criminelle, la disparition de la prescription par la jurisprudence relative au différé du point de départ jusqu'au jour de la connaissance des faits ». L'exposé des motifs de l'un des amendements au projet de loi sur la présomption d'innocence déposés par Alain Tourret (RCV), amendement repoussé, jeudi 11 mars, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, n'est pas des plus explicites. Il est vrai que l'histoire parlementaire récente enseigne que la discrétion est de rigueur lorsqu'on veut modifier les règles de prescription particulières aux abus de biens sociaux. Or tel est bien l'objet de cet amendement du député radical de gauche du Calvados...

Contrairement à la quasi-totalité des délits, pour lesquels le délai de prescription de trois ans débute le jour où l'infraction a été commise, le délai de prescription des abus de biens sociaux commence le jour où les faits ont été constatés. Cette jurisprudence de la Cour de cassation est fondée sur l'idée que ces délits sont très difficiles à découvrir. Fin 1995, la multiplication des mises en examen de chefs d'entreprise pour abus de biens sociaux avait incité la majorité de droite à intervenir. Pierre Mazeaud (RPR), alors président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, avait déposé une proposition de loi introduisant un délai de prescription de six ans à partir de l'exécution de l'infraction. Cette initiative avait provoqué un tollé. Alors porte-parole du PS, François Hollande avait estimé que la réforme envisagée par

M. Mazeaud était « inopportune et maladroite » et qu'elle rappelait « à bien des égards l'amnistie » décriée, en leur temps, par les socialistes. Le gouvernement d'Alain Juppé avait finalement fait machine arrière, en « lâchant » M. Mazeaud.

PAS D'INITIATIVE GOUVERNEMENTALE

En proposant d'inscrire dans le code de procédure pénale qu'en matière de délit « la prescription est toujours acquise au terme de six années révolues à compter du jour où les faits ont été commis », M. Tourret propose donc, aujourd'hui, ce à quoi la droite avait renoncé hier. Le 9 mars, lors de l'audition de la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, le président du groupe RCV, Michel Crépeau, également membre du PRG, avait déjà « déploré », selon le compte rendu de la commission des lois, que « les magistrats prennent l'initiative de définir de nouvelles infractions ou de nouvelles sanctions ».

Le maire de La Rochelle avait cité comme exemple les abus de biens sociaux. Michel Hunault (RPR, Loire-Atlantique) avait annoncé son intention de défendre un amendement à ce sujet. Répondant à ces interventions, M^{me} Guigou s'était contentée de déclarer que « le gouvernement ne prendrait aucune initiative en matière d'abus de biens sociaux ». Cette formule elliptique n'interdit pas aux députés de faire preuve d'imagination en la matière...

J.-B. de M.

Extension du statut de témoin assisté

BIEN qu'elle ne suscite guère de controverse, une disposition du projet de loi sur la présomption d'innocence pourrait profondément modifier le statut actuel de la mise en examen. Le texte d'Elisabeth Guigou prévoit, en effet, d'étendre le statut de témoin assisté - qui permet aux personnes entendues dans le cadre d'une instruction de bénéficier de l'aide d'un avocat - à toute personne mise en cause dans une procédure. Cette réforme a pour objectif de limiter les mises en examen et d'opprobre qui s'y attache.

Jusqu'en 1993, le juge d'instruction chargé d'une enquête n'avait d'autre choix, quand il se trouvait en présence d'un suspect, que de l'entendre comme simple témoin ou de le mettre en examen. Le témoin ne dispose guère de droits, puisqu'il ne peut pas être assisté d'un avocat. La mise en examen, qui intervient lorsqu'il existe, au sujet d'une personne, des indices « laissant supposer qu'elle a participé [aux faits] », donne le droit d'être

assisté d'un avocat, d'avoir accès au dossier et de demander des actes au juge d'instruction. Dans l'opinion, toutefois, elle apparaît comme une précondamnation.

RISQUES D'EFFET PERVERS

Le juge avait tendance à prononcer rapidement la mise en examen, ne serait-ce que par prudence, car le code de procédure pénale déclare nulle une mise en examen intervenue tardivement alors qu'existaient déjà des indices graves et concordants de culpabilité. Une loi de 1993 a créé un nouveau statut, celui de témoin assisté, qui permet à la personne d'être entendue par le juge en présence de son avocat et d'avoir accès au dossier. La réforme de 1993 limitait cette possibilité aux personnes visées nommément dans une plainte avec constitution de partie civile ou dans un réquisitoire du parquet.

M^{me} Guigou propose d'aller plus loin, en étendant le statut de témoin assisté aux personnes mises en cause par des témoins ou par

une victime qui ne s'est pas constituée partie civile. En outre, le témoin assisté n'aurait plus à prêter serment, c'est-à-dire qu'il pourrait, comme le mis en examen, se taire ou mentir. La seule différence avec le mis en examen serait que le témoin assisté ne pourrait pas faire l'objet de mesures de contrainte (détention provisoire ou contrôle judiciaire) ni être renvoyé devant un tribunal correctionnel ou une cour d'assises.

Cette réforme, qui vise à éviter que les magistrats ne prononcent trop de mises en examen, pourrait se révéler contre-productive. Rien ne garantit, d'abord, que la presse ne ferait pas état des faits imputés à un témoin assisté. La mise en examen, devenue plus rare, serait grevée d'une charge implicite d'autant plus lourde. D'ailleurs, si le juge voulait, finalement, renvoyer un témoin assisté devant un tribunal, il devrait le mettre en examen, ce qui serait ressenti comme une précondamnation.

C. P.

Un avocat dès le début de la garde à vue

Le projet de loi sur la présomption d'innocence est un des principaux volets de la réforme de la justice, avec les textes sur le Conseil supérieur de la magistrature et sur les relations entre le parquet et la chancellerie.

● **Renforcement des droits de la défense.** Outre l'intervention de l'avocat dès la première heure de garde à vue - et non plus seulement à la vingtème - , le texte tend à renforcer les droits des parties au cours de l'instruction. Les personnes mises en examen et les parties civiles pourraient demander au juge d'instruction « tout acte qu'elles estiment nécessaire à la manifestation de la vérité ». Cette disposition devrait permettre de renforcer le rôle d'arbitre du juge d'instruction, entre le parquet et la défense. Outre l'extension du statut de « témoin assisté », le texte permettrait aux parties, en vertu du respect du « délai raisonnable », d'interroger le juge

d'instruction sur la durée prévisionnelle de son enquête.

● **Détention provisoire.** Afin de limiter les « détentions-pressions », le projet vise à créer un « juge de la détention provisoire », distinct du juge d'instruction et chargé des placements en détention provisoire, de leurs prolongations, ainsi que des demandes de remise en liberté. Il serait saisi sur demande du juge d'instruction, qui ne pourrait plus décider seul de la détention provisoire. En revanche, les demandes de mise en liberté seraient d'abord adressées au juge d'instruction, qui pourrait y faire droit. Les audiences devant le juge de la détention provisoire seraient publiques si le mis en examen en fait la demande. Le projet prévoit également de limiter les conditions de placement en détention provisoire, ainsi que la durée de celle-ci en matière correctionnelle et criminelle.

LA RÉFORME de la justice est, depuis juillet 1997, un des principaux terrains où Lionel Jospin et Jacques Chirac sont en situation de coopération et de concurrence. Au centre du conflit discret, mais réel, qui les oppose aujourd'hui se trouve la révision constitutionnelle relative au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, ce texte attend son adoption définitive par les parlementaires réunis en Congrès, à Versailles.

Le premier ministre suggère donc au président de la République, unique maître en la matière, d'inscrire ce projet à l'ordre du jour du très prochain Congrès, qui se réunira pour entériner la réforme constitutionnelle introduisant la parité hommes-femmes. M. Jospin en a rapidement parlé à M. Chirac, mercredi 10 mars, lors de leur traditionnelle tête-à-tête d'avant le conseil des ministres ; ils sont convenus d'en parler plus

complètement le 17 mars. La demande de M. Jospin irrite le chef de l'État, qui juge - et son entourage le rapporte volontiers - que mêler les deux choses n'est ni souhaitable ni élégant. M. Jospin le sait, mais il passe outre.

Ainsi, ses ministres, d'ordinaire plus prudents vis-à-vis des prérogatives présidentielles, n'hésitent pas à mettre les pieds dans le plat. Elisabeth Guigou, ministre de la justice, explique, le 10 mars, à l'Assemblée nationale, qu'« il n'y a pas de raison de tarder quand une réforme est prête ». Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, déclare, le lendemain, sur LCI, qu'il serait « de bon aloi » que le texte sur la justice voisine avec la parité lors du futur Congrès.

En choisissant d'accentuer la pression sur le président de la République, le premier ministre cherche à prendre l'avantage. Le 12 décembre 1996, M. Chirac avait annoncé que la modernisation de la justice serait « un des grands

chantiers » de son septennat. Une commission, présidée par Pierre Truche, alors premier président de la Cour de cassation, avait été chargée de faire des propositions, que le gouvernement Juppé devait mettre en musique. La dissolution de l'Assemblée nationale a transféré cette charge au gouvernement de M. Jospin.

Suivant assez habilement les principes définis par M. Chirac, qui rappelle souvent que l'article 64 de la Constitution fait de lui le « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », plusieurs textes sont venus concrétiser cette volonté de modernisation. Un premier, sur l'accès au droit, visait à renforcer la justice de proximité, a été définitivement adopté par le Parlement, le 18 décembre 1998. Un deuxième, simplifiant la procédure pénale, adopté par le Sénat, sera débattu le 23 mars par l'Assemblée nationale. La présomption d'innocence sera examinée en même temps par les députés, qui débat-

tront des rapports entre la chancellerie et le parquet fin juin.

« Le gouvernement a tenu ses engagements en terme de calendrier », a souligné M^{me} Guigou sur la foi de ce résultat, le 9 mars, devant la commission des lois. Reste donc le projet de loi sur le CSM, adopté « conforme » par le Sénat, le 18 novembre 1998. M. Chirac avait alors refusé de convoquer le Congrès, prétextant des retards pris sur l'ensemble du chantier. L'argument, apparemment pertinent à l'hiver, semble tomber un peu de lui-même au printemps. On en convient à l'Elysée. En fait, le président sait que ses amis, notamment les députés RPR, rechignent à voter la réforme du CSM. M. Jospin le sait aussi. D'où sa stratégie de harcèlement qui lui permet, en outre, de disputer au président les bénéfices de cette « modernisation ».

Jean-Michel Aphatie et Pascale Robert-Diard

La ministre de l'emploi et de la solidarité dénonce la politique de formation de certaines régions

son soutien à ces structures d'aide aux jeunes en grande difficulté. Mais elle a également dénoncé l'attitude de certaines régions qui n'assument

pas, selon elle, toutes leurs responsabilités, notamment financières, dans la formation des jeunes les moins qualifiés

Cette situation est d'autant plus inquiétante que les régions ont un rôle à jouer dans un programme comme le trajet d'accès à l'emploi (Trace), qui prévoit d'apporter à soixante mille jeunes en 2000 (dont quarante mille dès cette année) un soutien complet et personnalisé d'une durée maximale de dix-huit mois. Pour le ministre de l'emploi, l'attitude de certains conseils régionaux est « inacceptable », car, « si la décentralisation, c'est la proximité, proximité ne peut vouloir dire discrimination ». Or, le

350 000 emplois nouveaux créés en 1998

Les bonnes nouvelles se confirment : même à un rythme ralenti, l'emploi a continué d'augmenter au quatrième trimestre 1998 (+0,4 %). Selon les dernières statistiques de l'Inédic, publiées vendredi 12 mars, l'année 1998 se solde par une hausse des emplois de 2,5 %, soit 350 300 postes supplémentaires. L'Insee, qui a, le même jour, consolidé ses propres chiffres, est arrivée aux mêmes conclusions avec une progression un tout petit peu inférieure sur un champ plus large (+2,2 %). « Avec les 100 000 emplois-jeunes », Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, estime que 1998 « est la meilleure année depuis trente ans ». Le nombre total de salariés dans le privé s'élève désormais à 14 426 800, « le plus haut niveau jamais atteint par les effectifs des entreprises affiliées à l'assurance-chômage », affirme l'Inédic. Surtout, l'intérim commence à régresser (-7 %) et se transforme en emplois durables. Il ne représente plus qu'un sixième des emplois créés contre près de la moitié en 1997.

Son intervention n'a pourtant pas dissipé toutes les craintes des *présidents de mission locale*. Tout en se refusant d'être réduit au rôle de bras armé de l'Etat, ils ne voient pas les crédits de l'Etat progresser au même rythme que leurs charges : en 1998, 1,3 million de jeunes sont passés par une mission locale ou une PAIO ; le gouvernement vient de leur confier le pilotage du programme Tracé et un rôle dans le développement des emplois-jeunes, alors que chaque conseiller suit déjà en moyenne plus de trois cent cinquante jeunes. Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, président du Conseil national des missions locales, s'est inquiété du retard pris dans l'attribution des 350 postes promis par M^{me} Aubry, lui demandant de les affecter « le plus rapidement possible » aux missions les plus impliquées dans Tracé. M^{me} Aubry avait annoncé, fin 1998, qu'au 350 postes financés par le budget de l'Etat devaient impérativement correspondre autant de postes pris en charge par les exécutifs régionaux. Las, les services du travail rechignent souvent à décharger les crédits tant que la région elle-même n'a pas fait un pas.

Jean-Michel Bezat

La sécurité financière est renforcée

Le PCF et les Verts ont tenu à ce que la mission d'intérêt général des Caisses d'épargne soit renforcée. Ainsi, l'amendement de Jean-Pierre Brard (app. PCF, Seine-Saint-Denis) spécifiant qu'elles ont « une mission de lutte contre l'exclusion bancaire » a été adopté. Tout comme celui d'Yves Cochet (Verts,

Virginie Malingre

par M. Barnet, est partie au bord de la Loire. La baignade s'écoule longuement en Haute-Loire et c'est bien du soulai pour l'entretien. On a donc créé des « brigades vertes », chargées de nettoyer les 30 kilomètres de berges du département. Les « brigadiers », des chômeurs en contrat emploi-solidarité, encadrés par des techniciens, ont interrompu leur travail un moment pour discuter avec le chef de l'Etat et poser devant les objectifs des photographes. Il y avait peu de brigadiers et beaucoup de photographes, et M. Chirac s'en est imperceptiblement aacé.

Ce léger nuage s'est vite dissipé, car, après l'étape nature, venait l'étape patrimoine. Toute la classe Elysée a entrepris gentiment de grimper jusqu'à la cathédrale du Puy, véritable morceau de choix de la visite présidentielle et bijou architectural inscrit au Patrimoine de l'humanité. Après avoir fermement incité le chef de l'Etat à venir admirer les toits de tuiles de la vieille ville, puis l'avoir présenté à tout le clergé, M. Barrot a confié son hôte à deux architectes des Monuments historiques et des bâtiments de France qui ont longuement détaillé toutes les étapes de la rénovation complète de la cathédrale. Une conférence-diapositives très « Connaissance du monde » sur les opérations de sauvegarde du patrimoine du Puy attendait ensuite M. Chirac.

Le temps passait, les conseillers de l'Elysée marquaient quelques signes d'impatience.

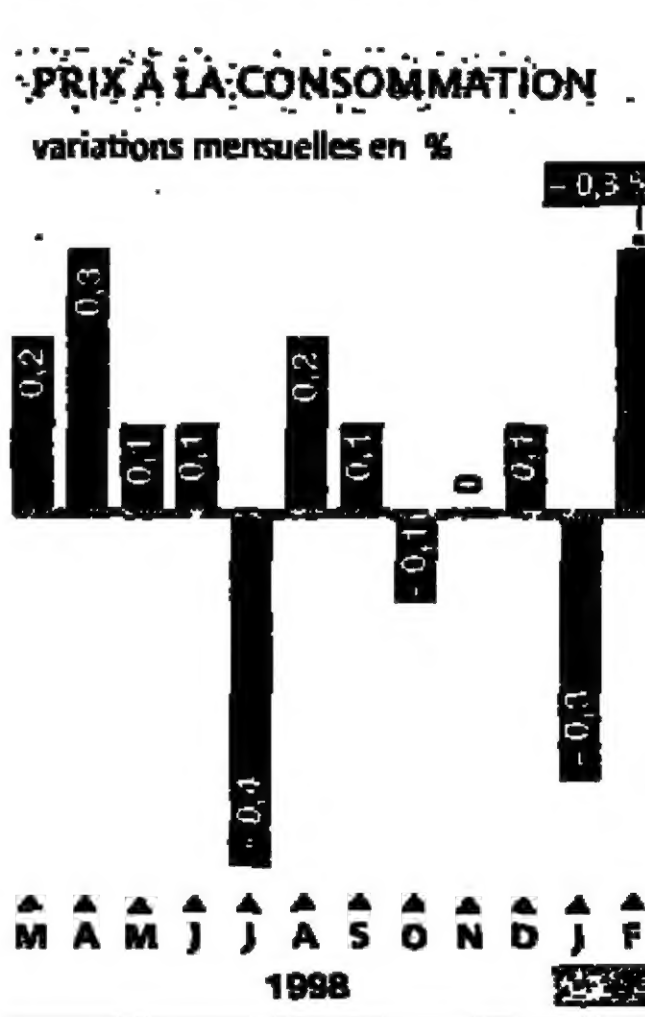
mais le président du conseil général n'en avait cure, qui introduisait chaque orateur: l'architecte Jean-Michel Wilmotte, chargé de la transformation de l'hôpital en futur siège de l'assemblée départementale, un entrepreneur en plomberie-zinguerie qui s'est spécialisé dans la restauration du patrimoine, un compagnon, un hôtelier, le responsable départemental du tourisme, le directeur des archives ou encore le vice-président du conseil général et sénateur (RPR) Adrien Gouteyron, qui, tour à tour, ont vanté la beauté de la Haute-Loire avec leurs mots simples ou maladroits, lyriques ou comptables, toujours passionnés, devant un chef de l'Etat attentif et silencieux.

La journée s'est terminée dans une commanderie des Templiers en compagnie de personnalités du monde culturel et des métiers d'art. Entre deux plats, le président de la République a eu droit à de « *petits intermèdes poétiques et musicaux* » auxquels M. Barrot tenait beaucoup : la lecture émouvante par un ancien instituteur d'un long poème de Jules Romains, l'une des fêrtes littéraires locales, et l'exécution par une classe de l'école de musique du département de quelques morceaux de musique traditionnelle interprétés à l'accordéon. M. Chirac a beaucoup applaudi, autant remercié, puis la petite classe Elysée est partie se reposer car la visite guidée de la Haute-Loire continuait vendredi.

Pascale Robert-Diard

LES PRIX à la consommation

LES PRIX à la consommation ont enregistré une hausse de 0,3 % en février, selon l'estimation provisoire publiée, vendredi 12 mars, par l'Insee. L'alimentation (+1,2 %) et le tabac (+4,4 %) ont augmenté, tandis que les produits manufacturés (-0,5 %) et, surtout, l'énergie (-5,6 %) ont reculé. En rythme annuel, l'inflation reste donc toujours au niveau le plus bas enregistré depuis le mois de mai 1957 : elle s'établit, fin février, à 0,2 %, au même niveau que celui constaté en janvier, proche de l'inflation zéro. L'inflation dite sous-jacente (c'est-à-dire hors prix volatils et hors effet des mesures fiscales) est, elle aussi, à un point bas historique : en rythme annuel, la hausse est de seulement de 0,8 %.



DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES** : Daniel Cohn-Sèbres (Hauts-de-Seine), les « membres des socialistes, qui « n'ont pas conscience d'Yves Cochet, vice-président de liste des Verts aux élections européennes, le 8 mars, par le PS et le MDG règlent de l'unanimité, et non de ce qu'est en jeu un intérêt vital » (Le N

■ **CADRES : trois responsables**
l'encadrement se sont déclarés,
lève du président Marc Villetto.
nal chargé de la protection sociale
d'assurance-vieillesse, Claude Ca
Louis Walter, secrétaire national
qu'ils seraient candidats respecti
vivement défendue et au secrétariat

■ **EXTRÊME DROITE** : de violence
11 mars, à Rennes, entre trois ce-
racistes venus manifester contre la
nal-Mouvement national, Bruno
parti.

La loi sur le fonctionnement des collectivités régionales adoptée le 22 décembre 1998 lui permet, certes, de faire passer son budget en son vote grâce à l'utilisation de la procédure dite du « 49-3 » régional. Mais cette procédure est dangereuse, ont rappelé les élus socialistes. En effet, les dossiers inscrits au budget doivent ensuite être présentés devant l'assemblée et, cette fois-ci, recueillir une majorité des voix pour être adoptés.

CONTESTATIONS DANS LA DROITE
« Nous ne vous demandons pas de vous renier mais de recentrer vos politiques vers la création d'emplois, la réduction des inégalités. Tel est le sens de nos amendements. Si vous refusez cette clarification, vous allez

De son côté, Charles Millon s'est efforcé, en coulisses, d'étendre le feu qui couve dans sa propre maison. Plusieurs élus de son groupe à Rhône-Alpes (ORA) contestent, en effet, le positionnement « radical » à l'encontre de M^{me} Comparini prôné par des proches de M. Millon, comme M^{me} Marc Frayssé, secrétaire général de la Droite. Le président du groupe ORA, Etienne Blanc (DL), a voulu rassurer ses collègues « modérés » en affirmant, dans l'hémicycle, que le budget présenté par la présidente de la région est « dans la droite ligne des engagements électoraux » de Charles Millon en 1983. Le groupe ORA fera tout pour faciliter la travail de l'exécutif.

Claude Francillon


« DÉPASSER LES QUERELLES »

Cent soixante-dix amendements au projet de budget pour 1999 ont, en effet, été déposés, soit par la droite soit par la gauche. Or la présidente de la région ne dispose du soutien inconditionnel que de dix élus sur cent cinquante-six. Sa capacité d'ouverture en direction de l'opposition droite comme gauche est donc dé-

A la lumière des premiers votes intervenus dans la nuit de jeudi à vendredi - l'assemblée a rejeté un amendement des socialistes demandant la gratuité des livres scolaires dans les lycées mais en a accepté un autre, émanant du même groupe, permettant le financement par la région des emplois-

3 écoles de commerce :
BAC + 5
Concours en terminale

ESSCA **IËSEG** **ESDES**
Amiens - Paris Lille Lyon
05 20 54 50 92 04 72 32 52 48

 **inscriptions**
concours 99
ACCES jusqu'au 21 avril

ESDES

U.C.S. ANTIQUITÉS
Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ
**ACHAT TABLEAUX
D'IMPRESSIONNISTES**
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

صكرا من الامال

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

VICHY Les banques françaises tentent de retrouver les comptes et les coffres en déshérence ayant appartenu à des juifs spoliés pendant l'Occupation. Elles se heurtent au

problème de la destruction de nombreuses archives, mais quelques résultats ont malgré tout été obtenus. **LE CONGRÈS JUIF MONDIAL** menace de gêner l'éventuel rapproche-

ment entre la BNP, Paribas et la Société générale. **ADOLPHE STEG**, vice-président de la mission d'études sur la spoliation des juifs de France, s'étonne que le président, Jean Mat-

téoli, ait « méconnu la sensibilité juive » en déclarant que la discrimination envers les juifs avait été faite « par les Allemands ». Il ne souhaite cependant pas sa démission. **EN**

OUVRANT, EN 1977, le coffre en déshérence d'un étudiant juif yougoslave décédé dans les camps en 1942, la Société générale a découvert un Cézanne, un Matisse et un Derain.

Les banques tentent de retrouver les avoirs juifs en déshérence depuis Vichy

A la demande de la Mission sur la spoliation présidée par Jean Mattéoli, les établissements bancaires ont chargé des historiens et des juristes d'explorer leurs archives. En raison de la destruction de nombreux documents, les sources restent cependant lacunaires

DANS la question lancinante de la spoliation des avoirs juifs, bien des inconnues demeurent à élucider, à commencer par le destin des comptes bancaires en déshérence qui ne furent ni restitués, ni réclamés par leurs titulaires ou leurs ayants droit. Le deuxième rapport d'étape de la Mission d'étude sur la spoliation des juifs de France, présidée par Jean Mattéoli, a permis d'évaluer les sommes qui, après avoir été bloquées, furent prélevées ou aliénées par l'occupant et par Vichy, lorsqu'elles avaient transféré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et ont donc pu être identifiées. Mais il laisse en friche le domaine des sommes bloquées et demeurées dans les cent six établissements bancaires concernés par la spoliation et qui ne passeront pas par la CDC. L'inventaire, dans ce cas, dépend des établissements eux-mêmes.

Sommées par le Congrès juif mondial (CJM), après les banques suisses et allemandes, de se mettre en règle avec leur passé, les banques françaises ont lancé des recherches mais elles se heurtent, disent-elles, aux lacunes des sources. Le premier obstacle qu'elles mettent en avant est la difficulté de rassembler des archives. « La loi veut, en France, que, au bout de trente ans, les biens en déshérence » vacants et

sans maître soient remis à l'Etat [via l'administration des Domaines], explique Claire Andrieu, membre de la Mission sur la spoliation présidée par Jean Mattéoli. Logiquement, ce sont donc les années 70 qu'il faut scruter. Mais il s'agit d'archives comptables dont la durée de conservation est de dix ans. » Pour le moment, aussi bien du côté du ministère des finances que des établissements, les recherches sont à entreprendre ou à compléter.

CHANTIERS INACHEVÉS

Toutes les banques ont reçu au début de l'année un manuel type de recherche réalisé par la mission Mattéoli, qui propose une méthode d'investigation serrée des fonds ainsi qu'un recueil des textes législatifs concernant la spoliation et la restitution. « Aujourd'hui, la nécessité d'entreprendre des recherches est partout acceptée, note Claire Andrieu. Le discours tenu par les institutions est la plupart du temps excellent. L'intention est sincère. La difficulté pour certains établissements réside dans l'appréhension du dossier. Ce n'est pas un dossier ordinaire puisqu'il relève de la recherche historique. La culture de la projection bancaire est autre, naturellement. Par exemple, le terme "savoir" n'a pas le même sens dans le monde de la banque et dans celui de la re-

cherche. Or, sur notre sujet, seule la discipline de la recherche menée avec professionnalisme peut donner des réponses attendues. »

Pour ce qui est des coffres-forts, la législation est plus floue. Généralement, c'est le non-paiement du loyer d'un coffre qui en commande l'effacement » en

Mais la prescription légale de trente ans qui s'applique aux comptes en déshérence ne signifie pas que tous les avoirs aient été effectivement transférés aux Domaines. Certaines agences bancaires ont pu clore des comptes avant l'achèvement de la période de prescription. De

vé sept comptes en déshérence sur les 4 000 comptes bloqués pendant la seconde guerre mondiale, soit 2 pour mille. Le nombre total de comptes en déshérence pourrait n'être que de quelques centaines, sur les 68 000 comptes bloqués sous Vichy.

« Aucun coffre retrouvé, lors de l'incendie du siège du Crédit lyonnais le 5 mai 1996 à Paris, n'appartenait à des "personnes considérées comme juives entre 1940 et 1944 au regard des lois de Vichy", note Roger Nougaret, responsable des archives historiques de la banque. Mais le Crédit lyonnais [qui représentait à lui seul la moitié du marché en 1940] a identifié 22 coffres ayant bel et bien appartenu à des propriétaires recensés comme juifs. » Face à ces chantiers encore inachevés, les banques, qui se sont mises à la tâche avec un enthousiasme parfois mitigé, procèdent donc par tâtonnements. Ainsi, à la Société générale, on tente de faire l'inventaire des déclarations de succession qui n'ont pas donné lieu à partage dans les années 70.

C'est à Paribas, banque d'affaires totalisant peu de comptes, que les recherches sont les plus avancées. « Parmi les titulaires de comptes sous Vichy, 201 clients personnes physiques étaient recensés comme juifs, parmi lesquels 126 se sont manifestés après la guerre

et ont retrouvé l'usage de leur compte, débouqué par une ordonnance du 30 août 1944 », affirme Marie-Alpaise Drouot-Coppet, membre de l'équipe de recherches. Mais on demeure sans nouvelle de 73 détenteurs. « J'attends que le ministère des finances veuille bien me dire si ces personnes ont été assujetties à l'impôt de solidarité nationale de 1945, preuve de leur "capacité à agir" et du fait qu'elles ont survécu », ajoute-t-elle. Jusqu'à présent le croisement avec les listes de la déportation n'a permis de fournir que quatre noms de titulaires de comptes déportés.

RARES TROUVAILLES

Le manque de sources internes a une cause : le fait que les banques peuvent détruire leurs archives au bout de dix ans. L'incendie d'origine criminelle d'un dépôt d'archives bancaires au Havre, le 19 août 1997, n'a pas facilité la recherche. Une partie des documents du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, absorbé par la Société générale, dont certains avaient trait à la spoliation, ont disparu dans le sinistre, confie Claire Chaumel, responsable des archives historiques de cette banque. Elle a pu mettre « la main sur un fonds d'archives assez complet de déclaration initiale des avoirs juifs en 1941 ». Ces trouvailles sont cependant rares et les Archives nationales, à commencer par la fameuse série A38 (le fonds du Commissariat général aux questions juives), restent l'adresse la plus prometteuse.

Comment les banques envisagent-elles l'issue de ce dossier ? Elles devraient annoncer prochainement la création d'un fonds pour les victimes de la Shoah, en association avec le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Cette initiative assez collégiale pourrait être présentée au conseil de l'Association française des banques (AFB) - qui ne fait pas de commentaires - dans les prochaines semaines. Reste à savoir si celle-ci suffira à désamorcer la colère des survivants de la Shoah et de certaines organisations juives.

Pascal Santi et Nicolas Weill

Les trésors d'un coffre loué à la veille de la seconde guerre mondiale

PARFOIS, l'ouverture du coffre en déshérence d'une victime de la Shoah ne livre que de vieux papiers de famille, mais il arrive aussi qu'elle ménage quelques surprises : au lieu de lasses de titres défraîchis, elle met au jour des objets dont la valeur n'a cessé de croître pendant leur éclipse. Le 24 octobre 1946, constatant que les frais de garde n'étaient plus payés, la Société générale procédait ainsi à l'effacement, devant huissier, d'un coffre loué à la veille de la seconde guerre mondiale par un jeune étudiant juif yougoslave, Erich Chlomovitch. Au bout du délai de trente ans, en février 1977, la Société générale ouvrait - cette fois sans constat d'huissier - la caisse où le contenu du coffre avait été transféré en 1946, afin de récupérer des frais d'une valeur de quelque 30 000 mille francs.

Ce coffre contenait une partie de la succession d'Ambrise Volland, l'un des plus célèbres collectionneurs français du siècle, marchand des impressionnistes, ami de Matisse, de Picasso et de Jarry : quelque deux

cents œuvres d'art, parmi lesquelles un portrait de Zola peint par Cézanne en 1861, un Matisse de 1903 - *Le Guitariste debout* - et un Derain de 1905 - *Les Chênes-lige environs de Collioure* -, ainsi que des fusains de Renoir, des eaux-fortes de Degas et de nombreuses lithographies.

VENTE AUX ENCHÈRES

Erich Chlomovitch était devenu l'ami de Volland peu de temps avant l'accident de voiture qui devait coûter la vie au collectionneur, le 22 juillet 1939. Quelques mois après ce décès, Erich Chlomovitch avait gagné la Yougoslavie afin de diffuser la peinture française dans les galeries et musées de son pays. L'amateur s'était efforcé, au nom de ce dessein, de faire transiter par la valise diplomatique quelque 429 pièces sur les 600 rassemblées grâce à Volland, qui finiront, après de nombreuses tribulations et contestations encore en cours, par constituer l'un des fonds les plus riches du Musée national de Belgrade. Le reste fut laissé dans le coffre

de la Société générale. L'invasion de la Yougoslavie par la Wehrmacht, en avril 1941, et la mise à mort des juifs anéantirent les rêves de ce « passeur » de culture. En mai 1942, Bernard Chlomovitch et ses deux fils, Erich et Egon, furent assassinés au camp de Sajmiste, où les Allemands « liquidaient » les dernières victimes de la « solution finale » dont ils avaient pu s'emparer en Serbie. Seule la mère d'Erich, Roza, née Herzler, survécut.

Après un inventaire réalisé le 21 mars 1979, la Société générale mettait la collection aux enchères à l'Hôtel Drouot (soit un produit escompté de 3 382 950 francs). La préparation de la prometteuse « Vente Chlomovitch - provenance Ambroise Volland » - bref moment pendant lequel les œuvres seront exposées - mit en branle les ayants droit, parmi lesquels les « consorts Herzler », parents d'Erich Chlomovitch. Pour la Société générale, c'est la publicité faite autour de l'événement qui a permis aux héritiers de se manifester. M^{re} Fernand Cohen, aujourd'hui

décédé, l'un des avocats des « consorts Herzler », observait néanmoins que la banque n'avait fait aucune recherche pour retrouver le locataire du coffre ou ses ayants droit. Il s'étonnait en outre de ce que la Société générale ait choisi de mettre en vente, en 1979, toute la collection et non quelques pièces, suffisantes à recouvrir les frais de garde, d'expertise et d'assurance.

Mais, en 1981, la vente est annulée. La « succession Chlomovitch » chemine alors d'une instance judiciaire à l'autre. D'abord favorable aux « consorts Herzler », les tribunaux français finissent, après une cassation en 1993 et un renvoi devant la cour d'appel d'Amiens, par désigner, le 13 novembre 1996, Louis Sébastien, un héritier lointain d'Ambrise Volland, légataire de l'essentiel du contenu du coffre trouvé à la Société générale. Ne sont laissées aux descendants d'Erich Chlomovitch que les pièces qui lui furent explicitement dédiées.

N. W.

Adolphe Steg, président de l'Alliance israélienne universelle et vice-président de la Mission d'étude sur la spoliation

« Demander le retrait de Jean Mattéoli serait déshonorer un homme qui ne le mérite pas »

LES PROPOS tenus par Jean Mattéoli, président de la Mission d'études sur la spoliation des juifs de France, au quotidien suisse *Le Temps* (Le Monde du 6 mars) ont provoqué des remous dans la communauté juive de France. Tout en excluant toute idée d'indemnisation globale sur le modèle de celui que les banques suisses ou allemandes ont conclu avec le Congrès juif mondial, le président du Conseil économique et social déclarait que « faire un distinguo, pour des dommages rigoureusement comparables, entre Français juifs et Français catholiques ou tout ce que vous voulez, ce serait vraiment créer un précédent dont finalement pourraient être vic-

time les juifs eux-mêmes ». Au journaliste qui lui faisait observer que les juifs avaient été déportés en tant que juifs, Jean Mattéoli répliquait : « Ce sont les Allemands qui ont fait cette distinction. » Le directeur exécutif du Congrès juif mondial, Elan Steinberg, a estimé que M. Mattéoli avait « sapé les bases morales sur lesquelles était fondée la mission ».

« Quelle est votre réaction aux propos que Jean Mattéoli a tenus au quotidien suisse *Le Temps* ?

« J'ai été surpris par les propos du président Mattéoli, mais surtout par les réactions qu'ils ont suscitées. La formulation parfois ambiguë de certaines phrases a donné lieu à des critiques, voire à des interprétations déshonorantes. Connaissant l'homme, l'ancien déporté, le grand résistant, la droiture et le cœur de la personne avec laquelle je travaille depuis deux ans, je n'ai pas pu ne pas penser qu'il ne pouvait s'agir que de maladroites d'expression. Il est clair que ces propos ont été influencés par un indéniable agacement, voire une indignation, face aux menaces proférées par le Congrès juif mondial (CJM) contre les établissements bancaires français. Mais on est surpris, connaissant l'homme et la haine de Vichy qui l'anima dès la Résistance, qu'il

ait à ce point méconnu la sensibilité juive sur cette question. La phrase qui a le plus choqué pouvait être interprétée comme une négation de la spécificité de la persécution des juifs. Or, pour ce qui concerne les spoliations, le rôle de Vichy a été considérable. Le recensement des entreprises juives, la législation, l'organisation et la réalisation de la spoliation ont pour l'essentiel été le fait de Vichy. Songez qu'il y a eu 69 lois et 71 décrets, 71 arrêtés, préparés par le gouvernement, « jugés conformes » par le Conseil d'Etat et publiés au *Journal officiel* !

« Peut-il, à votre avis, continuer son travail à la présidence de la mission ?

« Quand on relit bien le texte, on constate des maladroites, mais rien qui traduise une incompréhension du problème des spoliations. Son engagement du côté des victimes juives est absolu. Il est vrai que les juifs de France ont souffert de la guerre comme tous les Français. Mais il est également vrai qu'ils ont subi une persécution spécifique en tant que juifs, tant des Allemands que de Vichy. Il serait injuste, à partir de quelques phrases évidemment surprenantes, de méconnaître la personne et l'œuvre de Jean Mattéoli et ce qu'il a accompli en s'investissant corps et âme dans la r-

sion. Demander son retrait serait déshonorer une personne qui ne mérite pas ce déshonneur. Et je tiens à rappeler qu'une de ses activités, dans la Résistance, consistait à fabriquer des faux papiers pour les juifs.

« A quel tient, selon vous, l'agacement que peuvent provoquer les déclarations du CJM en France ?

« Les seuls reproches que je fais pour ma part aux représentants du

« Son engagement du côté des victimes est absolu »

CJM, c'est leur méconnaissance de la situation de la France par rapport à la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale et l'insuffisance de leurs échanges avec un organisme aussi représentatif de la communauté juive de France que le Conseil représentatif des institutions juives (CRIF). La Suisse était un immense coffre-fort auquel les juifs d'Europe centrale et orientale, sentant la guerre venir, avaient confié tous leurs biens, et ces juifs ont été exterminés.

« La France est dans une configuration tout à fait différente. La France était un pays occupé par les Allemands sur lequel régnait un régime de terreur qui n'a rien à voir avec la Suisse ! Dans l'affiche du 14 décembre 1941 annonçant l'imposition d'une amende de 1 milliard aux juifs de zone occupée, deux paragraphes indiquaient qu'un grand nombre de « judéobolcheviques » seraient déportés et que cent otages seraient exécutés le même jour, ce qui s'est effectivement produit. Cela donne une tonalité aux mesures financières exigées, qui limitaient la liberté de manœuvre des responsables des banques. Elle n'exerce pas, pour autant, la célérité et le zèle avec lequel celles-ci ont exécuté, voire anticipé, ces mesures.

« Enfin, il faut tenir compte de l'importance des restitutions que nos travaux ont mis en évidence. Ainsi, 91 % des sommes qui avaient été utilisées pour l'amende du milliard ont été restituées, ainsi que 100 % des comptes bloqués et prélevés. Il est vraisemblable qu'une grande partie des 7,2 milliards de francs de titres (environ 12,2 milliards de francs actuels, NDLR) placés sous administration provisoire aux Domaines ont fait l'objet de restitutions, mais ce dernier

point est encore à l'étude. Les comptes en déshérence ainsi que les coffres restés dans les banques, au mépris de la législation et de la prescription trentenaire, sans oublier les assurances, sont désormais l'objet de nos travaux.

« Jean Mattéoli a exclu la possibilité que soit attribuée une indemnisation globale. L'indemnisation sera-t-elle calculée en fonction des sommes retrouvées par la mission ou constitueront-elles la base d'une estimation ?

« Pour ce qui est de l'analyse de l'« aryanisation » - plus de 60 000 dossiers à étudier -, nous avons adopté la méthode de l'échantillonnage. Mais il est clair que notre approche est radicalement différente de celle que préconise le CJM. Nous sommes partis de l'idée que nous allions essayer d'évaluer les sommes saisies et restituées. Cela dit, nous sommes parfaitement conscients que ce n'est pas qu'une question d'addition ou de soustraction. Il y a des sommes en déshérence qui échappent à cette analyse. Il faudra peut-être faire des estimations globales et procéder à une restitution à un fonds de solidarité et de mémoire. »

Propos recueillis par Nicolas Weill

4 copieurs personnels Chez Duriez

Sans entretien • Compacts et légers
• Canon FC200 • 4 copies/minutes
2390 F TTC (1992 F HT) • FC220 bac
alim. papier 50 feuilles 2980 F TTC
• FC336 6 copies/minutes 3390 F TTC
• PC 740 plateau fixe, agrandissement
réduction 6890 F TTC (5713 F HT).

Duriez, 112 bd St-Germain, Paris 6^{ème}.

La démission de Michel Deschamps ouvre une période d'incertitude pour la Fédération syndicale unitaire

Le secrétaire général de la FSU a anticipé son départ pour se présenter aux Européennes

Candidat en onzième position sur la liste du Parti communiste français aux élections européennes, Michel Deschamps, secrétaire général

de la Fédération syndicale unitaire (FSU), organisation majoritaire parmi les personnels de l'éducation nationale, a présenté sa démission, jeudi

11 mars. Garant de l'unité de la FSU depuis avril 1993, M. Deschamps a refusé de préparer sa succession, qui sera décidée les 22 et 23 mars.

ANTICIPANT son départ de quelques semaines - il aura soixante ans en mai -, Michel Deschamps, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) a déclenché le processus inopiné de sa succession à la tête de la principale organisation des personnels de l'éducation. Aussitôt connu son choix de figurer en onzième position sur la liste du Parti communiste français pour les élections européennes - sur le contingent « d'ouverture » - a-t-il pris soin de préciser - M. Deschamps a démissionné, jeudi 11 mars, du poste qu'il occupe depuis avril 1993. « Je souhaite qu'il n'y ait aucune confusion entre le mandat syndical et la responsabilité politique (...) conformément aux règles de stricte indépendance que la FSU s'est données », a-t-il indiqué dans un communiqué.

Malgré la sérénité affichée par le bureau national de la FSU le soir même, cette annonce « surprise » a quelque peu désorienté les autres dirigeants. Prise de cours, la tendance minoritaire de l'Ecole émancipée (trotskiste) a marqué son désaccord en affirmant que ce choix politique, « qui appartient à Michel Deschamps, n'est pas celui de la FSU ». Une appréciation partagée par Monique Vuallat, secrétaire gé-

nérale du SNES, qui a réaffirmé « la longue tradition d'une séparation stricte entre les engagements politiques et syndicaux ».

Ce départ intervient dans des circonstances particulières, à la veille d'une semaine de grèves et de manifestations, engagées, certes pour des motifs différents, contre la politique éducative de Claude Allègre. Cette unité d'action retrouvée contre le ministre de l'éducation cache, en réalité, de profondes divergences internes entre les deux principales organisations : le SNUipp, dirigé par Daniel Le Bret et le SNES de Monique Vuallat.

Jusqu'à présent garant de l'unité

de la FSU, Michel Deschamps s'est bien gardé de trancher en refusant de préparer lui-même les conditions de sa succession. Totalement inconnu lorsqu'il fut désigné à la tête de la nouvelle fédération née de l'explosion de la FEN en 1993, cet ancien ouvrier devenu professeur de français dans l'enseignement agricole, s'est, en quelques années, imposé pour fédérer une mosaïque d'organisations et lui assurer une position majoritaire dans l'éducation nationale.

Réélu triomphalement au congrès de Toulouse de décembre 1997, M. Deschamps avait indiqué qu'il n'aurait pas au bout de son mandat.

Quelques mois plus tard, dans un entretien au Monde du 10 septembre 1998, il avait avoué sa préférence « pour un fonctionnement plus collégial », qui « marque cette relève de génération dont le syndicalisme a besoin ».

Dans l'immédiat, rien n'est réglé. « Tous les scénarios sont possibles et aucun candidat n'est dans les starting-blocks », s'est empressé de préciser la tendance Ecole émancipée. Pour sa part, le Snetaa (enseignement professionnel) a regretté que ce débat sur la succession « n'ait pas été ouvert avec la sérénité et le temps nécessaires à une campagne pluraliste ».

Un comité fédéral élargi, prévu les 22 et 23 mars, soit une semaine avant le congrès du SNES, devrait se prononcer sur l'organisation de la future direction (lire ci-contre). Alors que Daniel Le Bret, secrétaire du SNUipp, a démenti l'annonce « prématurée » de sa candidature, Monique Vuallat préconise « une direction collégiale de quatre ou cinq secrétaires nationaux », tout en reconnaissant que cette formule laisse en suspens le choix d'un « porte-parole ».

Michel Delberghe

19 syndicats et 190 000 adhérents

Lundi 15 mars, la FSU réunira son bureau fédéral afin d'arrêter les modalités de la succession de Michel Deschamps. Tout se jouera les 22 et 23 mars au cours d'un comité fédéral élargi aux secrétaires départementaux. Cette succession se déroulera à quelques jours du congrès de l'un de ses syndicats, le SNES, qui, du 29 mars au 2 avril à Lille, débatera des orientations de ce syndicat majoritaire dans le second degré. En juin, le SNES sera appelé à renouveler son équipe dirigeante. Créée en 1993, la FSU regroupe 19 syndicats et environ 190 000 adhérents. Lors des dernières élections professionnelles, en décembre 1996, elle a remporté 229 600 voix représentant près de 47 % des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation (42,4 % dans le second degré avec le SNES et près de 40 % dans le premier degré avec le SNUipp).

Les familles de « perturbateurs » privées d'aides municipales à Béziers

MONTPELLIER

de notre correspondant

La mairie de Béziers a annoncé qu'elle vérifierait désormais, avant d'attribuer certaines aides d'urgence municipales, que les familles ne sont pas « perturbatrices dans les logements sociaux (HLM) » et qu'elles n'ont pas « été impliquées dans une infraction d'une législation quelconque qu'elle soit, et en particulier n'aient pas agressé des travailleurs des services sociaux ». Pour identifier les indésirables, le maire a autorisé le Centre communal d'action sociale (CCAS) à « vérifier » que les familles n'abritaient pas des délinquants.

En plus des prestations sociales classiques, le CCAS accorde des aides « facultatives » aux personnes les plus démunies, essentiellement sous forme de bons alimentaires ou de règlements d'impayés d'eau, d'électricité ou de loyers. Ces interventions, qui se sont montées à 1,8 million de francs en 1998, étaient jusqu'ici soumises à

de seuls critères de nécessité. L'agression d'une assistante sociale, en janvier, a convaincu le maire (DL), Raymond Couderc, que l'aide sociale pouvait être une mesure de rétorsion.

RÉPROBATION DES ASSISTANTES SOCIALES

Pour ce conseiller régional, qui prône l'hospitalisation de force des sans-abri en danger et qui confiait encore récemment sa déception de ne pas voir les allocations familiales supprimées aux familles dont les enfants ne vont pas à l'école, « on ne peut pas cracher dans la soupe et demander qu'on vous aide ». « A ceux-ci, nous donnerons les aides obligatoires, mais pas facultatives », dit-il. A l'en croire, le bouche à oreille suffira pour repérer les mauvais allocataires. « Tout le monde est au courant, explique-t-il. Les concierges connaissent les familles qui se comportent mal, les assistantes sociales égale-

ment. » Ces propos ont provoqué une vive polémique. « C'est avec ce type de politique que l'on aggrave la violence des comportements actuels », prévient André Thibault, vice-président de l'Union régionale inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux. Jeudi 11 mars, l'Association nationale des assistants de service social a prévenu que sa « déontologie professionnelle [lui] interdisait toute action de contrôle ou de dénonciation de violence sauf dans des cas très précis de mineurs en danger ». « Il n'est donc pas question d'espérer la contribution des assistants sociaux à des mesures municipales que nous réproprons », conclut-elle. Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) estime pour sa part que « ce type de proposition ne fait que traduire la mise en œuvre du programme de l'extrême droite ».

Jacques Morin

L'épiscopat dénonce le lobby de l'alcool

Consommé « longtemps et à fortes doses », il est un « toxique notoirement plus dangereux que le cannabis », affirme un document

rer « argent et pouvoir ». Si la loi Evin de 1991 va dans le « bon sens », des tentatives de « détournement » se manifestent, « avec parfois la complicité du silence du pouvoir politique ». L'épiscopat attire l'attention sur la vente libre d'alcool aux jeunes dans les grandes surfaces et les nouveaux produits comme les bières fortement alcoolisées ou les mélanges d'alcool fort et de Coca-Cola.

PRÉVENTION

Pour l'épiscopat, la riposte économique et politique ne suffit pas. La solution passe par un changement de regard sur l'alcoolique. Celui-ci est déjà « culpabilisé », estiment les évêques, et il faut veiller à ne pas l'« étiqueter » d'un point de vue moral et médical, encore moins stigmatiser une « personne » à laquelle il faut témoigner au contraire d'une confiance réelle, en vue de sa libération et de sa réinsertion : « Loin d'être victime de nos jugements, la personne alcoolique a droit à notre respect, à notre accueil, à notre acceptation. »

Leur déclaration s'achève par un appel aux autorités politiques, médicales et éducatives pour sortir des « tabous » et donner aux associations des moyens réels de prévention et de réinsertion. Des pistes sont proposées : redoubler de vigilance à l'égard des adolescents, qui sont les plus vulnérables au risque d'accoutumance ; mener l'effort de prévention dès le collège, le lycée, mais aussi sur les lieux de travail ; créer des « bars sans alcool », susceptibles de devenir des lieux d'accueil, d'écoute et de convivialité. Il faut, concluent les évêques, « oser parler de la souffrance de celui qui boit avant qu'il ne soit trop tard ».

Henri Tincq

★ Problèmes d'alcool, Eglise et société. Déclaration de la commission sociale de l'épiscopat. Avec des témoignages de médecins, d'experts, de parents et de malades, Centurion, Cerf et Fleurus-Mame, 201 p., 95 F.

VOLVO

ENFIN UNE PUBLICITÉ QUI NE Pousse PAS A LA CONSOMMATION.



C'est bon d'échapper pendant quelques instants à la société de consommation. De lui faire un pied de nez en ne consommant que 6,4 litres aux 100 km. Mais ce n'est pas parce qu'elle est avare en carburant que votre Volvo S80 2.5D le sera en sensations : n'oublions pas qu'elle est équipée d'un moteur turbo diesel à injection directe qui développe 140 ch. Si toutefois vous êtes un inconditionnel des moteurs essence, sachez que la Volvo S80 existe désormais en 2 motorisations 5 cylindres dont un 170 ch. Vol d'essai : 100 km/h en 10,5 s, 0-100 en 12,5 s, 0-200 en 27,5 s, 0-300 en 45,5 s. Consommation : 10,5 l/100 km (cycle), 11 l/100 km (ville), 7,5 l/100 km (autoroute). Prix : 24 900 000 F (hors taxes).

NOUVELLE VOLVO S80 2.5D : 6,4 L/100KM.

TURBO DIESEL INJECTION DIRECTE. 199 500 F.

Informations et Essais : 3615 Volvo (201 300), <http://www.volvocars.volvo.fr> ou **0 801 40 40 80** (appel local sans frais)

صوتك من الامم

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

Y a-t-il trop de cerfs dans la forêt de Compiègne ?

Les écologistes et les chasseurs critiquent l'ONF, qui veut réduire de façon drastique le nombre de grands cervidés dans l'ancien domaine royal. Derrière cette controverse se profile le débat entre forêt rentable et forêt loisir

COMPIÈGNE
de notre envoyé spécial
« La forêt, c'est quelque chose de passionnel », affirme d'emblée Christian Mary, directeur régional (Picardie) de l'Office national des forêts (ONF), en arpentant les allées de la forêt de Compiègne (Oise). Les belles futaies de hêtres et de chênes émergent à peine de la brume matinale. Carrefour de la Faisanderie, trouée majestueuse des Beaux-Monts voulue par Napoléon I^{er}. Près de 700 kilomètres de voies se croisent en étoile et permettent de pénétrer le massif au plus profond. Un tel réseau indique assez que la

forêt a d'abord été aménagée pour la vénerie, royale puis impériale. Aujourd'hui les cerfs de la forêt de Compiègne sont au centre d'une vive polémique entre chasseurs et naturalistes d'un côté, ONF de l'autre.
Les esprits se sont échauffés au terme de la dernière saison de chasse. Deux numéros aux titres provocateurs de l'hebdomadaire local, *Oise-Hebdo* - « Boucherie dans la forêt de Compiègne », « Contre l'ONF, dans l'Oise : les Eco-guerriers débarquent » -, ont jeté sur la place publique une querelle récurrente mais jusqu'à présent feutrée.

Schématiquement, les chasseurs, adjudicataires de lots de chasse (environ 1300 ha chacun) en forêt de Compiègne (14 000 ha de forêt domaniale et 3 000 ha de bois privés), et les défenseurs de l'environnement dénoncent le recours de l'ONF, depuis deux ans, à des plans de chasse qu'ils jugent surévalués. Ils ne mettent pas en cause le principe même de la régulation de la faune sauvage, notamment les cervidés, qui a enregistré un accroissement important depuis une vingtaine d'années - du fait de l'insuffisance des plans de chasse, mais aussi d'une attitude trop laxiste dans le passé. Ils estiment néanmoins que les objectifs ont été atteints et qu'on ne peut aller au-delà sans mettre en péril la présence des grands animaux. Ils ressentent la volonté affichée des forestiers de continuer encore un an ou deux leur campagne de prélèvements drastiques du cheptel sauvage comme une manière d'assurer le primat de l'économie sur le respect de la faune et de son habitat.

Laurent Guérin, président du groupement d'intérêt cynégétique agricole, sylvicole et touristique (Gicast), qui rassemble la dizaine d'adjudicataires de la forêt de Compiègne, ne le cache pas : « La prolifération des cervidés a été réelle. Mais, désormais, il y a moins d'individus. Même si l'on peut encore diminuer la population en douceur, il faut savoir s'arrêter à temps. » Dans la foulée, il reproche à l'ONF de trop s'attacher aux résultats d'un comptage des animaux réalisé en 1997 par le Cemagref, un organisme dépendant du ministère de l'Agriculture. « Aucun système n'est fiable à 100 %, reconnaît-il, mais nous aimerions assister au dépouillage final

Un massif de 17 000 hectares



Forêt de Compiègne

des données. » Laurent Guérin assure vouloir éviter d'entrer en conflit avec l'ONF, mais souhaite plus de transparence : « On se bat pour qu'il nous associe à l'élaboration du prochain plan de chasse 1999-2000, qui, c'est certain, ira au-delà des 510 individus que nous réclamons. »

« TROUVER DES COMPROMIS »

Didier Caron, de l'association Oise-nature, renchérit. « Le reproche, dit-il, que nous faisons à l'ONF est d'être jusqu'au-boutiste. Après des années de prudence quant à la régulation des animaux, d'un seul coup on s'aperçoit qu'il faut tirer dans le tas. S'il y a bien eu prolifération, les derniers plans de chasse, et notamment celui de cette saison, ont atteint leurs objectifs. Les chasseurs à tir qui connaissent bien le terrain le répètent à l'envi : il y a moins d'animaux. » Le naturaliste s'inquiète du déficit de communication et de concertation entre les différents protagonistes de la forêt. La direction départementale de l'ONF s'inscrit évidemment en faux

contre des arguments et des critiques jugées excessives, amèrement ressenties par le personnel de terrain. Le comptage de 1997 avait évalué le nombre de grands cervidés à 1 710. Il en resterait encore 1 100 à 1 200, selon l'ONF. Johann Perthusot, chef de division, explique qu'il faut encore accentuer la pression pour arriver à environ 700 têtes, quelque 4 têtes au cent hectares, « une densité supportable ».

En fait, ce chiffre est le seuil généralement admis au-delà duquel les dégâts commis par les animaux deviennent préjudiciables à la rentabilité économique de la forêt. « Il n'est pas normal que les animaux sauvages soient vus par les habitants. Ce n'est pas dans leur intérêt. On ne veut pas que la forêt de Compiègne devienne un parc parisien », s'excuse-t-elle en se déclarant attachée à l'équilibre faune-flore : « C'est notre safari Kenya à nous ! », rétorque un habitant d'une petite commune forestière. Tout est dit ou presque. Le conflit à Compiègne est caractéristique de cette difficulté à faire converger les obligations des uns et les désirs des autres. De la pression sociale importante pour s'approprier la forêt devenue espace de loisir et des réticences des gestionnaires, qui doivent assumer cette évolution et prendre en compte cette nouvelle dualité entre forêt rentable et forêt plaisir.

Mais Benoît Guilbert, responsable du secteur faune à l'ONF, recommande dans un rapport consacré à la gestion des cervidés et de leurs habitats : « Il faut impérativement intégrer dans les pratiques sylvicoles la présence d'une contrainte récente liée à l'existence de populations de cervidés. Les habitudes et les pratiques sylvicoles doivent donc évoluer. C'est exactement la même démarche que pour la prise en compte récente de contraintes paysagères, de la biodiversité ou de l'accueil du public. » Christian Mary confirme : « La prise en compte de la vocation multifonctionnelle de la forêt est en train de rentrer dans les gènes. Quoi qu'il arrive et quels que soient les objectifs des gestionnaires et la pression sociale, il s'agit de trouver des compromis, tout en maintenant un indispensable équilibre entre faune et flore. » Même si, ajoute-t-il, sibyllin, « l'ONF est une grosse machine ».

Ali Habib

La campagne des éco-guerriers

Profitant du conflit entre l'ONF et les chasseurs, les éco-guerriers ont fait un petit raid médiatique, début mars, en forêt de Compiègne : conférence de presse semi-clandestine, quelques tags vengeurs, assortis d'une « proclamation aux Compiégnois », déclaration de guerre en bonne et due forme. « Nous, les éco-guerriers, dénonçons le saccage organisé de la forêt de Compiègne par l'ONF. Oui, il y a quelque chose de pourri dans l'Etat. Vous le savez. Et l'ONF, c'est l'Etat. » Ils projettent de revenir à Compiègne courant avril. Cette association militante de défense de l'environnement, principalement active sur la forêt de Fontainebleau, revendique une cinquantaine de membres qui s'inspirent des actions des éco-warriors britanniques. Depuis 1993 ils s'en prennent directement au matériel de l'ONF et des exploitants pour s'opposer aux coupes rases, aux chemins de vidange et aux exploitations à croissance rapide.

La chambre régionale des comptes épingle la gestion de M. Pasqua

C'EST vendredi 12 mars, en fin d'après-midi, au terme de la séance du conseil général des Hauts-de-Seine, que son président, Charles Pasqua (RPR), devrait rendre publique la lettre d'observations définitives que lui a adressée la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France. Les magistrats se montrent très critiques sur la gestion de la société d'économie mixte d'aménagement des Hauts-de-Seine (SEM 92). Couvrant la période de 1985, année de la création de la SEM, à 1996, le rapport s'intéresse surtout à la gestion de la société d'économie mixte depuis que M. Pasqua en a pris la présidence en 1989 après s'être réinstallé à la tête du département, période où rien ne semblait impossible au plus petit département de France, après Paris, et au plus riche.

Les magistrats de la CRC soulignent que la société d'économie mixte n'a été en fait qu'une sorte « de bureau d'études chargé de la préparation des grands projets du département » : le pôle universitaire Léonard-de-Vinci, plus connu sous le nom de fac Pasqua, ou le réseau de transport souterrain MUSE (Maille urbaine souterraine expresse), deux projets que l'opposition de gauche du conseil général a, dès le départ, qualifiés de « pharaoniques ».

S'intéressant à un peu plus de 441 millions de francs (67,2 millions d'euros) d'études et de prestations de service, souvent passées de « gré à gré », pour ces grands chantiers, mais également pour diverses opérations « intéressantes le département », la CRC relève « une absence générale de mise en concurren-

rence » à deux niveaux, « tant entre le département et la SEM pour la passation des conventions qu'entre la SEM et les partenaires auxquels elle a eu elle-même recours pour la mise en œuvre de ces conventions ».

La chambre s'intéresse aussi à la construction du pôle universitaire Léonard-de-Vinci, dont le budget initial se montait à 536 millions de francs : un jury départemental a désigné, en mai 1992, Bouygues, qui, avec 601 millions de francs, n'avait pourtant pas fait la meilleure offre de prix parmi les six derniers projets restant en compétition. Un choix que les jurés n'ont pas motivé, contrairement à un article du code des marchés publics applicable à cette date.

« UNE ÉTUDE D'AMBIANCE »

Ce chantier, qui a fait l'objet de plusieurs avenants par la suite, sera finalement sous-traité presque en totalité par Bouygues au groupe de BTP Dumez, candidat malheureux lors du concours. Au total, cette université, qui atteindra son rythme de croisière de 5 000 étudiants à la rentrée 2000, aura coûté 1,3 milliard de francs. Un pôle universitaire dont le conseil général prend désormais en charge les frais de fonctionnement, une aide à la « régularité contestable », qui, selon la CRC, pourrait constituer « un manquement irrégulier des deniers publics ».

Autre sujet sensible pour la chambre régionale des comptes, le réseau souterrain MUSE, alliant un métro automatique et une voirie rapide à péage, qui devait traverser le département du nord au sud. Ce projet a été abandonné, en 1997, par le ministre des transports,

Jean-Claude Pierrette

MONTBLANC

Le Meisterstück
à 75 ans.

75 ans d'âme
et de passion

Seule la passion est capable de créer une pièce d'exception telle que le Meisterstück Montblanc. En 75 ans, ce classique indémodable est resté inchangé et le restera toujours. Pour célébrer le 75^e anniversaire du légendaire Meisterstück, Montblanc édite une série spéciale portant un nouveau plaqué or gravé des mots « 75 years of passion and soul », le tout rehaussé d'un superbe diamant. Cette édition « anniversaire » unique s'étend aussi aux autres produits de la ligne Meisterstück : stylos et montres.

Boutiques Montblanc

Paris 6^e : 47, rue de Rennes
Paris 8^e : 60, rue du faubourg St Honoré
Bordeaux : 26, Cours Georges Clemenceau
Nice : 2, rue Paradis

2/2

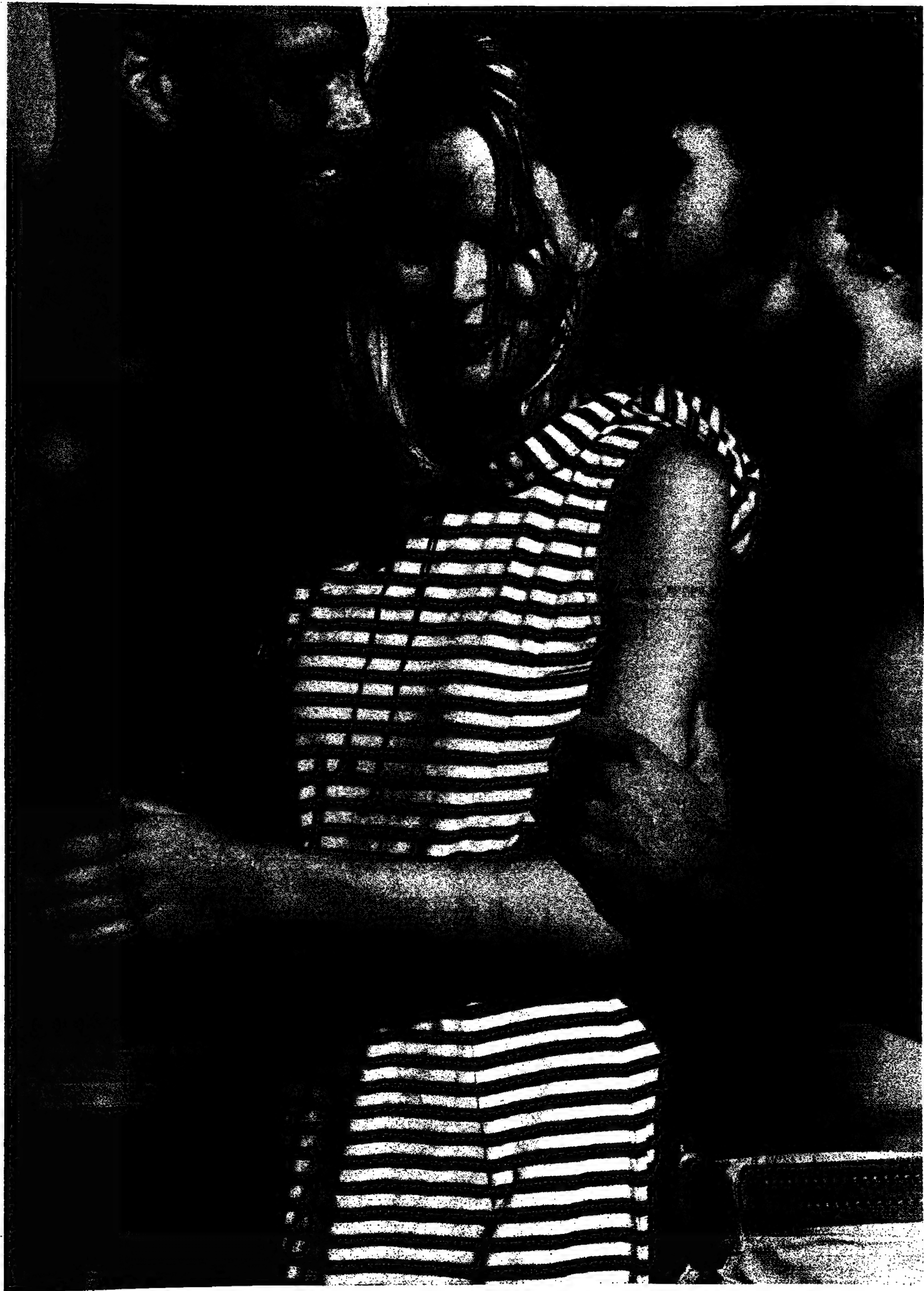
2/2

615 - 111
111 - 111

LE MONDE / SAMEDI 10 MARS 1995

(Publicité)

ARMANI JEANS



ARMANI



Oskar Lafontaine, socialiste fin de siècle

Tête de Turc des milieux d'affaires et des néolibéraux d'Europe, défenseur de l'Etat comme rempart contre l'injustice, le Sarrois Oskar Lafontaine, ministre des finances d'Allemagne, jette l'éponge

études à l'institut économique DIW de Berlin), réclamaient une baisse des taux d'intérêt et une réduction budgétaire pour éviter la récession en Europe (Le Monde du 18 février). Une telle violation de l'esprit du traité de Maastricht, formulée sans aucune concertation, a choqué les partenaires de l'Allemagne. L'épisode rappelle curieusement la façon brutale dont Theo Waigel, le prédécesseur d'Oskar Lafontaine, exigeait la stabilité et la discipline financière en Europe - un message exactement contraire à celui de son successeur. Les coups de menton et les coups d'éclat ne sont pas appréciés dans les enceintes bruxelloises. Oskar Lafontaine s'en est vite rendu compte.

Malheureusement, c'est le style qu'affectionne particulièrement ce personnage souvent caricaturé sous les traits de Napoléon, et qui descend d'un officier français en garnison à Sarrelouis à l'époque du Roi-Soleil. Oskar Lafontaine aime fonder des « putsch », comme celui au cours duquel, à Mannheim en novembre 1995, il s'empara brutalement de la présidence du Parti social-démocrate.

Au moment où il devient ministre des finances, en octobre 1998, M. Lafontaine est en conflit presque ouvert avec le nouveau chancelier Schröder. « Oskar », comme l'appellent tous les membres du parti, manœuvre pour contrôler les leviers du pouvoir à Bonn. Il découpe à la hache les départements des ministères concurrents du sien pour concentrer entre ses mains le plus de compétences possibles.

Gerhard Schröder sait ce qu'il doit à son numéro deux : sans Oskar Lafontaine, il ne serait jamais arrivé au pouvoir. Le président du SPD a assuré la discipline de fer du parti et mobilisé l'électorat traditionnel de la social-démocratie en faveur d'un candidat Schröder que la base n'appréciait pas : « Oskar » l'a couvert sur sa gauche.

Jusqu'au printemps de 1998, Oskar Lafontaine avait l'ambition

d'être le prochain chancelier allemand et de prendre la succession d'Helmut Kohl. Après avoir été candidat malheureux à la chancellerie fédérale en 1990, Lafontaine n'imaginait pas d'autre place que la première. Les événements, par la suite, en ont décidé autrement. Elu en 1985 ministre-président du petit Land de la Sarre, il y a toujours bénéficié d'une grande popularité malgré un style de gouvernement très autoritaire, propice à l'opacité et aux « affaires ». L'attentat qui faillit lui coûter la vie en 1990 (un coup de couteau à la gorge porté par une personne inconnue) a donné à Lafontaine un sens particulier de la relativité des choses. Il reste une énigme : comment cette carrière politique peut-elle échouer de manière si abrupte après avoir paru si prometteuse ?

Cet Allemand atypique a grandement contribué à adapter un ancien parti ouvrier aux réalités d'une société devenue plus individualiste et plus hédoniste

Le déclin politique d'Oskar Lafontaine date de la chute du mur de Berlin et de la réunification des deux Allemagnes. En perdant les élections de 1990, l'homme a définitivement raté son rendez-vous avec l'histoire. Ces élections, il les a perdues parce qu'il dénonçait le coût de la réunification. Même si l'argument était logique, les Allemands n'ont pas apprécié l'attitude « antipatriotique » de Lafontaine, à laquelle ils ont alors préféré les promesses optimistes d'Helmut Kohl. « On ne pourra pas dire que j'ai cherché à mener les gens en bateau », dit alors Lafontaine pour commenter sa défaite.

C'était l'époque où le chancelier Kohl promettait que l'unification ne s'accompagnerait pas de sacrifices financiers pour les Alle-

mands. « J'estime que les coûts de l'unification vont dépasser les 100 milliards de deutschemarks par an », soulignait au même moment Oskar Lafontaine, perspicace mais isolé. « Ce qui est économiquement erroné ne peut être politiquement juste », estimait-il d'un commun accord avec les dirigeants de la Bundesbank de l'époque, opposés à l'union monétaire entre les deux Allemagnes au taux de change ultra-avantagé de un mark de l'Ouest pour un mark de l'Est (1^{er} juillet 1990).

Oskar Lafontaine, à cette époque, était allé jusqu'à proposer à ses camarades du SPD de voter contre le traité d'unification entre les deux Allemagnes, signé le 18 mai 1990 entre Bonn et Berlin-Est. Les conservateurs, depuis lors, n'ont pas eu de mal à dénoncer en Lafontaine un ennemi de

Brandt, auquel les amis d'Oskar reprochent son « pathos nationaliste ».

Oskar passe volontiers pour un militant antipatriotique : « L'Etat-nation est un concept politique dépassé », dit-il en 1990. « Le destin d'un Français de Lorraine m'intéresse plus que celui d'un Allemand de l'ex-RDA », confiait-il au cours d'un entretien avec un journaliste français peu après. Dans le même ordre d'idées, Lafontaine a toujours milité pour qu'on restreigne l'entrée en Allemagne des immigrants d'ascendance germanique en provenance des pays d'Europe de l'Est - et qui disposent d'un droit automatique à la nationalité allemande en vertu de la loi du sang.

Ce mépris pour le nationalisme allemand lui permet d'afficher une décontraction étonnante à l'égard du passé de l'Allemagne et des obligations qui en découlent. Lorsqu'il se rend en Israël, Oskar Lafontaine ne va pas se recueillir comme tous les autres hommes politiques allemands au mémorial de Yad Vashem, mais il réserve une chambre avec vue sur les flots à Eilat, au bord de la mer Rouge. « Ma génération pense que la RFA a fait ses preuves comme Etat démocratique et que, dans cette situation, nous pouvons attendre des puissances alliées qu'elles nous reconnaissent les mêmes droits de souveraineté qu'aux autres », disait-il en mai 1989, quelques mois avant la chute du mur de Berlin.

Au début des années 80, le jeune dirigeant du SPD, champion de l'antiaméricanisme, s'était opposé durement au chancelier Helmut Schmidt (également SPD) à propos des questions de sécurité et de défense. Contre le chancelier Schmidt, Oskar Lafontaine appelait ses concitoyens à la grève générale pour empêcher le déploiement des missiles américains Pershing sur le territoire allemand.

L'un des thèmes favoris de Lafontaine a toujours été de dire « non » aux interventions armées de la Bundeswehr sur des théâtres extérieurs. Tout au long des années 80, il a plaidé pour un retrait de l'Allemagne hors de la structure militaire intégrée de l'OTAN. Se disant d'inspiration « gaulliste », il a défendu l'idée d'une dénucléarisation de l'Allemagne et souhaité la mise en place d'une « architecture de sécurité européenne » incluant les anciens pays du pacte de Varsovie.

Quelles soient pertinentes ou non, Oskar Lafontaine avait su insuffler beaucoup d'idées nouvelles au SPD avant les années 90 : il fut l'un des premiers au sein de son parti à reconnaître l'importance du thème de l'écologie, lui qui proposait dès le début des années 80 une « restructuration écologique de la société industrielle » en plaçant avant tout le monde pour une alliance de gouvernement entre les sociaux-démocrates et les Verts - alliance qui a fini par arriver au pouvoir à l'échelle fédérale en septembre 1998. Il a plaidé très tôt pour le démantèlement de toutes les centrales nucléaires allemandes.

Cet Allemand atypique a grandement contribué à adapter un ancien parti ouvrier aux réalités d'une société devenue plus individualiste et plus hédoniste. « Oskar » affirmait à la fin des années 80 que le SPD (dont il était alors secrétaire général) ne devait pas « se limiter à assurer la représentation politique des salariés, mais s'ouvrir à de nouvelles couches de la population nées de la troisième révolution industrielle : travailleurs indépendants, entrepreneurs, créateurs ».

Doué pour lancer de nouveaux concepts et de nouvelles idées, Oskar Lafontaine a notamment été le premier, dans les années 80, à remettre en cause le dogme socialiste de la réduction du temps de travail pour lui préférer celui de la « flexibilité ». A cette époque, le très conservateur quotidien des affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le qualifiait d'« éclairé » (1988) pour oser afficher ce genre de positions. Aujourd'hui, Lafontaine n'est plus un « éclairé ». En quittant le pouvoir quelques semaines seulement après l'avoir conquis, il constate que l'avenir n'est plus à lui.

Lucas Delattre

ACHTUNG Oskar : ce titre à la « une » du quotidien populaire britannique *The Mirror*, paru en novembre 1998, semble avoir été prémonitoire. « L'homme le plus dangereux d'Europe » (*The Sun*) a décidé d'abandonner la politique. La presse populaire britannique est satisfaite. « La livre est en danger, l'avenir de la Grande-Bretagne est en jeu », écrivait à la même époque un « tabloïd » britannique à propos des projets d'harmonisation fiscale européenne d'Oskar Lafontaine.

Avec la démission du ministre des finances allemand, ce sont surtout les milieux financiers et industriels qui sont soulagés. Les dirigeants politiques européens le sont aussi. Même si la gauche est actuellement au pouvoir dans pratiquement toutes les capitales des Quinze, Oskar Lafontaine (cinquante-cinq ans) dérangeait la plupart de ses partenaires par ses provocations, ses improvisations et ses initiatives non concertées. Il avait fini par se donner l'image d'un incorrigible idéologue au sein de la famille sociale-démocrate européenne.

Il y a un « mystère Lafontaine ». Ce petit homme au nez pointu et au verbe vif a incarné une forme d'avant-garde politique tout au long des années 80. L'ancien chancelier allemand Willy Brandt vantait « l'instinct politique » de celui qui apparaissait comme le plus doué de ses « petits-fils », comme on surnommait alors la jeune génération des sociaux-démocrates allemands. S'il a gravi si rapidement les échelons du SPD au cours des années 70, c'est qu'Oskar Lafontaine disposait d'une agilité intellectuelle évidente et de talents d'orateur exceptionnels (sans doute renforcés par ses études chez les Pères jésuites). Et voilà qu'au cours des années 90 - devenu ministre des finances de la troisième puissance économique mondiale -, Oskar Lafontaine est apparu au contraire comme le principal représentant d'une social-démocratie traditionaliste, voire archaïque.

Certains observateurs pensent que Tony Blair est l'incarnation du « nouveau Labour » et que je suis un « vieux socialiste », constatait voici quelques jours, sur le ton de l'amusement, le ministre allemand des finances, qui était également président du SPD depuis novembre 1995. Conscient ou non, Oskar Lafontaine a tout fait depuis quelques mois pour s'attirer l'image d'un social-démocrate « classique » (un « Klassiker », selon l'hebdomadaire *Die Zeit*). Opposé par principe aux traditions et principes établis, il expliquait il y a quelques semaines qu'« une société post-traditionnelle ne pouvait subsister sans le maintien de valeurs traditionnelles comme la justice sociale ». Une façon polie de marquer ses distances avec la « troisième voie » chère à Tony Blair et d'en réfuter le supposé modernisme.

L'EU gène d'afficher des positions minoritaires sur la plupart des grands dossiers internationaux, Oskar Lafontaine a sans doute été le dernier dirigeant européen du siècle à défendre tout à la fois la relance budgétaire, la baisse volontaire des taux d'intérêt et la hausse des salaires pour relancer la demande intérieure et par là-même la croissance. Autant d'idées considérées comme « catastrophiques » par les banquiers centraux et la plupart des dirigeants européens actuels.

Au risque de passer pour un dangereux fanatique keynésien, le ministre des finances de Gerhard Schröder avait choisi d'annoncer la couleur dès la campagne électorale de l'an dernier en soulignant, contre le chancelier Kohl : « La politique de l'offre a échoué, elle doit être remplacée ». Autrement dit, la croissance devait reposer selon lui sur la dynamique de la consommation des ménages bien plus que sur la compétitivité des entreprises.

Dans un mémorandum présenté aux partenaires européens de l'Allemagne en février, Oskar Lafontaine et son secrétaire d'Etat, Heiner Flassbeck (ancien chef des

CVV

CVV

CVV

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999 / 75

A

cle



Multiplicateur de clients

Nom :	Sten Le Quellec
Mission :	Utiliser les technologies de l'information pour développer votre clientèle et la fidéliser en personnalisant la relation-client.
Une de ses références :	A aidé Dalkia, leader européen de la gestion d'énergie, à doter son centre national d'appels des technologies de couplage téléphonie-informatique et du courrier électronique. D'où, des entretiens téléphoniques clients personnalisés et 20% de temps gagné sur chaque appel. 2 millions de personnes mieux servies.
Credo :	"La clé du succès ? Traiter chacun de vos clients comme s'il était votre seul client."
Web :	www.ibm.com/services.fr
Téléphone :	0 801 635 426

IBM Global Services

Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

051 011 41

Le petit John, les professeurs et le ministre

par Blaise Bachofen

EST-IL vraisemblable que les milliers de professeurs qui s'apprêtent à défilier dans les rues se trompent contre tout le monde ? Est-il vraisemblable qu'ils soient les seuls, dans ce pays, à ne pas être frappés par la grâce du « bon sens » ? La réalité est que les professeurs, dans leur majorité, ne sont ni « pour » ni « contre » les quelques slogans et mesures volontaristes proposés récemment à la presse par le ministère. Leur révolte, souvent très spontanée et fort mal relayée par les syndicats, vient de plus loin et ne peut être réduite à un schéma manichéen.

Le premier point à éclaircir pour comprendre l'irritation des professeurs, point sur lequel il me semble que l'on n'a pas suffisamment insisté jusqu'ici, est le statut très particulier du système scolaire dans ce qu'il est convenu d'appeler une « société du spectacle ». Les professeurs, face à leurs élèves, entretiennent un type de relation étrange par nature à une telle société : fondée sur le temps long, sur l'approfondissement, sur l'évaluation et la correction des savoirs. Or rien n'est plus fragile que cette relation, rien n'est moins « médiatique ».

Il faut le comprendre pour prendre la mesure du caractère particulièrement périlleux de la stratégie spectaculaire adoptée par notre ministre. Devenus à

leurs corps défendants les ennemis politiques de celui qui devrait être leur principal soutien, confrontés aux simplismes et aux demi-vérités jetés dans le cours précipité du flot médiatique, les professeurs se sont retrouvés à la fois désarmés et en porte-à-faux face aux élèves et aux parents d'élèves.

Mais la forme n'est pas tout. On semble souvent oublier que les revendications des professeurs sont, pour une large part, antérieures à la récente publication de quelques mesures réformatrices. Qu'il s'agisse des classes surchargées, de la baisse des recrutements sur concours, des conditions de mutation et de remplacement, du droit à la formation permanente, de la rémunération des heures supplémentaires, on ne compte plus les signes d'une précarisation et d'une dévalorisation sociale du métier de professeur. Comme l'écrivent fort justement les auteurs du Manifeste pour un lycée démocratique, « les professeurs ne sont ni des apôtres ni des domestiques honteux de parler de leurs gages ». Il est de l'intérêt de la République de les payer correctement et de leur accorder « un statut social normalement attractif ».

Cette absence d'ambition budgétaire à la hauteur des enjeux, à l'heure où l'on clame que les taux de croissance sont les plus élevés de ces dix dernières années, est plus visible que jamais dans

cette fameuse réforme des lycées : pas un seul poste budgétaire n'est créé pour faire face aux tâches supplémentaires qui seront rendues possibles par des transferts dans les emplois du temps des élèves et des professeurs. Ce n'est pas une simple « insuffisance » de la réforme, encore moins, comme le pensent certains, sa principale vertu. Si l'enjeu est de donner à tous la chance d'une formation solide, on voit mal en quoi la diminution des horaires des enseignants magistralux dispensés gratuitement et universellement par l'école y pourrait contribuer.

J'en viens au dernier point des critiques émises par de nombreux professeurs : le refus de la démagogie. Si l'on suit la logique de la consultation des lycéens organisée par Philippe Mériau et des décisions idéologiques inspirées par ce très influent conseiller du ministre, il faudrait se donner comme objectif essentiel de permettre à l'élève de « s'exprimer » et, le plus souvent possible, régler sur ses at-

tentes les formes et les contenus des enseignements.

Sur la portée d'une telle entreprise qualifiée de « modernisation » et de « démocratisation », on me permettra de rappeler ce qu'écrivait la philosophe Hannah Arendt, il y a de cela quelques décennies - c'est dire si cette « modernité » supposée est déjà depuis longtemps ringarde ! -, dans un remarquable article sur « La crise de l'éducation » : « La réponse à la

tant d'adultes et nulle part ailleurs les théories pédagogiques les plus modernes n'ont été acceptées de façon si servile et si peu critique. »

Il reste à espérer que la prédiction contenue implicitement dans ce texte ne soit pas en train de se vérifier sous nos yeux : un colossal effort de la France pour « rattraper » l'Amérique et pour égaler l'effrayante « modernité » de son système scolaire.

Qu'est-ce qui est réellement « moderne » ? Que doit-on attendre de l'école, si l'on se place, précisément, du point de vue d'une exigence démocratique ? L'école doit viser à libérer l'enfant. Mais la façon la plus absurde de rendre un enfant libre est de le laisser être ce qu'il est, à savoir un enfant. Il y a bien du respect dans l'idée que l'élève doit être instruit, guidé, sorti de sa sphère propre et de la tyrannie de son désir immédiat ; et bien du mépris à considérer qu'il a vocation à rester dans son monde et à y faire régner sa loi, qui est celle de l'enfance.

« En essayant d'instaurer un monde propre aux enfants, écrit Hannah Arendt, l'éducation moderne détruit les conditions nécessaires de leur développement et de leur croissance. » Et encore : « Les enfants ne peuvent pas rejeter l'autorité des éducateurs comme s'ils se trouvaient opprimés par une majorité composée d'adultes (...). L'autorité a été abolie par les adultes, et

cela ne peut que signifier une chose : que les adultes refusent d'assumer la responsabilité du monde dans lequel ils ont placé les enfants. »

Sans doute, la jeunesse à laquelle nous faisons face résiste. Faut-il en conclure que cette jeunesse a raison, et que nous avons tort de vouloir la sortir de sa jeunesse ? Sans doute, il est difficile de lui enseigner les mathématiques, le français, l'histoire, la physique, la philosophie... Mais cela a-t-il jamais été facile ? Faut-il considérer, avec les faiseurs de slogans, que la société d'aujourd'hui exige une école d'aujourd'hui, c'est-à-dire, pour parler clairement, que l'on ne peut attendre et exiger la même chose des jeunes générations que de celles qui les ont précédées ? Je refuse de le croire, je ne vois dans cette pensée résignée rien d'autre qu'une pensée « économique » : d'abord une pensée paresseuse, qui s'économise intellectuellement ; ensuite une pensée beaucoup trop favorable aux exigences d'une société exclusivement tournée vers la production et la consommation pour ne pas être suspecte. Mais qui rendra ce discours aussi populaire que les formules de notre ministre ?

Blaise Bachofen est professeur de philosophie au lycée Louise-Michel de Gisors (Eure).

Les incertitudes de l'école qui vient par Alain Kerlan

LES personnages de l'école sont donc à nouveau en scène, les rôles bien distribués : le réformateur, le conservateur occupent les places désignées. On se demande-t-on, eux qui occupaient la rue et qu'on avait résolu d'entendre, le temps d'une consultation ?

Le réformateur, bien entendu, parle au nom des intérêts de la société et de l'avenir des jeunes générations, dont il croit sans doute avoir le privilège et l'exclusivité. Le conservateur, en charge des fins mais modeste maître des moyens du grand œuvre éducatif, de loin en loin brûle un peu ses ailes au souffle de la réforme. Louis Le-garde hier, Philippe Mériau aujourd'hui, un autre demain ? Quant à l'autre rôle nécessaire dans la distribution, l'enseignant, le voilà enfermé, pour les uns, dans une figure de la résistance à l'alliance, à la connivence libérale de la pédagogie et de la réforme, pour les autres, dans la statue du conservateur et de l'immobilité enseignante. Les rôles, en effet, ne sont pas moins convenus dans la perception réciproque des acteurs.

L'apprenti sorcier pédagogique cachera mal son entreprise de destruction de l'école dans les fumées de son fatras pédagogique moderniste ; ou bien la vérité éducative en sa personne viendrait

buter sur l'hypocrisie et le conformisme d'un monde enseignant attaché à la seule défense de ses privilèges, derrière l'alibi des savoirs et des programmes. Le réformateur, accusé par les uns de soumettre l'école à la logique du libéralisme radical et de l'engager un peu plus avant dans la voie de la régression culturelle, prend pour les autres le visage d'un Saint-Just de l'égalité scolaire.

La forme scolaire met en miroir les deux significations de la notion de « discipline »

Ce théâtre serait-il le théâtre de la passion aveuglée et des amours déçues ? Comment, demandait récemment Philippe Mériau, faire entendre raison aujourd'hui à des enseignants qui, de toute évidence, ont basculé à l'égard de leur ministre dans la passion ? (Le Monde du 20 février). Non, Philippe Mériau, vous en conviendrez et vous le savez bien - votre connaissance des choses de l'éducation et vos propres travaux ne vous permettent pas de l'ignorer -, il n'y a pas là également de la raison mais

bien un autre ordre de raisons. Le mouvement de protestation n'est-il qu'une coalition de mécontentements et d'intérêts hétéroclites ? Des alliances, en effet, peuvent surprendre et en disent long sur les troubles d'un monde enseignant emporté et ballotté dans les mutations qui traversent l'école de la fin du siècle. Il est faux, néanmoins, et il serait dangereux de croire ou de feindre que tout cela ne tient qu'à la force conjuguée des privilèges et de la défense des statuts.

Regardons au-delà de la pièce qui se joue sur le devant de la scène entre des personnages de connivence. Quelque chose tient et résiste en effet, au milieu des torsions et des craquements que les mouvements de fond et les coups d'une société en pleine mutation repercutent jusqu'au cœur au système éducatif : une certaine forme scolaire, une certaine mise en forme de l'idée éducative. Elle s'appuie sur une conviction : l'équivalence de l'instruction et de l'éducation. Qui instruit pleinement éduquerait nécessairement. La forme scolaire met en miroir les deux significations de la notion de discipline : acquiescer à la maîtrise d'une discipline, en s'exerçant à la cohérence de ses contenus et de ses enchaînements, conduirait l'élève à se discipliner, à l'apprentissage de la discipline.

Les « instructionnistes », dans le

sillage de Jean-Claude Milner ou de Catherine Kintzler, rejetant l'instruction et l'éducation dans des camps ennemis, avaient brouillé les cartes et construit une commodité - mais fautive - opposition, dans laquelle se sont trop souvent égarées de mauvaises querelles. Les « éducationnistes » commettraient une erreur tout aussi dommageable en méconnaissant l'ambition éducative dont se réclame la défense de l'instruction et de la culture. La revendication, apparue lors de la consultation lycéenne, d'une « plus grande densité culturelle des savoirs scolaires » n'en est pas si éloignée. Là est bien, en effet, le cœur du débat.

On voit bien ce que redoutent et refusent ceux qui se reconnaissent dans l'équivalence (supposée) dans la forme scolaire : une école qui prétendrait dissocier l'instruction - dès lors renvoyée à une appropriation purement utilitaire et instrumentale - et l'éducation - résidu d'une école devenue lieu de vie et de socialisation. Et n'est-ce pas une tentation à l'œuvre dans l'école qui vient ? En postulant l'équivalence définitive de l'instruction et de l'éducation, on fait certes bon marché des mécanismes pédagogiques de l'échec, et on couvre du voile pudique de l'universalisme les inégalités réelles ; mais sait-on bien où l'on va et où l'on conduit l'école quand on s'aventure dans la dissociation de la forme scolaire ?

L'école d'aujourd'hui se cherche, entre une forme scolaire héritée dont la force perdure et une école à venir, déjà en marche quoi qu'on en dise, dans l'anonymat des pratiques pédagogiques inventées au quotidien. Nouvelle forme scolaire, mais celle d'une école aussi nécessaire qu'incertaine. Croire qu'on l'imposera au nom de la vérité pédagogique ou de la nécessité économique et sociale relève de l'illusion lyrique ou de l'aveuglement technocratique. La forme scolaire persistante peut à présent cimenter l'union improbable de forces en effet bien disparates ; une politique éducative, persuadée de bonne foi d'incarner une vision et une réforme au service de l'égalité et de la justice, est perdue et dénoncée, non moins de bonne foi, comme une malintention néolibérale sur l'école. Ces confusions, ces imbroglios et ces dialogues de sourds témoignent des désorientations et des désarrois d'un monde éducatif en proie aux incertitudes de l'école qui vient.

Alain Kerlan est maître de conférences à l'Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation (Ispef) de l'université Lumière-Lyon-II.

Jacques Garreau est ancien enseignant.

Claude Allègre est-il le problème ? par Hervé Baro

A quoi devrait servir, au fond, un ministre de l'éducation nationale, dans un gouvernement qui fait profession de « changer d'avenir » ? A aider à faire bouger l'école, avec tous ceux qui le veulent, au nombre desquels l'immense majorité des enseignants. Et que devrait d'abord rechercher, sur la forme, un ministre de l'éducation nationale, instruit des échecs de ses prédécesseurs ? Éviter que se fixe autour de lui et contre sa personne l'étrange cohorte de tous les conservatismes, de tous les appareils qui ne se mobilisent jamais aussi fortement que lorsqu'il s'agit de perdre le ministre pour gagner quelques années d'immobilité.

La semaine prochaine, Claude Allègre sera confronté à son bilan personnel : à force de maladresses et de mépris, il sera brocardé par des enseignants de toutes opinions. Mais, surtout, il verra les professionnels du statu quo tenter de réussir une nouvelle fois une figure dialectique et politique dont ils connaissent si bien les ressorts : annuler en silence tout espoir de changement en combattant bruyamment le ministre en place et en réclamant - « tous ensemble, tous ensemble » - sa démission.

Il en est ainsi des organisations signataires du « manifeste pour un lycée démocratique ». Elles étaient contre le collège unique, en 1975, qui a permis d'en finir avec une époque où des couches entières de la population voyaient leur horizon scolaire limité à la classe de « 5^e de transition ». Elles étaient contre la tentative de réforme Savary du collège, en 1982, qui aurait pu permettre sa démocratisation, comme elles étaient contre la création du baccalauréat professionnel, qui constitue pourtant, aujourd'hui, la voie d'excellence reconnue des lycées professionnels.

Elles étaient contre la réforme Jospin des lycées, en 1989, qu'elles se sont ensuite évertuées à vider de son sens avec la collaboration complaisante de MM. Lang et Bayrou. Elles étaient aussi contre la création des instituts universitaires de formation des maîtres, accusés d'« aggraver la crise des recrutements » et qui ont permis, cependant, de résoudre ce problème et d'installer enfin plus d'égalité de formation et de responsabilité pour tous les enseignants des premier et second degrés.

Bref, elles ont toujours été contre les mesures qui ont permis, au bout du compte, les trop rares éléments d'évolution positive du système éducatif. Ces rappels montrent que certaines organisa-

tions syndicales, comme le SNES-FSU, n'existent que par le refus systématique de la réforme, au risque de compromettre l'avenir même du système public d'éducation. A chaque fois, c'est le même discours : hostilité à l'égard du ministre en place, accusé de mettre en œuvre une « politique libérale », de s'en prendre aux « garanties statutaires des personnels », d'« abaisser le niveau d'exigences ».

Heureusement, le système a évolué malgré ces organisations. Cette réalité nous conduit à dénoncer sans réserve cette alliance hétéroclite qui s'oppose aux embryons de réforme d'aujourd'hui. Il n'y a rien de commun entre ceux des enseignants qui vont faire grève pour demander des moyens supplémentaires pour la réforme - et que nous soutenons - et les organisations qui vont paraitre revendiquer la « démission d'Allègre » pour obtenir en sous-main l'abandon de toutes ses réformes.

Décidément, pour nous, le vrai problème, ce n'est pas Allègre mais l'école et sa réelle démocratisation. D'ailleurs, l'avenir politique de Claude Allègre nous soucie peu. En revanche, nous n'acceptons pas qu'à la fin de ce siècle, malgré les efforts de la profession, notre système éducatif demeure aussi sélectif et socialement injuste. Cette injustice face à la qualification est d'autant plus insupportable que ceux qui en sont privés sont exclus de toute insertion sociale et professionnelle, et donc marginalisés. On ne peut s'émouvoir de la crise des banlieues, de la montée de la violence, de la dureté du métier d'enseignant et s'évertuer, dans le même temps, à repousser toute solution qui pourrait atténuer la misère scolaire. A moins qu'on ne fasse profession de prospérer sur elle, comme savent le faire, sur un autre plan, les partis extrémistes.

L'école ne peut se prévaloir de la République que si elle s'efforce de réduire les inégalités. C'est pourquoi nous approuvons tout ce qui contribue à aider l'élève et à faire de l'école son propre recours. Ces idées existent dans les chartes que vient de présenter le ministre du moment ; c'est pour cela que nous n'en demandons pas le retrait. Au contraire, nous entendons nous appuyer sur ces orientations pour obtenir les moyens de leur mise en œuvre, car il est grand temps de redonner aux élèves le goût d'apprendre et aux professeurs le plaisir d'enseigner.

Hervé Baro est secrétaire général du Syndicat des enseignants (FEN).

Les pigeons de Trafalgar Square par Jacques Garreau

PIERRE-GILLES DE GENNES nous a livré, en première page du Monde (26 février), le projet pédagogique de l'an 2000, fruit d'une longue réflexion de scientifique chargé d'enrichir le programme de réforme de M. Allègre. Contre l'institution poussièreuse du XIX^e siècle, il élabore les concepts de l'éducation nouvelle. Un des axes majeurs de cette école du futur est ainsi résumé : « Il vaut mieux envoyer les élèves regarder les oiseaux plutôt que de dépenser de l'argent pour des voyages à Londres ! » Les moineaux forment la jeunesse ! En avant vers le troisième millénaire !

Cet enthousiasme réformateur devrait pourtant être tempéré par la mauvaise réputation dont jouissent les oiseaux chez les pédagogues comme chez les artistes ! Il ne faut pas laisser les enfants jouer seuls avec les oiseaux, on ne le dira jamais assez ! Alfred Hitchcock nous avait prévenus de leur cruauté : la seule apparition d'une colonne d'écouliers quittant le collège attire une nuée de créatures allées et malmenées. Le grand des-

sinateur Chaval se méfiait, lui, de leur bêtise, intitulant son ouvrage le plus célèbre : Les oiseaux sont tous des cons.

Ne détruisons pas le travail de générations d'éducateurs, parents et enseignants qui ont appris aux jeunes générations à affronter un monde cruel en ces termes : fuyez les oiseaux de mauvais augure, les rapaces qui vous menacent, les vilains petits canards ; maîtrisez vos colères sans vous envoyer des noms d'oiseau à la figure ; ne croyez surtout pas les hirondelles censées faire le printemps ; ne dénoncéz pas vos camarades comme des corbeaux anonymes et, d'ailleurs, ne bougez plus pour la photo, le petit oiseau va sortir...

Ainsi, aux enseignants en blouse grise vont succéder les oiseaux de toutes les couleurs. Les pédagogues de demain viendront du ciel : fins les agents zélés, vive la gent ailée ! Concédons une qualité aux habitants du ciel : ils croient, eux, que les voyages forment la jeunesse. On en voit même en-

voyer leur progéniture en formation dans le ciel londonien ! On m'a assuré que ces voyages étaient gratuits et que les oisillons de Neully apprenaient à côtoyer ceux de Mantes-la-Jolie !

Nous suggérons donc un compromis pour l'école du nouveau type qui se met en place : l'organisation, pour tous les écoliers, de voyages de découverte des oiseaux. Dans le ciel de Stockholm, ils guetteraient les oies sauvages portant Nills Holgersson sur leurs ailes ; à Pékin, dans la cité interdite, ils partiraient à la recherche du rosignon de l'empereur...

Le passionnant débat suscité par Pierre-Gilles de Gennes ne doit donc pas engendrer de vaines polémiques dans les salles de professeurs - le voyage à Londres ou la sortie-colombe ? - mais être le point de départ d'une réconciliation des enseignants, de leur ministre et de ses conseillers autour du slogan : « Vive les pigeons de Trafalgar Square ! »

La parité par l'éducation

La parité par l'éducation

par Ségolène Royal

La majorité sénatoriale a rendu les armes. L'objectif de parité va faire son entrée dans la Constitution. La volonté sans faille de Lionel Jospin a eu raison de toutes les formes de conservatisme. Il a obtenu ce résultat, loin d'être acquis d'avance, parce qu'il a considéré que le combat des femmes pour l'égalité n'est pas subalterne.

L'éducation peut faire beaucoup pour accélérer le mouvement : approfondir la parité scolaire, favoriser la parité professionnelle, conquérir la parité lexicale, bâtir en profondeur la parité civique, en particulier en luttant contre toutes les formes de brutalité ou de violences.

Il est un domaine parmi d'autres où notre école a une France d'avance : celui de la parité scolaire. En dix ans, la démocratisation de l'école n'a pas laissé les filles sur le bord du chemin. Les résultats sont là, indiscutables. Les professeurs, hommes et femmes, qui ont porté cet effort immense que représente le passage de 40 % à 70 % d'une classe d'âge au baccalauréat ont été, en même temps, l'avant-garde de l'égalité puisque aucune autre institution ne réalise cet équilibre.

Tous les chiffres le disent : c'est à leur bénéfice que les filles creusent l'écart avec les garçons. Dès le primaire, où se nouent bien des conditions du succès ou de l'échec, elles redoublent moins souvent. Durant les années-collège et les années-lycée, non seulement elles affichent des résultats équivalents en mathématiques, mais elles affirment leur supériorité en français. Elles sont aussi plus nombreuses à pousser les portes de l'enseignement supérieur avec un baccalauréat général en poche.

Cet investissement scolaire des filles et ces succès sont tout particulièrement remarquables dans le cas de ces jeunes Françaises de toutes origines que les difficultés de la vie confortent dans leur motivation et leur effort. Beaucoup d'entre elles sont conscientes de conquérir par l'école une part de leur liberté et de leur dignité. Elles ne sont pas les plus indulgentes pour les garçons de leur âge et de leur quartier, auxquels elles reprochent de justifier par leur état de « victimes » leur renoncement scolaire, que, pour leur part, elles refusent. Signe, parmi d'autres, de cette assurance nouvelle puisée en classe : la part prépondérante des filles à la tête des dernières mobilisations lycéennes.

L'école est ainsi devenue le lieu privilégié d'une redistribution radicale des cartes entre l'un et l'autre sexe. Là s'enracine et se légitime un désir d'égalité de nature à ouvrir, désormais, bien d'autres accès. Il est possible, c'est sûr, de mieux faire : malgré d'indéniables progrès, l'image de la femme dans les manuels est encore lourde de stéréotypes ; l'histoire et le rôle des femmes dans l'histoire sont marginalisés et le suffrage masculin y est encore qualifié d'universel. L'orientation reste sexuellement déterminée. C'est manifeste dès la seconde et flagrant dans l'enseignement supérieur. Du côté des grandes écoles, bien des bastilles restent à prendre, malgré les parcours exemplaires de quelques jeunes filles et la féminisation partielle de quelques établissements.

Le plus dur attend les filles hors l'école, dans ce monde du travail que les femmes ont investi en masse, où elles contribuent de manière déterminante à la richesse du pays et vers lequel affluent les plus jeunes. La compétition, ici, tourne brutalement à leur désavantage et la conversion de leur capital scolaire en capital social professionnellement valorisé se heurte aux ségrégations persistantes.

Les femmes, malgré tout, fortes d'un bagage scolaire plus consistant, s'efforcent d'avancer, investissant – fût-ce en petit nombre – des professions qui leur étaient jadis fermées, briguant des responsabilités identiques à celles des hommes. Les jeunes filles qui arrivent sur le marché du travail sont de moins en moins d'humeur à s'effacer.

Les mots pèsent aussi. Voilà pourquoi j'ai toujours attaché tant

de prix à la féminisation des noms de métier et des titres. Dès 1988, j'ai féminisé mon titre de député malgré l'interdiction des services de l'Assemblée nationale, puis celui de ministre en 1992, malgré les réserves de l'administration. L'entreprise, après tout, n'était pas si hardie : cela fait un bail que les élèves ne confondent plus « la prof » avec « le prof ». Vivante, la langue se renouvelle aussi dans les cours de récréation. Dans les fonctions qu'elles exercent, les femmes ont bien le droit à des appellations qui respectent leur identité et leur font sentir qu'elles ne sont pas là par accident. Cette action pour la parité lexicale indispose les tenants du parler académique, hostiles à la brise égalitaire qui souffle sur les manières de dire. Il ne s'agit ni d'une insignifiante querelle terminologique ni d'autoritarisme linguistique. Le débat n'est pas anecdotique. Il s'agit que la langue prenne acte de la réalité.

L'école peut bâtir une parité civique, en particulier en luttant contre toutes les formes de brutalité et de violences. L'attente des collégiennes est forte ; il y sera répondu. Elles ont peur du racket, des violences sexuelles et de la violence tout court. Même si elles trouvent les garçons gentils, elles sont nombreuses aussi à les dire « machos », agressifs ou violents. Enfin, elles n'admettent pas les relations sexuelles sans amour. Ce qui est loin de constituer la réalité, si j'en crois les récits des infirmières scolaires.

L'école est devenue le lieu privilégié d'une redistribution radicale des cartes entre l'un et l'autre sexe

Sur ce problème, au même titre que pour la pédophilie ou le buzzage, l'entends lever la loi du silence pour protéger les victimes et pour éduquer. Une mission de prévention des violences sexuelles a été mise en place. Recensées pour la première fois, deux cent quarante-deux affaires de violence sexuelle entre élèves ont été signalées en un an, avec une tendance à l'augmentation notable de leur nombre et un rajeunissement des auteurs (40 % ont moins de treize ans). Si les collégiens sont majoritairement concernés, il faut reconnaître que l'école maternelle et primaire commence à être aussi confrontée au problème de l'agressivité sexuelle des enfants.

Les premiers éléments dont je dispose mettent en évidence des carences auxquelles l'éducation civique et l'éducation sexuelle devront impérativement répondre : interdit du jeu sexuel jamais appris, influence néfaste de la télévision, indifférence à la souffrance de la victime, importance du phénomène de groupe, qui joue un rôle désinhibiteur, et enfin – pourquoi ne pas le dire ? – difficulté à restituer la place de la femme en raison des habitudes acquises par certains enfants, qui méprisent les filles et contestent l'autorité des femmes.

De ce point de vue, les violences particulières subies par les femmes enseignantes, notamment les violences verbales doivent être éradiquées du système scolaire. La force intégratrice de l'école se fait en acceptant la différence mais en ne tolérant aucune faiblesse au regard des principes républicains, parmi lesquels l'égalité entre hommes et femmes, bientôt renforcée par la parité.

Où décidément, le pas de la parité est un grand pas pour l'humanité et donc, bien évidemment, pour les hommes. Dans cette affaire, nous ne nous plaindrions d'ailleurs pas qu'ils en soient les principaux acteurs ! Qu'ils en soient même chaleureusement remerciés.

Ségolène Royal est ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire.

Libérer les médias

CONTRAIREMENT à ce que l'on croit, la France n'a pas encore de télévision privée. Toutes les chaînes sont sous la coupe directe ou indirecte de l'autorité publique. L'Etat finance non seulement les sociétés nationales que sont France 2, France 3, La Cinquième et Arte, mais encore, par ses commandes, il contrôle de fait les groupes privés de bâtiment et travaux publics, de services publics (eau, assainissement, etc.) ou de vente d'armes, dont il fait la fortune – ou l'infortune – et qui, moyennant cette richesse, possèdent la télévision officiellement privée mais structurellement publique : TF 1, Canal Plus, M 6, ainsi que de multiples radios, journaux et plus de la moitié de l'édition française.

Le contrôle des télévisions et médias prétendument privés est d'autant plus efficace qu'il est indirect ; toujours soupçonnée de faire le jeu du pouvoir, la télévision publique est, paradoxalement, plus indépendante que ses concurrentes privées. La loi tacite qui veut que personne ne parle du propriétaire de l'entreprise qui l'emploie est la clé de voûte de ce dispositif de contrôle. On n'a pas vu la rédaction de TF 1 s'étendre longuement sur les procédures judiciaires visant le groupe Bouygues, ni celle de M 6 relater avec force précisions les difficultés de son propriétaire, notamment dans l'affaire Carignon. Il est douteux que Canal Plus s'inquiète

demain des dossiers de Vivendi, qui vient de l'acquiescer.

La chose est aussi avérée dans les médias écrits : quelle rédaction publiera une enquête sur le propriétaire du journal ? La loi du milieu aggrave cette situation : personne ne cherche noise à son voisin, concurrent certes, mais d'abord complice ; TF 1 ne cartonne pas Vivendi, L'Express (propriété de Vivendi) ne consacre pas dix pages aux menus financements et grands secrets de Suez-Lyonnaisse, M 6 (propriété de Suez-Lyonnaisse) ne s'intéresse pas aux fabuleuses affaires de Lagardère, ni L'Evénement (ex-L'Evénement du jeudi), ni Hachette (propriétés de Lagardère) ne sortent de papier ou de livre attaquant aucun des sus-nommés. Bref, une véritable oligarchie fait peser une chape de plomb sur les médias privés, en toute impunité.

Lionel Jospin est arrivé au pouvoir en 1997 avec une idée : mettre un terme à cette situation, émanciper la télévision privée de sa dépendance à l'égard de la commande publique et développer une télévision publique originale et libre. Pour ce faire, les socialistes avaient annoncé une mesure simple : entendre de posséder un média à une entreprise tirant plus de 10 % de son chiffre d'affaires de la commande publique. Qu'a-t-on vu depuis ? Les députés ont-ils débattu d'un projet de loi que leur aurait soumis le gouvernement ? Non. Ce dernier a-t-il seulement

maintenu le cap ? Non plus. Les lobbys de tous bords ont fait feu de tout bois. Le gouvernement a battu en retraite, sans combattre, dès la fin 1997. Il va, depuis, d'attermolement en attermolement, honteux de n'avoir pas su vouloir, honteux aussi de l'avouer.

Les restructurations industrielles et financières de 1997 et 1998 donnent pourtant raison aux intentions affichées par les socialistes lors de la campagne électorale : il n'est en effet question que de concentrations, de fusions et de restructurations sur le métier qu'on sait le mieux faire. Investisseurs, banquiers, stratèges et analystes financiers internationaux plébiscitent ainsi les entreprises qui se développent et croissent dans leur métier de base ; et les mêmes dévalorisent (relativement) les conglomérats d'activités sans lien industriel les unes avec les autres et qui ne se côtoient qu'en raison de troubles liens avec le monde politique – ce qui n'augure jamais rien de bon pour un financier – ou à cause de fins plus douteuses encore (financements occultes, blanchiment d'argent).

Pour une fois qu'un projet civique et juste était aussi réaliste et raisonnable, l'occasion était belle d'assainir le fonctionnement des médias privés, de permettre le développement d'entreprises d'édition, de presse, de radio et de télévision authentiquement indépendantes – comme il en existe dans tous les pays développés du

monde, sauf en France – et de consolider un pôle audiovisuel public en le dotant de ressources substantielles et durables au moyen de règles de partage équitables des recettes publicitaires.

Cette occasion a, pour le moment, été perdue : les médias ne sont pas, aujourd'hui, régis en France par des lois proposées par le gouvernement et votées par la représentation nationale ; ils sont régis par les désirs et intérêts de puissances qui s'appellent Bouygues, Lagardère, Suez-Lyonnaisse et Vivendi, et devant lesquels trois cents sénateurs, six cents députés, trente ministres, le chef du gouvernement et le président de la République française s'inclinent. A moins que cet incestueux corrupteur ne réponde à leurs vœux intimes.

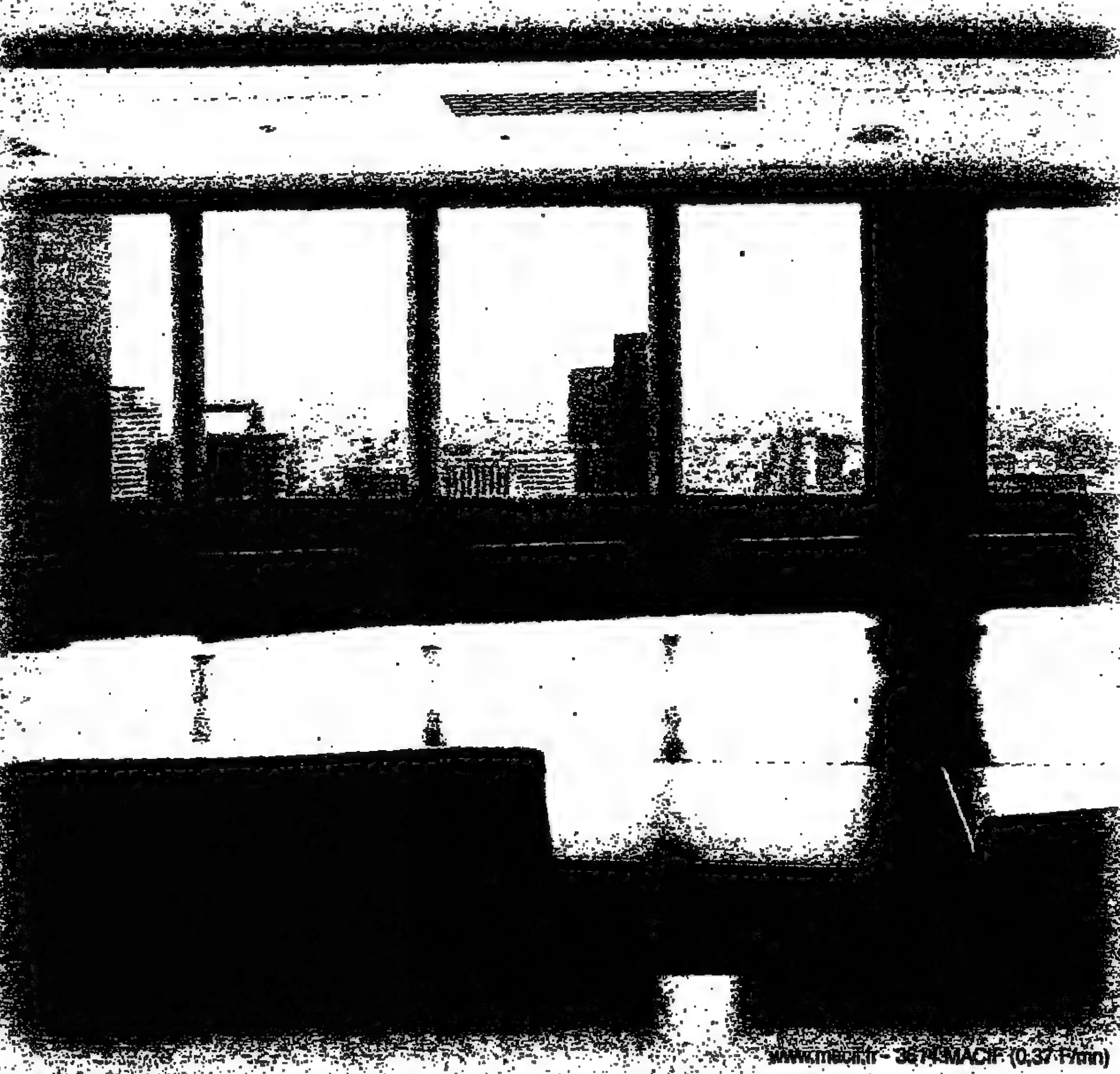
Peu importe, d'ailleurs, quand les questions demeurent : où est ici l'Etat de droit ? Où est la République ? Où est la gauche ?

Max Gallo est écrivain ; Jean Gatty est économiste ; Philippe Herzog est professeur de sciences économiques (Paris-X) ; Philippe Meyer est journaliste ; Olivier Mongin est directeur de la revue « Esprit » ; Philippe Raynaud est professeur de sciences politiques (Paris-II) ; Bertrand Tavernier est cinéaste.

Depuis 40 ans les actionnaires n'ont pas touché un centime. Où passe l'argent ?

A la Macif il n'y a pas et il n'y aura jamais d'actionnaires. C'est le principe d'une vraie mutuelle d'assurance : les bénéfices profitent aux assurés, et seulement aux assurés. Comment les assurés pourraient-ils ne pas être d'accord ?

On a tout à gagner à être solidaire. **MACIF**



www.macif.fr - 3679 MACIF (0,37 l/min)

صكنا من الامل

10 / LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

HORIZONS-ANALYSES

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

France-Allemagne : la clarification nécessaire

LORS de l'arrivée au pouvoir du chancelier Schröder, dont on ne savait trop que penser, Oskar Lafontaine apparaissait aux yeux des dirigeants français comme le garant d'une relance des relations franco-allemandes. La bonne entente avait été mise à mal, à la fin du règne de Helmut Kohl, par les divergences entre les deux pays sur la mise en place de la Banque centrale européenne. Président du Parti social-démocrate, occupant une place centrale dans le nouveau gouvernement avec un ministère des finances taillé à sa mesure, Oskar Lafontaine avait développé des liens très étroits avec les socialistes français.

Souvent qualifié à Bonn de « jospiniste allemand », par opposition à un Gerhard Schröder auquel on prêtait des sympathies plus marquées pour Tony Blair, il partageait la préoccupation des Français de ne pas laisser la gestion de la zone euro aux seules mains des banquiers centraux et d'accompagner la création de la monnaie unique d'une véritable coordination des politiques économiques et sociales européennes. Dès son entrée en fonctions, il avait engagé une coopération très étroite avec Dominique Strauss-Kahn. Aux yeux des euroscritiques, notamment britanniques, le couple Lafontaine-Strauss-Kahn était vite devenu le symbole d'une Europe dirigiste homie.

Cette fraternité d'armes a fait oublier que les relations d'Etat à Etat, même entre l'Allemagne et la France, ne sont pas seulement guidées par des proximités idéologiques.

Les négociations sur la politique agricole commune, sur le financement de l'Europe, les tatouements de la politique nucléaire du chancelier Schröder, ont ramené des deux capitales au réalisme.

L'affrontement franco-allemand a été d'autant plus dur que chacun des deux camps s'est estimé trahi par l'autre. Face aux exigences de Gerhard Schröder, qui réclame haut et fort un réajustement de la contribution de son pays au budget européen, face au raidissement de Joschka Fischer, son ministre des affaires étrangères, qui, malgré ses convictions européennes, ne voit pas pourquoi l'Allemagne devrait céder à la pression du lobby agricole français, les convulsions d'Oskar Lafontaine avec Dominique Strauss-Kahn ne pesaient pas lourd. Empêtré dans ses propres conflits internes, le ministre des finances n'a pas pu, ou voulu, jouer le rôle d'arbitre que certains à Paris avaient imaginé.

Son départ va clarifier le jeu. Si on ne l'avait pas encore compris, Gerhard Schröder est le seul maître à Bonn. Il n'y a pas de raison de soupçonner que sa politique européenne soit moins engagée sans Oskar Lafontaine. Avec son nouveau ministre des finances, il lui appartiendra cependant de mettre fin aux atermoiements qui ont marqué les premiers mois de son gouvernement, d'adresser un signal plus précis sur ses intentions à ses partenaires français et européens. Il lui faut d'urgence réussir le sommet de Berlin, où les quinze sont censés achever, les 24 et 25 mars, leurs difficiles négociations sur l'Agenda 2000.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Audo, directeur général
Néel-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenech, Pierre Georges, Jean-Yves Lhoteau
Directeur adjoint : Dominique Royonnet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont
Rédacteurs en chef :
Alain Fourmont, Eric Lacroix (Rédaction et médias)
Laurent Goussier (Suppléments et culture) / Michel Kappeler (Rédaction)
Eric Le Boucher (International) / Patrick Laroche (France) / Francis Monchi (Société) / Claire Blandin (Entreprises)
Jacques Bouché (Nouvelles) / Joëlle Savignat (Culture) / Christian Maudou (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Aïan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Paillet / Directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la direction : Alain Rolland / Directeur des relations internationales : Daniel Verdet
Partenaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Michel Hebrat, vice-président
Anciens directeurs : Robert Boute-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982), André Laurent (1982-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lacombe (1994-1999)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Droits de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1948
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Breuve-Méry, Société anonyme des Lecteurs du Monde.
Le Monde International, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Prévisions, Le Monde Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde L'Occident européen

LA DEUXIÈME guerre mondiale et la modification du rapport des forces dans le monde ont obligé l'Angleterre à se considérer comme partie intégrante de l'Europe. Mais elle ne peut envisager de s'y intégrer définitivement sans être sûre d'en assurer la direction spirituelle, économique et financière.

La France, seule parmi les nations du continent, avec sa conception réaliste et humaniste, peut dépasser la méfiance insulaire et faire accepter à la Grande-Bretagne une conception moins hiérarchique de l'organisation européenne.

La collaboration étroite et confiante sur un pied de complète égalité de nos deux pays peut seule éviter de conduire l'Angleterre à un échec retentissant sur le continent. Par les regroupements inévitables que cet échec provo-

querait, il mettrait en péril l'existence même de la métropole et du Commonwealth britanniques.

La France et l'Union française seront dans un proche avenir, si la paix est sauvegardée, un élément déterminant à la fois sur le plan culturel et économique de l'organisation de cet Occident européen auquel l'Angleterre doit s'intégrer dans son intérêt propre et dans l'intérêt de l'Europe entière.

C'est notre vœu le plus cher de voir se constituer, comme le souhaitait M. Bevin, premier ministre britannique, devant la Chambre des communes le 15 septembre 1948, une force de paix, d'égalité et d'équilibre groupant les Etats de l'Europe occidentale et leurs possessions d'outre-mer, la Grande-Bretagne et son Commonwealth.

Pierre Naguet
(13-14 mars 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les femmes et le paradoxe de la liberté contraignante

PARCE QU'ELLE EST au centre des grandes passions de l'espèce - l'amour, le sexe, la famille, l'argent, le pouvoir -, la relation entre hommes et femmes n'en finira jamais d'alimenter les débats philosophiques, politiques et sociaux. En témoignent, en France - et parmi d'autres -, deux vives querelles du moment, celle née du projet de PACS et celle liée à l'introduction de la parité. Le 9^e Forum de l'an 2000, organisé à Rouen le samedi 6 mars, sur le thème « Hommes-femmes : où va la différence ? », tombait donc à point nommé.

Sur ce chapitre, un premier - et formidable - constat s'impose : le XX^e siècle finissant aura permis aux femmes, du moins dans le monde développé, de vivre l'une des expériences les plus neuves qu'ait connues l'humanité, en conquérant à la fois la liberté sexuelle, l'indépendance économique et l'autonomie sociale. En l'espace de trois générations, observe la sociologue Nathalie Heinrich, la femme « non-liée » s'est forgée « une identité personnelle » différente de celle de son père et de son mari. Ainsi est mort le « modèle rousseauiste » qui, rappelle la philosophe Françoise Gaillard, cantonnait la femme « dans l'ordre du naturel », en la soustrayant à l'« ordre du contractuel ».

La science a accéléré cette révolution des mœurs. En permettant de dissocier sexualité et procréation, la mise au point d'une contraception moderne a donné à la femme la maîtrise de sa fécondité et facilité son épanouissement sexuel. « Le mariage est devenu le couple », constate Evelynne Sullerot, cofondatrice du Planning familial. Pour la première fois depuis que le monde est monde, ce sont les femmes qui, en matière de procréation, choisissent, essaient et décident. Ce sont elles qui font les grands choix dans la vie du couple. Trois divorces sur quatre sont de-

mandés par elles. » Pour cette pionnière du féminisme, une autre découverte scientifique majeure, celle des « empreintes génétiques », risque de bouleverser la relation homme-femme : « La filiation paternelle est désormais établie aussi sûrement que la filiation maternelle. Les hommes ne pourront plus aussi facilement nier leur paternité. Les liens parentaux seront renforcés aux dépens du couple, dont la valeur baissera. »

LE TRAVAIL, CHAMP D'INEGALITES

Le démographe Michel Bozon recense les principaux signes de la révolution sexuelle : « La vie sexuelle des femmes est devenue plus longue. Le lien entre sexualité et mariage s'est relâché. Le répertoire sexuel des couples s'est élargi. Les femmes sont plus actives et plus hétérosexuelles. Pourtant, ajoute-t-il, les femmes, aujourd'hui comme hier, tentent avant tout de « stabiliser la sexualité des hommes en la contenant dans une relation ». Cette démarche « relationnelle », les hommes sont encore loin de la partager. Ils continuent de se voir souvent « comme des sujets désirants indépendants ». Ainsi, la « dissymétrie amoureuse » n'a pas disparu. Elle s'est seulement déplacée. La philosophe Luce Irigaray inscrit cette dissymétrie dans le cadre, plus large, d'une différence d'« identité relationnelle ». « Le rapport à soi, à l'autre et au monde n'est pas le même chez l'homme et la femme. La femme valorise le "tu", l'homme privilégie le "je". Une différence qu'on peut observer dès l'enfance. »

Auteurs en 1998 d'un rapport gouvernemental sur les liens entre le droit, la famille et la vie privée, Irène Théry souligne que, avec la reconnaissance progressive des droits des homosexuels, la notion de couple a changé. « Le couple est en train de devenir le lien entre deux personnes. » Evoquant le « désarroi du couple hétérosexuel »,

dont on parle peu dans les débats autour du PACS, Irène Théry note que « l'air du moment est antimasculin au possible ». « La forme suprême de l'interdit n'est plus l'inceste, ni l'adultère : c'est le viol. Les hommes deviennent des violeurs potentiels. Que reste-t-il alors de la séduction qui est, à un certain degré, un viol du consentement ? » Rejetant « une conception patriarcale du désir », caricaturée dans les procès pour harcèlement sexuel, la sociologue souhaite voir préserver l'« espace obscur et la magie de la séduction. » L'égalité entre hommes et femmes reste un idéal encore largement hors d'atteinte, en premier lieu dans le secret des affaires domestiques, où, déplore le sociologue Jean-Claude Kaufmann, « les choses évoluent très lentement ». « Les tâches ménagères sont un domaine immense où les femmes se font piéger. Après les premiers temps légers de la vie à deux, à mesure que la famille s'organise et que les tâches s'alourdissent, la femme en assure l'essentiel. C'est elle qui a la famille dans la tête, qui en porte la charge mentale. Elle entretient et subit la vieille mémoire du corps. »

Le travail offre aussi un champ d'inégalité. La sociologue Jacqueline Laufer relève un écart moyen de salaires de 27 % au détriment des femmes. « Seulement trois cadres sur dix sont des femmes, regrette-t-elle. Et elles ne représentent que 7 % des effectifs des équipes dirigeantes. » L'historienne Anne-Marie Sohn s'inquiète de voir renaître en cause l'« emploi féminin à la française » reposant, depuis des décennies, sur le travail à temps complet, des carrières continues et l'insertion massive des femmes mariées. « Sous couvert de partage du travail et d'une politique familiale, le temps partiel et les allocations parentales évincent les femmes actives, délégitiment les carrières féminines, et renvoient la femme à sa "vocation naturelle" : la maternité. »

Reste le pouvoir ou, entre hommes et femmes, une nouvelle donne est en œuvre, avec l'inscription de la parité dans la loi. « C'était le combat de l'heure, se réjouit l'une de ses plus ferventes avocates, la philosophe Blandine Kriegel. Il exprimait la volonté de fonder les droits des citoyens sur les droits de l'humain, d'appliquer l'égalité dans la vie politique. L'humain est homme et femme à égalité. Il s'agit de consacrer dans la loi la dualité de la nature humaine qu'Aristote qualifiait d'occident non séparable du genre humain. »

Tout en saluant le « beau combat politique » qu'elle a suscité, la politologue Evelynne Fieser tient la parité pour « un principe dangereux », car elle est « une injonction à la différence ». « N'est-il pas dangereux d'inscrire dans la Constitution cette différence naturelle qui, pendant des siècles, n'a servi qu'à justifier la supériorité des uns et l'infériorité des autres ? » Farouche adversaire de la parité, l'éditorialiste Alain-Gérard Slama y voit « une forfaiture légale », qui met en cause la définition même de la République, provoque « une guerre entre femmes », ouvre la « boîte de Pandore des discriminations positives » et annonce « un cortège de conflits identitaires ».

La parité, ajoute la philosophe Michèle Le Doeuff est « une illusion » qui suppose que les citoyennes, « s'identifient » à leurs frères, « comme des supporters d'une équipe de foot » et que ces derniers mènent nécessairement une politique favorable aux femmes. Ce débat sera bientôt d'arrière-garde, puisqu'il vient d'être tranché au Parlement... par les hommes. Une chose est sûre : en politique, comme dans leur vie privée, les femmes feront de plus en plus l'expérience de ce que Nathalie Heinrich appelle le « paradoxe de la liberté contraignante » : toujours plus de responsabilités, toujours plus de devoirs. Une situation où la course à l'excellence entraîne l'insatisfaction permanente ; où les femmes vivent « le possible comme une obligation, et le privilège comme une contrainte ».

Jean Pierre Langellier

L'intellectuel par Hervé Coffinières



L'éradication programmée du mongolisme

Suite de la première page

La question fut soulevée publiquement en 1996 lorsqu'une très vive polémique opposa Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au Collège national des gynécologues-obstétriciens. Ces derniers réclamaient la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de ce dépistage au moyen des tests sanguins.

Au terme d'une période probatoire de deux ans, les autorités sanitaires françaises ont décidé que ce dépistage serait dorénavant, et de manière définitive, pris en charge par la collectivité nationale (Le Monde du 18 février). Tout, en d'autres termes est en place pour que, à court ou moyen terme, on n'enregistre pratiquement plus de naissances d'enfants trisomiques.

Pour le professeur Jean-François Munné, spécialiste de pédiatrie et de génétique médicale, un tel phénomène impose une réflexion plus générale et soulève une question dérangeante et rarement posée. « Est-il possible d'organiser le dépistage étendu d'une affection génétique sévère dans une population donnée sans engager notre société vers une politique de santé publique basée sur l'eugénisme ? »

mandait-il, en juin 1997, dans la revue Etudes. Toutes les autres questions sont secondaires au regard de cette interrogation de fond. Il faut donc bien examiner d'abord le problème de fond concernant le risque eugénique, avant d'envisager les possibilités et modalités d'un dépistage prénatal étendu, car les choix d'aujourd'hui sont lourds de conséquences pour le développement inéluctable de la médecine prédictive et de son organisation dans le futur. »

Force est aujourd'hui de constater que l'analyse du risque eugénique n'a pas fait l'objet de vastes débats et que le dépistage de masse est devenu une réalité sans doute irréversible.

EUGENISME « DEMOCRATIQUE »

Force est aussi de constater que avec le dépistage prénatal, bientôt systématiquement proposé, des anomalies chromosomiques, on modifie fondamentalement la nature du geste médical qui, ici, sort clairement du cadre de la relation individuelle pour servir de facto une politique de santé publique dans le champ du retard mental. « L'association des idéologies du progrès et des individualités démocratiques n'est pas nouvelle. Depuis les années 70, la conjonction active du féminisme et du libéralisme a placé la femme au centre du droit à disposer de son propre corps, et, maintenant, c'est en faisant porter la responsabilité de la décision sur la femme que l'on évitera toute dérive eugénique, écrit sur ce thème Bernard Andrieu, philosophe des sciences de la vie et des neurosciences dans son récent ouvrage Médecin de son corps (Presses universitaires de France). S'il ne s'agit pas de

remettre en cause le droit de la femme à disposer de son propre corps, il en va pour l'eugénisme tout autrement qu'avec l'interruption volontaire de grossesse car, aujourd'hui, la femme aurait le droit (-) de décider de la qualité de l'enfant à naître. Est-ce véritablement le moyen d'éviter la dérive eugénique, alors que toutes les enquêtes confirment que 90 % des femmes interrogées élimineraient l'enfant trisomique 21 ? »

« Au nom de la liberté individuelle, l'Etat instaure un eugénisme qui ne veut pas dire son nom, laissant tout le poids de la culpabilité à l'individu, ajoute Bernard Andrieu. Cet individu, si la loi lui permet effectivement d'accéder à cette connaissance sans discrimination économique en remboursant le test de dépistage, devient l'instrument du progrès biotechnologique. »

Cette évolution vers un eugénisme « démocratique » peut-elle se faire au prix d'un échec scientifique et médical puisque, loin de comprendre et de soigner la trisomie 21, on se borne

ici à identifier son existence avant la naissance et à proposer à la femme concernée de mettre un terme à sa grossesse ? Et comment ne pas voir que cette évolution sera d'autant plus rapide que l'on organisera la disparition de pathologies dont on ne connaît pas les causes et que la collectivité ne développera pas les efforts nécessaires pour offrir aux handicapés et à leurs proches de réelles possibilités d'intégration et d'épanouissement ? Or on est ici loin du compte et, trop souvent, le handicap, faute d'être étudié, nourrit des fantasmes réducteurs. Dans le cadre des prochaines VII^{es} Journées nationales sur la trisomie 21, les organisateurs - qui ont invité Pascal Duquenne, héros du film Le Huitième Jour - démentiront à quel point les personnes souffrant de cette affection peuvent, par le théâtre, le sport, la photographie, la peinture ou l'écrit, être capables de s'exprimer.

Jean-Yves Nau

RECTIFICATIFS

SPOILIATION

Contrairement à ce que nous avons écrit dans un article consacré à la spoliation des juifs sous le régime de Vichy (Le Monde du 23 février), les sommes en débance provenant des internés du camp de Drancy et restées consignées à la Caisse des dépôts et consignations se montent à 9,5 millions de francs de l'époque (environ 16,1 millions de francs actuels) et non à 9,5 milliards de francs.

GUERRE DE LA BANANE

Dans notre article intitulé « Isolés, les Etats-Unis intensifient leur offensive commerciale sous les auspices », paru dans notre édition du 10 mars, nous avons indiqué par erreur que la Chambre des représentants américaine serait « partiellement » renouvelée lors du scrutin de novembre 2000. C'est en fait la totalité de la Chambre qui est soumise à réélection, ainsi qu'un tiers du Sénat.

RECORD Portée par la santé étonnante de l'économie américaine et une croissance ininterrompue depuis neuf ans, la Bourse de New York continue sa chevauchée et approche

du seuil symbolique des 10 000 points de l'indice Dow Jones. ● POUR LA PREMIÈRE FOIS de son histoire, l'indice phare de la place new-yorkaise a dépassé, jeudi 11 mars, le niveau des

9 900 points. Il affiche un gain de près de 8 % depuis le début de l'année et de 300 % en moins de dix ans. ● CONTRAIREMENT à ce qu'imaginaient les experts il y a encore quel-

ques semaines, la crise brésilienne et les incertitudes sur l'ensemble des économies de l'Amérique latine n'ont pas affecté les valeurs américaines. ● LA BOURSE DE NEW YORK a profité

au contraire de la détente récente des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis, après la publication de statistiques montrant l'absence de tensions inflationnistes outre-Atlantique.

La Bourse de New York à deux doigts des 10 000 points

Déjouant les pronostics sur l'incidence de la crise brésilienne, Wall Street ne cesse de battre des records. La place new-yorkaise est portée par la croissance, ininterrompue depuis neuf ans, de l'économie américaine

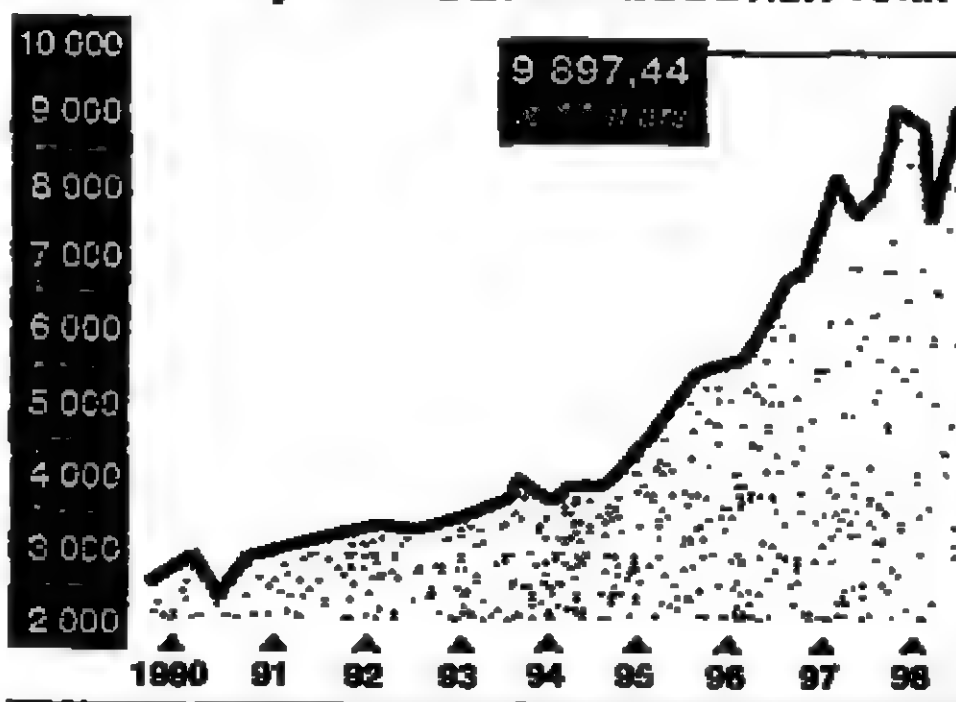
JUSQU'OU montera Wall Street ? Alors que les observateurs s'accordaient, il y a encore quelques semaines, pour prévoir une pause dans la progression de la Bourse américaine, cette dernière ne cesse d'atteindre de nouveaux sommets historiques. En moins d'une semaine, l'indice Dow Jones de la Bourse américaine a battu par trois fois ses records et ne se trouve plus qu'à quelques encablures du seuil symbolique des 10 000 points. Jeudi 11 mars, il a terminé sur une hausse de 1,3 %, à 9 897,44 points après avoir touché les 9 935,46 points en cours de séance.

Cette fois, ce sont les valeurs pétrolières et de la distribution qui ont été à la fête. La hausse du prix du pétrole constatée ces derniers jours met dans une meilleure posture les grandes compagnies américaines comme Chevron ou Exxon. Les valeurs de la distribution telles que Wal-Mart ou Sears Roebuck ont, quant à elles, profité de la hausse des ventes de détail. Celles-ci ont progressé de 0,9 % au mois de février, après un bond de 1 % en janvier. La contraction du déficit de la balance des comptes courants au quatrième trimestre à 63,8 milliards de dollars (58 milliards d'euros), contre 65,7 milliards de dollars au troisième trimestre, a fini d'encourager les investisseurs.

Ces bons chiffres de l'économie américaine font suite à la publication de statistiques rassurantes, la semaine dernière. Vendredi 5 mars, l'annonce d'une légère augmentation du taux de chômage

La chevauchée de la Bourse américaine

INDICE DOW JONES DE LA BOURSE DE NEW YORK



L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné près de 300 % en moins de 10 ans, profitant de la croissance ininterrompue de l'économie américaine.

en février et de la progression modeste du salaire horaire avait permis à la Bourse américaine d'enregistrer le premier record de la série. Ces indicateurs avaient élargi le spectre d'une hausse de ses taux par la Réserve fédérale américaine et avait favorisé une détente sur le marché obligataire. Après avoir dépassé les 5,70 %, il y a une dizaine de jours, le taux de rendement de l'obligation du Trésor émise à 30 ans est tombé à 5,57 %, ce qui a fourni un important facteur de soutien aux actions américaines.

TENTATION NIPPONE

Une étude de la banque JP Morgan, réalisée à partir de l'observation de l'évolution de la Bourse américaine sur quarante-deux années, montre que l'indice Standard & Poor's 500, l'autre grand baromètre de la Bourse américaine, est beaucoup plus sensible au niveau

des taux qu'à celui des bénéfices des entreprises.

A court terme, Wall Street pourrait pâtir de tensions sur le marché obligataire. « Les investisseurs japonais, qui détiennent une part importante d'obligations américaines, sont en train de boucler leur année fiscale, qui se termine à la fin mars. Ils pourraient être tentés de faire apparaître des plus-values en vendant leurs obligations américaines, ce qui pourrait faire baisser les marchés obligataires », juge Nicholas Sargen, stratège chez JP Morgan.

Cependant, à long terme, les analystes semblent confiants sur la poursuite de la détente des taux, qui devrait contribuer à favoriser la progression de Wall Street. Ralph Acampora, le directeur de la recherche technique de Prudential Securities, un des plus célèbres « gourous » de New York, avait été l'un des premiers, au début de l'année 1995, à prédire une envolée

du Dow Jones jusqu'à 10 000 points, alors qu'il marquait un peu plus de 4 000 points. Mais s'il se montrait inquiet il y a encore quelques semaines, craignant une correction de 10 à 15 % des actions américaines, il fait preuve aujourd'hui d'un nouvel optimisme et prédit un Dow Jones à 11 500 points au troisième trimestre.

PAS AUSSI MAUVAISE

Contrairement aux inquiétudes du début de l'année, la Bourse américaine est loin d'être affectée par les craintes qui pèsent sur l'économie brésilienne. La part du commerce extérieur réalisée par les États-Unis avec le Brésil, qui ne représente que 2 % des exportations américaines, est insuffisante pour affaiblir sensiblement la croissance américaine, principal soutien du marché boursier outre-Atlantique.

Mais la crainte majeure des économistes portait sur une contagion de la récession brésilienne au reste de l'Amérique latine. La région dans son ensemble absorbe en effet 20 % des exportations américaines. Une hypothèse qu'a d'ailleurs évoquée le Fonds monétaire international (FMI) dans son dernier rapport annuel, indiquant que la crise économique brésilienne pourrait avoir des effets significatifs sur l'Argentine.

Pour le moment, l'état de l'économie brésilienne continue néanmoins à inquiéter les professionnels, même si la situation au Brésil n'est « pas aussi mauvaise que beaucoup de gens le pensent ».

a estimé le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, à l'issue de la dernière réunion des gouverneurs des banques centrales des pays du G 10. Malgré l'aide de près de 9 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros) consentie par le FMI, le Brésil continue à faire face à une charge de dette considérable, que la hausse récente des taux d'intérêt (de 39 % à 45 %), jeudi 4 mars, n'a fait qu'amplifier. « Entre 70 % et 75 % de la dette interne de l'État est indexée sur le niveau des taux courts », rappelle Pierre Laurent, économiste chez CDC Marchés.

Londres et Sydney atteignent également des sommets

La Bourse de Londres a profité du dynamisme de Wall Street. Jeudi 11 mars, l'indice Footsie 100 a terminé sur un nouveau record, à 6 335,7 points, en hausse de 1,51 %. En cours de séance, il a même atteint un record absolu à 6 360,3 points, effaçant celui inscrit le 25 février. Comme à la Bourse de New York, la progression des valeurs pétrolières a entraîné l'ensemble du marché. BP Amoco, la plus grosse capitalisation de la Bourse britannique, a bondi de 9,2 % et Shell Transport, la partie britannique du groupe anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell, a grimpé de 8,5 %.

Vendredi 12 mars, la Bourse de Sydney a également clôturé sur un plus haut historique. L'All Ordinaries Index s'est apprécié de 0,4 %, à 2 961,30 points. Il a notamment profité de la progression des actions de mines d'or, le prix du métal jaune se situant à ses plus hauts niveaux depuis trois mois.

L'objectif des autorités brésiéliennes est en fait de pouvoir réduire à terme les taux d'intérêt, ce qu'elles pourront réaliser une fois la confiance des investisseurs revenue. Un tel mouvement semble perceptible, comme le montre l'appréciation de la monnaie brésilienne, le real, dont la parité de changes contre le dollar américain est revenue à 1,855, soit son niveau le plus élevé depuis le 8 février – après avoir atteint 2,2 juste après la remontée des taux d'intérêt. Si le soutien du FMI a donc été bien perçu par les investisseurs puisque ces nouvelles ressources permettront au pays de défendre sa monnaie, il ne devrait toutefois pas lui éviter de plonger cette année dans la récession, que les économistes évaluent en moyenne entre -5 % et -6 % du produit intérieur brut. Par comparaison, la croissance avait atteint 3 % en 1997 et devrait être de l'ordre de 0,5 % en 1998.

Si la récession au Brésil n'est donc pas en mesure, à elle seule, d'affecter la croissance de l'économie américaine et Wall Street, certaines stars de la cote américaine, qui réalisent une part de leur activité au Brésil, comme Gillette, Revlon ou Colgate, pourraient ponctuellement être pénalisées en Bourse.

En outre, l'économie américaine ne pourra continuer à afficher éternellement une santé éclatante. « Le ralentissement devrait intervenir d'ici à la fin de l'année sous l'impulsion de facteurs domestiques », estime Olivier Garnier, directeur de la stratégie et de la recherche chez SG Asset Management. Et plus il sera tardif, plus il sera brutal. « Une épée de Damoclès qui reste suspendue au-dessus des marchés d'actions américains, même si ceux-ci préfèrent encore dans l'immédiat ignorer cette éventualité. »

Joël Morio et Cécile Prudhomme

Le prix du baril de pétrole remonte devant une possible réduction de la production

LA PERSPECTIVE d'une réduction de production de pétrole d'ici à la réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) prévue le 23 mars a provoqué un net raffermissement des cours sur les marchés. A Londres, le baril de Brent est repassé, dès mercredi 10 mars, au-dessus des 12 dollars, un niveau méconnu depuis novembre 1998, les prix évoluant autour des 10 dollars, leur plus bas niveau depuis près de douze ans.

Présentée comme une éventualité en début de semaine à la suite d'une entrevue entre les Saoudiens et les Iraniens, qui ont mis un terme à leur divergence sur les quotas de production, cette hypothèse a été confirmée, mercredi, lors d'une

réunion entre les ministres d'Arabie saoudite, du Koweït, d'Oman et du Qatar. Cette initiative était suivie, jeudi, par une rencontre aux Pays-Bas du ministre saoudien du pétrole, Ali Ben Ibrahim al-Naimi, avec ses homologues vénézuélien, irakien, algérien et un représentant mexicain, ce pays n'étant pas membre de l'OPEP. La réunion devait se poursuivre vendredi 12 mars. La veille, dans le journal saoudien *Al-Chargh al-Awsal*, M. Naimi s'était déclaré « très optimiste » sur la possibilité « d'un accord entre les pays producteurs, membres et non membres de l'OPEP, pour décider d'importantes réductions ».

Le premier producteur d'hydrocarbures essaie, pour la troisième fois en un an, d'imposer une

réduction du débit pour redresser les prix. En mars et juin 1998, associé au Venezuela et au Mexique, Riyad avait obtenu une diminution globale de 2,6 millions de barils/jour, représentant près de 3 % de l'offre mondiale. En raison de l'indiscipline de certains pays, l'effet a été inverse. Au lieu de se redresser, les prix se sont effondrés, perdant près de 40 % en un an, dans un environnement affecté par la crise asiatique. Ce contrechoc s'est révélé désastreux pour les économies des États pétroliers et leur a fait prendre conscience de l'obligation de nouveaux efforts.

D. G.

Dopé par ses résultats, Vivendi affirme ses ambitions d'expansion

JEAN-MARIE MESSIER, le PDG de Vivendi (ex-Générale des eaux), doit se féliciter tous les jours d'avoir absorbé Havas en 1998. La fusion avec le groupe de communication lui a amené une aisance financière et une liberté d'action que la seule restructuration de Vivendi n'aurait pu lui donner.

Fort de l'apport par Havas d'une dizaine de milliards de francs de fonds propres supplémentaires, le groupe de services collectifs et de communication a pu se montrer très entreprenant : alliance avec FCC, groupe espagnol de services et de BTP ; rachat de la société américaine d'électricité GPU, acquisitions d'éditeurs espagnols, du producteur de logiciels éducatifs Cendant Software, du Quotidien du médecin, du groupe L'Étudiant, du Vidal, de Barbour Index en Grande-Bretagne, développement accéléré dans les télécommunications et dans les services collectifs. Au total, Vivendi a investi 49 milliards de francs (7,47 milliards d'euros) et accru son chiffre d'affaires de 65,6 milliards de francs.

Le groupe a aussi beaucoup vendu. En un an, le chiffre d'affaires d'Havas a été ramené de 50 à 20 milliards de francs. Le patrimoine immobilier est presque totalement liquidé (lire ci-contre). En trois ans, Vivendi s'est délesté pour un peu plus de 100 milliards de francs d'actifs.

A ce vaste redéploiement s'ajoutent les effets d'une reorganisation en profondeur, entreprise depuis trois ans. Pour la première fois depuis 1992, tous les métiers du groupe, y compris le BTP et les télécommunications, dégagent un résultat d'exploitation positif. Après changement de méthodes comptables – pour la troisième fois en trois ans –, le résultat d'exploitation du groupe affiche une croissance de 119 % à 9,1 milliards de francs (1,39 milliard d'euros). Le bénéfice net s'établit à 7,4 milliards de francs (1,13 milliard d'euros), en hausse de 36 % par rapport à 1997, pour un chiffre d'affaires de 208,2 milliards de francs (31,7 milliards d'euros). Se réjouissant de ces « excellents

résultats », M. Messier, retrouvant les accents de la vieille culture d'un groupe épris d'expansion et de pouvoir, se dit prêt à mener « une stratégie offensive ». Dans les services collectifs (eau, énergie, propriété), le groupe entend pousser les feux à l'international, notamment sur les pays développés.

« CONTRÔLE MANAGERIAL »

Dans la communication, les ambitions sont plus grandes encore. Assuré désormais du succès de Cegetel en France, Vivendi affiche pour la première fois son intention de se développer à l'international, sans l'appui du britannique BT. Un premier pas a été fait avec l'acquisition de Monaco Telecom. Le groupe vise désormais une li-

cence de téléphone mobile au Maroc et, surtout, une prise de participation dans un réseau paneuropéen de transmission de données. Des discussions ont été ouvertes avec l'allemand Mannesman et BT. « Mais nous n'avons pas vocation à accumuler les participations minoritaires », avertit le PDG de Vivendi.

La règle vaut aussi pour la communication. Revenant sur l'échec des discussions entre BSkyB et Canal Plus, le président de Vivendi affirme que le groupe est en situation de force et peut continuer à vivre seul. « Nous sommes prêts à des alliances fortes, mais à condition d'avoir le contrôle managérial », dit M. Messier. Bien que l'endettement du groupe se soit notablement aggravé, passant de 43,9 à 64,1 milliards de francs, pour 51,4 milliards de francs de capitaux propres, le président de Vivendi met l'accent sur sa capacité d'investissement, qu'il évalue entre 26 et 33 milliards de francs sur les trois prochaines années : « Si nous avons un bon projet, nous n'aurons aucune hésitation à leur présenter cette opportunité et à demander une augmentation de capital. » Retrouvant là encore les habitudes du groupe, qui, au cours des dix dernières années, a maintes fois dilué ses actionnaires pour satisfaire sa soif d'expansion.

Martine Orange

La plus grande vente dans l'immobilier

Le Carrousel du Louvre, le CNIT, la Colline de la Défense, les tours Ariane, Michelet, Galilée : Unibail a réalisé, jeudi 11 mars, la plus grande transaction immobilière française. Le groupe de Léon Bressler a acquis auprès de la CGIS, la filiale immobilière de Vivendi, 300 000 mètres carrés d'actifs immobiliers pour 5,8 milliards de francs (885 millions d'euros). Grâce à ce rachat très complémentaire de son patrimoine, Unibail se hisse au niveau des principales sociétés foncières européennes.

Avec cette cession, Vivendi tire un trait sur le lourd héritage de l'empire Pellerin, non sans sacrifice : la vente se traduit par une moins-value de 4,3 milliards de francs pour le groupe. Celui-ci l'avait, toutefois, entièrement provisionnée dans ses comptes. La CGIS conserve désormais, pour son patrimoine immobilier, des hôtels. Ceux-ci doivent être cédés cette année. Vivendi en aura alors fini avec les conséquences de l'aventure Oury, qui lui a coûté plus de 15 milliards de francs.

Ermenegildo Zegna
Su Misura

Un costume, une chemise, une cravate réalisés dans la plus pure des traditions. Un vêtement "A vos Mesures" personnalisé grâce à un vaste choix de tissus exclusifs : comme le 15 Milimill15 en laine Superfine australienne, aussi doux que le plus beau des cachemires. Du 8 au 20 mars, venez dans une de nos Boutiques faire réaliser un vêtement "A vos Mesures" au prix du Prêt à Porter. Et de plus, en fin de saison, rapportez-nous votre costume pour un Check-up. Il sera remis à neuf. Et ça, gracieusement.

10 rue de la Paix 75002 Tél. 01 42 81 67 61
48 bis rue François 1^{er} 75008 Tél. 01 56 84 14 00
385 rue Saint-Honoré 75001 Tél. 01 42 60 93 86

Su Misura : A vos mesures

سكنا من الامل

18/LE MONDE/SAMEDI 13 MARS 1999

ENTREPRISES

Les conseils de la Société générale et de Paribas dénoncent l'incohérence de l'offre de la BNP

Michel Pébereau, le PDG de la BNP, ne croit pas à une contre-attaque avec un étranger

Le conseil de surveillance de Paribas, qui s'est réuni pendant trois heures, jeudi 11 mars dans la soirée, a confirmé son soutien au projet de rap-

prochement avec la Société générale, annoncé le 1^{er} février. Il a dénoncé l'offre de la BNP, « qui ne peut être considérée comme amicale », pour

son « manque de transparence ». Le conseil d'administration de la Société générale se réunissait vendredi matin 12 mars.

C'EST LA GUERRE. Sauf coup de théâtre pour le moins improbable, il n'y aura pas de négociations entre la BNP, initiateur d'une offre non sollicitée sur la Société générale et Paribas, pour créer SBB, et ces deux banques. Le conseil de surveillance de Paribas, qui s'est réuni pendant trois heures, jeudi 11 mars dans la soirée, n'a fait aucune ouverture en ce sens. Quant au conseil d'administration de la Société générale, qui se réunissait vendredi 12 mars au matin, il ne semblait pas mieux disposé.

A l'issue de sa réunion, le conseil de surveillance de Paribas a publié un communiqué tout à fait explicite. Il a confirmé son soutien au projet de rapprochement avec la Société générale (SG), annoncé le 1^{er} février, dénonçant au contraire le projet de la BNP - « qui ne peut être considéré comme amical » - pour son « manque de transparence ». Le projet « aboutirait au démantèlement de l'entreprise Paribas : celle-ci serait réduite à une activité de banque d'investissement incomplète », concurrencée d'un pôle Société générale-BNP, ce qui ne serait « pas viable, sauf à considérer que cette activité est destinée à être cédée à court terme ».

Seul Claude Bébéar, président du directoire d'Axa et premier actionnaire de Paribas, aurait demandé aux dirigeants d'accepter

au moins de discuter avec la BNP, selon des sources proches de Paribas. Une autre version affirme que Paul-Louis Halley, le PDG de Promodès, proche de M. Bébéar, et Denis Kessler, le président de la FFSA, auraient abondé dans son sens. Par ailleurs, la position officielle du groupe AGF-Albiens, représentée par Antoine Jeancourt-Galignani, est celle d'une grande neutralité dans cette affaire.

Le conseil n'a procédé à aucun vote ou tour de table formel. Il préfère attendre que les offres aient été déclarées recevables ou non par les autorités compétentes. Il pourrait y avoir un obstacle, qu'a déjà soulevé l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM), présidée par Colette Neuville. Cette dernière est membre du conseil de surveillance de Paribas. L'ADAM relève que l'offre de la BNP pourrait réussir sur Paribas et échouer sur la Société générale. On ne sait pas alors quel profil stratégique adopterait le nouveau groupe. La BNP n'a pour l'instant donné aucun détail, pas plus que sur l'issue d'une offre qui ne réussirait que sur la Société générale.

Comme l'ont fait les dirigeants de Paribas, appuyés par Daniel Bouton, le PDG de la Société générale, présent au conseil de la banque de la rue d'Antin, les dirigeants de la Société générale ont

longuement exposé les faiblesses du projet BNP. Entre autres, le groupe SBB aurait 60 % de part de marché en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La BNP tablerait sur une croissance de ses activités de banque de détail hors de France, et de leur rentabilité, totalement incertaine. Elle ignorerait aussi l'effet des pertes de clientèle qui se produiraient inévitablement dans le nouveau groupe que certains qualifient déjà de « Goshawk ».

« FUSION COMPLEXE »
Parés pour la riposte, les dirigeants de la Société générale pensaient vendredi matin pouvoir compter sur un conseil unanime, ou quasi unanime, pour s'opposer à l'offensive de la BNP. « Nous nous ne sommes pas a priori favorables aux OPA inamicales », a indiqué au Monde Tony Wyand, numéro 2 de l'assureur britannique CGU et administrateur de SG. Actionnaire de la Générale depuis sa privatisation en 1987, Commercial Union est un « supporter » de la banque. « Le succès d'une fusion aussi complexe, a fortiori lorsqu'elle implique trois banques, est beaucoup plus problématique quand elle ne se passe pas de façon amicale ».

Pour l'instant, la SG peut également compter sur la mobilisation de ses salariés et de tout le corps social de la banque, vent debout contre le deuxième projet Pébereau. Ni la Société générale ni Paribas n'ont toutefois l'intention de se tourner vers un chevalier blanc étranger mais bien de se battre sur le même terrain que Michel Pébereau : celui des marchés, en démontrant point par point l'absurdité du projet SBB. Le PDG de la BNP a déclaré vendredi 12 mars sur France Inter qu'il ne croyait pas à une contre-attaque avec un étranger.

Les dirigeants de la Générale et de Paribas comptent aussi en appeler aux pouvoirs publics, au moins dans la coulisse, qui ne peuvent, selon eux, accepter que ce soit en France et par un Français qu'ait été violée pour la première fois une règle tacite partagée partout en Europe : pas d'OPA hostile sur une banque.

Sur le terrain des marchés, MM. Bouton et Lévy-Lang auront une tâche difficile. Conformément aux attentes de M. Pébereau et de ses banques conseil, la Bourse a salué franchement le projet SBB, l'action BNP s'arrogeant 7,23 % de hausse à 83 euros et continuant sur sa lancée vendredi à l'ouverture. Paribas a gagné 18,09 % à 101,5 euros jeudi et la Société générale 13,33 % à 164,9 euros. D'ores et déjà, l'offre de SG sur Paribas a perdu son intérêt financier à court terme.

Sophie Fay et Pascale Santi

EDF entre sans états d'âme dans la concurrence

L'entreprise publique reste très bénéficiaire malgré les baisses de tarif de l'électricité

UNE SEMAINE après le vote en première lecture de la loi ouvrant le marché français de l'électricité à la concurrence, le président d'EDF, François Roussely, a réaffirmé sa confiance dans les capacités de l'entreprise publique à s'adapter au nouvel environnement. « Nous ne sommes demandeurs d'aucune protection, d'aucune indulgence », a-t-il déclaré jeudi 11 mars, en se référant à la bonne santé financière du groupe. En 1998, si le chiffre d'affaires a reculé de 0,8 %, à 185 milliards de francs (28,2 milliards d'euros) en raison de la baisse des tarifs, le résultat brut d'exploitation s'est apprécié de 15 %, à 8,1 milliards de francs. Après rémunération de l'Etat, l'entreprise a dégagé un bénéfice de 2,1 milliards de francs. Présenté comme un « excellent point de départ pour 1999, et au-delà », ce bilan s'accompagne d'une nouvelle stratégie tournée vers les clients, renforcée par une politique d'acquisitions. « L'ouverture à la concurrence transforme les règles du jeu sur les marchés électriques et transforme le métier d'EDF », a souligné M. Roussely.

Au même moment, comme en écho, le comité central d'entreprise de Clemessy, une entreprise de Mulhouse (Haut-Rhin) spécialisée dans l'installation électrique et l'ingénierie de réseaux, se prononçait pour un rachat de la société par le consortium EDF-Cogema-Siemens. Aucune voix ne se portait sur le projet concurrent de GITE, filiale de la SGE (groupe Vivendi). L'intérêt pour cette entreprise alsacienne, jusqu'ici contrôlée par la famille Valence, est double. Il tient à son implantation en Allemagne (500 millions de francs de chiffre d'affaires sur un total de 3 milliards de francs), un pays où EDF cherche à s'implanter. L'attrait est lié également au type de clients, comprenant des « éligibles », c'est-à-dire des industriels ayant droit depuis le 19 février, date d'ouverture du marché européen, de choisir librement leur fournisseur d'électricité.

Face à cette nouvelle donne, EDF doit non seulement fournir du courant à bas prix, mais aussi offrir de multiples services, comme le font d'autres groupes énergétiques. L'entreprise, si elle était reprise par EDF, deviendrait selon Loïc Capéran, directeur général délégué clients, le pôle génie électrique et maintenance du groupe. Tout dépend désormais de la décision de la famille Valence, qui s'est engagée à céder ses parts à la SGE, cette dernière disposant d'un droit de préemption sur les actions.

DEUX GRANDS CLIENTS PERDUS
L'ouverture du marché a déjà eu pour conséquence de faire perdre à l'entreprise publique deux de ses grands clients, qui ont choisi d'autres fournisseurs de courant en Allemagne et en Suisse. « Nous perdons quelques clients en France, nous tentons de compenser par un accroissement de nos ventes à l'étranger, notamment pour les industriels qui possèdent des sites dans plusieurs pays d'Europe », a rappelé M. Roussely. Le courant acheté à un autre producteur est transporté par le réseau d'EDF, comme le prévoit la directive européenne.

Pour cela, sans attendre la transposition dans le droit français, le projet de loi devant encore passer au Sénat, l'entreprise publique a décidé dès le 19 février de mesures transitoires pour assurer ce transport. Placé sous la responsabilité d'André Merlin, directeur délégué d'EDF, jusqu'alors chargé du marché de la grande industrie, une direction négocie avec les clients les modes techniques de raccordement et d'utilisation du réseau de transport, ainsi que les conditions de facturation, tout en garantissant la confidentialité des transactions. Dans un souci de transparence, les barèmes ont été rendus publics. Contrairement au système allemand, le principe retenu est celui du « timbre-poste », qui ne prend pas en compte la distance.

Dominique Gallois

La composition des conseils

● PARIBAS (conseil de surveillance) :

— Président : Michel François-Poncet
— Euan Baird, président de Schlumberger
— Claude Bébéar (*), président du directoire d'Axa
— Daniel Bouton (*), PDG de la Société générale
— Antonio Borges, doyen de l'Insead
— Paul Desmarais, président de Powercorp
— Thierry Desmarest, président de Total
— Jean Gandois (*), président de Cockerill-Sambre
— Paul-Louis Halley, président de Promodès
— Antoine Jeancourt-Galignani (*), président des AGF
— Denis Kessler, vice-président du Medef, président de la FFSA
— Alexandre Lamfalussy, ancien président de l'Institut monétaire européen
— Christian Manset, vice-président, ancien membre du directoire de Paribas
— Colette Neuville, présidente de l'Adam
— Serge Tchuruk, président d'Alcatel
— Ernest-Antoine Seillière (*), président du Medef
— Trois administrateurs salariés.

● SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (conseil d'administration) :

— Président : Daniel Bouton, PDG
— Marc Véniot, président d'honneur
— Claude Bébéar (*), président du directoire d'Axa
— Jean-Paul Delacour, vice-président du conseil d'administration
— Jacques Calvet, président d'honneur de PSA
— Yves Cannac, président de Cegos
— Marcel Cofillon, directeur général honoraire de la Société générale
— Guy Dejouany, président d'honneur de Vivendi (ex-Générale des eaux)
— Pierre Faure, PDG de Sagem
— Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc
— Antoine Jeancourt-Galignani (*), président des AGF
— André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas
— Patrick Ricard, PDG de Pernod-Ricard
— Ernest-Antoine Seillière (*), président du Medef
— Pierre Suard, administrateur de sociétés
— Terumishi Tsuchida, représentant de Meiji Life
— Anthony Wyand, représentant

de Commercial Union
— Trois administrateurs salariés.

● BNP (conseil d'administration) :

— Président : Michel Pébereau, PDG
— Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain
— Jacques Friedmann, président du conseil de surveillance d'Axa
— Jean Gandois (*), président de Cockerill-Sambre
— Philippe Jaffré, PDG d'Elf-Aquitaine
— Alain Joly, PDG d'Air Liquide
— Trois administrateurs salariés.

— Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal
— David Peake, chairman de BNP UK
— Bernard Walter, président du directoire de Dresdner Bank
— Louis Schweitzer, PDG de Renault
— René Thomas, président d'honneur
— Jacques-Henri Wahl, conseiller du président
— Trois administrateurs salariés.

(*) membre de plusieurs conseils.

■ NOMINATIONS

Accor renforce son pôle hôtellerie

LA PRIORITÉ accordée au développement de l'hôtellerie et le renforcement du marketing, des ventes et des partenariats entre les marques du groupe prévus dans le programme « Accor 2000 » ont conduit Jean-Marc Espalieux, président du directoire d'Accor, à procéder à un certain nombre de nominations. La plus remarquée est celle d'André Martinez (46 ans, HEC),

directeur général de la Compagnie des wagons-lits. Tout en conservant cette fonction, il devient directeur général chargé du développement et de la stratégie de l'hôtellerie - un retour à son métier de base pour cet ancien directeur général des hôtels Méri-dien. Il rejoint ainsi Pierre Denizet et Philippe Brizon, qui assurent respectivement la direction des services transversaux (technique, achats, réservations et informatique) et la direction marketing et ventes international. A ces trois directions transversales s'ajoutent cinq pôles opé-

tionnels. La récente reprise de Frantour permet la constitution d'un grand pôle « loisirs et tourisme », confié à Jean-Robert Reznik. Motel 6 reste sous la direction de Georges Le Mener. L'hôtellerie économique est sous la direction de Didier Gros, Claude Moscheni s'occupera de l'hôtellerie affaires et loisirs et David Baffsky d'Accor Asia-Pacifique.

■ UNITED BISCUITS : Leslie Van de Walbe (43 ans, HEC), de nationalité française, devient directeur général du groupe britannique United Biscuits, en remplacement d'Eric Niccoli (appelé à la direction du groupe EMI). Il dirigeait jusqu'à présent une des branches du groupe.

■ ANDRÉ : Philippe Cardon (51 ans, Sup de Co Paris) est nommé PDG du groupe André, après avoir redressé la filiale de prêt-à-porter féminin Carol.

■ BRGM : Yves Caristan (48 ans, Normale-Sup), ingénieur qui a réalisé l'essentiel de sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a été nommé directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), en remplacement d'Yves Le Bars, qui devient président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

■ HEWITT ASSOCIATES : Thierry de Bessy (39 ans, licence de sciences économiques) devient directeur général en France de ce cabinet de conseil en management.



Le Monde

UN PROCÈS TRÈS PARTICULIER

Historique ? Surréaliste ? Le procès du sang contaminé dans lequel ont comparu trois anciens ministres fera date et laissera un goût d'imperfection.

Le Monde publie les comptes rendus de Jean-Michel Dumay et des articles inédits afin d'éclairer ce procès hybride où les victimes n'ont pas eu le droit de se constituer parties civiles et où l'accusation a clairement requis la relaxe. A lire aussi : les réquisitions et le jugement.

Une publication de référence, illustrée par Noëlle Herrenschildt

VIENT DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Traité d'Amsterdam

Un nouveau pas pour l'Europe

Un nouveau traité européen a été signé à Amsterdam, le 2 octobre 1997. Après révision de la Constitution, l'autorisation de ratifier ce traité est maintenant en cours d'examen devant le Parlement français. Le Ministre délégué chargé des Affaires européennes a lancé, en janvier dernier, en partenariat avec les institutions de l'Union européenne, une campagne d'information pour expliquer les principales dispositions de ce traité et l'étape qu'il constitue dans la construction européenne. Une brochure d'information a été éditée à cette occasion. Nous vous proposons d'en découvrir ici le contenu.

1 Le traité d'Amsterdam : une nouvelle étape dans la construction de l'Europe

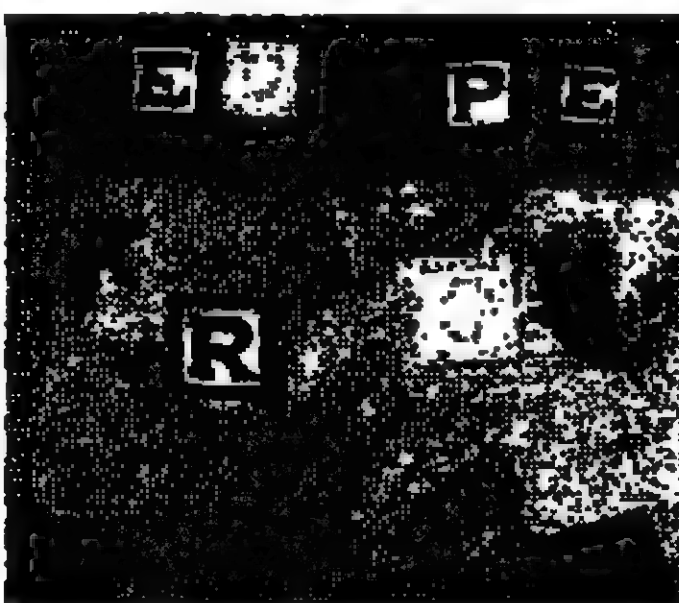
L'idée européenne a longtemps nourri les rêves de penseurs et de responsables politiques visionnaires. Après la seconde guerre mondiale, leur idéal de paix a commencé à s'inscrire dans les réalités de notre continent meurtri. Ainsi, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, inspiré par Jean Monnet, Commissaire général au plan, proposa, le 9 mai 1950 d'empêcher toute nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne, en mettant en commun les bases indispensables au développement économique, dans une organisation ouverte à d'autres pays d'Europe. Depuis cette date, au fil des ans, une succession de rapprochements concrets, d'abord en matière économique, ont créé des solidarités de plus en plus étroites et façonné progressivement l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui. Chaque grande étape de ce processus a été consacrée par un traité international, fruit de négociations et de compromis entre les Etats membres. Le dernier en date est le traité signé à Amsterdam, le 2 octobre 1997.

C'est le traité de Paris, en 1951, créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui a jeté les bases de la construction européenne. Il a été complété en 1957 par le traité de Rome, instituant la Communauté économique européenne (CEE) et créant le marché commun, toujours au cœur de l'Union européenne d'aujourd'hui.

Deux grands traités ont ensuite marqué l'histoire de l'Europe : l'Acte unique européen, en 1986, lance la réalisation du marché intérieur assurant la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux.

Le traité de Maastricht, en 1992, instaure l'Union européenne et prévoit la création de la monnaie unique.

Ces traités forment, en quelque sorte, le cadre constitutionnel de l'Union européenne.



La Conférence intergouvernementale (CIG) : Le traité de Maastricht avait prévu qu'une conférence intergouvernementale (CIG) serait convoquée en 1996 pour réviser et compléter certains de ses dispositions. La négociation s'est achevée au Conseil européen d'Amsterdam en juin 1997. Le traité signé à Amsterdam le 2 octobre 1997 en est le résultat.

Le traité d'Amsterdam vient compléter cet ensemble, pour placer encore plus les préoccupations des peuples au cœur de la construction européenne, parallèlement aux avancées dans le domaine économique dont l'avènement de l'euro représente l'évolution la plus spectaculaire. L'objectif initial des négociateurs du traité d'Amsterdam était de compléter le dispositif politique et institutionnel de l'Union européenne, notamment dans la perspective de son élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale.

Les 15 membres de l'Union européenne
Après avoir créé la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, l'Allemagne fédérale, la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont signé le traité de Rome qui a institué la Communauté économique européenne (CEE) en 1957.
La CEE est passée progressivement à neuf membres en 1973 (adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark) puis à dix-huit en 1981 (adhésion de la Grèce) et à douze en 1986 (adhésion de l'Espagne et du Portugal). L'Autriche, la Finlande et la Suède sont entrées en 1995 dans l'Union européenne, instituée par le traité de Maastricht, qui compte aujourd'hui 15 Etats membres.

La CIG a donc concentré ses travaux sur trois domaines principaux :

- une Union plus proche des citoyens ;
- les institutions en vue d'une Union plus démocratique et plus efficace ;
- le renforcement de la capacité d'action extérieure de l'Union.

Telles sont les matières du traité d'Amsterdam, qui ne portent pas sur l'union économique et monétaire, déjà prévue dans le traité de Maastricht. Complétant des chapitres variés des traités antérieurs, le nouveau traité n'est pas en lui-même facilement compréhensible. Nous avons donc choisi de vous en faire découvrir ici ses principaux thèmes qui nous concernent tous.

Réviser notre Constitution pour ratifier le Traité d'Amsterdam
Pour entrer en vigueur, un traité doit être ratifié par le Président de la République. L'autorisation de ratifier fait l'objet d'une loi, qui peut être adoptée soit par le vote parlementaire, soit par référendum. En outre, le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République et le Premier ministre, a considéré qu'une révision de la Constitution était nécessaire pour permettre, le moment venu, des transferts de compétences en matière de visas, d'asile et d'immigration, tels que le traité les prévoit. Le Parlement, convoqué en Congrès le 18 janvier 1999, a approuvé cette révision constitutionnelle. Le traité d'Amsterdam entrera en vigueur une fois ratifié par les 15 Etats membres.

Le Congrès est la réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat. Il siège à Versailles.

2 Citoyens européens : de nouveaux droits

L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit, principes qui sont communs aux Etats membres. (Extrait du traité d'Amsterdam.)



Le traité d'Amsterdam permet de réaliser quatre avancées significatives :

DONNER LA PRIORITÉ À L'EMPLOI

Le traité consacre la promotion d'un niveau d'emploi élevé comme un des objectifs de l'Union. Il devra être atteint par le développement d'une stratégie commune des Etats membres, même si les politiques de l'emploi restent de la responsabilité de chacun d'entre eux.

Concrètement, un chapitre spécifique sur l'emploi permet la prise en compte systématique de la dimension emploi dans les autres politiques communes. La coordination des politiques se fait sur la base de lignes directrices pour l'emploi, comportant des objectifs concrets, par exemple, pour réduire le chômage de longue durée et le chômage des jeunes, développer la formation professionnelle et l'accès des femmes à l'emploi. Chaque Etat élabore son plan national pour l'emploi, ensuite soumis à une procédure régulière d'évaluation commune.

صوتنا من الامم

(Publicité)

Le Traité d'Amsterdam

La demande de la France a été décidée au Conseil européen d'Amsterdam de manière à rendre les dispositions relatives à l'emploi, aux affaires sociales et à la justice, ainsi qu'à l'environnement, plus efficaces.

Après le Conseil européen extraordinaire de Luxembourg en novembre 1997, les États membres ont consacré à l'emploi, cette démarche s'est poursuivie au Conseil européen de Cardiff en juin 1998, puis à celui de Vienne en décembre 1998, où a été décidée l'élaboration d'un pacte européen pour l'emploi.

*Le Conseil européen voit page 4

*Le Conseil ou Conseil des ministres ne doit pas être confondu avec le Conseil européen qui réunit les chefs d'État ou de gouvernement ainsi que le président de la Commission. voir page 4.

CONSAKRER LES DROITS FONDAMENTAUX ET LUTTER CONTRE LES EXCLUSIONS

La protection des droits fondamentaux (liberté d'expression, de circulation, de religion, protection de la vie privée) est un aspect essentiel des valeurs démocratiques qui caractérisent les États de l'Union européenne. Aux termes du traité, les institutions européennes doivent également promouvoir des actions visant à combattre toute discrimination, fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la religion et les croyances, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Le Conseil pourra sanctionner un État membre coupable de violations graves et répétées de ces droits. Ces sanctions pourront aller jusqu'à la suspension du droit de vote au Conseil. Le traité d'Amsterdam donne ainsi à l'Europe une arme juridique qui n'existait pas auparavant.

Le traité favorise aussi :

- L'application du principe de l'égalité des chances et de traitement entre hommes et femmes dans le domaine de l'emploi. Par exemple, à travail de même valeur doit désormais correspondre un même niveau de rémunération. De plus, les femmes qui rencontreront des obstacles dans leur carrière en raison de leur sexe, devront pouvoir bénéficier d'avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice de leur activité professionnelle.
- La meilleure intégration de la dimension sociale dans les objectifs et les actions européennes.

Le traité confirme l'attachement des États membres aux droits sociaux définis notamment dans la "charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs" signée en 1989 par les États membres à l'exception du Royaume-Uni. Ces orientations avaient été reprises dans un simple protocole. Le nouveau gouvernement britannique a adopté le protocole qui a été intégré dans le traité d'Amsterdam.

Le Protocole social. Intégré dans le traité, ce protocole contient une série de droits fondamentaux qui servent de principes directeurs dans les États membres et forment un socle social commun. Par exemple le droit au travail dans l'État de son choix, le droit à l'information, la consultation et la participation des travailleurs.

D'autres dispositions concernant la possibilité d'adopter des programmes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou la promotion du dialogue social européen, illustrent cette dimension sociale croissante.

RECONNAÎTRE LE RÔLE DES SERVICES PUBLICS

Le traité reconnaît la spécificité des services publics et leur rôle dans la "promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union". Il assure ainsi une protection générale des services publics et conforte l'attachement légitime de la France au service public.

La reconnaissance de la spécificité des départements et territoires d'outre-mer. Le traité prend en compte les particularités économiques et géographiques de ces territoires, en permettant l'adoption de mesures spécifiques pour l'application des politiques communes.

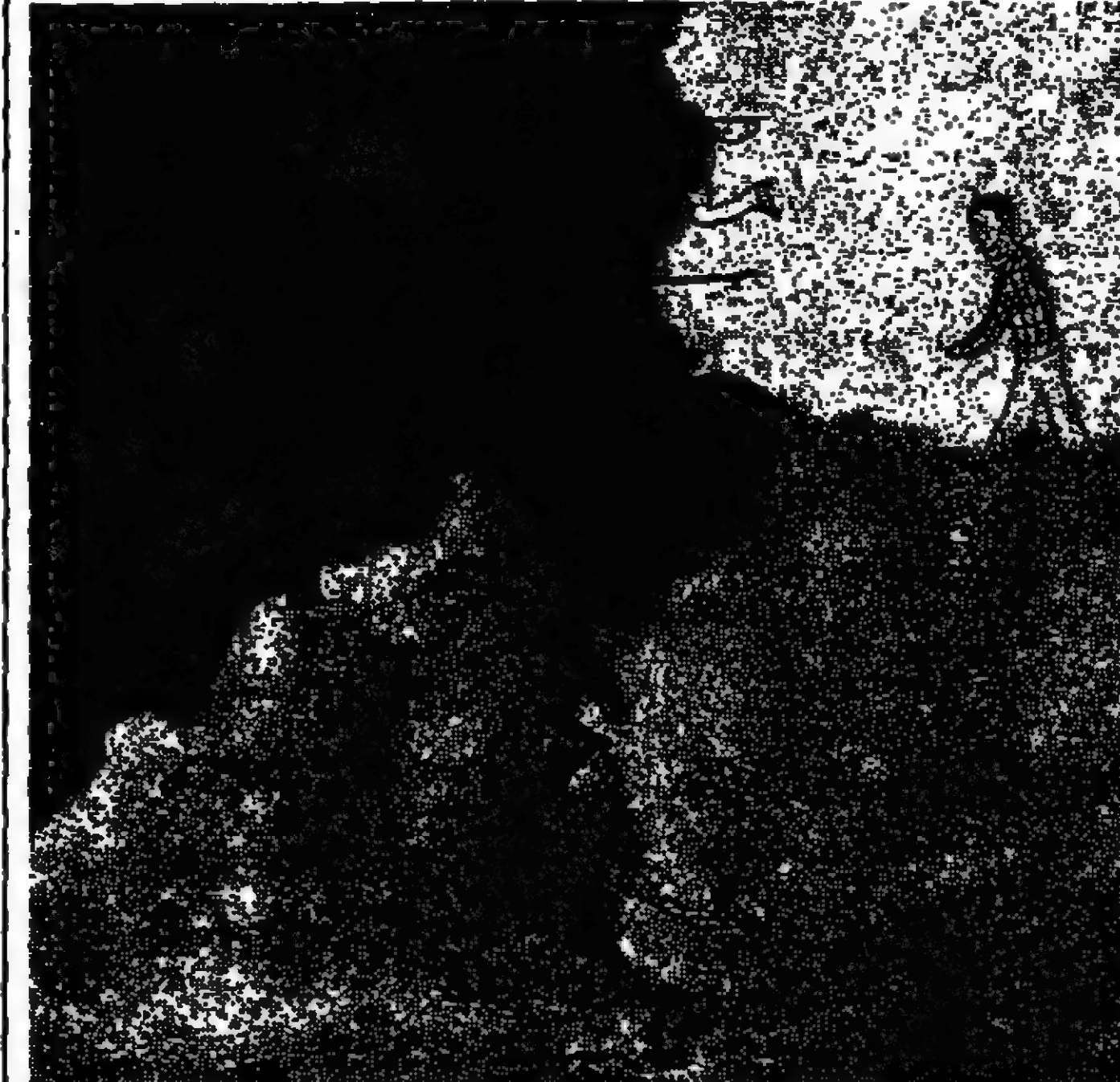
PROTÉGER LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT DES CITOYENS EUROPÉENS

Le traité renforce les mesures nécessaires pour assurer aux consommateurs "un niveau élevé de protection de la santé", en imposant cette exigence à toutes les politiques communautaires. Par exemple, le Conseil pourra prendre, en codécision avec le Parlement européen, des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, et des mesures dans les domaines vétérinaires et phytosanitaires. L'Union soutiendra les actions menées par les États membres pour lutter contre les effets nocifs de la drogue, notamment par la mise en place de campagnes d'information et de prévention.

*Le Parlement européen voit page 4

Parce que la pollution ignore les frontières, des actions seront menées au plan européen pour assurer une meilleure protection de l'environnement et répondre ainsi aux attentes des citoyens de tous les États membres. Le traité d'Amsterdam affirme aussi la nécessité d'intégrer ces exigences environnementales dans la mise en œuvre de toutes les politiques communautaires. L'objectif est de promouvoir un "développement durable", c'est-à-dire un développement qui préserve l'avenir pour les générations de demain.

3 La libre circulation, en toute sécurité. Les États de l'Union sont "résolus à faciliter la libre circulation des personnes, tout en assurant la sûreté et la sécurité de leurs peuples, en établissant un espace de liberté, de sécurité et de justice". (Préambule du traité d'Amsterdam.)



LE TRAITÉ D'AMSTERDAM a pour objectif de permettre à tout citoyen de l'Union de circuler librement, en toute sécurité. Il prévoit ainsi la mise en place progressive d'un espace de liberté, de sécurité et de justice sur l'ensemble du territoire de l'Union. Des politiques communes seront mises en œuvre en matière de contrôle aux frontières extérieures, de visas et de droit d'asile.

Pendant une période transitoire de cinq ans, les décisions seront prises à l'unanimité et le passage à la règle de la majorité qualifiée sera décidé à l'issue de cette période, au vu des progrès réalisés pour assurer la libre circulation en toute sécurité. Pour instaurer cet espace de liberté et de sécurité, la coopération policière et judiciaire entre les États de l'Union sera renforcée, pour lutter en priorité contre la criminalité internationale, le terrorisme, les trafics de drogue.

LE TRAITÉ INTÈGRE ÉGALEMENT, dans le cadre de l'Union, l'acquis des accords de Schengen qui suppriment le contrôle des personnes aux frontières internes de l'Europe et renforcent la surveillance aux frontières extérieures.

Les accords de Schengen. Les accords de Schengen (1985) et leur Convention d'application (1990) sont entrés en vigueur en 1995 dans sept pays : France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne et Portugal, en 1997 en Autriche, en 1998 en Italie et partiellement en Grèce.

L'objectif était de créer un espace de libre circulation par la suppression des contrôles aux frontières intérieures et la mise en place d'une surveillance renforcée aux frontières extérieures. La suppression des postes-frontières a ainsi rendu la circulation plus aisée.

Depuis la mise en œuvre de ces accords, les citoyens de l'Union peuvent se déplacer librement dans l'espace Schengen. Les frontières extérieures de l'Union ont été renforcées et les contrôles aux frontières ont été améliorés.

C'est maintenant plus qu'un simple accord de libre circulation qui est en œuvre. Les accords de Schengen ont été intégrés dans le traité d'Amsterdam, ce qui leur a donné une valeur juridique plus élevée. Le traité d'Amsterdam a également renforcé les dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire entre les États de l'Union.

*Le Conseil européen voit page 4
*Le Conseil des ministres voit page 4

4 Une Europe plus présente sur la scène internationale. Les États membres sont "résolus à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde". (Préambule du traité d'Amsterdam.)

La place de l'Europe sur la scène internationale n'est pas à la mesure de son poids économique. L'Union européenne doit pouvoir mieux contribuer à assurer la paix, la stabilité et la prospérité dans le monde. C'est pourquoi le traité d'Amsterdam comporte des dispositions destinées à rendre la politique étrangère de l'Union plus cohérente, plus efficace et plus visible. Elles traduisent la volonté des Quinze de faire de l'Union un acteur international majeur.

Les avancées nouvelles portent principalement sur :

- la définition de la politique étrangère et de sécurité de l'Union ;
- sa représentation sur la scène internationale.

AVANCÉMENT UN RÔLE ACCRU CONFÉ AU CONSEIL EUROPÉEN DANS LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE

Pour renforcer la cohérence des actions de l'Union, il revient au Conseil européen de définir les principes et les orientations générales de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), y compris en matière de défense. Le Conseil européen peut également adopter des stratégies communes dans les domaines où les États membres ont des intérêts communs importants, elles pourront ensuite être mises en œuvre par le Conseil des ministres, sous forme d'actions et de positions communes, décidées à la majorité qualifiée. Mais l'unanimité continue de s'appliquer pour les décisions ayant des implications militaires dans le domaine de la défense. Tout État membre garde aussi la faculté de faire valoir des raisons de politique nationale importantes, dans le cadre de la procédure de vote. A titre d'exemple, les actions communes peuvent être géographiques (ex-Yugoslavie, Moyen-Orient, région des grands lacs en Afrique...) ou thématiques (lutte pour l'élimination des mines anti-personnel...). Le Conseil européen de Vienne les 11 et 12 décembre dernier, a retenu quatre stratégies communes à élaborer en priorité (Russie, Ukraine, région méditerranéenne et Balkans occidentaux).

L'Union de l'Europe Occidentale (UEO) : la sécurité et la défense de l'Europe. L'UEO est une organisation internationale créée en 1948 pour assurer la sécurité collective en Europe. Elle a été remplacée en 1991 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'UEO a été dissoute en 1994. Le traité d'Amsterdam prévoit la mise en place d'une "Union de l'Europe Occidentale" (UEO) qui sera une organisation internationale créée en 1991 pour assurer la sécurité collective en Europe. Elle a été remplacée en 1991 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'UEO a été dissoute en 1994.

Les dispositions du traité d'Amsterdam de l'UEO ont été complétées par le traité de l'UEO de 1994. Le traité d'Amsterdam prévoit la mise en place d'une "Union de l'Europe Occidentale" (UEO) qui sera une organisation internationale créée en 1991 pour assurer la sécurité collective en Europe. Elle a été remplacée en 1991 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'UEO a été dissoute en 1994.

AVANCÉMENT UNE CAPACITÉ D'ACTION RENFORCÉE

Le traité d'Amsterdam prévoit que le Secrétaire général du Conseil exerce désormais la fonction de Haut Représentant pour la PESC.

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) : un outil au service d'une politique extérieure ambitieuse. L'UEO est une organisation internationale créée en 1948 pour assurer la sécurité collective en Europe. Elle a été remplacée en 1991 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'UEO a été dissoute en 1994. Le traité d'Amsterdam prévoit la mise en place d'une "Union de l'Europe Occidentale" (UEO) qui sera une organisation internationale créée en 1991 pour assurer la sécurité collective en Europe. Elle a été remplacée en 1991 par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'UEO a été dissoute en 1994.

4

Le Traité d'Amsterdam

Cette personnalité politique, "Monsieur ou Madame PESC," représentera l'Europe sur la scène internationale. Elle assistera le Conseil et la Présidence dans la conduite de l'action diplomatique de l'Union. Elle disposera du soutien d'une "unité de planification et d'alerte rapide", composée d'experts issus des Etats membres, du Conseil, de la Commission ainsi que de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Cette unité aura pour mission d'alerter le Conseil sur des situations potentielles de crise.

5 Améliorer le fonctionnement des institutions européennes et préparer l'élargissement

Le traité d'Amsterdam "marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens". (Extrait du traité d'Amsterdam)

Les Etats membres affirment leur volonté de construire une Europe plus efficace, plus démocratique, plus compréhensible par ses citoyens et donc plus proche d'eux. L'objectif assigné aux négociateurs du traité dans le cadre de la Conférence intergouvernementale était d'adapter l'architecture institutionnelle de l'Union dans la perspective du futur élargissement. Mais un accord n'a pas été possible sur la réforme des institutions jugée indispensable par la France. Néanmoins, le traité d'Amsterdam marque trois avancées :

- il renforce le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux ;
- il simplifie les procédures de décision.

Qu'est-ce que la majorité qualifiée ?
Au sein du Conseil des ministres, les Etats membres disposent d'un nombre de voix en fonction de leur poids respectif : Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni : 10 voix ; Espagne, Belgique, Grèce : 7 voix ; Pays-Bas, Portugal, 5 voix ; Autriche, Suède, 4 voix ; Danemark, Finlande, Irlande, 3 voix ; Luxembourg : 2 voix. Soit un total de 87 voix.

En règle générale, les décisions, à partir de propositions de la Commission, doivent être adoptées par au moins 62 voix sur 87, c'est ce qu'on appelle le vote à la majorité qualifiée. C'est ainsi que procède le plus souvent le Conseil dans des domaines comme l'agriculture, la pêche, le marché unique, l'environnement ou les transports. Bon nombre de dispositions nouvelles du traité d'Amsterdam entrent dans le champ d'application de la majorité qualifiée : emploi, santé publique, égalité de traitement. Cette procédure de vote est étendue au domaine de la recherche.

L'unanimité constitue l'autre mode de décision pour certaines questions :

- très importantes par exemple la révision des traités ;
- jugées sensibles (finances, sécurité sociale) ;
- dans le domaine de la coopération intergouvernementale, par exemple la PESC.

AVANCÉE N°1 UN RÔLE RENFORCÉ POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le traité d'Amsterdam renforce la participation du Parlement européen à la procédure législative (directives et règlements) de l'Union en généralisant la procédure de "codécision". Le Parlement européen et le Conseil des ministres arrêteront donc ensemble, avec un même pouvoir de décision, la plupart des textes législatifs, notamment ceux qui concernent les citoyens (emploi, santé, libre circulation, recherche, environnement, etc.). L'accroissement des pouvoirs du Parlement européen est conforme au principe d'une union au fonctionnement démocratique.

AVANCÉE N°2 UNE MEILLEURE INFORMATION DES PARLEMENTS NATIONAUX

Les parlements nationaux doivent avoir toute leur place dans le suivi et le contrôle de la politique européenne de chaque Etat. Ils interviennent en particulier à l'occasion de l'application nationale de décisions européennes, par exemple le vote d'une loi pour transposer une directive. Il est important que les parlements nationaux soient informés et consultés sur les initiatives de l'Union européenne, et notamment qu'ils soient informés à temps de toute initiative.

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999 / 21

AVANCÉE N°3

LES COOPÉRATIONS RENFORCÉES

Les coopérations renforcées sont destinées à apporter une plus grande flexibilité à l'action de l'Union. Elles permettront aux Etats membres qui le voudront d'aller plus loin dans l'approfondissement de l'Union, jouant ainsi le rôle d'une avant-garde.

AVANCÉE N°4

RÉFORMER POUR ÉLARGIR L'EUROPE

Si le traité d'Amsterdam améliore le fonctionnement démocratique de l'Union, l'objectif premier de la Conférence intergouvernementale, une réforme en profondeur des institutions, n'a pas été atteint. Pour que l'élargissement soit possible, l'Union européenne devra préalablement réformer ses institutions, conçues au départ avec 6 Etats membres fondateurs. Elles fonctionnent difficilement à quinze et ne seraient plus adaptées à une Union élargie. Lors de la signature du traité d'Amsterdam, la France a adopté avec la Belgique et l'Italie une déclaration "constatant l'insuffisance des réformes dans le domaine institutionnel et rappelant que des progrès devaient être accomplis dans ce sens avant de conclure les premières négociations". Annexée au traité sous forme de protocole, cette déclaration reflète aujourd'hui l'émergence progressive d'un consensus sur cet enjeu essentiel pour l'avenir de la construction européenne.

Le principe d'une réforme institutionnelle est donc désormais acquis. Elle doit permettre :

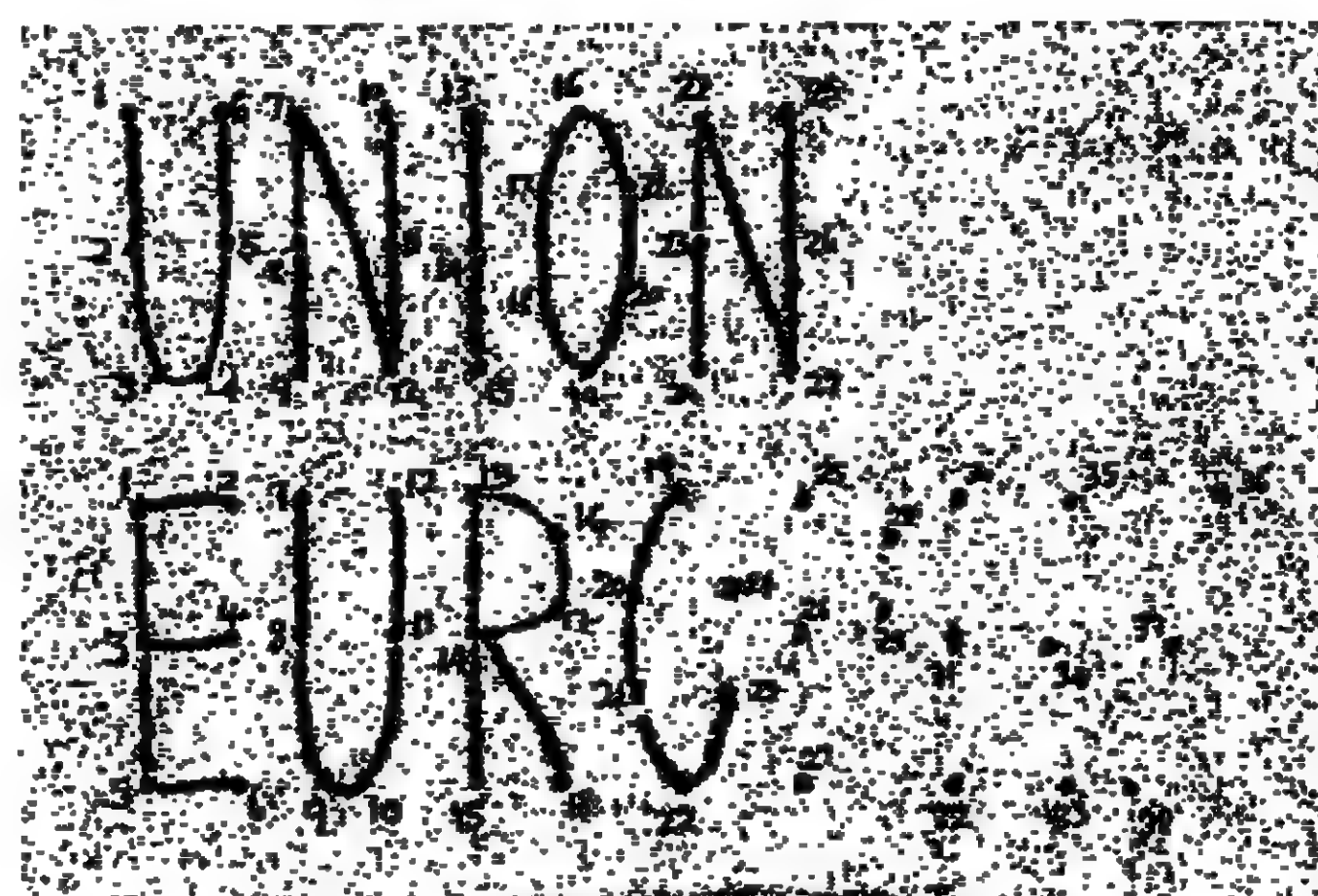
- de modifier la composition de la Commission dans le sens d'une meilleure efficacité ;
- de généraliser le recours au vote à la majorité qualifiée, au sein du Conseil, pour améliorer les procédures de décision ;
- de rééquilibrer le poids des Etats au sein du Conseil afin que les droits de vote reflètent plus fidèlement leur importance relative. Ces réformes devaient être mises en chantier après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam.

Le processus d'élargissement

Les quinze sont donc amenés à réfléchir à l'Union élargie, à la grande Europe de demain. Comment exerceront-ils leurs pouvoirs au sein de ce nouvel ensemble ? Comment agiront-ils sur la scène internationale ? Quelle image aura-t-elle pour les peuples qui la composeront ? Ce sont les défis européens à relever dans les prochaines années.

6 L'après-Amsterdam : les grands chantiers de la construction européenne

La construction européenne est un processus permanent et le traité d'Amsterdam ne résume pas à lui seul le développement de l'Union européenne. De grands chantiers sont en cours pour réformer les politiques communes et adapter leur cadre financier, notamment dans la perspective de l'élargissement.



L'AGENDA 2000

La Commission européenne a publié, en 1997, dans un document appelé "Agenda 2000", ses propositions en matière de financement de l'Union européenne et de réformes de la politique agricole commune et des politiques structurelles pour la période 2000-2006. Les négociations sont actuellement en cours entre les Etats membres sur la base de ces propositions.

LE BUDGET EUROPÉEN

Les discussions visent à définir pour les prochaines années, le niveau des "ressources propres" de l'Union européenne, actuellement plafonné à 127% du produit national brut (PNB) des Etats membres.

La négociation doit également déterminer la répartition des différents modes de ressources (prélèvements agricoles, droits de douane, recettes fondées sur la TVA, ressources fondées sur le PNB).



LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Inscrite dans le traité de Rome et définie dès 1962, la PAC avait pour objectif d'accroître la productivité du secteur agricole, d'assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs, de garantir la sécurité des approvisionnements et d'assurer des prix raisonnables.

La PAC a déjà fait l'objet de plusieurs réformes, afin de l'adapter aux nouvelles conditions de l'agriculture européenne : la commission propose une nouvelle réforme destinée à en réduire le coût, à réorienter le développement rural, à préparer les prochaines négociations commerciales multilatérales et, bien sûr, l'élargissement de l'Union.

LES POLITIQUES STRUCTURELLES

Les politiques structurelles ont pour but de réduire les disparités de revenus et de développement qui existent en Europe. Elles s'appuient sur les fonds structurels (notamment le FEDER : Fonds Européen de Développement Régional ; le FSE : Fonds Social Européen). Les propositions de la Commission visent à améliorer leur efficacité en concentrant les actions dans trois directions : les régions en retard de développement, celles en déclin économique ainsi que la modernisation du système éducatif, la formation et l'accès à l'emploi.

L'ÉLARGISSEMENT À L'EST

Plusieurs pays du centre et de l'est de l'Europe ont déposé leur candidature à l'adhésion à l'Union européenne. Les négociations, engagées en mars 1998 avec six pays candidats (Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque), se poursuivent.

De 15 à... 20, 25 pays ou plus

Trente pays ont déposé une demande d'entrée dans l'Union européenne :

- Dix pays d'Europe centrale et orientale (la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovincie) ;
- Chypre ;
- la Turquie ;
- Malte.

Pour être admis dans l'Union, les pays candidats doivent respecter les conditions suivantes :

- disposer d'institutions stables qui garantissent un bon fonctionnement démocratique ;
- respecter les droits de l'homme et des minorités ;
- développer une économie de marché ;
- être en mesure de souscrire aux objectifs de l'Union et d'accepter "l'acquis communautaire", c'est-à-dire l'ensemble des principes, des règles et des objectifs qui en constituent le fondement.

صوتنا من الامم

ENTREPRISES

18 / LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

22 / LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

(Publicité)

Le Traité d'Amsterdam
un nouveau pas pour l'Europe

Les institutions de l'Union européenne



LE CONSEIL EUROPÉEN

• Sa composition

Le Conseil européen réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, ainsi que le Président de la Commission européenne. Il se réunit au moins deux fois par an. La France y est représentée par le Président de la République et le Premier ministre.

• Ses missions

Le Conseil européen définit les grandes orientations de la construction européenne et a un rôle d'impulsion politique.

Le Conseil européen statue par consensus.

LE CONSEIL DES MINISTRES

• Sa composition

Le Conseil de l'Union européenne est constitué par les ministres des Etats membres. Il est présidé par chaque Etat membre à tour de rôle pour une période de six mois. Les ministres se réunissent selon leur domaine de compétence: le Conseil "Affaires générales" réunit les ministres des Affaires étrangères et les ministres des Affaires européennes; le Conseil "Economie finances", les ministres de l'Economie; le Conseil "agricole", les ministres de l'agriculture...

Le Conseil tient une centaine de sessions par an.

• Ses missions

Le Conseil a pour fonction de négocier et d'adopter la législation communautaire (règlements et directives) avec le Parlement européen. Il est aussi responsable de la coopération inter-gouvernementale en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), en matière de justice et d'affaires intérieures (asile, immigration, coopération policière, judiciaire et pénale...). Selon les matières, le Conseil statue à la majorité simple, à la majorité qualifiée ou à l'unanimité.

LA COMMISSION EUROPÉENNE

• Sa composition

La Commission européenne est constituée de 20 membres: 2 pour la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, et un pour chacun des dix autres pays. Le Président de la Commission est choisi par les chefs d'Etat ou de gouvernement après consultation du Parlement européen. Aux termes du traité d'Amsterdam, ce choix devra être approuvé par le Parlement européen. Les commissaires sont désignés pour 5 ans par leur gouvernement, en consultation avec le Président de la Commission.

• Ses missions

La Commission européenne est l'organe exécutif de la Communauté.

Elle a le pouvoir d'initiative pour proposer au Conseil des mesures de développement des politiques communes. Gardienne des traités, elle veille à la bonne application de la législation européenne au sein des Etats membres.

Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques et des programmes communautaires. C'est également elle qui prépare et exécute le budget annuel.

Il faut noter que le traité d'Amsterdam renforce le rôle du Président de la Commission.

Son accord est désormais nécessaire pour la nomination des Commissaires.

Le 9 mai, Journée de l'Europe

Cette journée commémore la déclaration de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères qui le 9 mai 1950, proposait, en rapprochant les économies d'abolir tout jamais la guerre entre la France et l'Allemagne. Cette première étape de la création des Communautés européennes est célébrée dans tous les Etats membres pour rappeler la volonté des peuples de bâtir une paix durable. Depuis plusieurs années, de multiples manifestations sont organisées à cette date en France comme dans toute l'Union européenne.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

• Sa composition

Le Parlement européen représente les 373 millions d'habitants de l'Union européenne. Il réunit 626 députés élus pour cinq ans (Allemagne: 99 députés; France: 12; Royaume-Uni: 87 députés; Espagne: 64; Pays-Bas: 31; Belgique: 6; Grèce: 6; Portugal: 25; Suède: 22; Autriche: 21; Danemark: 16; Irlande: 15; Luxembourg: 6). Le Parlement siège en session plénière, une semaine par mois. Le traité d'Amsterdam a confirmé Strasbourg comme siège du Parlement européen.

• Ses missions

Le Parlement européen exerce trois types de pouvoir:

- le pouvoir législatif. Il adopte la législation communautaire, en partageant le pouvoir de décision avec le Conseil des ministres;
- le pouvoir budgétaire qu'il partage avec le Conseil pour voter le budget et contrôler son exécution;
- le contrôle politique des institutions européennes, notamment par l'investiture de la Commission, l'approbation de son programme, le pouvoir d'enquête et la possibilité de voter une motion de censure.

POUR EN SAVOIR PLUS

La brochure

• "Le Traité d'Amsterdam, un nouveau pas pour l'Europe". Elle peut être commandée auprès de Sources d'Europe (adresse ci-dessous) et sur le site Internet www.amsterdaminfo-europe.fr

Le centre de documentation

• Sources d'Europe
Un centre d'information pour répondre aux questions sur l'Union européenne: Le socle de la Grande Arche 92044 Paris-La Défense cedex
Tél: 01 41 25 12 12
Fax: 01 41 25 12 13

Le serveur Minitel

• 36 15 Europe (129 F TTC la minute) (ministère chargé des Affaires européennes, Parlement européen, Commission européenne)
L'actualité européenne par Minitel (1200 lieux d'information sur l'Union européenne, 200 fiches pratiques, une messagerie, commande de brochures gratuites)

Les sites Internet

- Sources d'Europe
<http://www.info-europe.fr>
- Ministère des Affaires étrangères
<http://www.france.diplomatie.gouv.fr>
- Parlement européen
<http://www.europarl.eu.int/paris>
- Conseil de l'Union européenne
<http://www.ue.eu.int>
- Commission européenne
<http://www.europa.eu.int>

Amsterdam
LE TRAITÉ OUI S'ENGAGE

MINISTÈRE CHARGÉ DES AFFAIRES EUROPÉENNES
AVEC LE SOUTIEN DU PARLEMENT EUROPÉEN
ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

France 3 ouvre le chantier d'une « refondation » de la télévision régionale

La perspective de la concurrence de télévisions locales et les pesanteurs de son fonctionnement actuel ont conduit la chaîne des régions à étudier une réforme profonde de son offre de programmes et de son organisation territoriale

TALONNÉE par les projets de télévision locale et empêtrée dans les lourdeurs de son fonctionnement, France 3 s'engage dans une « refondation de la télévision régionale du service public ». Étudié depuis plus d'un an et présenté au début de l'année en comité central d'entreprise, le projet, connu sous le nom de Proxima, est de nature à modifier profondément la structure et le fonctionnement, hérités de l'ORTF, de la chaîne des régions.

L'objectif, face à la concurrence annoncée des télévisions locales privées, est d'enraciner les programmes — notamment l'information — plus localement que régionalement. La programmation serait construite à partir des vingt-deux régions administratives. Mais, à l'intérieur de chacune d'elles, « l'articulation entre éditions locales et éditions régionales doit se rééquilibrer en faveur du local ».

Parmi les hypothèses étudiées par France 3, « la plus radicale consisterait à rendre chaque station locale d'actualité responsable de la tranche horaire complète qui lui serait affectée ». Elle confectionnerait ses journaux avec ses propres sujets, mais aussi des sujets venus d'autres locales de la région et des sujets fabriqués régionalement. « Ainsi, ce n'est plus le local qui alimenterait le régional, mais l'inverse », souligne la direction de France 3. Si cette voie était retenue, quarante à soixante journaux couvriraient l'ensemble du territoire.

Les magazines d'information, les débats, les émissions de proximité et de service seraient assurés par les vingt-deux directions d'antenne. En revanche, la production

de programmes de stock (documentaires et magazines thématiques à vocation nationale) seraient produits dans six à huit unités régionales qui auraient aussi un rôle de gestion. Leurs patrons devraient avoir « un profil de dirigeant d'entreprise ». Car, au-delà des objectifs de programmes, la direction de France 3 veut aussi « moderniser la gestion », notamment par une plus forte décentralisation. « Il faut passer d'une logique de contrôle a priori à un contrôle a posteriori », explique Philippe Levrier, directeur général de la chaîne.

HOSTILITÉ AU PROJET PROXIMA

La CGT est hostile à Proxima, qu'elle considère comme « un véritable programme de déstructuration de l'entreprise ». Pour ce syndicat, l'objectif est de « conforter la dimension régionale de France 3 », alors que la nouvelle organisation est destinée « à casser les points de repère d'un certain nombre de cadres de l'entreprise ». Plus mesurée, la CFDT attend des précisions sur les modalités d'application de cette stratégie.

Les directeurs régionaux sont partagés. « Il y a une grande méfiance à l'égard de ce projet, notamment de la part des personnels administratifs qui ne savent pas où ils se retrouveront », explique l'un d'eux. Tant que la direction générale n'a pas dévoilé son découpage définitif, les gens restent dans l'expectative. D'autres, comme Jimmy Jonquard à Brest, sont plus volontaristes : « Une nouvelle plate-forme est une nécessité pour aborder les enjeux réels de la concurrence, mais il faut que les structures soient au service

des programmes. Parmi les points positifs du projet, le fait de bien distinguer entre les émissions de flux et de stock est une vraie révolution. »

Le calendrier pour la mise en œuvre de Proxima est découpé en trois phases. Un avant-projet général devra être bouclé fin mai, juste avant la désignation du futur PDG de France Télévision. Sa déclinaison régionale et le lancement de tests de préfiguration seront faits pendant l'été, pour une décision finale à l'automne. La mise en œuvre devrait s'étaler sur deux ou trois ans. Toutefois, ce calendrier

pourrait être perturbé en raison de nombreux points de crispation, dont certains sont hérités de la grève de décembre 1997.

Un malaise touche la hiérarchie, où les changements sont nombreux. Le départ de Sylvain Anichini, directeur de l'équipement et des nouvelles technologies, et, semble-t-il, des difficultés avec la firme Sony ralentissent le passage au numérique. Les relations tendues entre Philippe Levrier et son directeur des relations sociales, Bernard Gourinchas, suscitent le scepticisme des négociateurs syn-

dicaux. Ce n'est pas l'arrivée de Maxime Lefebvre, ancien directeur général du Réseau France outre-mer (RFO), pour s'occuper de l'harmonisation des politiques sociales de France Télévision qui soulève leur enthousiasme.

POLITIQUE SOCIALE TÂTONNANTE

Les cadres intermédiaires de la chaîne se sentent souvent tenus en dehors de cette politique sociale tâtonnante. Certains doutent de l'efficacité du « baromètre du climat social national » dont la mise en place vient d'être annoncée. Il a été confié à un cabinet spécialisé, qui sondera certains membres du personnel dans différents sites.

Parallèlement à Proxima, il faut faire avancer les nombreux chantiers ouverts dans la chaîne à la suite du conflit de l'hiver 1997. Les journalistes de France 3 sont notamment en train de faire le bilan de l'expérimentation de la semaine de quatre jours. Depuis près d'un an, les rédactions de Nantes, Strasbourg, Toulouse, Paris-Ile-de-France s'étaient mises à ce nouveau rythme.

Les premières conclusions aboutissent à deux interrogations. L'une

concerne le surcoût — estimé à 7 % ou 8 % de la masse salariale — qu'entraînerait l'application de cette mesure. L'autre porte sur l'organisation du travail. « Si les journalistes apprécient les avantages, certains se sentent frustrés de ne plus pouvoir suivre un dossier de manière aussi complète », note un responsable de la rédaction de Strasbourg. La direction a déjà proposé « des modalités d'aménagement pour réduire ce surcoût », notamment par une planification sur plusieurs semaines. Ces discussions ne sont pas indépendantes de celles sur le passage aux 35 heures, dont certains pensent qu'elles devraient se dérouler dans le cadre de France Télévision.

La question des salaires et de l'harmonisation avec France 2 reste un des sujets délicats. Au point que la chaîne des régions a encore frôlé la grève au début de l'année, juste avant que la direction annonce l'affectation de 42,5 millions de francs dans le cadre d'un plan pluriannuel jusqu'à 2001.

Jean-Jacques Bozonnet et Françoise Chivot

Un car-régie, objet de grève à Toulouse

Signe d'une certaine nervosité au sein de la chaîne, une grève a privé pendant quatre jours les téléspectateurs de France 3 en Midi-Pyrénées de leurs informations et émissions régionales. Le mouvement, lancé le 8 mars à l'appel d'une large intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFTC, SNJ), a été suivi par plus de 70 % du personnel. Techniciens et journalistes s'étaient mobilisés pour obtenir de la direction générale de la chaîne le renouvellement du camion de vidéo mobile de Toulouse, l'un des six cars-régies de la flotte de France 3.

La fin de la grève a été finalement votée, jeudi 11 mars, les syndicats estimant, dans un communiqué, « avoir obtenu suffisamment de garanties écrites de la part de la direction nationale ». Les journaux de la mi-journée et de la soirée devaient être à nouveau diffusés vendredi 12 mars. — (Corresp.)

Hachette étudie un projet de mensuel masculin

1998 a été une année de consolidation pour Hachette Filipacchi Médias (HFM), après la fusion des deux sociétés « cousines ». Hachette Filipacchi Presse et Filipacchi Médias. Le groupe affiche un résultat d'exploitation en hausse de 13 %, à 873 millions de francs (133 millions d'euros), et un résultat net de 546 millions de francs (83 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 13,2 milliards de francs (2 milliards d'euros). En 1999, le groupe prévoit un résultat d'exploitation de 1,1 milliard de francs, pour un chiffre d'affaires de 15 milliards (2,3 milliards d'euros), qui en fait le premier groupe de presse magazine dans le monde.

L'année a été marquée par l'acquisition de deux groupes étrangers. Fuijigah au Japon et Rusconi en Italie. En 1999, le groupe prévoit six ou septancements à l'international et continuera à observer les dossiers d'acquisition éventuels dans la presse magazine. Le PDG de HFM, Gérard de Roquemaurol, s'est déclaré « vigilant sur les opérations de concentration, notamment dans le monde anglo-saxon ».

En France, le groupe a restructuré ses titres régionaux, après l'acquisition pour 550 millions de francs (83,7 millions d'euros) de

Nice-Matin, qui avait une trésorerie de 160 millions de francs. Gérard de Roquemaurol estime avoir accompli 80 % des gains de productivité dans la presse régionale. Il espère obtenir de 10 à 15 millions de francs d'économies supplémentaires en regroupant La Corse et Corse-Matin. L'idée est de fusionner les deux journaux, sans doute sous le titre Corse-Matin, tout en transformant La Corse en un hebdomadaire. Le PDG de La Provence, Jean-Pierre Milet, vient d'annoncer son départ de la présidence du quotidien qu'il occupait depuis 1991. Il conserve ses fonctions jusqu'à l'arrivée de son successeur. Le directeur des rédactions du Figaro, Franz-Olivier Giesbert, a été pressenti pour le remplacer.

Hachette vient de lancer Elle à table, un bimestriel culinaire qui vise une diffusion de cent mille exemplaires. Gérard de Roquemaurol a annoncé qu'il prévoyait un lancement plus important au milieu de l'année. Il pourrait s'agir d'un mensuel masculin actuellement à l'étude. C'est Serge Raffy, ancien rédacteur en chef d'Elle, qui travaille sur ce projet dont le nom de code est « Il ».

Alain Salles

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : France Télévision a réalisé « une économie globale de 36,2 millions de francs par rapport au budget initial représentant plus de 2 % du montant total » à l'issue de la construction de son nouveau siège. Le montant définitif de cette opération s'est élevé à 1,702 milliard de francs (259 millions d'euros) pour une enveloppe globale fixée à 1,738 milliard de francs (264 millions d'euros), ont annoncé, jeudi 11 mars, les conseils d'administration de France 2 et France 3.

■ Xavier Gonyou Beauchamps, PDG de France Télévision, a été condamné, lundi 8 mars, par le tribunal de grande instance de Paris, pour diffamation publique envers le réalisateur Yves Barbara dans l'affaire des faux « 19/20 ». Il devra verser 55 000 francs de dommages et intérêts au réalisateur, qui n'aurait fait qu'exécuter un travail d'homme commandé par les dirigeants de France 3. Une autre procédure judiciaire est en cours pour « contrefaçon » après le dépôt d'une plainte par le syndicat SNJ-CGT.

■ Le photographe de l'AFP Hocine, auteur de la photo primée par le World Press comme meilleur cliché 1997, poursuivi en « diffamation » pour cette photographie, a bénéficié d'un non-lieu, cette semaine, de la chambre d'accusation de la cour d'Alger. — (AFP)

■ **RADIO** : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décidé la suspension pour vingt-quatre heures de la radio Virage, qui émet à Lyon. Le CSA lui reproche de ne pas respecter la convention en diffusant le programme de la radio suisse romande Couleur 3.

Pensez loin.

Après tout, depuis Christophe Colomb l'horizon n'est plus une limite.

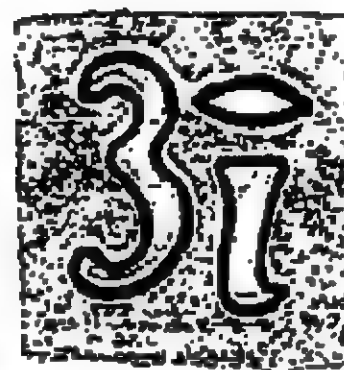
Dirigeant d'entreprise ou cadre dirigeant, vos projets de croissance ou de rachat d'entreprises sont ambitieux et vous avez besoin de capitaux pour les réaliser ? Si, leader européen du capital investissement, peut vous aider et devenir un de vos actionnaires de référence. Notre approche : financer vos projets et en partager les risques, sans horizon de temps et en respectant votre indépendance. En France, Si a déjà investi plus de 3 milliards de francs dans des entreprises comme

IFM **Alcatel** **Sanofi** **Unicart**

Aujourd'hui, c'est à votre réussite que nous souhaitons participer pour aller ensemble encore plus loin. Si à Paris : 01 47 15 11 00, à Lyon : 04 72 91 54 91.

www.3i.com

Le leader européen du capital investissement.



صباحنا من الامل

TABEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RENAULT**: Louis Schweitzer, le PDG de Renault, « n'exclut pas » une participation croisée entre son groupe et le constructeur automobile japonais Nissan. Il a affirmé que « les synergies avec Nissan sont réelles. Elles peuvent concerner des plates-formes communes des moteurs. Nous avons une combinaison de recouvrements techniques possibles avec peu de risques de perte de clientèle de part et d'autre. » Par ailleurs, Renault a signé jeudi avec le gouvernement roumain une convention qui définit les termes de la reprise des usines Dacia. Le contrat d'acquisition devrait être signé d'ici au 13 avril.

● **FIAT**: Umberto Agnelli, président de la holding financière italienne Ifil, qui contrôle le capital du groupe, a déclaré jeudi que « Fiat peut survivre tout seul, mais, pour un fort développement, une forte alliance est souhaitable surtout dans le secteur auto ».

● **RWE**: le groupe énergétique allemand a annoncé la mise au point avec la firme suisse Ascom d'un nouveau système permettant de téléphoner via les lignes électriques. Ce procédé, basé sur le système « Powerline Communication » (PLC), permet d'avoir une conversation et d'échanger des données sur les lignes électriques. Encore en phase expérimentale, il pourrait être prêt à commercialiser dans le courant de l'année.

● **LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE**: la filiale d'Alstom serait sur le point de signer une commande de 300 millions d'euros avec l'armateur Renaissance. Sur les trois dernières semaines, les chantiers de l'Atlantique ont signé des contrats estimés à 1,2 milliard d'euros.

● **ELF**: à l'appel des syndicats, un millier de salariés se sont rassemblés jeudi devant le siège du groupe, à La Défense (Hauts-de-Seine), dans le cadre d'une journée d'action destinée à protester contre la « logique financière » de l'entreprise au détriment de la « politique industrielle » et de « l'emploi ».

● **ÉVIAN**: la société évian, a signé jeudi avec l'ensemble des syndicats un accord sur les 35 heures prévoyant une trentaine de créations d'emplois, sur un total de 1 600.

SERVICES

● **35 HEURES**: un accord sur la réduction du temps de travail dans le secteur associatif médico-social, s'occupant notamment des personnes handicapées (180 000 salariés), devait être signé vendredi 12 mars par la CFTD, la CFTC et la CGC. Cet accord, qui prévoit le passage à 35 heures sans perte de salaire, devrait entraîner la création de 9 000 à 10 000 emplois.

FINANCE

● **BNP/PARIBAS**: le conseil de surveillance de Paribas a repoussé jeudi l'offre publique d'échange lancée par la BNP, jugeant qu'elle conduirait au démantèlement de la banque (lire p. 18).

● **PRUDENTIAL**: le numéro un de l'assurance-vie britannique a annoncé jeudi le lancement d'une OPA amicale sur le gestionnaire de fonds indépendant M&G Groupe, pour 1,9 milliard de livres (2,83 milliards d'euros).

● **CDC**: des grévistes ont occupé jeudi la salle des marchés de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Des assemblées générales devaient se tenir sur tous les sites de la CDC vendredi matin. L'appel à la grève était suivi jeudi par environ 20 % des 11 000 personnes concernées par les activités financières de la Caisse, selon la direction. Les syndicats demandent le retrait d'un projet de filialisation de l'activité bancaire de la CDC.

RÉSULTATS

● **UBS**: le groupe bancaire suisse, né de la fusion entre l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse, a annoncé vendredi 12 mars un résultat net de 3,030 milliards de francs suisses (1,9 milliard d'euros) en 1998, contre une perte de 667 millions de francs suisses (pro forma) en 1997.

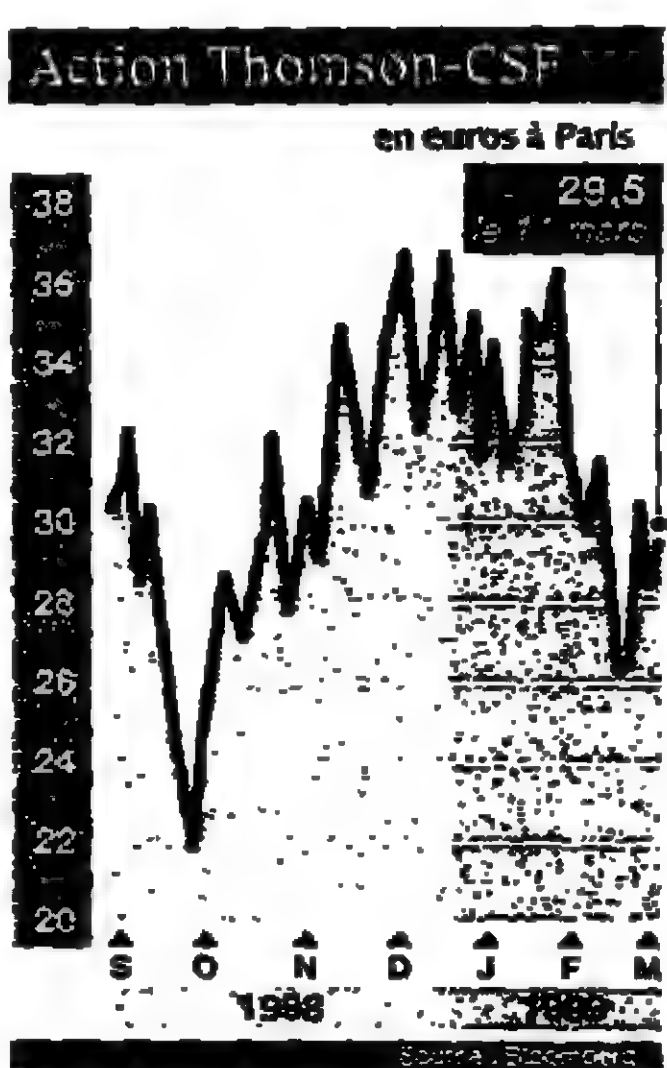
● **PARC ASTÉRIX**: le parc de loisirs a enregistré en 1998 une hausse de 4,5 % de son résultat net, à 5,6 millions d'euros (36,7 millions de francs).

● **CANAL PLUS**: le groupe de télévision à péage a annoncé, vendredi, une perte nette de 185 millions de francs (28,2 millions d'euros). « Hors éléments exceptionnels et survaluers », la perte ressort à 585 millions.

VALEUR DU JOUR

Thomson-CSF prend son temps pour conclure des alliances

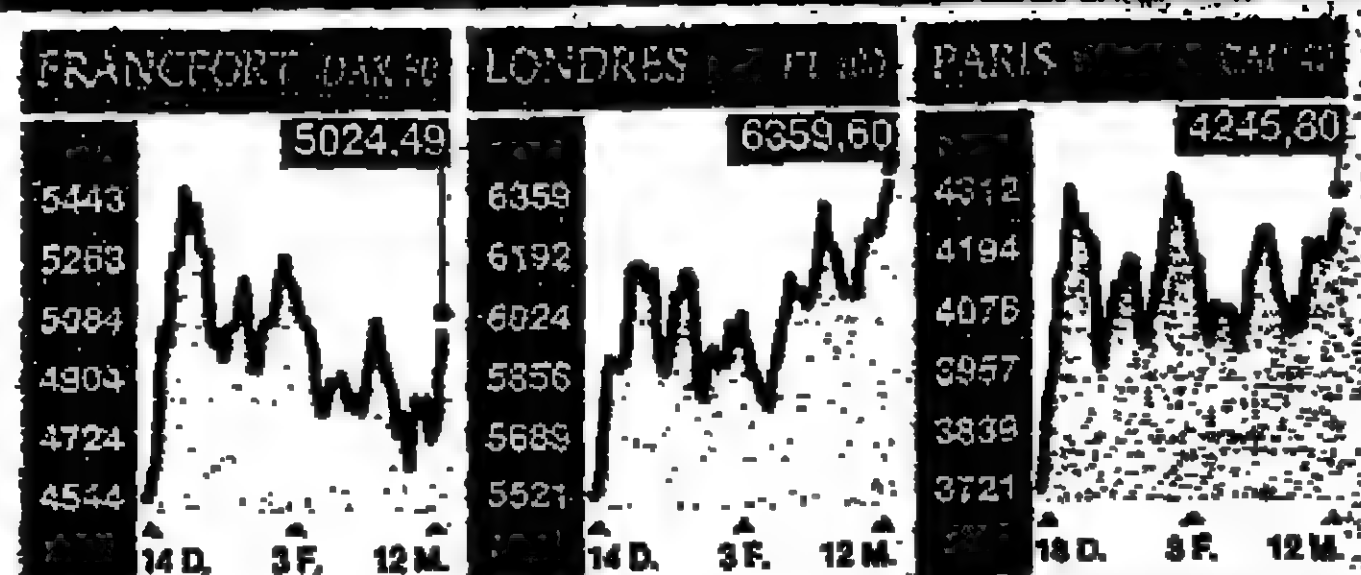
LE TITRE Thomson-CSF a gagné 3,5 %, jeudi 11 mars, après la publication des résultats du groupe d'électronique de défense. La perte nette de 1,5 milliard de francs (228 millions d'euros) pour 40,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1998 – a été perçue comme une promesse d'amélioration de la rentabilité. D'autant que le résultat d'exploitation (2,3 milliards de francs) est en hausse de 6,7 % par rapport à celui de 1997. De fortes provisions et dépréciations exceptionnelles ont été inscrites dans les comptes de l'exercice (3,5 milliards de francs), notamment pour financer un plan de suppressions d'emplois touchant 4 000 personnes, dont 3 000 en France. Ce plan en trois ans (1998-2000) suscite des protestations syndicales, particulièrement chez Detelex (radars et contre-mesures), filiale née de la fusion des activités de Thomson-CSF avec celles de Dassault Electronique. « Les sureffectifs n'existent pas », ont estimé plusieurs syndicats de l'entreprise (CGT, CFE-CGC, CFTC, FO, SUPPER), qui appelaient à un débrayage jeudi. Devant la presse et les analystes, le directeur financier de Thomson-CSF, Alain Hagelauer, a indiqué que ce plan devait produire « 2 milliards de francs d'économies », dont 1 milliard au seul titre des frais de personnel, « surtout à partir de 2000 et 2001 ». Le PDG, Denis Ranque, a quant à lui, évoqué la stratégie du groupe, qui a subi un revers avec le rachat du



britannique Marconi par son compatriote British Aerospace (BAe), alors que Thomson-CSF était candidat. « Il faut sortir de la pensée unique », a lancé M. Ranque à propos de l'idée selon laquelle l'industrie de la défense devrait tendre vers la création d'une grande société regroupant toutes les compétences européennes, pour tenir tête à la puissance américaine. Les gouvernements ne supporteraient pas un tel monopole, a-t-il affirmé. Évoquant les appels à la coopération lancés par BAe, M. Ranque a répondu que « Thomson-CSF sera très heureux d'étudier une proposition, mais d'autres approches ». Parmi les partenaires possibles, il a cité l'allemand DASA, l'italien Alenia et l'américain Raytheon-Hughes.

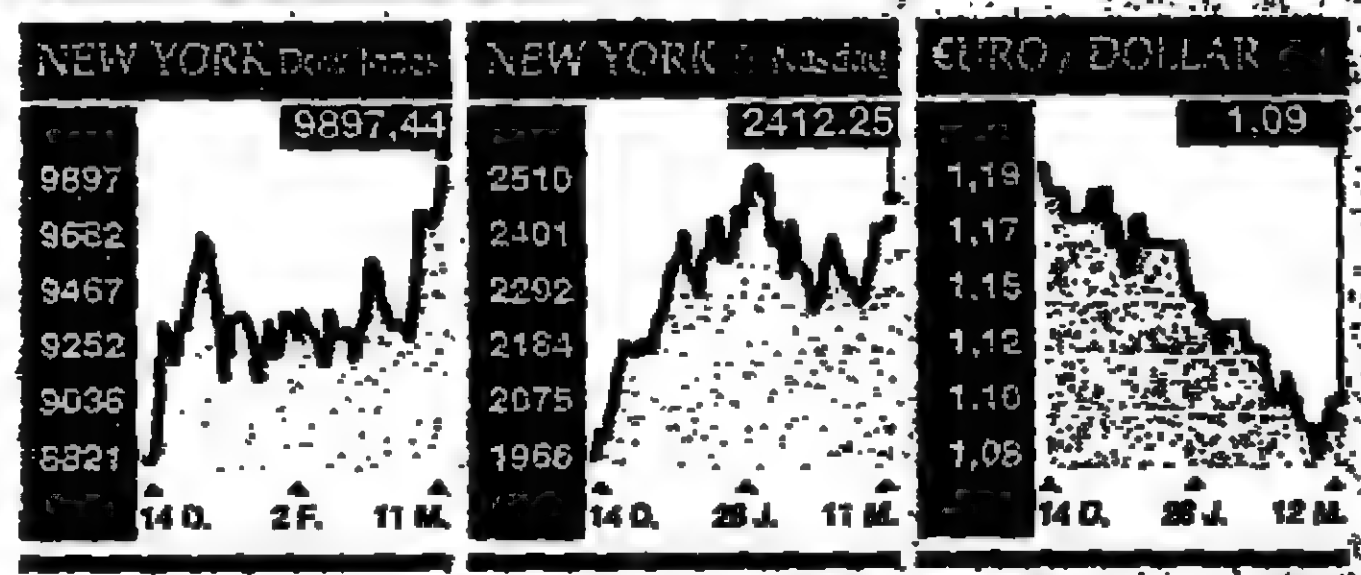
Anne-Marie Rocco

EUROPE



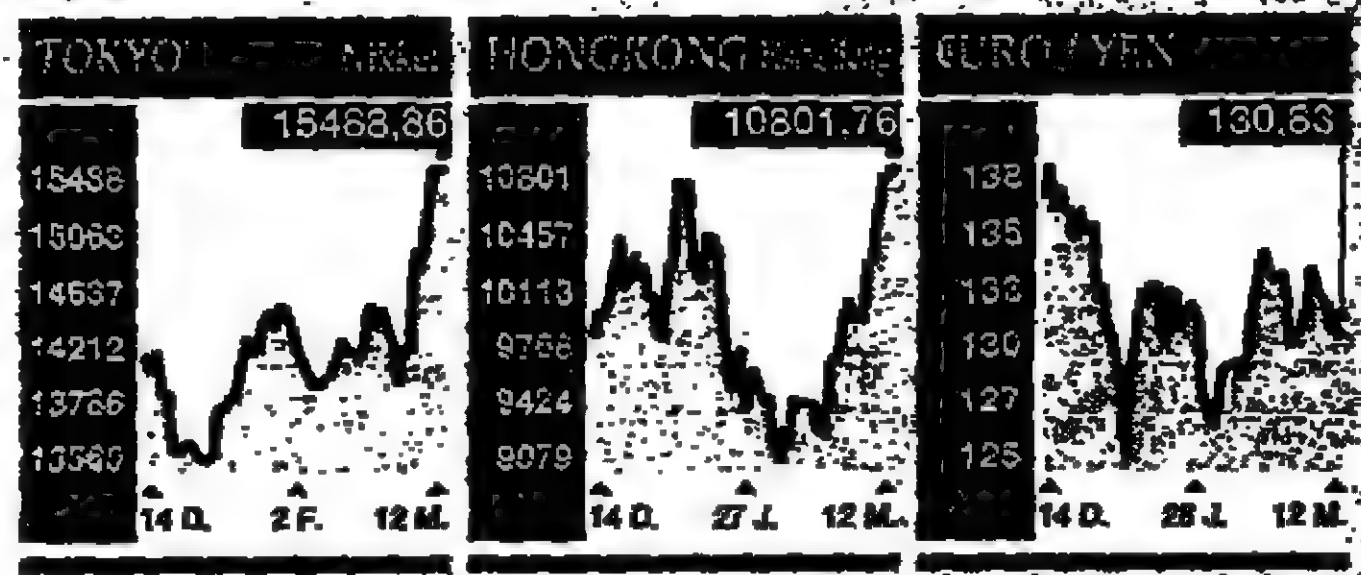
Indice	Clôture	Var. %	Clôture	Var. %
EUROPE 12h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 15h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 18h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 21h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 24h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 27h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 30h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 33h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 36h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28
EUROPE 39h30	3002,52	+0,28	3002,52	+0,28

AMÉRIQUES



Indice	Clôture	Var. %	Clôture	Var. %
AMÉRIQUES 12h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 15h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 18h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 21h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 24h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 27h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 30h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 33h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 36h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17
AMÉRIQUES 39h30	2412,25	+0,17	2412,25	+0,17

ASIE-PACIFIQUE



Indice	Clôture	Var. %	Clôture	Var. %
ASIE-PACIFIQUE 12h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 15h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 18h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 21h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 24h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 27h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 30h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 33h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 36h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13
ASIE-PACIFIQUE 39h30	10801,76	+0,13	10801,76	+0,13

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 1,67 %, vendredi 12 mars, en fin de matinée, dopé par l'envolée de Francfort. La veille, le CAC 40 avait enregistré une progression modeste de 0,53 % à 4 184,38 points, malgré les échanges actifs autour des valeurs du secteur bancaire et le bond impressionnant des actions BNP, Paribas et Société Générale. Le volume de titres échangés avait atteint 3,78 milliards d'euros, soit 24,60 milliards de francs, dont 42,3 % sur les seuls titres des trois banques.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort progressait fortement à l'ouverture de la séance vendredi, de 4,56 % à 5003,42 points, à la suite de la démission surprise la veille du ministre allemand des finances Oskar Lafontaine. Après avoir ouvert à 5 006,81 points, l'indice phare du marché électronique a atteint dans le premier quart d'heure de cotation un plus haut de 5 099,77 points. L'indice DAX avait clôturé la veille à 4 785,37 points.

TOIOYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse japonaise s'est légèrement affaibli de 0,09 % à 15 488,86 points vendredi 12 mars sous l'effet de prises de bénéfices. Le volume d'échanges a atteint son plus haut niveau cette année avec 1,19 milliard de titres échangés, en raison de l'arrivée prochaine du règlement des contrats.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a battu un nouveau record historique à 9 897,44 points, lors de la séance du jeudi 11 mars. La hausse de 1,27 % a porté le gain de l'indice à 7,80 % depuis le début de l'année.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont réagi favorablement à l'annonce de la démission du ministre allemand des finances Oskar Lafontaine. Vendredi 12 mars dans les premiers échanges, le contrat notional (gisement d'emprunts d'Etat à 10 ans) gagnait 60 centimes, à 110,88 points, traduisant une détente du rendement de l'FOAT de référence à 4,092 %. A Francfort, le taux d'intérêt des Bunds (emprunts d'Etat à 10 ans) a diminué de 0,017 %, à 4,002 %.

MONNAIES

L'EURO a effectué une remontée spectaculaire face au dollar, jeudi 11 mars à l'annonce de la démission d'Oskar Lafontaine, le ministre des finances allemand. Après être montée jusqu'à 1,045 dollar pour un euro, la devise européenne a reperdu du terrain dans la matinée du vendredi 12 mars pour se négocier à 1,0953 dollar. Le yen a connu, vendredi 12 mars, un moment de faiblesse face au dollar vert à 120,07 yens pour un dollar après la publication d'une baisse du produit intérieur brut japonais de 0,8 % pour le quatrième trimestre 1998.

ÉCONOMIE

Le gouvernement japonais adopte son plan de sauvetage du système bancaire

A QUELQUES jours de la fin de l'exercice fiscal 1998 (31 mars 1999), le gouvernement japonais a approuvé, vendredi 12 mars, le plan prévoyant l'apport de 7 500 milliards de yens (57 milliards d'euros) de fonds propres aux quinze plus importantes banques du pays (huit banques nationales, cinq banques de gestion de patrimoine, un établissement de crédit à long terme et une banque régionale). Cet argent frais doit être utilisé au provisionnement des créances douteuses (estimées à 9 000 milliards de yens) logées dans les bilans de ces banques. Le ministre des finances Kichii Miyazawa a affirmé : « Nous avons levé le principal obstacle au problème des créances douteuses », ce qui ouvre la porte à la remise en ordre du secteur bancaire japonais.

Les fonds accordés par le gouvernement seront rémunérés par l'émission d'actions préférentielles convertibles en actions ordinaires. A terme, l'Etat pourrait détenir en moyenne entre 27 % et 37 % du capital des principales banques du pays. Il aura donc les moyens de mettre en œuvre la deuxième partie de son plan qui consiste à favoriser les rapprochements des différents établissements bancaires. Le Japon reste le seul pays occidental qui a encore échappé au mouvement de concentration dans ce secteur. En attendant, les banques qui ont sollicité les fonds publics se sont engagées à faire d'importantes économies par le biais de plans de licenciements massifs (qui pourraient atteindre plus de 10 % des employés) devant leur permettre de redevenir rentables.

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon s'est contracté de 0,8 % au quatrième trimestre 1998 par rapport à son niveau du troisième trimestre, a annoncé vendredi l'agence gouvernementale de planification économique (EPA). En rythme annuel, le recul du PIB atteint 3,2 %.

Le nombre des défaillances d'entreprises au Japon a reculé de 39,7 % en février 1999 par rapport à février 1998, avec 955 cas de faillite. C'est le quatrième recul mensuel consécutif.

ALLEMAGNE: les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en février comparé à janvier, ce qui porte leur hausse annuelle à

0,2 % également, selon des chiffres définitifs diffusés, vendredi 12 mars, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Les ventes de détail ont reculé de 2,6 % en janvier 1999 en termes réels par rapport au mois de janvier 1998, a annoncé, vendredi 12 mars, l'Office fédéral allemand des statistiques.

FRANCE: les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en février 1999 par rapport au mois de janvier. Sur un an, la hausse de prix a été limitée à 0,2 % selon les chiffres provisoires publiés vendredi 12 mars par l'Insee. La balance française des paiements courants a dégagé un excédent de 35 milliards d'euros (230,6 milliards de francs) en 1998. Ce montant est stable par rapport à celui enregistré en 1997 (230,1 milliards de francs), selon les chiffres provisoires publiés, vendredi 12 mars, par le ministère de l'économie et des finances. L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 1998 pour atteindre 13,83 millions de personnes, selon les chiffres définitifs de l'Insee. Sur un an, la hausse s'élève à 2,2 %.

ITALIE: la croissance de l'économie italienne atteindra 1,5 % en 1999 tandis que le déficit des administrations publiques comparé au produit intérieur brut (PIB) devrait dépasser de « quelques décimales » les 2 %, a estimé jeudi le ministre italien de l'économie, Carlo Azeglio Ciampi.

ÉTATS-UNIS: le déficit de la balance des comptes courants a terminé l'année 1998 sur un bond de 50 % à 235,4 milliards de dollars contre 155,2 milliards en 1997, même si, au 4^e trimestre, le déficit s'est contracté à 63,8 milliards de dollars.

BRÉSIL: l'inflation a atteint 4,4 % en février, soit le plus fort taux enregistré depuis juillet 1994. Les prix ont commencé à flamber après la décision de la banque centrale du pays de laisser flotter le real, qui a perdu 44 % de sa valeur face au dollar.

RUSSIE: les investissements étrangers en Russie ont chuté de 6,2 milliards de dollars (5,63 milliards d'euros) en 1997 à 1,8 milliard en 1998, a indiqué, jeudi 11 mars, le directeur du Centre gouvernemental des réformes économiques, Vladimir Maou. Depuis la crise financière d'août 1998, les investissements étrangers ont été pratiquement tous gelés.

Monnaie	Cours	Monnaie	Cours
EURO CONTRE	1,0953	EURO CONTRE	1,0953
FRANC	6,55957	FRANC	6,55957
DEUTSCHENMARK	1,93627	DEUTSCHENMARK	1,93627
LINE ITALIENNE (100)	1,93627	LINE ITALIENNE (100)	1,93627
FRANCO SUISSE (100)	1,93627	FRANCO SUISSE (100)	1,93627
SCUDO PORT. (100)	2,00482	SCUDO PORT. (100)	2,00482
SCHILLING AUT. (100)	3,37190	SCHILLING AUT. (100)	3,37190
PUNT IRLANDAIS (100)	0,78769	PUNT IRLANDAIS (100)	0,78769
FLORIN NÉERLANDAIS (100)	2,37567	FLORIN NÉERLANDAIS (100)	2,37567
FRANCO BELGE (100)	4,03399	FRANCO BELGE (100)	4,03399
MARKKA FINLAND. (100)	4,94581	MARKKA FINLAND. (100)	4,94581

Cours de change croisés	Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	110,72006	110,72006	110,72006	110,72006
YEN	0,91470	0,91470	0,91470	0,91470
FRANCO SUISSE	0,91170	0,91170	0,91170	0,91170
FRANCO SUISSE	1,48475	1,48475	1,48475	1,48475

Taux d'intérêt (%)	Taux	Taux	Taux	Taux
TAUX 12h30	2,99	2,99	2,99	2,99
FRANCE	2,99	2,99	2,99	2,99
ALLEMAGNE	4,00	4,00	4,00	4,00
GDE-BRETAG.	6,00	6,00	6,00	6,00
ITALIE	6,00	6,00	6,00	6,00
JAPON	0,06	0,06	0,06	0,06
ÉTATS-UNIS	4,75	4,75	4,75	4,75
SUISSE	0,08	0,08	0,08	0,08
PAÏS-BAS	3,00	3,00	3,00	3,00

Matières premières	Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	110,72006	110,72006	110,72006	110,72006
YEN	0,91470	0,91470	0,91470	0,91470
FRANCO SUISSE	0,91170	0,91170	0,91170	0,91170
FRANCO SUISSE	1,48475	1,48475	1,48475	1,48475

En dollars	Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	110,72006	110,72006	110,72006	110,72006
YEN	0,91470	0,91470	0,91470	0,91470
FRANCO SUISSE	0,91170	0,91170	0,91170	0,91170
FRANCO SUISSE	1,48475	1,48475	1,48475	1,48475

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde » : www.lemonde.fr/bourse

Manière le bimes

Femmes, le mauvais genre ?

Manière de voir 44

Ignacio Ramonet
Alain Gresh
Maurice Lemoine
Florence Beaugé

Chantal Aubry
Michèle Aulagnon
Alain Bihr
Pierre Bourdieu
Agnes Callamard
Ingrid Carlander
Sylvie Chaperon
Christine Corbeil
Christine Delphy
Francine Descarries
Jerome Erbin
Françoise Gaspard
Yves Gery
Gisèle Halimi
Jacqueline Heinen
Sylvie Jan
Azadeh Kian
Marie-Victoire Louis
Margaret Maruani
Florence Montreynaud
Janine Mossuz-Lavau
Silvia Perez-Vitoria
Roland Pfefferkorn
Sophie Sensier
Joëlle Stolz
Tassadit Yacine-Titouh
Eliane Viennot

Illustrations :
Christine Lesueur
6,86 euros France métropolitaine



Vient
de
paraître
• CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX •
100 PAGES • 45 F • 6,86 €

De l'oppression à la parité

Les défis du deuxième sexe

La cause des femmes, par **Ignacio Ramonet** ■ Le sexisme à fleur de mots, par **Agnès Callamard** ■ La prostitution, un droit de l'homme ? par **Florence Montreynaud** ■ Le Burkina Faso fait reculer l'excision, par **Joëlle Stolz** ■ Tirs croisés contre la pilule abortive, par **Michèle Aulagnon** ■ Pour la «parité domestique», par **Alain Bihr** et **Roland Pfefferkorn** ■ Les temps modernes de l'emploi féminin, par **Margaret Maruani** ■ La peur irraisonnée des sciences, par **Ingrid Carlander** ■ Le «deuxième sexe» du journalisme, par **Florence Beaugé** ■ Exploitées en Amérique centrale, par **Maurice Lemoine** ■ En Algérie, prétextes et alibis, par **Tassadit Yacine-Titouh** ■ Otages en Afghanistan, par **Chantal Aubry** ■ Unies contre le clergé en Iran, par **Azadeh Kian** ■ Un référendum pour l'égalité, par **Gisèle Halimi** ■ Représentant(e)s du peuple ? par **Alain Gresh** ■ Pour la parité, par **Eliane Viennot** ■ Pourquoi revoir la Constitution ? par **Françoise Gaspard** ■ Au cœur de la domination masculine, par **Pierre Bourdieu** ■ Comment en finir avec l'exclusion, par **Christine Delphy** ■ Résistantes face au Front National, par **Janine Mossuz-Lavau** ■ L'héritage de Simone de Beauvoir, par **Sylvie Chaperon** ■ La maternité au cœur du féminisme, par **Françoise Descarries** et **Christine Corbeil** ■ Le privé est politique, par **Florence Beaugé**.

Et d'autres articles, accompagnés
d'une importante bibliographie
(livres, revues et sites Internet.)

Manière de voir **LE MONDE**
Le bimestriel édité par **diplomatique**

051 711 41

صباحنا من الاموال

VALEURS EUROPEENNES

● L'action Telecom Italia Mobile s'est appréciée, jeudi 11 mars, à 6,40 euros après la publication de ses résultats. Son bénéfice net s'est amélioré de 62 % en 1998 à 1,3 milliard d'euros, et son chiffre d'affaires a progressé de 26 % à 6,14 milliards d'euros.

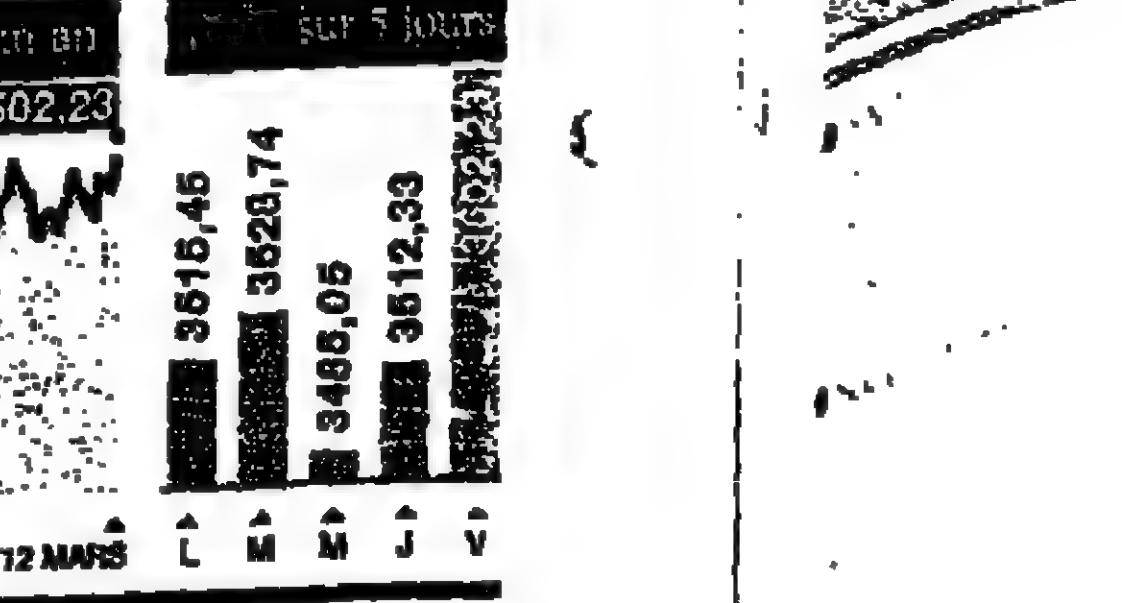
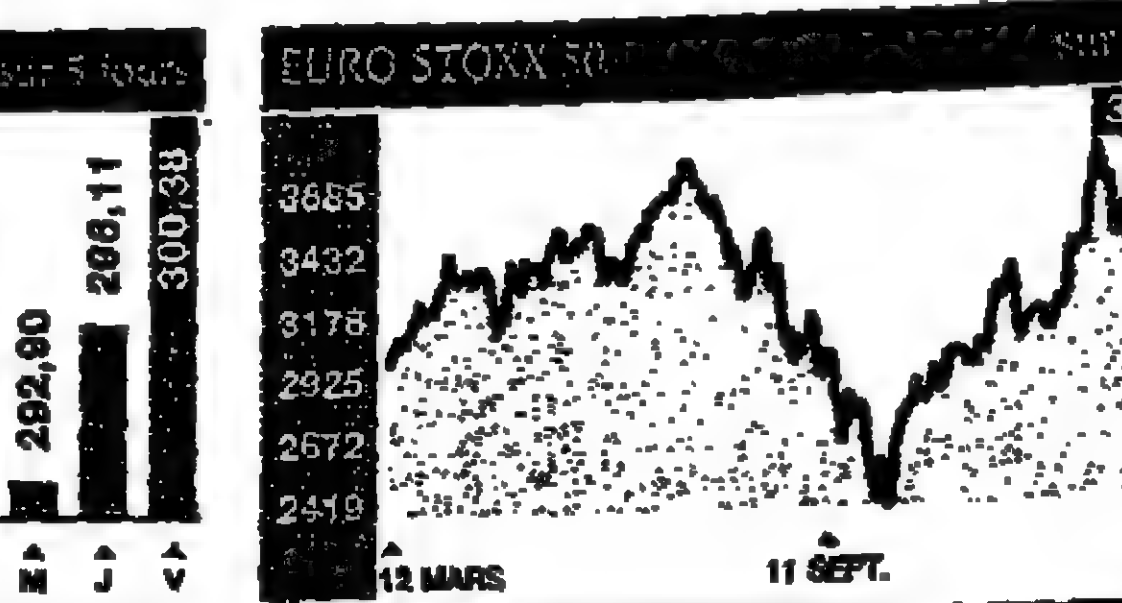
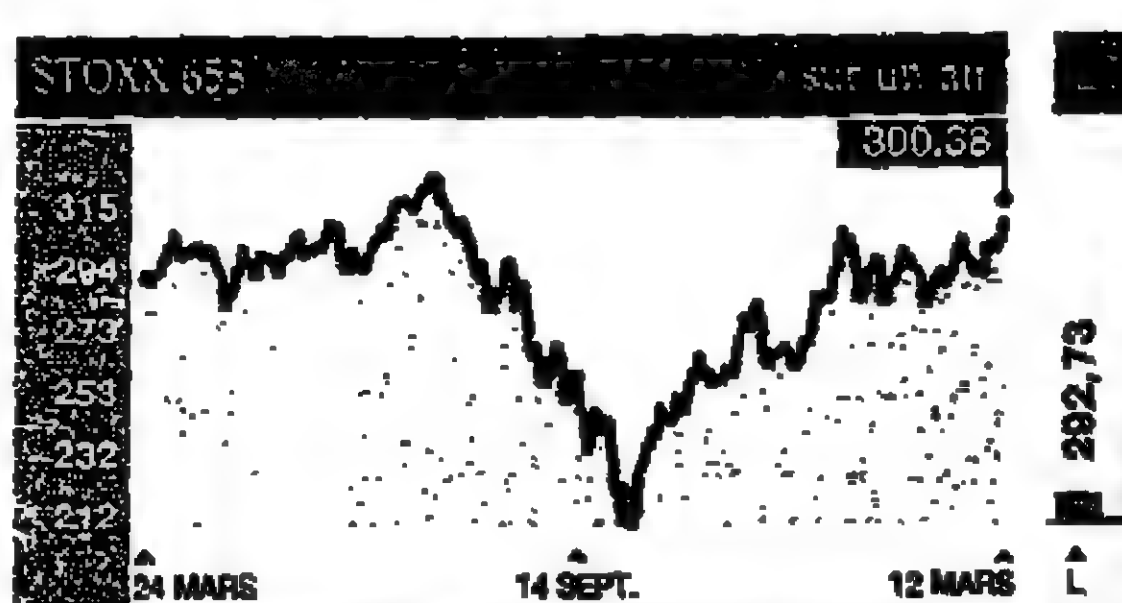
● Le titre Beiersdorf a gagné jeudi 3 % à 67 euros. Le groupe s'attend à une croissance d'environ 4 % de ses ventes cette année.

● La valeur Dresdner Bank a progressé de 4,7 % à 34,65 euros suite à un article du journal britannique The Independent indiquant que la banque allemande pourrait faire une offre sur la Société générale et sur l'arbitrage, ou rejoindre la BNP dans son offensive sur les deux

banques françaises. En outre, le comité des indices FTSE a annoncé l'introduction prochaine de l'action dans ses indices FTSE Eurotop.

● Le titre Portugal Telecom a perdu 3,3 % à 40,71 euros bien que la principale société de télécommunications portugaise ait annoncé un accroissement net de 26 % de ses profits à 441 millions d'euros. L'action s'est repliée car cette progression provient de gains exceptionnels, les revenus de l'activité de téléphonie fixe ayant en fait décliné, en raison de la baisse des prix.

● L'action Tabacalera, numéro un du tabac en Espagne, a clôturé en hausse de 8 % à 20,86 euros après que la Seita ait indiqué qu'elle s'attendait à des fusions dans le secteur.



12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien : les acteurs et les valeurs des marchés, les cotations en direct, les informations financières sur les entreprises...

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48

12/03 12h41

Code pays	Cours	Var.
ACQUA	11,83	-0,48

VALEURS FRANÇAISES

● BNP a progressé de 1,20 %, à 84 euros, vendredi 12 mars à l'ouverture. Le président de la BNP, Michel Pébereau, a déclaré vendredi matin qu'il ne croyait pas à une contre-attaque sur SC Paribas de la part d'un autre établissement bancaire.

● Société générale a abandonné 0,54 %, en début de matinée, vendredi 12 mars. Les investisseurs hésitent entre l'intérêt de l'offre de la BNP et l'hostilité manifestée par Daniel Bouton, le président de la Société générale, au projet de rapprochement.

● Paribas est resté stable, à 101,4 euros, vendredi 12 mars dans les premières transactions. Le marché a pris acte du rejet de l'offre de la BNP par le conseil de surveillance de Paribas.

● Axa a progressé de 1,31 %, vendredi 12 mars au matin. Claude Bébér, le président d'Axa, est un puissant soutien à l'offre de la BNP.

● Unibail a gagné 1,81 % à l'ouverture des transactions vendredi 12 mars. La société foncière a racheté à Vivendi l'ensemble des actifs immobiliers détenus à la Défense pour un montant de 892 millions d'euros.

● Vivendi a progressé de 3,24 %, dans les premières transactions du vendredi 12 mars. Outre la cession des actifs immobiliers, le marché a également salué l'OPA amicale lancée par Havas (filiale à 100 % de Vivendi) sur l'éditeur britannique Barbour Index.

REGLÈMENT MENSUEL

VENDEDI 12 MARS Cours relevés à 12h30

Liquidation : 24 mars

France

	Précédent	Cours	Différence	Var. %	Valeur
en euros	en euros	en euros			(1)
BNP (P)	140,70	140,90	+0,20	+0,14	140,90
CRÉDIT LYONNAIS (P)	140,70	140,90	+0,20	+0,14	140,90
RENAULT (P)	418	418,20	+0,20	+0,05	418,20
SAINT-GOBAIN (P)	181,50	181,50	0,00	0,00	181,50
THOMSON SA (P)	140,70	140,90	+0,20	+0,14	140,90
AXA	121,10	121,10	0,00	0,00	121,10
AGF	51	51,00	0,00	0,00	51,00
AIR FRANCE CPE N	10,02	10,02	0,00	0,00	10,02
AIR LIQUIDE	132,00	132,00	0,00	0,00	132,00
ALCATEL	118,50	118,50	0,00	0,00	118,50
ALSTOM	24,50	24,50	0,00	0,00	24,50
ALSTOM TECHNO.	21,10	21,10	0,00	0,00	21,10
ATOS C.A.	121,10	121,10	0,00	0,00	121,10
AXA	121,10	121,10	0,00	0,00	121,10
BAL INVESTIS	123	123,00	0,00	0,00	123,00
BAZAR HOT. VILLE	100,00	100,00	0,00	0,00	100,00
BERTRAND FAUNE	50	50,00	0,00	0,00	50,00

NOUVEAU MARCHÉ

VENDEDI 12 MARS

Une sélection. Cours relevés à 12h30

Valeurs

	Cours	Différence	Var. %	Valeur
en euros	en euros	en euros		(1)
ADP	144,31	+0,20	+0,14	144,31
ALPHAMEDIA	144,31	+0,20	+0,14	144,31
ALPHA M&C	57,30	+0,20	+0,35	57,30
ALTAIR & C	58,30	+0,20	+0,34	58,30
ASTRA	11,45	+0,20	+1,75	11,45
ATN	78,71	+0,20	+0,25	78,71
AVENIR TELECOM	398,57	+0,20	+0,05	398,57
BIOMED	11,45	+0,20	+1,75	11,45
BIDOMME	78,71	+0,20	+0,25	78,71
BVCP EX DT 5	301,74	+0,20	+0,06	301,74
C&S SYSTEMS	144,31	+0,20	+0,14	144,31
CHEMUNEX	1,00	+0,20	+20,00	1,00
COH	242,70	+0,20	+0,08	242,70
CYBER INTERACT	20,00	+0,20	+1,00	20,00
CYBER PRES	300,00	+0,20	+0,07	300,00
CYRANO	12,00	+0,20	+1,67	12,00
DESK 85	11,45	+0,20	+1,75	11,45
DMS	49,07	+0,20	+0,41	49,07
DURAND ALLZ	42,97	+0,20	+0,47	42,97
DURAND DUBO	42,97	+0,20	+0,47	42,97
DURAND NV ICE	42,97	+0,20	+0,47	42,97
EFFIK	15,00	+0,20	+1,33	15,00
ESKER	144,31	+0,20	+0,14	144,31
EUROFINS	11,45	+0,20	+1,75	11,45
EUROCARDO 5	77,01	+0,20	+0,26	77,01
EUROSTAT	248,01	+0,20	+0,08	248,01
FABMASTER	100,00	+0,20	+0,20	100,00
FI SYSTEME	100,00	+0,20	+0,20	100,00
FLORANGE MED	30,00	+0,20	+0,67	30,00
GEMEX	405,00	+0,20	+0,05	405,00
GENESYS	55,21	+0,20	+0,36	55,21
GENEST	301,00	+0,20	+0,07	301,00

SICAV

Une sélection.

Cours de clôture le 11 mars

Émetteurs

Investissements	Valeurs unitaires		Cours	Différence	Var. %	Valeur
	en euros	en francs F				
ACIFI						EUR. CAPITAL
ACIFI AMBITION (AXA)	144,31	181,57	11/03			EUR. ACT. FL.
ACIFI ACTIONS (AXA)	144,31	186,48	11/03			EUR. INVEST.
						EUR. GEOPAR.
						EUR. EXPANS.
						EC. MONET.C
						EC. MONET.F
						EUR. TRESOR
BNP	3615 BNP					EUR. TRESOR
ANTIGONE TRESOR	1449,07	1400,78	11/03			EUR. TRESOR
NATCO COURT TERME	1229,27	1207,78	11/03			EUR. TRESOR
NATCO COURT TERME 2	1229,27	1495,04	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EPARGNE	336,35	2271,35	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EP. CROISSANCE	846,71	4228,28	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EP. PATRIMOINE	176,91	176,91	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EPARG. RETRAITE	20,84	200,72	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EPARGNE TRESOR	1840,32	1209,58	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EURO VALEURS	336,71	1968,08	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EURO OPPORT.	177,61	134,35	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EURO PERSPECT.	180,91	1217,57	11/03			EUR. TRESOR
NATCO EURO LIQUID.	336,02	214,58	11/03			EUR. TRESOR
NATCO IMMOBILIER	177,61	185,18	11/03			EUR. TRESOR
NATCO INTES.	176,92	1175,81	11/03			EUR. TRESOR
NATCO MONETAIRE C.	336,14	840,84	11/03			EUR. TRESOR
NATCO MONETAIRE D.	177,61	6289,76	11/03			EUR. TRESOR
NATCO MONETAIRE E.	336,14	580,94	11/03			EUR. TRESOR
NATCO OBLIG. MT C.	144,31	840,38	11/03			EUR. TRESOR
NATCO OBLIG. MT D.	144,31	805,26	11/03			EUR. TRESOR
NATCO OPPORTUNITES	144,31	215,45	11/03			EUR. TRESOR
NATCO PLACEMENT	144,31	826,57	11/03			EUR. TRESOR
NATCO REVENUS	144,31	730,28	11/03			EUR. TRESOR
NATCO SECURITE	144,31	1158,77	11/03			EUR. TRESOR
NATCO VALEURS	276,61	181,44	11/03			EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR
						EUR. TRESOR

BANQUE POPULAIRE

ASSET MANAGEMENT

ONEDEN 1049,21 1758,52 11/03

VRE & INVO PEA 778,70 1119,72 11/03

2ND SUD DEVELOP. C. 514,98 2726,52 11/03

SECOND MARCHÉ

VENDEDI 12 MARS

Une sélection. Cours relevés à 12h30

Valeurs

	Cours	Différence	Var. %	Valeur
en euros	en euros	en euros		(1)
ADP	144,31	+0,20	+0,14	144,31
ALPHAMEDIA	144,31	+0,20	+0,14	144,31
ALPHA M&C	57,30	+0,20	+0,35	57,30
ALTAIR & C	58,30	+0,20	+0,34	58,30
ASTRA	11,45	+0,20	+1,75	11,45
ATN	78,71	+0,20	+0,25	78,71
AVENIR TELECOM	398,57	+0,20	+0,05	398,57
BIOMED	11,45	+0,20	+1,75	11,45
BIDOMME	78,71	+0,20	+0,25	78,71
BVCP EX DT 5	301,74	+0,20	+0,06	301,74
C&S SYSTEMS	144,31	+0,20	+0,14	144,31
C&S SYSTEMS	144,31	+0,20	+0,14	144,31
CHEMUNEX	1,00	+0,20	+20,00	1,00
COH	242,70	+0,20	+0,08	242,70
CYBER INTERACT	20,00	+0,20	+1,00	20,00
CYBER PRES	300,00	+0,20	+0,07	300,00
CYRANO	12,00	+0,20	+1,67	12,00
DESK 85	11,45	+0,20	+1,75	11,45
DMS	49,07	+0,20	+0,41	49,07
DURAND ALLZ	42,97	+0,20	+0,47	42,97
DURAND DUBO	42,97	+0,20	+0,47	42,97
DURAND NV ICE	42,97	+0,20	+0,47	42,97
EFFIK	15,00	+0,20	+1,33	15,00
ESKER	144,31	+0,20	+0,14	144,31
EUROFINS	11,45	+0,20	+1,75	11,45
EUROCARDO 5	77,01	+0,20	+0,26	77,01
EUROSTAT	248,01	+0,20	+0,08	248,01
FABMASTER	100,00	+0,20	+0,20	100,00
FI SYSTEME	100,00	+0,20	+0,20	100,00
FLORANGE MED	30,00	+0,20	+0,67	30,00
GEMEX	405,00	+0,20	+0,05	405,00
GENESYS	55,21	+0,20	+0,36	55,21
GENEST	301,00	+0,20	+0,07	301,00


SICAV

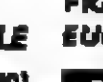
Une sélection.


Cours de clôture le 11 mars

Émetteurs

974,52	11/03	INDOCOM VAL. RESTR.	2743,77	17897,95	5400
301,24	11/03	OPTALIS DYNAMIQ. C	3,26	24,14	10/03
125,59	11/03	OPTALIS EQUILIB. C	49,70	123,06	10/03
4332,40	11/03	OPTALIS EQUILIB. C	118,51	118,45	10/03
312,10	11/03	OPTALIS EQUILIB. C	17,76	116,43	10/03
125,59	11/03	OPTALIS EXPANSION C	37,19	112,50	10/03
122,32	11/03	OPTALIS EXPANSION C	112,25	112,25	10/03
304,83	11/03	OPTALIS SÉRÉNITÉ C	14,85	110,53	10/03
109,35	11/03	OPTALIS SÉRÉNITÉ C	14,10	106,51	10/03
1447,46	11/03	PACTE SOL. LOGEM. C	70,70	155,89	09/03
1294,08	11/03	PACTE SOL. MONDE. C	114,62	155,89	09/03
106,98	11/03				

	CIC BANQUES		
FRANCO	59,58	196	11/03
FRANCO PIERRE	29,54	174,08	11/03
EUROPE RÉGIONS	59,58	256,30	11/03

	CIC PARIS		
ASSICQ	1162,18	1162,65	11/03
CIAMONDE	25,32	185,11	11/03
CONVERTICQ	30,25	600,17	11/03
ECQ	202,04	202,04	11/03
EUROLOC	1619,70	1692,54	11/03
OBULIC MONDIAL	852,90	434,34	11/03
OBULIC RÉGIONS	130,60	1232,35	11/03
RENTACIC	25,77	165,10	11/03

	CREDIT LYONNAIS		
STRATEGIC MANAGEMENT			
EUROCO SOLIDARITE	732,38	1465,54	11/03
LION 2000 C	3724,81	1787,58	11/03
LION 2000 D	3693,55	1630,70	11/03
LION-ASSOCIATIONS C	1812,13	11886,70	11/03
LION-ASSOCIATIONS D	1693,70	1072,45	11/03
LION COURT TERME D	4221,17	2773,19	11/03
LION COURT TERME D	4020,01	2578,96	11/03
LIONPLUS C	265,06	1761,57	11/03
LIONPLUS D	265,06	1815,58	11/03
LION+ ASSOC	265,06	2861,69	11/03
OBULION	370,29	248,10	11/03
SICAV 5000	100,93	969,10	11/03

BANQUE POPULAIRE

ASSET MANAGEMENT

ONEDEN 1049,21 1758,52 11/03

VRE & INVO PEA 778,70 1119,72 11/03

2ND SUD DEVELOP. C. 514,98 2726,52 11/03

SICAV

Une sélection.

Cours de clôture le 11 mars

Émetteurs

+0,18	POCHET	75,10	492,62		HUTEL, REG. PAR
+0,35	RADIALE	80,29	434,24	+5,07	HOREG, DUBOIS
+0,12	RAI	84,11	367,24		
-4,76	REYNOLDS	32	206,91	-0,98	INTER TECHNOL
	RUBIS	23,09	137,10	-0,17	INTER PARAFIN
-0,71	SABATE SA	104	478,98	-0,74	IPA (HS)
	SACRE CROIX	82,75	367,24		IPSA
	SIDECIFIC	176,1	711,06	-0,05	M.ELECTROKON
	SPARER (LY)	21,08	143,65	-0,09	MCN GPE (HY)
-3,03	SOPRA RESC.	65,29	367,24		
-2,36	SOPRA	89	380,48		ONCE P
-1,11	SPORT ELEC S	4,44	26,47		ORGASYNTH
	STALLERGENS	100,0	210,86		PARIS EXP
-2,25	STALVEX	30,45	167,24	-3,18	PATHE
	STAVOY (B)	3,85	16,50		PIER PIMPOT
+1,06	SYLERA	80,83	218,20		PISE, DESJOY
+2,10	TFI	100,50	1070,52	+1,06	PLASTICOL
	TRANSFAC (L)	11,51	107,50	-4,71	RACTEL
	TRANSPIER	115,30	756,32		SOCIETE ENVIRO
	TRIGANO	20,85	169,89		SERVICES ET
	TRIGANO INT	20,85	169,89		
-4,21	UNILOC	429	2794,38	-0,23	SMORY (LY)
-1,08	VIEL ET C	120,88	125,84	-0,24	SODICE EXP L
-2,91	VILMORCLAUS	73,50	479,60	-0,13	SODIPUR
-0,87	VOGUE	145,72	645,72	-0,08	SODIPUR
-0,92	WALTER	600,25	699,25	-0,37	SOLVING S
	AFEX	105,69	817,37	-17,54	S.T. DUPONT
	ATHEL (W&NS)	227	281,08	-3,38	STANLEY
-2,58	ATHEL MANOUA	25,59	186,85	-0,15	SYLUC
-0,85	JOE TAPNEAU	100,0	440,99		TELMOC L
-0,27	EURO	77,81	111,11	-15,14	TELMOC L
	LA GIRONNE	696,71	696,71		TELMOCOM
+3,44	CA. MIMI CC	69	354,22		UNION FIN FR
	CA. SODICE C	66,50	370,62	-0,78	VRAKIAN HCN
-0,47	CA. SODICE	172,7	370,62	-0,78	VULCANIC
-0,44	CIDER STAN	47	308,30	-3,56	
-0,46	COEDOUTR	90,05	308,30	+1,09	

SICAV

Une sélection.

Cours de clôture le 11 mars

Émetteurs

NY DRYM.	177,61	178,80	11/03
NY EQUIL.	323,98	323,98	11/03
COURT TERM.	96,64	96,63	11/03
MOYEN TERM.	213,01	205,71	11/03
LONG TERM.	706,89	1107,45	11/03
Mouvements de placements			
NO LIGERATION	0,71	118,17	11/03
ROTHSCHILD BANQUE			
AMER. C.	29,05	39,25	11/03
EUROPE CAPITAL	327,65	221,08	11/03
AMAL. EMER.	54,21	54,21	11/03
EURO PACIFIC	97,41	97,41	11/03
EURO VIE SAVER	213,98	2092,44	11/03
LEGAL & GENERAL BANK			
AMER. C.	290,88	190,11	11/03
IND. EUROPE	180,97	1243,60	11/03
RENDEMENT	57,40	217,84	11/03
Sicav Invest Poems :			
08 36 50 50 10 (L2S Paris)			
AMERIQUE C.	24,25	159,18	11/03
AMERIQUE D.	34,23	159,18	11/03
EUROPE C.	25,58	220,27	11/03
EUROPE D.	32,58	276,91	11/03
MONDE C.	30,61	1283,64	11/03
MONDE D.	10,90	1283,64	11/03
PACIFIQUE C.	14,47	94,92	11/03
PACIFIQUE D.	14,95	94,13	11/03
FRANCE D PEA	67,55	686,12	11/03
EURO D PEA	10,95	686,12	11/03
E.P.O.S.T.D PEA	26,82	188,06	11/03
100,82	720,37	11/03	
100,77	674,13	11/03	
100,74	674,13	11/03	
81,91	117,13	11/03	
81,91	157,13	11/03	
105,44	691,17	11/03	
81,90	280,12	11/03	
D PEA	2592,97	1564,90	11/03

CADENCE 2 D.	11/03
CADENCE 3 D.	11/03
CADENCE 4 D.	11/03
CADENCE 5 D.	11/03
CADENCE 6 D.	11/03
CADENCE 7 D.	11/03
CADENCE 8 D.	11/03
CADENCE 9 D.	11/03
CADENCE 10 D.	11/03
CADENCE 11 D.	11/03
CADENCE 12 D.	11/03
CADENCE 13 D.	11/03
CADENCE 14 D.	11/03
CADENCE 15 D.	11/03
CADENCE 16 D.	11/03
CADENCE 17 D.	11/03
CADENCE 18 D.	11/03
CADENCE 19 D.	11/03
CADENCE 20 D.	11/03
CADENCE 21 D.	11/03
CADENCE 22 D.	11/03
CADENCE 23 D.	11/03
CADENCE 24 D.	11/03
CADENCE 25 D.	11/03
CADENCE 26 D.	11/03
CADENCE 27 D.	11/03
CADENCE 28 D.	11/03
CADENCE 29 D.	11/03
CADENCE 30 D.	11/03
CADENCE 31 D.	11/03
CADENCE 32 D.	11/03
CADENCE 33 D.	11/03
CADENCE 34 D.	11/03
CADENCE 35 D.	11/03
CADENCE 36 D.	11/03
CADENCE 37 D.	11/03
CADENCE 38 D.	11/03
CADENCE 39 D.	11/03
CADENCE 40 D.	11/03
CADENCE 41 D.	11/03
CADENCE 42 D.	11/03
CADENCE 43 D.	11/03
CADENCE 44 D.	11/03
CADENCE 45 D.	11/03
CADENCE 46 D.	11/03
CADENCE 47 D.	11/03
CADENCE 48 D.	11/03
CADENCE 49 D.	11/03
CADENCE 50 D.	11/03
CADENCE 51 D.	11/03
CADENCE 52 D.	11/03
CADENCE 53 D.	11/03
CADENCE 54 D.	11/03
CADENCE 55 D.	11/03
CADENCE 56 D.	11/03
CADENCE 57 D.	11/03
CADENCE 58 D.	11/03
CADENCE 59 D.	11/03
CADENCE 60 D.	11/03
CADENCE 61 D.	11/03
CADENCE 62 D.	11/03
CADENCE 63 D.	11/03
CADENCE 64 D.	11/03
CADENCE 65 D.	11/03
CADENCE 66 D.	11/03
CADENCE 67 D.	11/03
CADENCE 68 D.	11/03
CADENCE 69 D.	11/03
CADENCE 70 D.	11/03
CADENCE 71 D.	11/03
CADENCE 72 D.	11/03
CADENCE 73 D.	11/03
CADENCE 74 D.	11/03
CADENCE 75 D.	11/03
CADENCE 76 D.	11/03
CADENCE 77 D.	11/03
CADENCE 78 D.	11/03
CADENCE 79 D.	11/03
CADENCE 80 D.	11/03
CADENCE 81 D.	11/03
CADENCE 82 D.	11/03
CADENCE 83 D.	11/03
CADENCE 84 D.	11/03
CADENCE 85 D.	11/03
CADENCE 86 D.	11/03
CADENCE 87 D.	11/03
CADENCE 88 D.	11/03
CADENCE 89 D.	11/03
CADENCE 90 D.	11/03
CADENCE 91 D.	11/03
CADENCE 92 D.	11/03
CADENCE 93 D.	11/03
CADENCE 94 D.	11/03
CADENCE 95 D.	11/03
CADENCE 96 D.	11/03
CADENCE 97 D.	11/03
CADENCE 98 D.	11/03
CADENCE 99 D.	11/03
CADENCE 100 D.	11/03
CADENCE 101 D.	11/03
CADENCE 102 D.	11/03
CADENCE 103 D.	11/03
CADENCE 104 D.	11/03
CADENCE 105 D.	11/03
CADENCE 106 D.	11/03
CADENCE 107 D.	11/03
CADENCE 108 D.	11/03
CADENCE 109 D.	11/03
CADENCE 110 D.	11/03
CADENCE 111 D.	11/03
CADENCE 112 D.	11/03
CADENCE 113 D.	11/03
CADENCE 114 D.	11/03
CADENCE 115 D.	11/03
CADENCE 116 D.	11/03
CADENCE 117 D.	11/03
CADENCE 118 D.	11/03
CADENCE 119 D.	11/03
CADENCE 120 D.	11/03
CADENCE 121 D.	11/03
CADENCE 122 D.	11/03
CADENCE 123 D.	11/03
CADENCE 124 D.	11/03
CADENCE 125 D.	11/03
CADENCE 126 D.	11/03
CADENCE 127 D.	11/03
CADENCE 128 D.	11/03
CADENCE 129 D.	11/03
CADENCE 130 D.	11/03
CADENCE 131 D.	11/03
CADENCE 132 D.	11/03
CADENCE 133 D.	11/03
CADENCE 134 D.	11/03
CADENCE 135 D.	11/03
CADENCE 136 D.	11/03
CADENCE 137 D.	11/03
CADENCE 138 D.	11/03
CADENCE 139 D.	11/03
CADENCE 140 D.	11/03
CADENCE 141 D.	11/03
CADENCE 142 D.	11/03
CADENCE 143 D.	11/03
CADENCE 144 D.	11/03
CADENCE 145 D.	11/03
CADENCE 146 D.	11/03
CADENCE 147 D.	11/03
CADENCE 148 D.	11/03
CADENCE 149 D.	11/03
CADENCE 150 D.	11/03
CADENCE 151 D.	11/03
CADENCE 152 D.	11/03
CADENCE 153 D.	11/03
CADENCE 154 D.	11/03
CADENCE 155 D.	11/03
CADENCE 156 D.	11/03
CADENCE 157 D.	11/03
CADENCE 158 D.	11/03
CADENCE 159 D.	11/03
CADENCE 160 D.	11/03
CADENCE 161 D.	11/03
CADENCE 162 D.	11/03
CADENCE 163 D.	11/03
CADENCE 164 D.	11/03
CADENCE 165 D.	11/03
CADENCE 166 D.	11/03
CADENCE 167 D.	11/03
CADENCE 168 D.	11/03
CADENCE 169 D.	11/03
CADENCE 170 D.	11/03
CADENCE 171 D.	11/03
CADENCE 172 D.	11/03
CADENCE 173 D.	11/03
CADENCE 174 D.	11/03
CADENCE 175 D.	11/03
CADENCE 176 D.	11/03
CADENCE 177 D.	11/03
CADENCE 178 D.	11/03
CADENCE 179 D.	11/03
CADENCE 180 D.	11/03
CADENCE 181 D.	11/03
CADENCE 182 D.	11/03
CADENCE 183 D.	11/03
CADENCE 184 D.	11/03
CADENCE 185 D.	11/03
CADENCE 186 D.	11/03
CADENCE 187 D.	11/03
CADENCE 188 D.	11/03
CADENCE 189 D.	11/03
CADENCE 190 D.	11/03
CADENCE 191 D.	11/03
CADENCE 192 D.	11/03
CADENCE 193 D.	11/03
CADENCE 194 D.	11/03
CADENCE 195 D.	11/03
CADENCE 196 D.	11/03
CADENCE 197 D.	11/03
CADENCE 198 D.	11/03
CADENCE 199 D.	11/03
CADENCE 200 D.	11/03
CADENCE 201 D.	11/03
CADENCE 202 D.	11/03
CADENCE 203 D.	11/03
CADENCE 204 D.	11/03
CADENCE 205 D.	11/03
CADENCE 206 D.	11/03
CADENCE 207 D.	11/03
CADENCE 208 D.	11/03
CADENCE 209 D.	11/03
CADENCE 210 D.	11/03
CADENCE 211 D.	11/03
CADENCE 212 D.	11/03
CADENCE 213 D.	11/03
CADENCE 214 D.	11/03
CADENCE 215 D.	11/03
CADENCE 216 D.	11/03
CADENCE 217 D.	11/03
CADENCE 218 D.	11/03
CADENCE 219 D.	11/03
CADENCE 220 D.	11/03
CADENCE 221 D.	11/03
CADENCE 222 D.	11/03
CADENCE 223 D.	11/03
CADENCE 224 D.	11/03
CADENCE 225 D.	11/03
CADENCE 226 D.	11/03
CADENCE 227 D.	11/03
CADENCE 228 D.	11/03
CADENCE 229 D.	11/03
CADENCE 230 D.	11/03
CADENCE 231 D.	11/03
CADENCE 232 D.	11/03
CADENCE 233 D.	11/03
CADENCE 234 D.	11/03
CADENCE 235 D.	11/03
CADENCE 236 D.	11/03
CADENCE 237 D.	11/03
CADENCE 238 D.	11/03
CADENCE 239 D.	11/03
CADENCE 240 D.	11/03
CADENCE 241 D.	11/03
CADENCE 242 D.	11/03
CADENCE 243 D.	11/03
CADENCE 244 D.	11/03
CADENCE 245 D.	11/03
CADENCE 246 D.	11/03
CADENCE 247 D.	11/03
CADENCE 248 D.	11/03
CADENCE 249 D.	11/03
CADENCE 250 D.	11/03
CADENCE 251 D.	11/03
CADENCE 252 D.	11/03
CADENCE 253 D.	11/03
CADENCE 254 D.	11/03
CADENCE 255 D.	11/03
CADENCE 256 D.	11/03
CADENCE 257 D.	11/03
CADENCE 258 D.	11/03
CADENCE 259 D.	11/03
CADENCE 260 D.	11/03
CADENCE 261 D.	11/03
CADENCE 262 D.	11/03
CADENCE 263 D.	11/03
CADENCE 264 D.	11/03
CADENCE 265 D.	11/03
CADENCE 266 D.	11/03
CADENCE 267 D.	11/03
CADENCE 268 D.	11/03
CADENCE 269 D.	11/03
CADENCE 270 D.	11/03
CADENCE 271 D.	11/03
CADENCE 272 D.	11/03
CADENCE 273 D.	11/03
CADENCE 274 D.	11/03
CADENCE 275 D.	11/03
CADENCE 276 D.	11/03
CADENCE 277 D.	11/03
CADENCE 278 D.	11/03
CADENCE 279 D.	11/03
CADENCE 280 D.	11/03
CADENCE 281 D.	11/03
CADENCE 282 D.	11/03
CADENCE 283 D.	11/03
CADENCE 284 D.	11/03
CADENCE 285 D.	11/03
CADENCE 286 D.	11/03
CADENCE 287 D.	11/03
CADENCE 288 D.	11/03
CADENCE 289 D.	11/03
CADENCE 290 D.	11/03
CADENCE 291 D.	11/03
CADENCE 292 D.	11/03
CADENCE 293 D.	11/03
CADENCE 294 D.	11/03
CADENCE 295 D.	11/03
CADENCE 296 D.	11/03
CADENCE 297 D.	11/03
CADENCE 298 D.	11/03
CADENCE 299 D.	11/03
CADENCE 300 D.	11/03
CADENCE 301 D.	11/03
CADENCE 302 D.	11/03
CADENCE 303 D.	11/03
CADENCE 304 D.	11/03
CADENCE 305 D.	11/03
CADENCE 306 D.	11/03
CADENCE 307 D.	11/03
CADENCE 308 D.	11/03
CADENCE 309 D.	11/03
CADENCE 310 D.	11/03
CADENCE 311 D.	11/03
CADENCE 312 D.	11/03
CADENCE 313 D.	11/03
CADENCE 314 D.	11/03
CADENCE 315 D.	11/03
CADENCE 316 D.	11/03
CADENCE 317 D.	11/03
CADENCE 318 D.	11/03
CADENCE 319 D.	11/03
CADENCE 320 D.	11/03
CADENCE 321 D.	11/03
CADENCE 322 D.	11/03
CADENCE 323 D.	11/03
CADENCE 324 D.	11/03
CADENCE 325 D.	11/03
CADENCE 326 D.	11/03
CADENCE 327 D.	11/03
CADENCE 328 D.	11/03
CADENCE 329 D.	11/03
CADENCE 330 D.	11/03
CADENCE 331 D.	11/03
CADENCE 332 D.	11/03
CADENCE 333 D.	11/03
CADENCE 334 D.	11/03
CADENCE 335 D.	11/03
CADENCE 336 D.	11/03
CADENCE 337 D.	11/03
CADENCE 338 D.	11/03
CADENCE 339 D.	11/03
CADENCE 340 D.	11/03
CADENCE 341 D.	11/03
CADENCE 342 D.	11/03
CADENCE 343 D.	11/03
CADENCE 344 D.	11/03
CADENCE 345 D.	11/03
CADENCE 346 D.	11/03
CADENCE 347 D.	11/03
CADENCE 348 D.	11/03
CADENCE 349 D.	11/03
CADENCE 350 D.	11/03
CADENCE 351 D.	11/03
CADENCE 352 D.	11/03
CADENCE 353 D.	11/03
CADENCE 354 D.	11/03
CADENCE 355 D.	11/03
CADENCE 356 D.	11/03
CADENCE 357 D.	11/03
CADENCE 358 D.	11/03
CADENCE 359 D.	11/03
CADENCE 360 D.	11/03
CADENCE 361 D.	11/03
CADENCE 362 D.	11/03
CADENCE 363 D.	11/03
CADENCE 364 D.	11/03
CADENCE 365 D.	11/03
CADENCE 366 D.	11/03
CADENCE 367 D.	11/03
CADENCE 368 D.	11/03
CADENCE 369 D.	11/03
CADENCE 370 D.	11/03
CADENCE 371 D.	11/03
CADENCE 372 D.	11/03
CADENCE 373 D.	11/03
CADENCE 374 D.	11/03
CADENCE 375 D.	11/03
CADENCE 376 D.	11/03
CADENCE 377 D.	11/03
CADENCE 378 D.	11/03
CADENCE 379 D.	11/03
CADENCE 380 D.	11/03
CADENCE 381 D.	11/03
CADENCE 382 D.	11/03
CADENCE 383 D.	11/03
CADENCE 384 D.	11/03
CADENCE 385 D.	11/03
CADENCE 386 D.	11/03
CADENCE 387 D.	11/03
CADENCE 388 D.	11/03
CADENCE 389 D.	11/03
CADENCE 390 D.	11/03
CADENCE 391 D.	11/03
CADENCE 392 D.	11/03
CADENCE 393 D.	11/03
CADENCE 394 D.	11/03
CADENCE 395 D.	11/03
CADENCE 396 D.	11/03
CADENCE 397 D.	11/03
CADENCE 398 D.	11/03
CADENCE 399 D.	11/03
CADENCE 400 D.	11/03
CADENCE 401 D.	11/03
CADENCE 402 D.	11/03
CADENCE 403 D.	11/03
CADENCE 404 D.	11/03
CADENCE 405 D.	11/03
CADENCE 406 D.	11/03
CADENCE 407 D.	11/03
CADENCE 408 D.	11/03
CADENCE 409 D.	11/03
CADENCE 410 D.	11/03
CADENCE 411 D.	11/03
CADENCE 412 D.	11/03
CADENCE 413 D.	11/03
CADENCE 414 D.	11/03
CADENCE 415 D.	11/03
CADENCE 416 D.	11/03
CADENCE 417 D.	11/03
CADENCE 418 D.	11/03
CADENCE 419 D.	11/03
CADENCE 420 D.	11/03
CADENCE 421 D.	11/03
CADENCE 422 D.	11/03
CADENCE 423 D.	11/03
CADENCE 4	

صكرنا من الامل

DISPARITIONS

André Vernet

Un « homme du livre »

ANDRÉ VERNET, archiviste-pa-
léographe et membre de l'Institut,
est mort à Paris dimanche 7 mars à
l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Né le 18 avril 1910 à Yzeure (Al-
lier), André Vernet quitte Bourges
après le lycée pour entamer des
études supérieures de lettres à
l'université de Paris, puis à l'Ecole
nationale des chartes. Après un
premier travail sur *La Culture et la
vie littéraire en Gaule au V^e siècle*
d'après Sidoine Apollinaire (1932),
il consacre sa thèse à *Bernardus
Silvestris et sa « Cosmographie »*
(1937). Attaché au département
des manuscrits de la Bibliothèque
nationale (1936-1937), puis tard en
charge de l'enseignement de pa-
léographie et diplomatique à la fa-
culté des lettres de l'université de
Paris (1941-1955), c'est à l'Ecole
des chartes qu'il devait conduire
l'essentiel de sa carrière, tour à
tour secrétaire, professeur adjoint
(1937), puis professeur (1955) au
sein de la vénérable institution,
alors même qu'il assure une direc-
tion d'études à l'Ecole pratique
des hautes études (1955-1978).

Son œuvre, centrée sur la litté-
rature latine et les langues ro-
manes médiévales – outre sa
somme sur la bibliothèque de l'ab-
baye de Clairvaux, il avait signé
une impressionnante bibliogra-
phie de *La Bible au Moyen Age*
(CNRS éd., 1989) – commandait
qu'on lui confiât la direction du
premier tome de l'*Histoire des bi-
bliothèques françaises*, consacré
aux *Bibliothèques médiévales du
V^e siècle à 1530* (Promodis-Ed. du
Cercle de la librairie, 1989). Malgré
son départ à la retraite (1978), le
long séjour d'André Vernet à

l'Ecole marque encore les lieux
puisqu'il fut, à l'époque héroïque
où il n'y avait pas d'administra-
tion, un secrétaire d'une polyval-
ence rare, tenant aussi bien les re-
gistres d'inscription au concours
que les fiches de bibliothèque.
Mais son esprit méthodique et son
indéfectible rigueur qui vont faire
son – ingrate – réputation de bi-
bliographe hors pair lui sont d'un
précieux secours.

PIONNIER DE LA CODICOLOGIE

Bibliophile enthousiaste, c'est
du reste lui qui fut le pionnier de
la codicologie, étude scientifique
des documents manuscrits, qu'il
parvint à imposer ; d'autant que sa
très sûre érudition, souriante et
modeste, en fit très tôt une réfé-
rence internationale. Mais sa dis-
crétion, comme la paradoxale aus-
térité d'un épiscopat aimable, ont
nui à sa notoriété hors du cercle
des spécialistes. Il avait reçu
l'hommage de ses élèves le 2 mars,
destinataire de *Mélanges* qu'il eut
à peine le temps de parcourir.

S'il laisse à l'Ecole son inesti-
mable fonds bibliographique, sa
légendaire bibliothèque, acquise
par une fondation américaine, va
quitter la France. Mais tous ceux
qui ont approché cet « homme du
livre », à la fois spécialiste de ma-
nuscripts anciens et bibliophile pas-
sionné, se rappelleront le merveil-
leux éveilleur qui écrivait peu, sinon
des articles d'une impeccable te-
nue. André Vernet avait succédé à
Pierre Devambez à l'Académie des
inscriptions et belles-lettres le
27 juin 1980.

Philippe-Jean Catinchi

Horace Tapscott

Une intégrité doublée d'imperceptible folie

LE PIANISTE et compositeur
américain Horace Tapscott est
mort à Los Angeles des suites d'un
cancer, samedi 27 février. Il était
agé de soixante-quatre ans.

Né le 6 avril 1934 à Houston
(Texas), venu au piano par sa
mère, Horace Tapscott a choisi une
carrière profonde, peu suivie du
grand public. Si l'on pouvait re-
constituer la liste des lieux où il a
joué, y compris en Europe, on ne
serait pas trop surpris de n'y voir
pratiquement pas de clubs diver-
sissants et aucun festival récréatif.
Pourtant, il était là, personnelité
très posée, très douce, pianiste dé-
chainé, invité partout par ses fi-
dèles, peu nombreux mais très ac-
tifs, dans tous les coins du monde.
Horace Tapscott aura fait partie de
ceux qui ne sont pas entendus par
beaucoup à la fois, mais qui auront
été infiniment mieux écoutés.

Il faudrait regarder de près ce
qui se passe dans les écoles, dans
la communauté noire, dans les
mouvements, dans la vie de l'apar-
theid américain autour des an-
nées 50. C'est là que pour nombre
de musiciens tout bascule. Dans
l'orchestre de la Jefferson High
School (à Los Angeles), Tapscott
rencontre Eric Dolphy, Dexter
Gordon, Sonny Criss, Art Farmer
et Don Cherry (1948-1952) : belle
section... Il est tromboniste, aux
côtés de Dolphy, chez Gerald Wil-
son (belle histoire intellectuelle à
faire). Il sert dans l'armée de l'air –
soit, dans l'orchestre du régiment,
de 1953 à 1957. Entre 1959 et 1961, il
reprend le trombone pour intégrer
les troupes de Lionel Hampton
(autre somme épistémologique à
établir).

Francis Marmande

NOMINATIONS

COMMISSION D'ACCÈS
AUX DOCUMENTS
ADMINISTRATIFS

Michèle Puybasset a été nom-
mée présidente de la Commission
d'accès aux documents adminis-
tratifs (CADA), en remplacement
de Michel Gentot, devenu pré-
sident de la Commission nationale
informatique et libertés (CNIL),
par décret publié au *Journal officiel*
du 5 mars.

(Née le 25 août 1933 à Ajaccio, Michèle
Puybasset intègre le Conseil d'Etat à sa
sortie de l'ENA (1958-1960). De novembre 1966
à décembre 1976, elle exerce la fonction de
conseiller juridique au ministère de l'éducation
nationale. Elle est rapporteur général du
groupe « plan culturel » pour la préparation
du VI^e Plan, en septembre 1975. Elle est se-
crétaire générale du Fonds d'intervention
culturelle de janvier 1977 à septembre 1979.
A cette date, elle devient secrétaire générale
du Conseil d'Etat. De mai 1983 à mars 1993,
elle est directrice au secrétariat général du
gouvernement. En mai 1992, elle est chargée
d'une mission de réflexion sur le thème
« éducation et audiovisuel » par Jack Lang,
ministre de l'éducation nationale et de la
culture. Michèle Puybasset est directrice gé-
nérale du Centre international de l'enfance
de mars 1993 à décembre 1996. En juin 1997,
elle est nommée présidente des jurys des
concours d'accès à l'ENA, pour une année.
En novembre 1998, elle préside la commis-
sion de contrôle de l'organisation et du dé-
roulement de la consultation de la Nouvelle-
Calédonie.)

JUSTICE

Martine Viallet a été nommée,
lors du conseil des ministres du
mercredi 10 mars, directrice de
l'administration pénitentiaire, en
remplacement de Gilbert Azibert,
devenu président de chambre
d'accusation à la cour d'appel de
Paris.

(Née le 7 décembre 1953 à Bourg-en-
Bresse (Ain), Martine Viallet est diplômée de
l'Ecole des hautes études commerciales (HEC),
de l'Institut d'études politiques de
Paris et ancienne élève de l'ENA (1979-1981).

Administrateur civil hors classe, elle a été af-
fectée au ministère de l'intérieur et de la dé-
centralisation (1981-1983), puis au secréta-
riat d'Etat chargé du budget et au ministère
des finances. En mai 1986, elle est rapporteur
au comité interministériel des restruc-
tures industrielles à la direction du Trésor,
avant d'être nommée adjointe, puis chef du
bureau, des relations avec les Etats d'Europe
non communautaire, d'Afrique du Nord, du
Moyen-Orient et d'Asie à la direction du
Trésor. En 1989, elle est affectée au ministère
de l'intérieur, où elle est successivement ad-
jointe au sous-directeur, puis sous-directeur
et chef de service des étrangers et de la ci-
rculation transfrontalière à la direction des li-
bertés publiques et des affaires judiciaires.
Depuis novembre 1993, Martine Viallet était
directrice de La Documentation française.)

PRESSE

Michèle Gendreau-Massoloux
a été nommée présidente de la
Commission de surveillance et de
contrôle des publications destinées
à l'enfance et à l'adolescence,
en remplacement de Jacqueline de
Guilleminot, nommée membre
du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(Née le 28 juillet 1944 à Limoges (Haute-
Vienne), Michèle Gendreau-Massoloux est
ancienne élève de l'Ecole normale supe-
rieure de jeunes filles de Sèvres, agrégée
d'espagnol, docteur ès lettres et diplômée de
l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a
été assistante à l'Institut d'études hispa-
niques de la Sorbonne (1967-1971), maître de
conférences à l'Institut d'études hispa-
niques de Paris-XIII (1971-1972), maître de
conférences puis professeur à l'université de
Limoges (1972-1981), recteur de l'Acadé-
mie d'Orléans-Tours (1981-1984), avant
d'être conseillère technique à la présidence
de la République (1984-1985), puis secrétaire
général adjoint (1985-1988) et parallèlement
porte-parole de l'Elysée (1986-1988). Michèle
Gendreau-Massoloux a été ensuite membre
de la Commission nationale de la communi-
cation et des libertés (CNCL) de mai 1988 à
janvier 1989, puis recteur de l'Académie de
Paris de janvier 1989 à mars 1998, avant
d'être nommée conseillère d'Etat au tour ex-
térieur.)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Monique et Bernard GEORGEOT
ont la joie d'annoncer les naissances de

Basile,

le 17 juillet 1998, à Paris.

Adèle,

le 15 février 1999, à Toulouse.

Pierre et Monique PIGANOL
se réjouissent de faire part avec leur
arrière-petit-fils

Victor,

de la naissance, le 11 mars 1999, de son
frère.

Jules,

au foyer de
Perrine et Antoine FRANZJ.

Emmanuelle et Nicolas MINKOWSKI
laissent la joie à

Julia, Elsa, Arthur et Marie

d'annoncer la naissance de leur frère.

Vladimir,

le jeudi 4 mars 1999.

Anniversaires de naissance

– Tunis, 13 mars 1949.
Paris, 13 mars 1999.

Tes cinquante ans dans le Monde.

Papounet.

Chiche pour un autre demi-siècle de
bonheur, et de joie de vivre.

Tu fille qui t'adore,
Alysa-Maheria.

Tes neveux qui t'aiment,
Hassen et Taieb.

Décès

– M. et M^{me} Albert Thil.
M. et M^{me} Gilles Strachli,
ses enfants.

Pierre-Yves et Emma Bonnet,
Frédéric et Emmanuelle Villot,
Brigitte et Isabelle Bonnet,
Gabrielle et Camille Thil,
François, Sarah et Benjamin Strachli,
ses petits-enfants.

Quentin, Mathieu, Zacharie
et Max-Antoine,
ses arrière-petits-fils,
ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de

M^{me} Pierre BONNET,
née Solange DIDIER.
La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 16 mars 1999, à 15 heures, en la
chapelle Notre-Dame-des-Anges, 102 bis,
rue de Vaugirard, Paris-6^e.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :


01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

SOUTENANCES DE THESE

83F TTC - 12,65 € la ligne
Tarif Etudiants 99

CALVITIE

Des cheveux naturels
et définitifs
grâce aux techniques
médicales les plus
modernes.



**CLINIQUE
MATIGNON**
5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS

RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE
TEL: 01 53 83 79 79 - 3615 INFO CHAUVÉ - www.clinique-matignon.com

– M^{me} et M. Daoud Akrouf.
Parents, alliés, amis,
ont la douleur de faire part du décès de
leur fille.

Sarah AKROUF,

survenue le 2 mars 1999, à Dubai.

Les obsèques auront lieu le samedi
13 mars, à 11 heures, au cimetière
musulman de Thiais.

– M^{me} Lafaury.
Le docteur Marcadet et M^{me}.
Le docteur Arnaudon et M^{me}.
M. D. Arnaudon,
M^{me} Arnaudon,
leurs enfants et petit-enfant.

Les parents et amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} ARNAUDON,

née Anne-Marie JAMET,
le 10 mars 1999, dans sa quatre-vingt-
neuvième année.

La cérémonie religieuse se déroulera le
lundi 15 mars, en l'église Saint-Julien de
Tournon (Ardèche), à 15 heures.

– Perpignan, Farnigères.

M^{me} Louise Cambillau,
née Magdalou,
Gérard et Michèle Cambillau
et leurs enfants

M^{me} Marie-Valentine et Florian,
Anne-Marie et Jean-Michel Dubiez,
née Cambillau,
et leurs enfants.

Annabelle, Alexandre et Amandine,
Les familles Cambillau, Soubielle,
Magdalou, Tichadou, Salente,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Sauveur CABBILLAU,
inspecteur général des PTT,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
survenu à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le
samedi 13 mars 1999, en l'église Saint-
Martin de Perpignan, à 9 h 30, suivies
d'une bénédiction en l'église de
Farnigères, à 12 heures.

Les familles remercient toutes les
personnes qui voudront bien s'associer à
leur deuil.

Ni fleurs ni couronnes.

32, avenue Julien-Panchoy,
66000 Perpignan.

– Ses neveux et ses amis
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Abelle LEONARDI,

survenue le 9 mars 1999, dans sa quatre-
vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée
à Paris, le 12 mars, suivie de l'inhumation
à Figeac (Lot).

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

– De Nice.
Didier Lods et Joelle Gardien,
Véronique Lods et Yves d'Angelo
et leurs enfants.

Agnès et Bernard Rossano
et leurs enfants,
Monique Brias,
Françoise Lods-Hocquenghem,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Claude LODS,
AHP.

survenu à Nice, le 6 mars 1999, dans sa
soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu jeudi 11 mars,
à Nice.

– Un nous prie d'annoncer le décès de

Christian RAYMOND,
trois fois vainqueur
de la Coupe de France
de boxe française.

Il est parti vendredi 5 mars 1999 à la
suite d'un malaise cardiaque, à trente-six
ans.

Tous ceux qui l'ont aimé pourront se
rencontrer lundi 15 mars, à 10 h 30, 8, rue
de la Porte-de-Buck, à Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue des Deux-Cousins,
78150 Le Chesnay.

André TOUITOU

né le 6 décembre 1920,
à Tunis.

ancien de la 2^e Division blindée,
Croix de guerre 1939-1945,
nous a quittés le 7 mars 1999.

Nina, Laurence, Jean,
ses enfants.

– Le secrétaire perpétuel.
Le bureau et les membres de
l'Académie des Inscriptions et Belles-
Lettres,
ont le très grand regret de faire part du
décès, survenu à Paris, le 7 mars 1999, de

M. André VERNET,
membre de l'Institut,
professeur honoraire
à l'Ecole nationale des chartes,
directeur d'études
à l'Ecole pratique des hautes études.
(Lire ci-dessus.)

– Henry et Lili Weil,
Myriam et Jacques Salomon,
Daniel et Danièle Weil,
Evelyn et Micky Schumacher,
Leurs enfants, petits-enfants,
Et toute leur famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Ruth WEIL,

survenue à Jérusalem, le 9 mars 1999.

L'inhumation a eu lieu à Jérusalem, le
10 mars.

Anniversaires de décès

– Le 13 mars 1998, il y a un an, nous
quittait brutalement

Gérard BONNET.

Sa femme, ses enfants, ses petits-
enfants et ses amis
se recueilleront dans les jardins de
l'abbaye royale de Chailly pour lui
transmettre leur message d'amour.

« Du diamant, tu en avais la pureté.
Tu remplis nos cœurs de ton éclat
pour l'éternité. »

dimanche 14 mars,
de 10 heures à 18 h 30,

au Conseil économique et social, 9, place
d'Iéna, 75116 Paris (PAF).
Renseignements : 01-53-32-88-55.
Site Internet : <http://www.aui.org>

– Il y a dix ans, le 13 mars 1989,
est décédé

Léone DROIT,
née GROC.

Ceux qui l'ont connue se rappellent le
bonheur qu'elle savait transmettre.

Roger-Pol Droit,
Irène Droit,
ses enfants.

– Il y a sept ans, disparaissait

Arlette LEVY ZLOTOWSKI,
agréée de l'Université,
présidente fondatrice
de Judiques FM.

Sa famille,
ses amis
se réuniront dimanche 14 mars 1999, à
11 heures, à l'entrée principale du
cimetière parisien de Bagneux.

– Il y a quatre ans, disparaissait

Malika PRESBURGER.

Que ceux qui l'ont connue et aimée
aient une pensée pour elle.

– Le 13 mars 1998,

Abdelmalek SAYAD

nous quittait.

L'Association des amis d'Abdelmalek
Sayad fait vivre son souvenir.

Maison des sciences de l'homme,
54, boulevard Raspail,
75006 Paris.

Communications diverses

Journées portes ouvertes
à l'Institut catholique de Paris,
faculté des lettres et de philosophie,
le 20 mars 1999, de 14 heures à 18 heures,
21, rue d'Assas, Paris-6^e.

Renseignements : 01-44-39-52-72
(lettres) ; 01-44-39-52-64 (philosophie).

Chaque samedi
LE MONDE TELEVISION
avec Le Monde
DATE DIM./LUNDI

Colloques

Collège des études juives
de l'Alliance israélite universelle :

« La différence des sexes
dans l'égarment contemporain »

Symposium
ouvert par le président
Jean-Marc Lévy

avec C. Chénard, D. Epstein, G. Fraisse,
M.-C. Hermange, F. Héritier-Augué,
M. Idol, J. Schaeffer, R.-S. Sira,
A. Tournier, S. Trigano.

dimanche 14 mars,
de 10 heures à 18 h 30,

au Conseil économique et social, 9, place
d'Iéna, 75116 Paris (PAF).
Renseignements : 01-53-32-88-55.
Site Internet : <http://www.aui.org>

– Le 17 mars 1999, de 9 h 30 à
18 heures, à la Sorbonne (salle Louis-
Liard), colloque organisé par ESHA-
France, Association européenne de chefs
d'établissements du secondaire : La vie
des Jeunes Européens dans les collèges
et les lycées.

Ouverture par M. le recteur Blanchet.
Le colloque sera suivi d'un cocktail.
Inscriptions (150 francs) :
Lydie T-Gaudier,
49, rue de Charenton,
75012 Paris.

– Université de Cergy-Pontoise,
colloque international, La Journée des
Dictionnaires, mercredi 17 mars 1999 :
Dictionnaires de langue française
et orthographe. <http://www.u-cergy.fr>
Tel. : 01-64-94-28-48/01-34-25-49-06

Distinctions

UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS
(PARIS-II)

Ce samedi 13 mars 1999,
dans le grand amphithéâtre
du centre Assas,
M. Raymond Barre,
député-maire de Lyon,
ancien premier ministre,
remet au
Doyen Georges Vedel
son épée d'Académicien.

Associations
communiquent vos

Assemblées
générales

tous les jours

dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

SPORTS Le championnat de France de rugby entre dans sa deuxième phase samedi 13 et dimanche 14 mars avec le début du Top 16, qui réunit les seize meilleurs clubs français, répartis en quatre poules de quatre. ● TOULOUSE, Biarritz, Agen, Bourgoin-Jallieu, le Stade français-CASG, Narbonne, Pau, Colomiers, Perpignan, Castres,

Bègles-Bordeaux, Dax, Brive, Montferrand, Grenoble et Toulon y participent. ● POUR L'AGENAIS Abdelatif Benazzi, ancien capitaine du XV de France, c'est l'occasion d'oublier une

blesseure qui l'a longtemps éloigné des terrains et d'entretenir l'espoir d'une sélection en vue de la Coupe du monde. ● LES DIRIGEANTS des grands clubs attendaient avec impa-

tience le début du Top 16, dont les matches, selon René Bouscatel, le président toulousain, permettent d'offrir du spectacle et de parvenir à l'équilibre financier.

Abdelatif Benazzi, et Agen avec lui, retrouve le haut niveau

Après de longs mois d'absence pour blessure, l'ancien capitaine du XV de France revient sur les terrains au moment où son équipe du SU agenais débute, avec les quinze autres meilleures équipes de l'Hexagone, le Top 16, deuxième phase du championnat de France de rugby

AGEN
de notre envoyé spécial
« Pour la première fois de ma carrière, je joue sans aucun bandage. J'ai effectué ma rentrée début février lors d'un match amical contre Toulouse. Au premier plaquage, j'y suis allé de bon cœur. J'ai senti que mon genou tenait. »

RUGBY
A Agen, un vilain crachin arrose la pelouse déserte du Stade Armandie et des bourrasques soufflent en rafales. Conséquence de ce triste temps ? Abdelatif Benazzi a quelques minutes de retard.

L'ancien capitaine du XV de France en termine avec un hiver qui lui fut long et rigoureux. Une opération au genou l'a éloigné des terrains de rugby le 31 mai 1998. Après être passé sur le « billard », il s'est vu prescrire sept mois de travail acharné : six semaines dans

un centre de rééducation de Capbreton (Landes) puis un mois et demi à Paris, chez Antoine Gallet, l'ancien kinésithérapeute de l'équipe nationale, où l'Agénais d'Oujda (Maroc) a suivi un programme personnalisé de remise en forme.

« Je rentrais toutes les semaines à Agen, explique-t-il. Je ne voulais pas couper avec le club. D'autant que nous avons traversé une période difficile. »

Le club aux couleurs bleu et blanc, huit fois champion de France, sort d'une année de crise. Résultats catastrophiques, limogeage des entraîneurs à la fin de la saison 1997-1998 et une reprise délicate fin août.

Le SU agenais cherche, mais a du mal à trouver les solutions. Durant la première partie du championnat 1998-1999, Abdelatif Benazzi suit du banc de touche les débâcles de cette équipe qu'il a rejointe en 1989, un an après son arrivée en France, à l'époque où Phi-

lippe Sella et Daniel Dubroca animaient une formation vive rivalisant dans la course au titre avec le Stade toulousain.

Dix ans plus tard, les choses ont bien changé. Agen a connu des temps de vaches maigres. Les matches se suivent et le SUA multiplie les faux pas. A la fin de l'automne 1998, alors que les grosses écuries ont assuré leur place pour le Top 16, l'épreuve finale du championnat qui oppose les meilleurs et qui débute samedi 13 mars, Agen n'est toujours pas sorti d'affaire et Abdelatif Benazzi trépigine. Il veut reprendre immédiatement sa place dans l'équipe, en deuxième ou troisième ligne, peu importe, et sonner de ses charges dévastatrices l'heure du réveil. « Heureusement, dit-il, tout le monde a insisté pour que je n'y aille pas. J'ai poursuivi ma rééducation, et maintenant je ne crains plus rien. »

Il s'est remis et Agen aussi, qui a finalement réussi à se qualifier

pour le Top 16. « Finalement, le club est sorti grand de ces épreuves, analyse Abdelatif Benazzi. Ici, on a toujours compté sur les grosses individualités en s'appuyant notamment sur les internationaux, nombreux au club. Désormais, les joueurs se prennent en charge. On s'appuie davantage sur le collectif. »

OBJECTIF : LA COUPE DU MONDE

Voilà notre héros prêt à se produire de nouveau au plus haut niveau, avec Agen d'abord, puis avec l'équipe de France : « Les coaches m'ont dit : Abdel, ça dépend de toi. » A trente et un ans, celui qui, à dix centimètres près, faillit jouer la finale de la Coupe du monde 1995 en Afrique du Sud (lors de la demi-finale France-Afrique du Sud, dans les ultimes secondes, ballon en main, il avait trébuché sur Philippe Saint-André et s'était effondré tout près de la ligne d'essai) sait bien qu'il entreprend la dernière ligne droite d'une carrière entamée au Maroc au début des

années 80. Rien ne le motive plus que la perspective de la Coupe du monde 1999. Abdelatif Benazzi aime les défis. Il se souvient encore de son arrivée délicate en France. « Même ici, à Agen, on m'a insulté, raconte-t-il. Mais j'ai toujours pensé que j'avais un rectangle vert pour m'exprimer. Et les comptes, c'est là que je les règle, sur le terrain. »

Et puis, en avril 1997, au lendemain de son grand chelem à la tête du XV de France, il est devenu membre du Haut Conseil pour l'intégration. Une mission à laquelle il n'entend pas faillir. « Je voudrais m'impliquer davantage, assure-t-il, mais, hélas ! je manque de temps. Pour moi, ces problèmes de discrimination doivent être prioritaires. J'ai été confronté à beaucoup de réalités dans ma vie, je n'ai pas eu que les joies du rugby. » Mais c'est avec elles qu'il renoue, samedi, avec Agen, à Bourgoin-Jallieu.

Yves Bordenave

Quatre poules de quatre équipes

Après la première phase du championnat 1998-1999, seize des vingt-quatre équipes de l'Elite 1 ont été réparties en quatre poules de quatre.

● Poule 1 : Toulouse, Biarritz, Agen, Bourgoin-Jallieu.
● Poule 2 : Stade français-CASG, Narbonne, Pau, Colomiers.
● Poule 3 : Perpignan, Castres, Bègles-Bordeaux, Dax.
● Poule 4 : Brive, Montferrand, Grenoble, Toulon.

● Calendrier : chaque équipe rencontrera ses adversaires à deux reprises, en matches aller-retour : 13 mars et 17 avril, 27 mars et 24 avril, 3 avril et 2 mai. Le samedi 15 mai, les quarts de finale opposeront les deux premiers de chaque poule. Les demi-finales auront lieu le samedi 22 mai et la finale le samedi 29 mai.

TROIS QUESTIONS À... RENÉ BOUSCATEL

1 En tant que président du Stade toulousain, vous avez été l'un des premiers et l'un des plus virulents critiques de la formule retenue pour le championnat de France de rugby 1998-1999. La première partie de la saison a-t-elle confirmé vos craintes ?

Les opinions que j'avais exprimées se sont avérées. La première phase du championnat a été une phase de brassage. C'était inutile sur le plan sportif et très médiocre sur le plan du spectacle. A Toulouse, sur les sept matches que nous avons joués à domicile, quatre ont été décevants : les recettes n'ont pas comblé les frais d'organisation. Or, si le but n'est pas de gagner de l'argent, il faut faire vivre le club.

2 Estimez-vous que le véritable coup d'envoi de la saison a lieu avec le début du Top 16, samedi 13 mars ?

C'est vrai, la saison commence vraiment. Sur le plan comptable, il nous faut quasiment boucler notre budget sur les matches du Top 16 et les dernières phases qualificatives. Nous avons trois matches de poule à domicile pour apporter à notre public, à nos partenaires, à tout l'environnement du club, le spectacle que chacun est en droit d'attendre. C'est pourquoi, à l'occasion de ces trois matches, nous avons créé trois événements au Stadium de Toulouse, en dépit des difficultés liées au partage de cet équipement avec le Toulouse football club et à l'organisation de la foire commerciale de Toulouse. Il faut que le rugby retrouve la fête : jusque-là, le championnat de France n'a été ni un événement ni une fête.

3 Quelle formule de championnat souhaitez-vous pour l'avenir ?

Pour la saison prochaine, le mode de championnat est déjà fixé. Nous aurons un temps de latence au début de l'automne. La cause de la Coupe du monde. La Coupe de la Ligue doit avoir lieu pendant la Coupe du monde, donc elle se jouera sans les internationaux. Il faudra compenser leur absence en faisant du spectacle, en faisant quelque chose de nouveau. Le rugby professionnel amène des obligations nouvelles, comme la création d'événements. Le Stade français l'a parfaitement compris pour se créer un public qu'il n'avait pas. Maintenant, il faut que l'ensemble des clubs de Ligue nationale de rugby le comprennent.

Propos recueillis par Eric Collier

Le Stade toulousain plonge les aveugles dans la mêlée

Mais comment faire ? L'idée est osée : permettre aux non-voyants de vivre et de vibrer à chacune des rencontres du Top 16, au sein du public, comme n'importe quel supporter. Au non-voyant et à l'accompagnateur de son choix sont offertes une place dans les gradins des Sept-Deniers ou du Stadium ainsi qu'un récepteur, par l'intermédiaire duquel le match lui est décrit, dans ses moindres détails et ses envolées. A partir d'un émetteur FM, un ancien international du Stade, Eric Bonnevial, commente le match pour eux. Il est assisté par un non-voyant qui lui pose des questions sur le déroulement du jeu telles qu'un aveugle est susceptible de se les poser. Queque 600 places sont mises à disposition.

Les joueurs du Stade, qui visent cette année encore la gloire – le titre de champion de France – et l'argent – ils sont réso-

lument passés à l'âge du professionnalisme –, n'en demeurent pas moins des hommes.

« La dimension humaine est indissociable du rugby », dit le troisième-ligne Christian Lacroix, qui évoque d'autres expériences « humanitaires » du club, comme celle de Christophe Deylaud et de Patrick Soula pour des enfants africains victimes de malformation cardiaque. « On remet les aveugles dans le jeu, on les intègre. Ils pourront même venir avec nous dans le vestiaire après le match pour "sentir" les choses », précise Christian Lacroix.

POLITIQUE DE COMMUNICATION

Bons sentiments et nostalgie du rugby des clochers ? Pas seulement. Le Stade toulousain, dont l'image est gérée par une agence de communication, A la une, sait que trop de professionnalisme, d'argent et

de médiatisation risque d'entamer la part du rêve. « Garder la dimension humaine devient alors un avantage par rapport aux autres, car la compétition entre les équipes ne se limite plus au terrain. Il faut aussi savoir faire parler de soi comme un club innovant, dit-on du côté d'A la une. Mais nous, on se refuse à faire du clinquant, comme le Stade français avec ses pom-pom girls. »

Les associations de mal-voyants sont évidemment « emballées ». Elles souhaitent que la démarche du Stade toulousain soit reprise par les autres grands clubs français et qu'on aboutisse à une « normalisation » qui fasse que les aveugles viennent au stade et payent leur place comme n'importe qui. Avec une espérance secrète : que le football, lui aussi, fasse preuve de « sensibilité ».

Jean-Paul Besset

La mise en cause de Roger Legeay par un coureur dans une affaire de dopage est confirmée

TANDIS QU'AVEC Paris-Nice la saison des courses à étapes a débuté, le cyclisme continue de régler ses comptes avec le dopage. Dans son édition datée 28 février-1^{er} mars, *Le Monde* reprenait, à la suite du quotidien espagnol *El País*, des extraits du procès-verbal de l'audition du

docteur Patrick Nédelec, entendu le 18 septembre 1998 par les policiers du SRPJ de Lille, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Festina. Ancien médecin de l'équipe GAN, le praticien avait été accusé, en 1996, d'avoir prescrit des produits interdits à des coureurs.

Ses déclarations aux enquêteurs mettaient gravement en cause Roger Legeay, directeur sportif de la formation Crédit agricole (anciennement GAN) et président de la Ligue professionnelle de cyclisme. Elles faisaient notamment référence à une lettre de Philippe Gaumont, coureur de l'équipe GAN à l'époque des faits et contrôlé positif aux anabolisants en avril 1996, dans laquelle celui-ci révélait les pressions que Roger Legeay aurait exercées sur lui, afin d'incriminer le seul docteur Patrick Nédelec.

Interrogé dans les colonnes du journal *L'équipe*, le 1^{er} mars, sur l'existence de ce document, le coureur, qui porte désormais les couleurs de Cofidis, répondait : « Joker. S'il possède une lettre de ma main, il n'a qu'à la sortir. Je ne veux pas passer Legay. » *Le Monde* est en mesure de révéler que cette lettre existe bel et bien. Datée du 3 mars 1997, écrite à Moreuil, une localité de la Somme, département dont Philippe Gaumont est natif, elle est adressée au docteur Patrick Nédelec. Rédigée à la main, elle fait effectivement état d'une intervention de Roger Legeay, encourageant son coureur à accabler le médecin.

Philippe Gaumont y évoque no-

tamment une conversation téléphonique avec Roger Legeay. « Suite à un contrôle antidopage positif en avril 1996, précise-t-il, le directeur sportif de l'équipe à laquelle j'appartenais m'a demandé de parler à la presse sans tenir compte du secret de l'instruction ni de l'existence du dossier médical qui pouvait justifier mes problèmes et les soins apportés. » En échange, Roger Legeay aurait proposé de maintenir le salaire du coureur jusqu'au terme de son contrat, fixé au 31 décembre 1996, en dépit d'une clause « stipulant qu'en cas de contrôle positif tout coureur est licencié le jour même sans salaire ni indemnités. »

« Avec le recul, écrit Philippe Gaumont, j'ai l'impression d'avoir subi des pressions et d'avoir été manipulé par Monsieur Roger Legeay, au cours de ce chantage à l'argent dont je n'imaginais pas les conséquences à l'époque. » Elles ont été graves pour Patrick Nédelec, qui a écopé d'une suspension d'activité dans le cyclisme de trois ans. Cette sanction, confirmée en appel par le conseil fédéral de la Fédération française de cyclisme (FFC), a toutefois été annulée par le tribunal administratif dans un jugement prononcé le 9 décembre 1997.

Dans un droit de réponse (*Le Monde* du 11 mars) à l'article du *Monde* daté 28 février-1^{er} mars, Roger Legeay « s'oppose avec la plus grande fermeté aux propos selon lesquels (il) aurait fait pression sur un coureur cycliste contrôlé positif, Philippe Gaumont, afin qu'il désigne le docteur Nédelec comme seul coupable. » La lettre de Philippe Gaumont tend à prouver le contraire.

Y. Bo.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : le Néerlandais Michael Boogerd (Rabobank) a pris la tête du 66^e Paris-Nice, jeudi 11 mars, après l'étape Cusset-Frigny (190 km), remportée par le Colombien Santiago Bottero (Kelme).

■ **OLYMPISME** : Guy Druet, ancien champion olympique du 110 m haies et ancien ministre RPR des sports, a affirmé, jeudi 11 mars, que Paris serait bien inspiré de retirer sa candidature aux Jeux olympiques d'été de 2008 si, comme il le demande, le Comité international olympique (CIO) clarifie la règle non écrite de « l'alternance géographique pour la désignation des futurs sites ». Les JO de 2004 ayant lieu à Athènes, l'application du principe d'alternance condamnerait la candidature parisienne. « Si nous n'avons aucune chance, il serait malhonnête de rester candidat, a notamment confié Guy Druet. On économiserait ainsi 100 millions de francs (15,2 millions d'euros). » Ces propos ne remettent en rien en cause la candidature de Paris, a assuré en réponse Jean Tiberi, maire de Paris (RPR).

SALON DE L'ETUDIANT

Bien choisir ses études et son métier

Paris Expo

Hall 2.1 10 h - 18 h

18, 19, 20 et 21 mars 1999

PORTE DE VERSAILLES

RTL La Cinquième I'Etudiant

Y. Bo.

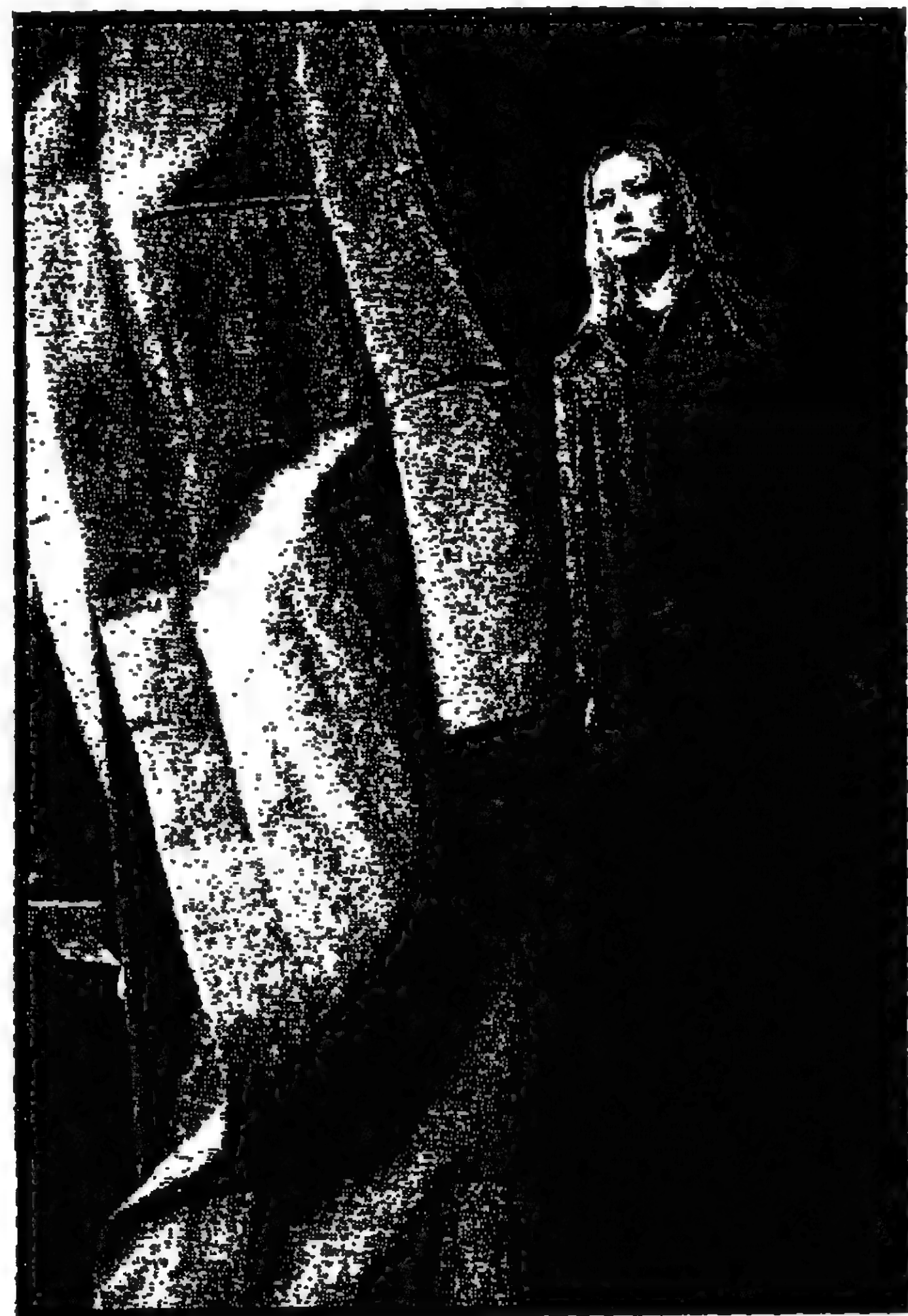
PRÊT-À-PORTER HIVER 1999/2000

Humeurs postpunks

Entre noirceurs et lacerations, visions poids plume blanc et ciel, l'écran du futur se brouille

LES ONDES DE CHOC en noir et blanc de Martine Sitbon ont secoué, mercredi 10 mars, la nef du Musée des arts décoratifs, à l'occasion du marathon du prêt-à-porter parisien. Les silhouettes au tracé énergique et efficace s'enchaînent, d'un simple trench noir en coton enduit à des débardeurs cisailés. Lambeaux couture, des rubans de tissus s'échappent du plastron plissé d'une chemise. Entaillées à vif d'un Edward aux mains d'argent de la mode. Sur le visage d'Erin, Audray et les autres, les

un tablier de palefrenier et s'anime dans un manteau marron, craquant et lustré comme du bois cléré. Après ces visions noires, Jean-Charles de Castelbajac a offert un ticket aux plus robustes - son défilé a débuté vers 23 heures mercredi - pour un voyage en couleur. L'ex-habilleur du pape a convoyé son monde en bus RATP jusqu'au terminus de la nouvelle ligne Métro (station Bibliothèque-François-Mitterrand), où il présentait sa collection Etat d'urgence. Re-



traits d'eye-liner et les rougeurs sous les yeux à la Siouxie s'accrochent à ces lignes. Fourrure de peau de lapin à l'imprimé fluo et pulls de mohair jaune néon ponctuent les noirs de flashes acides. Inévitable seconde peau de l'hiver 1999-2000, le cuir se perfore pour dévoiler un satin de couleur.

A l'Elysée Montmartre, l'Anversoise Ann Demeulemeester a lancé, mercredi soir, sa procession de mannequins en bottes cavalières dans des fondus de noir, brun et tons de pierre. Les visions du Nord se répètent dans des cache-pousière de laine, des plaids drapés sur le corps ou des robes de bure en épaisse laine noire avec fils apparents. Dans les castings de tous les créateurs belges, Colette, au teint d'opale et aux grands yeux proéminents ou Hannelore, cheveux noir corbeau et yeux bleu lavé, incarne l'allure *bat cave* du moment. Ici, le cuir est noué comme

plée dans son siège de la rue de Dieu, la styliste Agnès B. a montré sa rétrospective du siècle dans une ambiance réconfortante où mannequins d'un jour juchés sur des rollers croisaient sages fillettes et femmes enceintes en partance pour l'île de Ré. Démarrée sur un hommage aux paysannes futuristes de Malevitch, la parade familiale s'est achevée sur un éloge des matières high-tech. Certains ont besoin d'expliquer un passage à un autre millénaire, quand des maîtres comme Issey Miyake sont déjà loin, très loin dans le temps.

SUCCESSION CHEZ LAROCHE

Mais jeudi, on attendait surtout la première collection du Hollandais Ronald Van der Kemp, nouveau directeur du prêt-à-porter de Guy Laroche. A trente-trois ans, ce diplômé de l'Académie des arts et du design d'Amsterdam s'occupait, avant la signature de son contrat, des collections du magasin Barney's à New York. Lourde charge que celle de remplacer Alber Elbaz, parti diriger la ligne Rive Gauche d'Yves Saint Laurent. Bottes café crème et jupes-culottes chocolat, manteau en mohair barbe à papa, il puise lui aussi dans la décennie 70 mais parfois les nuances dérapent, comme dans le mélange d'une jupe chipolata et d'un sous-pull laitue. Après cinq jours, les clins d'oeil à l'allure Danielle Gilbert commencent à ennuier.

En dehors des exercices du prêt-à-porter, Benoît Méléard a proposé un défilé de chaussures à la ménagerie du Cirque d'hiver. Dans des modèles baptisés Dressage, Eperon ou Voltige, ses écuyères félicites, le corps gainé dans un body noir et les yeux masqués, allaient et venaient sur un petit podium éclairé au néon. Dans ces chaussures-bottes - aux talons cale de bois, bouillons ou sans talons -, le pied se transforme en sabot. Ses bottines néopunks zipées ou cloutées, parfois rattachées entre elles pour entraver la démarche, ont proposé une vision difficile de la féminité.

Anne-Laure Quilleriet

Les recyclages de Martin Margiela

L'invisible Martin Margiela - également à la tête du prêt-à-porter féminin Hermès, qui a défilé lundi 7 mars - a choisi son showroom de la porte de La Chapelle pour présenter sa propre ligne. Sous les lustres enveloppés de gaze blanche de cette ancienne usine, le personnel en blouse également blanche procède à un décryptage clinique de la collection. Dans un besoin de protection, les vêtements sont comme des cocons, des robes cache-cœur en shetland aux chaussettes de laine qui recouvrent les chaussures. Un duvet rectangulaire en plumes d'oie est porté comme un manteau, avec ses manches détachables. Armure modulaire que l'on peut protéger d'une housse en PVC transparente ou glisser dans un vieux drap fleuri des années 70. Un nouveau recyclage de Martin Margiela, qui continue pour l'hiver prochain de détourner la toile denim avec un gros pull tricoté dans des chutes de jean.



Ci-dessus, la magie d'un oiseau plissé d'Issey Miyake, à la Grande Halle de La Villette.

A gauche, la procession des longs manteaux sombres de l'Anversoise Ann Demeulemeester à l'Elysée Montmartre.

Ci-dessous, effet de froissé tournant d'un modèle de la collection nerveuse de Martine Sitbon.

Photographies Jean-François Campos/VU



L'avenir en apesanteur

ANDRÉ COURRÈGES l'avait imaginé botté, zippé, cliniquement immaculé. Le créateur palois, qui lança sa « bombe » en 1964, et auquel Carla Sozzani rend hommage dans sa galerie milanaise Corso Como (jusqu'au 3 avril), n'en finit pas d'aimer des inspirations. En marge d'une saison en enfer, sur fond de noirs désirs et de pâleurs enfumées, entre boîtes noires et pistes d'atterrissage-miroirs où l'on se regarderait une dernière fois avant de s'écraser en plein vol, il arrive que l'an 2000 précipite l'imaginaire dans un univers moins violent. Chez Cerruti, on se prépare aux chauds-froids du dernier hiver du siècle, avec des gros pulls en cachemire couleur velouté de potiron et crème de brocoli (mais bras nus), des petits manteaux de poney, des effets géométriques, carrés brodés sur des jupes de nylon ; et si Prada est dans l'air, on retrouve ici la

douce efficacité des collections italiennes, où un montré vaut un vendu.

Le charme de l'Espagnole Cristina Ortiz chez Lanvin est d'arriver à insuffler une énergie à un luxe qu'elle projette dans hors de ses châteaux, à travers un travail sur la coupe et les détails en relief, cercles, carrés, diagonales plissées, les matières (polaires cachemire bleu azur, maille à perles injectées), les couleurs (le choc du blanc bougie et de l'orange sanguine), les broderies, un éclair de paillettes rose schocking électrisant une robe du soir d'organdi. Pour la première fois depuis le début des défilés parisiens, la beauté des mannequins est mise en valeur, teint de pêche et lèvres rosées, au rythme d'un disco spatial, remix par Fred Sanchez d'un groupe français du début des années 80. Les Garçons. La collection définit à force de lignes vives, parfois un peu répétitives, mais illuminées par des pièces fortes, pantalons de cuir argent, blouse-bijou de grillage irrégulier, les silhouettes comètes d'un hiver pour tout de suite.

Reste la magie libérée par Issey Miyake : au final de son défilé à La Villette, où les tissus synthétiques de pointe suggèrent une nature surnaturelle, peuplée de doudounes moutonnantes et de pantalons en polyester crépus comme des baobabs, il laisse s'échapper ses robes de soleil et de nuages : mouettes, colombes, étoiles de mer géantes et plissées, comme un nouveau rêve d'icône en devenir, défiant l'immensité du ciel et des océans. Nous voici dans un jungle virtuelle, préhistoire future qu'exaltent des corps en apesanteur, aux ramages de vent. Quand un oiseau déploie ses ailes d'or, on a le sentiment de passer de l'autre côté du siècle. Le magicien de la lumière Ingo Maurer avait imaginé pour le créateur japonais une installation aérienne, nouvelle création flottante de fil de fer frisé et d'ampoules nues, baptisée « Sinfonia Silencioza » : sous ses lumières d'ange, le public pouvait y surprendre un message : « En route vers la lune, le plus beau des miroirs réfléchissants. »

Laurence Benaim

Le diagnostic et le traitement de l'hépatite C progressent

Les experts écartent l'idée de mettre en place un dépistage généralisé de la maladie

La conférence internationale de consensus sur l'hépatite C, qui vient de se terminer à Paris, a permis aux experts de faire le point des connais-

sances sur cette maladie, qui touche 150 millions de personnes dans le monde. Depuis deux ans, l'utilisation des bithérapies a permis d'améliorer

considérablement l'efficacité du traitement. De sérieux progrès ont aussi été réalisés dans la fiabilité des tests virologiques.

AVEC LE TEXTE rendu public jeudi 11 mars, à l'issue de la conférence internationale de consensus sur l'hépatite C, se trouvent fixées les modalités de dépistage, de diagnostic et de traitement d'un problème de santé publique majeur. On estime en effet à 150 millions de personnes au niveau mondial le nombre de porteurs chroniques du virus de l'hépatite C (VHC).

Depuis les conférences de consensus française et américaine de janvier et de mars 1997, le grand changement a été l'avènement de la bithérapie, associant la ribavirine à l'interféron alpha, jusque-là utilisé seul. « Le passage de la monothérapie à la bithérapie a permis une amélioration des bons résultats, selon un facteur de un à trois, avec, aujourd'hui, 40 % de succès global », résume le professeur Daniel Humeaux (chef du service d'hépatogastro-entérologie de l'hôpital Henri Mondor, à Créteil). « Les avancées ont également lieu dans les connaissances épidémiologiques et dans la fiabilité des tests virologiques », note le professeur Patrick Marcellin (service hépatologie, hôpital Beaujon, Clichy), qui présidait le comité d'organisation de l'Association européenne pour l'étude du VHC (EASL).

■ **QUI DÉPISTER ?** Après avoir entendu plus d'une cinquantaine d'intervenants, le jury, présidé par

le professeur Jean-Pierre Benhamou (service d'hépatologie, hôpital Beaujon, Clichy) a confirmé le rejet du dépistage généralisé. Celui-ci doit rester limité aux groupes à risques : personnes transfusées avant 1991 ; hémophiles ; patients hémodialysés ; enfants nés de mères séropositives pour le VHC ; usagers passés ou actuels de drogues par voie intraveineuse (principal mode de contamination aujourd'hui) ; donneurs d'organes. La transmission sexuelle du VHC demeure très rare.

Parce qu'il est simple et peu onéreux, l'examen de dépistage initial est le test Elisa. Si cette sérologie est positive, l'étape suivante est la virémie : la recherche qualitative de l'ARN ribonucléique du VHC (ARN-VHC). Un résultat négatif traduit une guérison de l'infection, ce qui survient dans 15 % des cas. Chez 25 % des personnes ayant un test Elisa positif, on retrouve la présence d'ARN-VHC, sans que la maladie ait une traduction clinique et avec des examens biologiques demeurant normaux. Le jury de la conférence a donc chiffré à 40 % le taux de guérison ou de formes bénignes de la maladie.

Pour les 60 % restants, la biopsie hépatique, consistant à prélever du tissu hépatique pour rechercher une fibrose et des signes d'inflammation ou de nécrose, est recommandée. Elle permet de distin-

guer les malades développant une hépatite chronique peu ou non évolutive (40 %) de ceux (20 %) qui évolueront en dix à vingt ans vers une cirrhose.

L'évolution de la maladie est influencée par divers cofacteurs : l'âge auquel survient l'infection (la progression est d'autant plus rapide que le sujet est âgé) ; la co-infection par le virus de l'hépatite B (VHB) ou celui de l'immunodéficience humaine (VIH) ; l'alcool, qui est un facteur très important de progression vers la cirrhose.

■ **QUI TRAITER ?** La réponse du jury est claire : le traitement par bithérapie est réservé aux personnes présentant à la biopsie des lésions nécro-inflammatoires et/ou une fibrose hépatique. Sur le plan virologique, seules les personnes présentant une virémie détectable doivent être traitées. Outre ces deux critères décisifs, d'autres considérations entrent en ligne de compte, principalement l'âge et l'état de santé, notamment sur le plan cardio-vasculaire, du fait des effets possibles de la ribavirine.

■ **COMMENT TRAITER ?** Le traitement repose sur la bithérapie, en l'absence de contre-indication à l'un ou l'autre des médicaments. L'examen du génotype du VHC est, avec la charge virale, indispensable pour déterminer la durée du traitement. Il permet de distinguer six types différents, dont trois, essentiellement, sont présents en France. Les personnes infectées par le VHC de génotype 2 (10 % des cas) ou 3 (20 % des cas) répondent généralement bien à une bithérapie durant six mois. Pour celles infectées par le génotype 1 (60 % des cas), le traitement durera six mois si la charge virale est basse ou un an si elle est élevée (plus de 2 millions de copies/ml).

Cette conférence a laissé sans réponses d'autres interrogations, parmi lesquelles celle du coût et donc de l'accès au traitement, tant dans les pays en voie de développement qu'en Europe de l'Est. Il en coûte 30 000 francs (4 573,5 €) pour six mois, ce qui crée des inégalités.

Paul Benkroun

Réparation d'urgence en octobre pour Hubble

HANDICAPÉ par la défaillance de trois des six gyroscopes indispensables pour le stabiliser et le pointer vers ses cibles, le télescope spatial Hubble bénéficiera d'une réparation d'urgence en octobre, a confirmé, mercredi 10 mars, un porte-parole de la NASA. Cette mission, envisagée depuis plusieurs semaines (*Le Monde* daté 28 février-1^{er} mars), sera menée par trois astronautes américains et par le Suisse Claude Nicollier, de l'Agence spatiale européenne. Les quatre hommes remplaceront les six gyroscopes et l'ordinateur de bord de l'engin. Lors d'une autre mission de maintenance - régulière, celle-là - programmée pour juin 2000, ils équiperont Hubble d'un appareil photo plus performant et de nouveaux panneaux solaires. Placé sur orbite à 612 km au-dessus de la Terre en 1990, Hubble a déjà bénéficié de deux révisions, en 1993 et en 1997. La première avait notamment permis de corriger une « myopie congénitale » due à un défaut de son miroir. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : la Chine a sélectionné des astronautes pour un premier vol habité et a commencé à les entraîner en préparation d'une mission « à la fin du siècle », annonce le quotidien de Shanghai *Wenhui Bao*, citant un chercheur de l'Observatoire d'astronomie de Nan-kin. Choisis parmi les pilotes de l'armée de l'air chinoise, les futurs astronautes suivent actuellement un entraînement intensif dans une base spécialisée, ajoute le journal, sans plus de précision. - (AFP)

■ **GLACIOLOGIE** : une diminution de l'épaisseur de la glace a été mise en évidence dans les parties orientale et méridionale du Groenland, à partir de l'examen comparatif de mesures réalisées en 1993 et 1998 par des avions de la NASA. La diminution varie de 20 cm à 1 m par an sur de larges zones. En revanche, l'épaisseur augmente en certains endroits de la côte occidentale. Jusqu'à présent, aucune étude n'a été en mesure de préciser si, globalement, la quantité de glace aux pôles diminue, augmente ou reste stationnaire. - (Science)

■ **CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES** : un renforcement de la protection du public contre les effets des champs électromagnétiques a été demandée, mercredi 10 mars, par le Parlement européen. Considérant que les populations doivent bénéficier du principe de précaution face à d'éventuels effets cancérogènes ou biologiques, les députés réclament l'établissement de distances limites des immeubles d'habitation ou des lieux de travail pour l'implantation de lignes électriques à haute tension ou d'installations de transmission radiotélévisuelle, y compris les relais de téléphonie cellulaire. - (AFP)

ne infection aussi discrète que redoutable

L'hépatite C est une infection du foie par un virus dont l'identification s'est faite en 1989. Si, dans la très grande majorité des cas, elle provoque aucun signe clinique, les symptômes les plus courants, à l'usage aigu, sont la fatigue et l'ictère (jaunisse). Un malade sur cinq développe une cirrhose en dix à vingt ans. Dans les pays occidentaux, l'hépatite C est à l'origine de 20 % des hépatites aiguës, 70 % des hépatites chroniques, 40 % des cirrhoses terminales, 60 % des cancers du foie, et 30 % des greffes de foie.

En Europe - où elle est la plus fréquente des six types d'hépatites rétrovirales -, elle touche de 1,7 à 3,5 millions de personnes (de 0,5 % à 1,5 % de la population). La France connaît, derrière l'Italie, le plus fort taux européen d'infection, avec 500 000 à 650 000 sujets atteints. L'un des problèmes majeurs est que plus de la moitié de ces personnes ignorent qu'elles sont porteuses du virus. Pour y répondre, un plan national de dépistage de l'hépatite C a été lancé, le 22 janvier, par Bernard Kouchner.

Sida : les bénéfices des trithérapies sont plus importants qu'on l'imaginait

DES RÉSULTATS très encourageants quant aux bénéfices des trithérapies ont été obtenus par une étude publiée dans le prochain numéro du magazine médical *Lancet* (daté du 13 mars). Conduite auprès de 2 674 personnes (dont femmes) âgées en moyenne de 40 ans et infectées par le VIH, ce « trial » a été mené au sein de la clinique suisse « créée il y a une dizaine d'années et qui réunit aujourd'hui plus de la moitié des personnes infectées par le VIH vivant en Suisse ». À la différence des autres « cohortes » similaires instituées aux États-Unis et au Royaume-Uni, le groupe suisse est formé d'hommes et de femmes qui n'ont pas été contaminés de diverses manières, par voie sanguine et sexuelle.

La publication du *Lancet* met en lumière les progrès accomplis dans le traitement des trithérapies, ou HAART (pour *highly active anti-retroviral therapy*). Ses auteurs observent notamment que, chez 90 % des personnes traitées d'emblée en charge avec une trithérapie (personnes dites « naïves »), on ne peut toujours pas, un an après le début du traitement, retrouver la trace d'une réplique virale dans le sang (charge virale dite indétectable). Cette proportion est comprise entre 70 % et 78 % chez les patients qui avaient au préalable reçu une monothérapie.

Une reprise de l'activité virale est observée, en moyenne, deux ans après l'obtention d'une charge virale indétectable chez 20 % des patients naïfs et chez près de 40 % de ceux qui ne le sont pas. Mais les conséquences de ce phénomène sont en pratique moins nocives

qu'on ne le craignait. « Nous observons que la reprise d'une activité virale n'est pas en elle-même le synonyme d'une reprise évolutive de la maladie », a expliqué au *Monde* le professeur Bernard Hirschel (division des maladies infectieuses, université de Genève). La maladie ne progresse pas plus vite chez les patients chez lesquels on enregistre un rebond de la charge virale du VIH dans le sang et qui, cliniquement, se portent bien. D'une manière plus générale, les résultats obtenus sont nettement plus prometteurs que ce que laissent prévoir les études préliminaires conduites dans ce domaine. »

MEILLEUR MANIÈMENT

Le professeur Hirschel souligne aussi l'importance des progrès dus à un meilleur maniement des trithérapies. C'est ainsi que les trithérapies initiées en 1997 ont, un an plus tard, fourni de meilleurs résultats que ceux observés en 1997 chez les personnes qui avaient été prises en charge en 1996.

Le fait que l'augmentation de la charge virale ne soit pas associée à une accélération du processus morbide et à l'apparition des maladies opportunistes conforte l'hypothèse selon laquelle les souches du VIH devenues résistantes auraient beaucoup perdu de leur virulence par rapport aux souches dites « sauvages ». Les spécialistes suisses observent enfin que, si les effets secondaires des trithérapies (les modifications de la répartition corporelle des masses graisseuses de l'organisme notamment) ne sont nullement négligeables, ils ne sont pas, au total, aussi fréquents que certaines études précédentes pouvaient le laisser craindre.

Jean-Yves Nau

Le Journal du Dimanche Nouvelle Formule
On a encore amélioré le dimanche.



Plus de reportages. Plus d'actualité. Plus de sports. Plus à voir et plus à lire. Plus à penser, plus à sourire et à réfléchir. Le 7 mars, le Journal du Dimanche présente sa nouvelle formule. Pour aller plus loin encore, le plus

grand quotidien du dimanche s'enrichit d'une nouvelle rubrique Économie : des reportages sur la vie des entreprises, sur les hommes et les produits qui font leur succès et des conseils pratiques pour vous faire vivre

Le Journal du Dimanche
Indispensable comme le Dimanche.

pleinement l'économie. Avec la nouvelle formule du Journal du Dimanche, jamais vos dimanches n'auront été aussi riches.

Douceur et nuages

SAMEDI, grâce au flux qui reste orienté au sud, le temps conserve un caractère printanier sur la France. Mais tandis que tout l'Est et le Sud-Est conservent un soleil généreux, les nuages se montrent plus présents dans tout le reste du pays. Le risque de pluie reste néanmoins faible.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Les nuages dominent en matinée, avec un peu de bruine possible sur les côtes de la Manche, et des éclaircies dans les pays de la Loire. Ensuite, le soleil fait de belles apparitions. Il fera de 14 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages dominent, mais sans pluie. Les Ardennes bénéficient d'un peu de soleil le matin. Les autres régions bénéficient du retour des éclaircies en fin de journée. Il fera de 14 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Une fois les bancs de brouillards matinaux dissipés, le soleil est partout généreux. Toutefois, en

Champagne, les nuages s'épaississent par l'ouest dans l'après-midi. Il fera de 15 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans le Poitou et les Charentes, la journée est ensoleillée avec d'inoffensifs nuages. Dans le Sud-Ouest, la matinée est bien nuageuse. Des éclaircies se développent à partir de la mi-journée. Il fera de 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans le Limousin et en Auvergne, les nuages sont installés pour la journée; ils donnent parfois une ondée. En Rhône-Alpes, le temps reste doux et ensoleillé. Toutefois, à l'ouest du Rhône, les nuages s'épaississent en fin de journée. Il fera de 14 à 19 degrés.

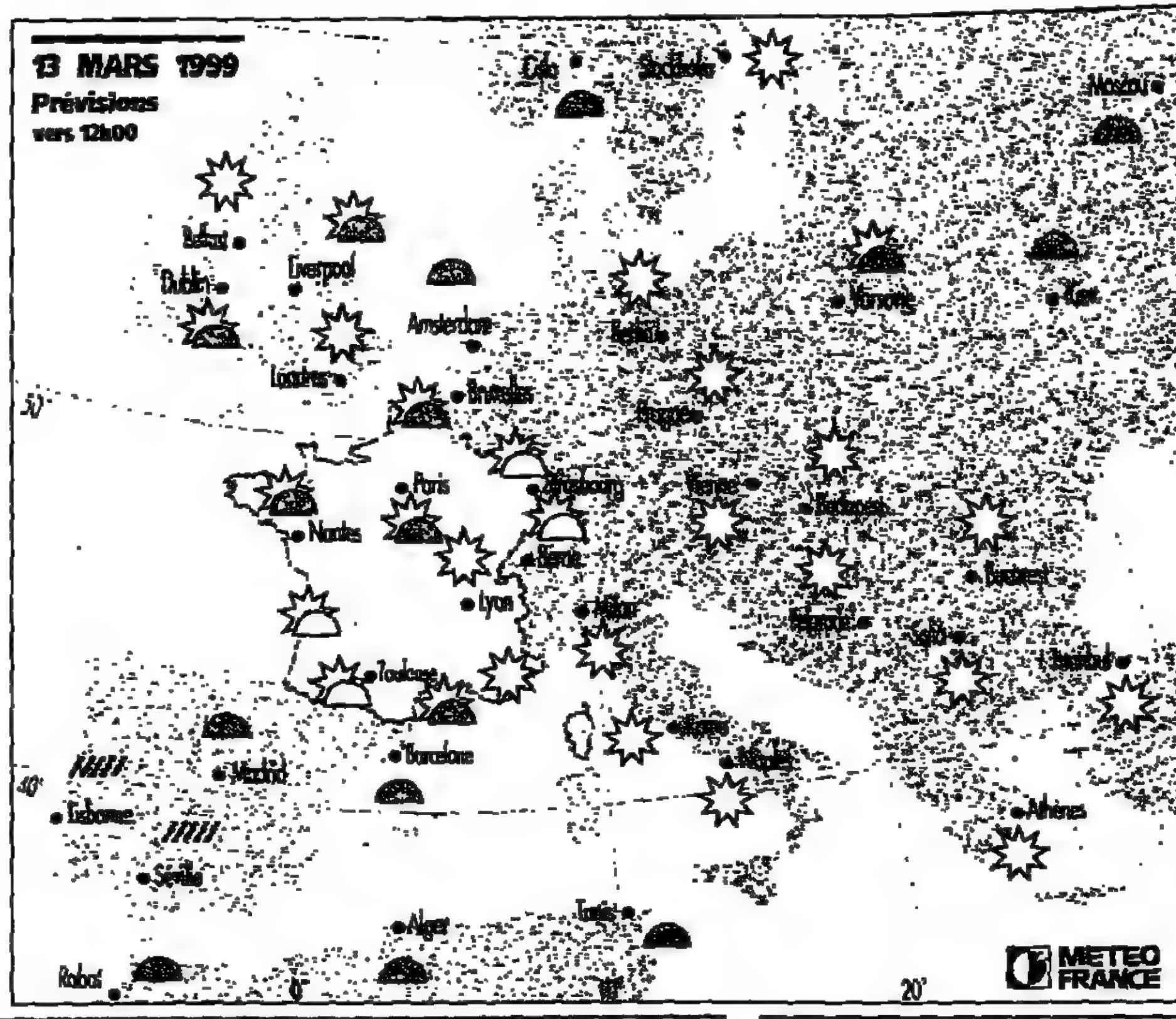
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Languedoc-Roussillon, le vent marin apporte des nuages bas et de la bruine sur les contreforts du Massif Central. Partout ailleurs, le soleil brille généreusement. Il fera de 14 à 19 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MARS 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole	NANCY	6/16 S	ATHÈNES	11/19 S	MADRID	11/15 C	MILAN	10/13 C	MOSCOU	-10/-3 C	LIMA	10/19 S	LOS ANGELES	10/19 S	MEXICO	8/21 S	MONTREAL	-5/-1 C	NEW YORK	8/18 P	SAN FRANCISCO	8/15 C	HONGKONG	8/15 C	OSAKA	13/26 S	NEW DELHI	13/28 S	BEIJING	6/15 N	SEOUL	4/12 S	SINGAPOUR	26/30 S	STOCKHOLM	20/28 S	TOKYO	3/10 S
------------------	-------	--------	---------	---------	--------	---------	-------	---------	--------	----------	------	---------	-------------	---------	--------	--------	----------	---------	----------	--------	---------------	--------	----------	--------	-------	---------	-----------	---------	---------	--------	-------	--------	-----------	---------	-----------	---------	-------	--------

PAPEETE	25/29 N	KIEV	-2/4 C	VENISE	6/15 S	LE CAIRE	11/21 S
POINTE-A-PIT.	21/29 C	LISBONNE	11/16 P	VIENNE	1/11 S	MARRAKECH	10/17 P
ST-DENIS-RE.	25/29 C	LIVERPOOL	5/10 N	AMSTERDAM	7/11 S	NAIROBI	18/22 P
BERNE	6/16 S	LONDRES	7/11 S	BRASILIA	19/26 C	PRETORIA	20/30 S
AMSTERDAM	7/13 C	LUXEMBOURG	8/13 C	BUENOS AIR.	16/26 C	RABAT	11/19 C
ATHÈNES	11/19 S	MADRID	8/16 C	CARACAS	23/27 P	TUNIS	11/19 C
BARCELONE	11/15 C	MILAN	6/18 S	CHICAGO	-5/-1 C	ASIE-OCCIDENTALE	
BEIRUT	4/9 S	MOSCOU	-10/-3 C	LIMA	20/26 N	BANGKOK	26/35 C
BELGRADE	4/14 S	MUNICH	1/15 S	LOS ANGELES	10/19 S	BOMBAY	22/33 S
BERLIN	-2/10 S	NAPLES	8/21 S	MEXICO	10/26 C	DIJAKART	26/30 C
BERNE	2/13 C	OSLO	-8/2 C	MONTREAL	-5/-1 C	DUBAI	21/29 N
BRUXELLES	9/14 N	PALMA DE M.	8/18 P	NEW YORK	8/18 P	HANOI	20/27 C
BUCAREST	-7/12 S	PRAGUE	-2/8 S	SAN FRANCISCO	8/15 C	HONGKONG	19/23 N
BUDAPEST	0/11 S	ROME	10/19 S	SANTIAGO DE	13/26 S	JERUSALEM	10/21 S
COPENHAGUE	-3/1 N	SEVILLE	11/20 P	TORONTO	-9/3 S	NEW DELHI	13/28 S
DUBLIN	4/10 N	SOFIA	-2/13 S	WASHINGTON	-4/2 N	PEKIN	6/15 N
FRANCFORT	7/17 C	ST-PETERSB.	-6/-2 S	AFRIQUE	13/23 C	SEOUL	4/12 S
GENEVE	5/14 C	STOCKHOLM	10/14 N	ALGER	16/21 N	SINGAPOUR	26/30 S
HELSINKI	-9/3 C	TENERIFE	-7/3 N	KINSHASA	22/29 P	TOKYO	3/10 S
ISTANBUL	5/11 S	VARSOVIE					



LE CARNET DU VOYAGEUR

AMÉRIQUE DU NORD ET DU SUD. Programme d'été étoffé, à partir du 28 mars, pour Air France, avec une offre globale de sièges en progression de 8 %, toutes destinations confondues. La compagnie augmente, notamment, sa desserte des États-Unis. 18 vols supplémentaires sont prévus, par semaine, vers Chicago et Washington (2 vols quotidiens), Miami (10 vols au lieu de 7) et Los Angeles (13 vols au total). Les fréquences seront plus nombreuses vers Buenos Aires (6 vols hebdomadaires) et Santiago du Chili (5 vols). Dès le mois de juin, un vol sans escale relierà Sao Paulo, tandis que Rio de Janeiro sera accessible, d'un seul trait, trois fois par semaine. Des tarifs attractifs (soumis à contraintes) accompagnent la nouvelle grille estivale : exemples, pour des départs entre le 1^{er} avril et le 15 juin, toutes taxes incluses : Paris-New York à 2 000 F (304 €), Chicago : 2 529 F (385 €) et Los Angeles (3 429 F, 523 €). Réservation 0802-802-802.

SPORTS D'HIVER

Ski de randonnée

LA MONTAGNE a été tristement à l'honneur au cours des dernières semaines. Comme tous les milieux naturels, elle possède ses règles propres, et les connaître est indispensable pour partir à l'aventure. Maîtriser le terrain et information sur les conditions météorologiques sont indispensables pour partir vers les sommets. Les habitués des balades en haute montagne se montrent toujours vigilants et respectent les directives des spécialistes avant de décider une sortie.

Pour eux et pour les adeptes du ski de randonnée, ceux qui aiment la glisse dans un cadre somptueux et souvent peu fréquenté, un livre propose des itinéraires tracés dans le département de l'Isère. Emmanuel Cabau et Hervé Galley, les auteurs de *Ski de randonnée-Isère*, ont répertorié environ 500 parcours, de difficultés variées, avant de sélectionner 140 « itinéraires de base » qu'ils décrivent en détail, croquis à l'appui, en insistant sur les points délicats et les pièges. La sélection offre des itinéraires parfois inédits, privilégiant la plupart des cirques et des vallées et en retenant de belles descentes pour les amoureux de la glisse. D'autres parcours sont mentionnés dans l'ouvrage de manière plus concise.

A travers la Chartreuse, le Vercors, le Dévoluy, Beaumont, Taillefer, Belledonne, les Grandes Rousses et les Ecrins, des forêts de la moyenne montagne aux glaciers de haute altitude, les auteurs, Grenoblois familiers de la montagne depuis l'enfance, présentent des randonnées praticables de novembre à juin. « Parmi les sports de montagne, le ski de randonnée est probablement l'un des plus étonnants. Il conserve toutes les caractéristiques qui font apprécier toutes les autres activités de montagne et y ajoute les plaisirs de la glisse, dans un cadre enneigé, donc somptueux », écrivent-ils dans la préface.

Les candidats à l'aventure trouveront aussi dans cet ouvrage des appréciations sur chaque itinéraire, avec une cotation des difficultés. Une liste des refuges avec leurs coordonnées téléphoniques complète l'ensemble.

* *Ski de randonnée-Isère*, Editions Olzane 1998, 352 p., 150 F (22,87 €).

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 11 mars. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusera aussi ces renseignements sur son site internet : <http://www.ski-france.fr>. Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
L'Alpe d'Huez : 175-350; Alpe du Grand-Serre : 110-210; Auris-en-Oisans : 90-130; Autrans : 100-200; Chamrousse : 200-220; Le Collet d'Allevard : 120-230; Les Deux-Alpes : 150-400; Lans-en-Vercors : 130-170; Méaudre : 80-170; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 30-240; Les Sept-Laux : 150-230; Villard-de-Lans : 130-220.

HAUTE-SAOVIE
Avoriaz : 190-300; Les Carroz d'Arâches : 105-600; Chamonix : 100-390; Châtel : 90-300; La Clusaz : 95-280; Combloux : 100-270; Les Contamines-Montjoie : 60-250; Flaine : 165-600; Les Gets : 110-300; Le Grand-Bornand : 185-265; Les

Houches : 80-250; Megève : 125-295; Morillon : 68-610; Morzine-Avoriaz : 80-300; Prâz-de-Lys-Sommand : 300-400; Prâz-sur-Arly : n. c.; Saint-Gervais : 125-300; Samoëns : 50-500; Thollon-les-Ménimes : 120-200.

SAVOIE
Les Aillons : 70-210; Les Arcs : 189-336; Arêches-Beaufort : 85-310; Aussois : 90-100; Bonneval-sur-Arc : 130-205; Bessans : 107-130; Le Corbier : 105-145; Courchevel : 163-274; La Tignes : 130-260; Crest-Voland-Cohennoz : 170-280; Flumet : 180-300; Les Karellis : 140-280; Les Menuires : 105-240; Saint-Martin-Belleville : 50-240; Méribel : 100-280; La Norma : 80-150; Notre-Dame-de-Bellecombe : 145-290; La Plagne : 180-300; La Rosière : 1850-205-365; Saint-François-Longchamp : 200-310; Saint-Sorlin-d'Arves : 120-180; Les Saisies : 190-255; Tignes : 170-280; La Toussuire : 150-180; Val-Cenis : 80-180; Val-Frèjus : 80-180; Val-d'Isère : 140-315; Valloire : 90-200; Valmeinier : 50-200; Valmorel : 120-290; Val-Thorens : 220-370.

ALPES-DU-SUD
Auron : 65-120; Beuil-Les-Launes : n. c.; Isola 2000 : 75-105; Mont-

névre : n. c.; Orcières-Médette : 70-170; Les Orres : 70-100; Pra-Loup : 70-100; Puy-Saint-Vincent : 60-120; Risoul : 1850-60-90; Le Saizet-Super-Sauze : 30-110; Serre-Chevalier : 60-80; Superdévoluy : 120-160; Valberg : 60-60; Val d'Allos/Le Seignus : 60-70; Val d'Allos/La Foux : 70-100; Vars : 60-90.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 50-150; Font-Romeu : 90-110; Gourette : 50-170; Luzon-Superbagnères : 100-205; Luz-Ardiden : 100-160; La Mongie : 70-150; Plau-Engaly : 70-100; Saint-Lary-Soulan : 50-80.

AUVERGNE
Besse/Supersabasse : 80-170; Le Mont-Dore : 80-190; Superioran : 100-190.

JURA
Métabief : 50-165; Mijoux-Lélex-la-Faulx : 140-200; Les Rousses : 80-220.

VOSGES
Le Bonhomme : 50-100; La Bresse-Hohneck : 60-100; Gérardmer : 50-115; Saint-Maurice-sur-Moselle : 00-80; Ventron : 30-80.

DÉPÊCHES

PROMOTIONS DE PRINTEMPS. Spécialiste de la location de vacances en Europe, le groupe Interhome annonce des promotions (7 jours au prix de 5) dans de nombreuses stations, pour les mois de mars et d'avril, y compris pendant les vacances scolaires de printemps. Sont ainsi proposés, pour les semaines des 3, 10 et 17 avril, des studios (3/4 personnes) au Corbier (1924 F, 141 €), à l'Alpe d'Huez (1582 F, 241 €), aux Deux-Alpes (1614 F, 246 €), à L'Alpe d'Huez (1550 F, 236 €) et à Châtel (1665 F, 254 €). Renseignements dans les agences et au 01-53-36-60-00.

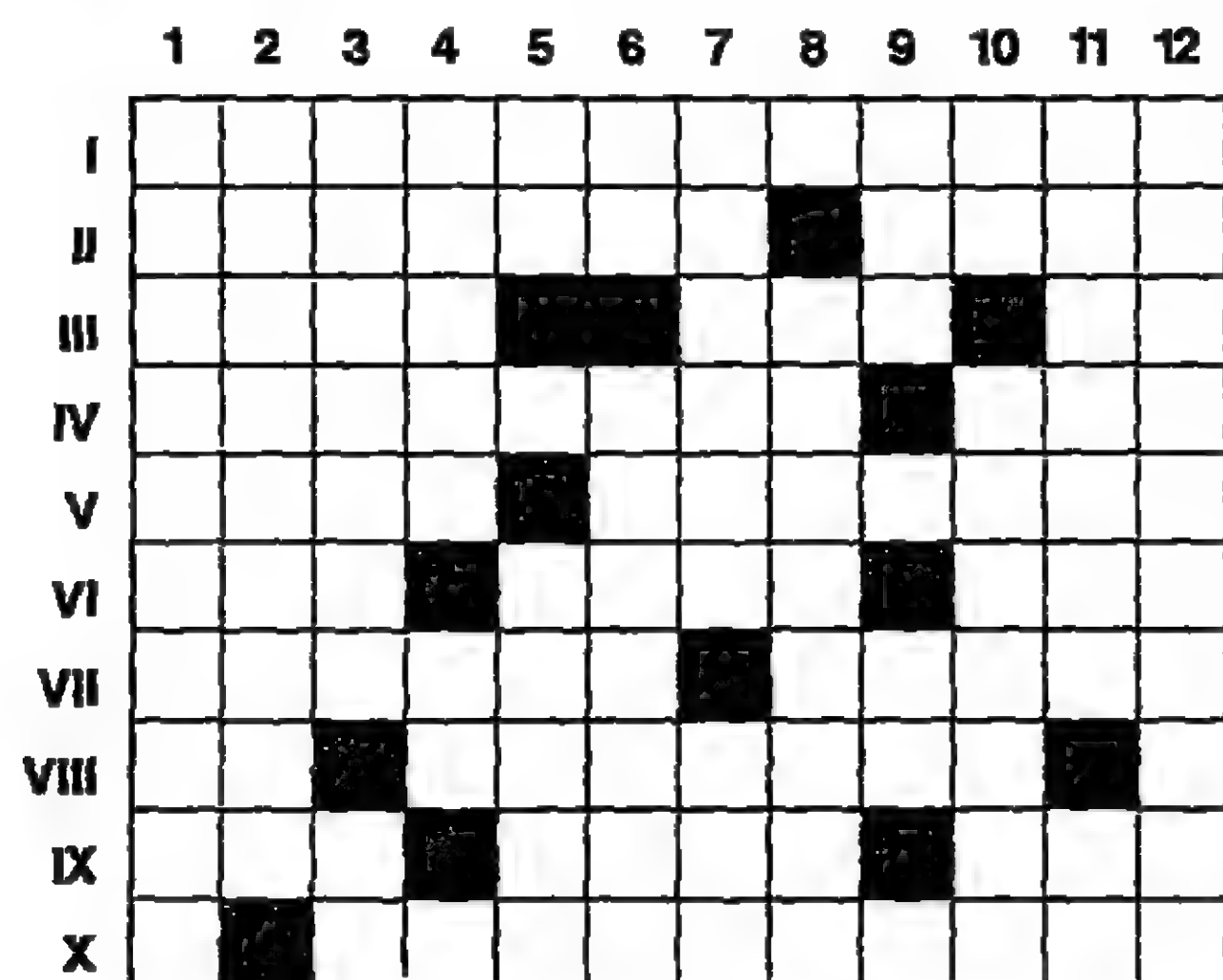
ROULER SUR LA NEIGE. Jusqu'au vendredi 30 avril, Avis propose la location de véhicules dotés d'un équipement neige pour accéder aux stations. Au tarif s'ajoute un supplément de 115 francs (17,5 €) par jour. Selon la catégorie de voiture réservée, on peut disposer de pneus spéciaux, d'un portskis et de chaînes (tel : 0800-05-05-05, 3615 code Avis ou www.avis.com).

VITESSE AUX ARCS. La station des Arcs accueille sur la piste de Faiguille Rouge les meilleurs coureurs lors d'une épreuve du championnat du monde de vitesse, du 23 au 26 mars.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99061

505 Jours de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

1. Évite les poursuites. - II. Impossible à contenir. Une quinte le sépare du violon. - III. La mauvaise part de l'héritage. Peut changer. Repart à chaque tour. - IV. A lire dans la pierre et le marbre. Poète et sculpteur. - V. Le premier fut le bon. Apporta un peu de douceur. - VI. Souvent on le sait. Améliore la descente. Ménage la monture de celui qui veut aller loin. - VII. Mal blanchies. Fruit légèrement acidulé. - VIII. Sans voile. Voile arrière. - IX. Réfract-

taire à tout essai. Fait un pli. Prise en connaissance mais retournée. - X. Il n'y a pas de mal à se faire du bien, telle est leur philosophie.

VERTICALEMENT

1. Font le ménage à fond. - 2. Passée mais pas vue. - 3. Enseigner derrière les barreaux. Personnel. - 4. Ligne haute. Lettres d'Eluard. - 5. Rayonnement. Vient de faire. - 6. Article. Mou, il peut tout faire sauter. - 7. Sortir du droit chemin, même par omission. Relié dans l'autre sens. - 8. Attaquer une

nouvelle fois. - 9. Dix-neuvième chez les Grecs. Doubé pour alimenter bébé. - 10. Personnel masculin. Préparée comme une tarte. - 11. Piscivores à l'aise sur la terre ferme. Point de départ d'une grande série. - 12. Uniques en leur genre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99060

HORIZONTELEMENT
I. Spéculatrice. - II. Tarabiscotés. - III. Atrium. Huent. - IV. Laon. Bras. TI. - V. Atn. Pends. IV. - VI. Greves. OI. Ma. - VII. Masos. Préfet. - VIII. Is. Geai. Sèti. - IX. Duégne. Uro. - X. Epées. Spleen.

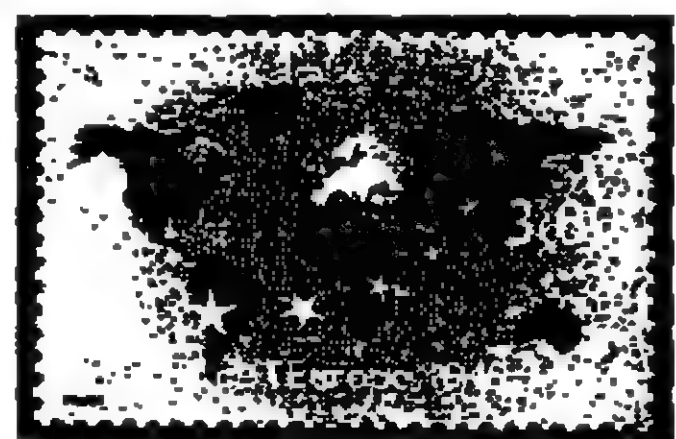
VERTICALEMENT
1. Stalagmite. - 2. Patatras. - 3. Errores. Dè. - 4. Calin. Vogue. - 5. Ubu. Pesées. - 6. Limbes. AG. - 7. As. RN. Pms. - 8. Tchador. Ep. - 9. Roussies. - 10. Ite. Feue. - 11. Centimètre. - 12. Estivation.

Le Monde est créé par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0295-2307. Imprimé au Monde 12, rue M. Quatrebourg 93265 Ivry cedex. Printed in France. Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Le Conseil de l'Europe

POUR LE CINQUANTENAIRE du Conseil de l'Europe, La Poste mettra en vente générale, lundi 22 mars, un timbre à 3 F. Créé en 1949, le Conseil de l'Europe est la première des organisations politiques européennes. Il réunit, à l'époque, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie, le Danemark, la Norvège et la Suède. Comme l'Unesco, une autre institution localisée sur le territoire français, le Conseil de l'Europe dispose, depuis 1958, de ses propres timbres-poste « de service » pour l'affranchissement du courrier posté au Palais de l'Europe, à Strasbourg, où siègent ses quarante membres actuels. Le Conseil de l'Europe a déjà été évoqué par un timbre, des 1952, puis, en 1974, par un second, lors



de son vingt-cinquième anniversaire. Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, créé par l'agence Pascal Pichot, est imprimé

me en héliogravure en feuilles de cinquante. Sa vente anticipée « premier jour » aura lieu à Strasbourg, les 19, 20 et 21 mars, au bureau de poste temporaire ouvert au Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, lors du Salon philatélique Européen 99 organisé par la Chambre syndicale des négociants et experts en philatélie, qui réunit une quarantaine de marchands spécialisés.

P. J.

EN FILIGRANE

AU SOMMAIRE du Monde des philatélistes. Le numéro de mars du *Monde des philatélistes* fait la part belle à l'histoire postale avec des articles consacrés au premier timbre des îles Féroé, paru il y a quatre-vingts ans, et aux oblitérations au type « Jour de l'an », utilisées de 1877 à 1924 pour faire face à la surabondance de courrier durant les fêtes de fin d'année à Paris. Serge Zeyons s'intéresse aux cartes postales anciennes consacrées aux lieux de spectacles de la capitale, tandis que Pascal Marziano poursuit son étude sur la *Marianne* de Briat à valdinière permanente et plus particulièrement aux timbres de roulettes et aux entiers postaux (84 pages, en vente en kiosques 25 F).

ÉCLIPSE. La poste roumaine a mis en vente, le 17 décembre 1998, un timbre à 1 100 lei annonçant la prochaine éclipse totale du soleil qui aura lieu le 11 août. Elle a été imitée par la Hongrie, le 11 février, avec un bloc d'une valeur faciale de... 1 999 forint!

VENTES. Bertrand Sinais (Paris, tél. : 01-48-78-29-80) clôture sa 41^e vente sur offres le 19 mars. Parmi les quelque neuf mille lots du catalogue, on notera un ensemble de carnets antituberculeux, des lettres avec cachets d'aviation militaire, une collection spécialisée de la première série des monuments gravés (*La Rochelle, Pont du Gard, etc.*) et une collection de lettres avec cachets d'escalade du porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc.

ART Alors que les quelque 900 musées de France seront ouverts gratuitement, dimanche 14 mars, pour l'opération « Le Printemps des musées », Catherine Trautmann, ministre

de la culture, inaugure samedi au Musée d'Arras une nouvelle salle consacrée à des tableaux de grand format, restaurés pour l'occasion. ● **PLUSIEURS MESURES** en faveur du développement des musées de province doivent être annoncées à cette occasion, dont la reprise d'une politique de dépôts et de prêts d'œuvres émanant des musées centraux aussi bien

que des fonds régionaux d'art contemporain. Dons et dations devraient être réorientés. ● **LA RESTAURATION** des œuvres anciennes fait aussi l'objet de mesures de soutien.

● **LA DÉMOCRATIE CULTURELLE** passera par des incitations aux milieux les plus défavorisés à se familiariser avec l'art, et par l'encouragement aux musées à ouvrir des sites Internet.

Catherine Trautmann veut enrichir les musées de province

La ministre de la culture devait, samedi 13 mars à Arras, inaugurer une nouvelle galerie dans le cadre du « Printemps des musées », et annoncer une série de mesures destinées à accroître les collections des 900 musées de France et les inciter à se faire connaître sur Internet

LE MONDE des musées ne se porte pas trop mal. En 1998, près de 14,9 millions de visiteurs ont été enregistrés à leurs portes. Après le tassement de 1995 et de 1996, leur fréquentation a augmenté pour la deuxième année consécutive (+ 8 %, soit 1,2 million d'entrées supplémentaires) alors que Guimet et le Musée national d'art moderne (MNAM) sont fermés pour travaux. La baisse observée au mois de juin, football oblige, a été compensée par un re-

C'est au Musée d'Arras, qui ouvre une nouvelle galerie dédiée aux Mays de Notre-Dame, que la ministre de la culture doit les rendre publiques. La première initiative concerne l'accroissement des collections de ces musées territoriaux, puisque ce sont logiquement leurs richesses qui mobilisent les visiteurs. Comme le budget d'acquisition de l'Etat n'est pas extensible et que les grandes institutions parisiennes accaparent trop souvent les achats, la ministre a décidé de reprendre la politique de dépôt systématique d'œuvres émanant des musées centraux en direction des musées territoriaux. Une règle appliquée pendant près d'un siècle et demi, en vigueur depuis lors.

Le Printemps des musées

Changement de saison, changement de nom : l'invitation au musée, qui se déroulait à l'automne, devient le Printemps des musées, dont la première édition aura lieu dimanche 14 mars. Ce jour-là, tous les musées de France (environ 900 établissements) ouvriront gratuitement et seront incités à mettre en valeur trois objets évoquant le printemps. Les visiteurs désigneront leur œuvre préférée. Ce choix, sélectionné à l'échelon régional, sera ensuite publié par la Direction des musées de France. Une exposition itinérante consacrée aux nouveaux musées de France, sur le thème « Dix ans d'architecture dans les musées (1990-1999) » commencera son périple par le Musée du Judaïsme (71, rue du Temple, 75003 Paris, tél. : 01-53-01-86-53).

Programmes sur Internet (www.culture.fr), sur Minitel (3615 Culture) ou par téléphone (0-800-54-90-27).

port des visites en septembre et surtout en octobre. Mais ce sont les établissements parisiens qui profitent d'abord de cet engouement (+ 15 % pour le Louvre, + 20 % pour Orsay, + 15 % pour le Musée Picasso). Le gain des musées régionaux est nettement plus modeste, de 1,5 % globalement. Aussi Catherine Trautmann a-t-elle décidé de prendre un certain nombre de mesures pour doper leur fréquentation.

DES ENVOIS, DES DONS, DES PRÊTS

L'ouverture des nouveaux pôles muséaux en région, ou la rénovation des anciens, s'accompagne désormais de tels envois. Pour l'inauguration du Musée de Nancy, Orsay a dépêché onze œuvres (Maillo, Signac, Maurice Denis) et le Louvre, plus pingre, trois tableaux de seconde catégorie (un Greuze, un Théodore Rousseau et un portrait attribué au Titoret). Le MNAM a été infiniment plus généreux lors de l'inauguration du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg, expédiant un bel ensemble d'Art, Lurionov, Gontcharova, Kupka et Kandinsky. Orsay n'étant pas en reste avec treize œuvres (Sisley, Redon, Vallotton, Maillol).

Dons et dations devaient également être réorientés vers la province : le beau portrait de *Berthe Morisot en deuil* sera affecté au Musée des beaux-arts de Lille et la *Vue d'Ermet*, de Monet, ira à Caen. Les points forts des musées régionaux seront confortés par des arrivages parisiens. Doivent en bénéficier dans un premier temps Orléans, Valenciennes, Amiens, Grenoble et Lyon, qui verront leurs ensembles du XVIII^e siècle renforcés. Enfin, des prêts de moyenne durée (un an) seront consentis par les forteresses de la capitale : *Le Portrait de M^{me} Coudert*, de Monet, sera visible au Havre, *Les Bergers d'Arcadie*, de



« La Présentation de la Vierge au Temple » (1639-1640), carton de tapisserie de Philippe de Champaigne, en dépôt au Musée d'Arras. 435 x 400.

Poussin, seront présentés à Lyon, et un Gauguin de Pont-Aven fera le voyage de Quimper. Ces mesures encore timides pourraient déboucher sur une politique plus généreuse de la part des grandes institutions parisiennes, arc-boutées sur leurs trésors, qui, dans bien des cas, dorment loin des regards, dans des réserves inaccessibles. De leur côté, les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) vont être vivement inci-

tés par la ministre à multiplier les dépôts de leurs collections historiques dans les musées d'art moderne et contemporain, comme ceux de Bordeaux, Grenoble, Lyon ou Rochecorbiat.

Pour étoffer l'offre culturelle en province, la direction des musées de France (DMF) vient d'être dotée d'une nouvelle ligne de crédit. Elle est destinée à financer de grandes expositions en région. Les premiers

effets de cette politique se manifesteront dans quelques jours au Havre, où doit s'ouvrir le 21 mars une rétrospective Braque. Puis à Nancy, quand sera célébré, le 24 avril, le centenaire de l'école qui est à l'origine de l'art nouveau en France. A la fin de juin, Antibes (« L'art méditerranéen ») et Quimper (« Impressionnistes et néo-impressionnistes en Bretagne ») bénéficieront des mêmes initiatives.

Augmenter ses collections est louable. Il faut aussi les présenter en bon état, sans nécessairement passer par Paris pour obtenir la restauration d'une œuvre. La déconcentration des crédits de subvention de restauration a été engagée, à titre expérimental en 1998, dans la région Rhône-Alpes. Avec succès, estime

Catherine Trautmann. La mesure va être étendue à toutes les régions. La ministre propose donc à ces entités territoriales la constitution de fonds régionaux d'aide à la restauration (FRAR), sur le modèle des fonds régionaux d'acquisition des musées (FRAM) qui fonctionnent à parité avec l'Etat. Les premiers FRAR devraient être inscrits au prochain contrat de plan.

DÉMOCRATIE CULTURELLE

Toujours du côté de la restauration, après la création du Centre de recherche des musées de France, constitué à la fin de 1998, huit nouveaux ateliers de restauration spécialisés sont en cours d'installation dans le pavillon de Flore, au Louvre. Ils permettront de traiter les œuvres de l'ensemble des musées de France. En outre, le réseau des vingt et un ateliers de restauration créés par les collectivités locales va s'enrichir de nouvelles unités, notamment à Marseille.

Il n'était pas possible d'évoquer la culture en région sans aborder son volet social, même si cela se borne trop souvent à une pieuse invocation. Une panoplie de mesures est donc prévue pour inciter les milieux les plus défavorisés à visiter des musées et à se familiariser avec l'art, y compris contemporain. L'air du temps et la démocratie culturelle passent aussi par les nouveaux réseaux multimédias. Les musées de France sont poussés à ouvrir des sites grands publics sur Internet.

Catherine Trautmann devait citer en exemple la création du service L'Histoire par l'image, un site en ligne adapté aux collèges et lycées. Son but est de favoriser l'apprentissage de l'histoire à partir des collections historiques des musées. En dépit des balbutiements de telles initiatives, les taux de consultation sont en constante augmentation, même si les résultats de ces pratiques restent controversés.

Ultime message d'optimisme à la veille de l'ouverture du Printemps des musées, 33 % des Français de plus de quinze ans ont visité un de ces établissements en 1998, contre 30 % il y a huit ans. Pour le jeune Julien Gracq, les musées « tenaient du sauna et de la géhenne », avec des « hautes salles, vides et endeuillées, tendues de vert sombre », des « verrières à la lumière pluvieuse », et un « éclairage de morgue ». Ces temps semblent révolus.

E. de R.

A Arras, quatorze tableaux géants dans une nouvelle galerie

LE MUSÉE d'Arras a eu beaucoup de malheurs - une bonne partie de ses collections ont disparu lors de bombardements subis au cours de la première guerre mondiale -, mais il n'a pas de problème de place. Le couvent dont il occupe une partie - 6 000 m² - des bâtiments est presque trop grand pour lui. Du coup, sa conservatrice, Annick Notter, en profite pour caser sur ses cimaises les toiles géantes dont le musée a hérité en dédommagement de sa quasi-destruction en 1915. Certaines de ces œuvres, déposées par le Louvre, étaient restées roulées depuis deux siècles. C'est le cas des Mays de Notre-Dame, dont certains occupent désormais une immense galerie d'un beau jaune, réaménagée par l'architecte Olivier Chaslin, avec des moulages Napoléon III remis à neuf et un éclairage zénithal

impeccable. Inaugurée par Catherine Trautmann samedi 13 mars, elle s'ouvre au public dimanche 14.

Mais qu'est-ce qu'un May ? Ce sont des tableaux commandés, entre 1630 et 1707, par la corporation des orfèvres parisiens et offerts, chaque 1^{er} mai, à Notre-Dame de Paris. Ils étaient disposés dans la nef de la cathédrale. Soixante-seize furent réalisés. Il y en eut jusqu'à quarante-huit exposés en même temps dans l'édifice, ce qui est un exploit, vu leur taille : trois mètres sur quatre. Les chanoines de Notre-Dame en expédièrent discrètement quelques-uns chez des confrères de province. Ces Mays furent dispersés au moment de la Révolution. Treize d'entre eux regagnèrent Notre-Dame après la Restauration, où ils se trouvent encore, dans des chapelles latérales. Certains se perdirent

corps et biens. Aujourd'hui, on en recense quarante-cinq. Arras en possède quatorze qui crouillent longtemps, lovés sur leurs rouleaux de bois. Il a fallu les restaurer. Sept d'entre eux ont déjà subi des soins coûteux - 400 000 francs (60 979,6 euros) pièce. La série des Mays a été complétée par des cartons de tapisseries exécutés par Philippe de Champaigne, Sébastien Bourdon, Jean Jouvenet et Jean Restout pour des églises parisiennes.

SUJETS DE LA CONTRE-RÉFORME

Ces sujets religieux (actes des Apôtres, épisodes de la vie de Jésus) sont présentés légèrement inclinés en avant et à une certaine hauteur, ce qui permet de gommer les déformations anatomiques voulues par les artistes. On a ainsi un panorama assez complet de la peinture, parfois

bavarde, mais loin d'être toujours académique, du siècle de Louis XIV. Ces grandes compositions ont un lien étroit avec la Contre-Réforme, qui entendait diffuser le message biblique par l'image plutôt que par la lecture, l'approche directe du Livre étant jugée dangereuse. Dans *La Nativité de la Vierge*, Philippe de Champaigne se souvient de sa formation flamande. *La Prédication de saint Jean-Baptiste* est l'occasion pour Parrocel de multiplier les effets d'étoffes à la Rembrandt. Thomas Blanchet baroque son saint Philippe, aux prises avec un eunuque athlétique. Sébastien Bourdon peint sa *Décollation de saint Protais* dans la foulée de Poussin. Claude Poerson reste fidèle à l'esprit de Raphaël.

L'aménagement de la galerie a coûté 4,5 millions de francs (690 000 euros). L'Etat, la région et la ville se partageant équitablement l'addition. La restauration des toiles (4 millions de francs, soit 609 796 euros) est à la charge, par moitié, de la ville et de l'Etat, aidés par quelques mécènes. Annick Notter rêve d'agrandir encore son pré carré : d'autres toiles géantes dorment toujours. Mais le projet de la municipalité est plus ambitieux. Elle veut transformer ce vaste couvent en centre culturel. A côté du musée et de la médiathèque, on devrait trouver là, après le départ des derniers agents du fisc, une école de musique et un musée archéologique.

E. de R.

★ Musée des Beaux-Arts d'Arras : 22, rue Paul-Doumer, 62 Arras. Tél. : 03 21 71 26 43. Entrée : 20 F (3,04 €).

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

TROIS QUESTIONS À...

CATHERINE TRAUTMANN

1 Les grands chantiers parisiens qui se poursuivent freinent-ils les travaux entrepris en province ?

Pas du tout. L'Espace d'art moderne et contemporain de Toulouse (140 millions de francs) doit être inauguré à l'automne. Les rénovations du Musée d'histoire de Lyon (100 millions de francs), du Musée d'art et d'histoire de Saint-Etienne (40 millions), du Musée du chemin de fer de Mulhouse (80 millions), vont débiter. Le Musée des beaux-arts de Bordeaux attaque la remise en état de sa deuxième aile. Le Musée historique de Bretagne est intégré au « nouvel équipement

2 Les musées de sociétés ne restent-ils pas les mal-aimés du ministère de la culture ?

Ils sont essentiels pour la compréhension de nos sociétés mouvantes. La notion de travail a évolué, les cultures se sont déplacées, brassées. Ces musées sont des points d'ancrage indispensables pour le public. Ils doivent donc jouer un rôle important dans le maillage du territoire à condition de mieux coopérer entre eux, de fonctionner en réseaux. Nous venons de signer des conventions avec la Fédération des écomusées et des mu-

Vassiliu
15-20 mars
à partir de 20h
BOBINO
30 rue de la Galle 75014 Paris
M^o Gare du Nord / Gare d'Orléans

Première partie
Bobon Tropical
Cécilia
Gilles & Blaise
Walli

Reservations : 01 43 27 75 75
Location : FNAC / Virgin / Agences

952 1131200000

Les nerfs à vif d'Arielle et de Dominique A

La nouvelle vague de la chanson française en deux albums et deux tempéraments : fragilité élégante et autoflagellation gratuite

ARIELLE est une artiste. La condition, en matière de musique de variété, n'est pas si commune. Femme sans étiquette impossible, cette enfant du rock (tendance Patti Smith) et de la chanson française classique (entre Barbara et la Française Hardy des années 90) possède les atouts rares de la sensibilité universelle. Elle transmet cette alchimie de force ténue et de fragilité à fleur de nerfs, qui laisse l'amatrice en plein suspense : craquera, craquera pas, gagnera, gagnera pas ? *Mortelle*, troisième album de cette chanteuse qui fut d'abord mannequin avant de se lancer dans l'exploration des nuances d'une voix vibrante, pile avec l'élégance du roseau mais ne casse pas. Certes, il y a de l'ennui dans *Mortelle*. De longs hivers où il ne fait ni chaud ni froid. La vie courante en France en 1999 n'est pas si facile à alimenter en rebondissements et *Mortelle* en prend des langages dispensables (*Le Silence*, *Les Châliques*, *Petit homme*, invitation sans fracas à la virilité assumée). Mais le tempérament gagne la partie.

Le tempérament d'Arielle est à la mesure de la photo de pochette : on la voit nue, maigre, à moitié enfouie dans la neige. L'auteur de *Toute une vie* a une chanson phare de l'album précédent qui n'a peut-être pas eu le succès mérité, réécrite avec des textes à double tran-

chant : « Pour briser la glace folle incendiaire, le temps je le passe avec caniculaire » (*Les Bains brûlants*). *Mortelle* est l'album d'une femme qui s'impose en femme. Ann Igard (la dernière qui fut pendue en Angleterre pour sorcellerie), mélodie facile à chanter, est un constat musical optimiste de la noirceur des traitements infligés aux femmes à travers l'histoire : « A la mémoire des malheureuses, fusillées déshabillées, qui gisent dans leurs vomissements, tous ces défilés de révoltes et de consécration sociale, c'est ainsi que les hommes méditent. Maudits seront les bourreaux ». Arielle peut faire peur aux hommes à réminiscence, elle a en elle de l'Esmeralda, la Gitane de Notre-Dame de Paris chantée par la France de 1999, cause des tourments amoureux d'un chevalier, d'un poète et d'un archidiacre, elle a de la sorcière, en bref, beaucoup de cet éternel féminin qui fait fuir les couards aux gros bras. Arielle est pourtant fondamentalement androgyne.

Pour servir cette voix sombre, tendue, Mathieu Ballet, ex-Oul'oul, compositeur, arrangeur, joue ici des machines comme dans *Fantaisie militaire*, d'Alain Bashung. Même climat onirique, même rigueur de fond. Ignatus, ex-Objet, n'est pas en reste. Au rayon anglosaxon, Arielle est allée chercher Ian Caple, le mixeur des Tindsticks,

Steve Nieve, pianiste d'Elvis Costello, Angelo Bruschini, guitariste chez Massive Attack. Elle a aussi puisé dans la tradition cap-verdienne, embauché le superbe Bau, chef d'orchestre de Cesaria Evora, pour *Je tourne à tous les vents*, une petite morna que l'on croirait ratée a priori (nulle larme, nul vague à l'âme lusophone) mais qui pénètre en profondeur dans chaque pore d'oreille.

SAMPLES MANIACO-DÉPRESSIFS

Arielle a chanté Dominique A en scène. Ils ont en commun une sorte de grâce séleuse, celle des enfants sensibles et bûcheurs. Mais là où Arielle s'essaie à un genre où la mélodie a ses droits à l'existence, où tout est limitrophe, Dominique A plonge dans l'autoflagellation gratuite, imprimant des distorsions de guitares à des mots certes durs et pertinents, mais dits au bâton. Les guitares saturées des musiciens de New York, tels Arto Lindsay ou Elliott Sharp, ont leur raison d'être, le bruit, l'urbanité, la violence. Les justes revendications antigay, antidémocratie familiale de Dominique A, qui est allé se perdre entre Manhattan et Brooklyn pour enregistrer *Remué*, ne supportent pas ces tensions subtiles qu'aucun veulours ne vient prolonger. Ces déchirements sont ici surajoutés à des percussions angulaires (très répétitives) et à des samples à ten-



Arielle : entre Patti Smith et Françoise Hardy.

dance maniaco-dépressives. Pour le quatrième album de Dominique A, on n'attendait pas de légèreté, ni de compromission. De la distance sans doute, une envie singulière d'échapper aux chemins balisés. Un souci de communication, pour le moins.

Mais *Remué* est un disque sourd. L'auteur du *Twenty Two Bars* (succès précédent) est ici noyé dans un brassage sonore donnant l'impression peu agréable de marcher sur des tessons de bouteille. Dominique A en oublie l'art du chant, sauf exception (*Le Détour*).

Faudrait-il dès lors camoufler ce ton trop sérieux, presque prétentieux, faussement dénué sous l'appellation d'« expérimental » ? *Remué* commence bien, avec *Comment certains vivent*, une critique

acérée (en forme de chanson) du perdant ambulant, badaud des temps de chômage soumis, du quotidien obligatoire (« Oh comment certains vivent... Comment veux-tu les suivre ? Ils arrosent les plantes qui viennent de boire la pluie, mangent dans la seule assiette qui n'était pas lavée »). On se régale encore des mots de Pères, figures vides, avant d'aborder des tunnels de récitatif et de raideurs musicales, jusqu'à l'irritation (*Ma vieille tette*).

Véronique Mortaigne

★ Arielle, *Mortelle*, 1 CD Island 524634-2.
★ Dominique A, *Remué*, 1 CD Ultramusic 72438 4714 32. Distribué par Labels/Virgin.

SÉLECTION DISQUES

ANTONIO VIVALDI

Concertos pour violoncelle, cordes et basse continue
Rolf Diehlens
(Violoncelle/violoncelle piccolo),
Ensemble Explorations

L'ensemble n'a pas quatre ans et a déjà à son actif un courageux programme Auguste Franchomme (1808-1884) chez le même éditeur. Mais si la confrontation est plus rude quand on aborde Vivaldi - rappelés, sans inutile hiérarchie, Anner Bylsma, Christophe Coint ou l'exubérance du Giardino Armonico ou de Europa galante -, constatons que ce nouveau disque est enthousiasmant. La virtuosité discrète, la ductilité et l'intelligence des phrases, l'engagement rythmique, rien ne cède au souci constant de l'harmonie entre les huit instrumentistes qui posent sur ces sept concertos célèbres un regard dépris de toute référence encombrante.

Philippe-Jean Catinchi
★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 90 1655.

VARIACIONES DEL FANDANGO ESPAÑOL

Œuvres de Soler, Albero, Gallés, Ferrer, Boccherini, Lopez
Andreas Staier (clavedin)

La perspective des deux cent cinquante ans de la mort de Jean-Sébastien Bach mobilise bien sûr Andreas Staier, qui a récemment

proposé un programme somptueux de transcriptions pour clavier (1 CD Teldec 3984-21461-2). Mais le clavieriste offre aujourd'hui un décapant - et très largement inédit - voyage en Espagne sous le signe du fandango, cette danse de couple presque lascive qui exclut le contact des corps. Lumière et éclat, brusquerie stupéfiante et fougue maîtrisée, ce parcours dont on retiendra, outre les *recercatas* de Sebastián de Albero, les *Variaciones* de Félix Máximo López (1742-1821) récemment exhumées par Staier lui-même, est une invitation sensuelle et brillante, sans didactisme. Une fête éblouissante que la participation de Christine Schornsheim au *Fandango* de Boccherini, transcrit du *finale* de son *Quintette en ré*, pimente autant que l'intervention des castagnettes initialement dévolues au violoncelliste. Ph.-J. C.
★ 1 CD Teldec « Das Alte Werk » 3984-21468-2.

ROMAN HAUBENSTOCK-RAMATI

Graphic Music
Eberhard Blum (flûte, voix),
Ivan Hausmann (trombone),
Jan Williams (percussions).

Polonais installé en Autriche à la fin des années 50, Roman Haubenstock-Ramati (1919-1994) est considéré - au même titre que John Cage, Earle Brown ou Sylva-

no Bussotti - comme un pionnier de la « notation graphique », tendance aux allures de lapalissade (toute musique couchée sur le papier procède forcément d'une notation graphique !) qui a fait la part belle au phénomène de l'interprétation au moment où le sérialisme intégral tendait à le réduire à la portion congrue. Certaines partitions de Haubenstock-Ramati, qui ont été jadis exposées comme des œuvres d'art plastique, sont reproduites dans la notice du présent CD enregistré par des spécialistes de la re-création (tels que le flûtiste Eberhard Blum) mais elles ne sont pas d'un grand secours pour apprécier les réalisations sonores, y compris lorsque l'on a droit à deux versions d'une même page. Séquences primitives à connotation rituelle, les différentes plages du parcours s'articulent autour de puissants silences dont on ne sait s'il faut attribuer le mérite dramatique au compositeur ou aux interprètes.

Pierre Gervasoni
★ 1 CD Hat (Now) ART 101.
Distribué par Harmonia Mundi.

DONAUESCHINGER MUSIKTAGE 1997

Œuvres d'Ablinger, Beuger, Boulez, Freiler, Fomina, Kagel, Ligeti, Masson, Pauset, Rzewski, Stahnke et Steinke

Cet aperçu de la soixante-seizième édition du Festival de Donaueschingen peut s'enorgueillir de premières discographiques d'importance avec l'enregistre-

ment (lors de la création) d'Anthem pour violon solo (Hae Sun Kang) et électronique, de Pierre Boulez et de la *1^{re} Etude* pour piano (Irina Kataeva), de György Ligeti. Toutefois, l'intérêt du coffret réside principalement dans la révélation de jeunes compositeurs encore inconnus de ce côté-ci du Rhin. C'est le cas de l'Allemand Manfred Stahnke (né en 1951) qui captive avec *Triste des sorcières*, matière hybride (ou se rencontrent Moyen Âge et informatique, musique classique et pop music) traitée par un esprit qui ne se contente pas d'une facile équivoque de passage. Autre personnalité qui ressort du lot, l'Argentine Silvia Fomina (née en 1962) parvient, dans *Aguri Aquae*, à une étonnante transmutation des voix et des instruments.

★ 1 coffret de 3 CD
Col Legno WVE 20026.
Distribué par Abeille.

STAN GETZ/EDDIE SAUTER

Music From the Soundtrack of Mickey One

En 1961, le compositeur, chef d'orchestre et arrangeur Eddie Sauter écrit pour Stan Getz une partition avec violons et orchestre de jazz. Focus. Un écrivain de luxe, presque expérimental, pour les improvisations du saxophoniste. En 1965, le duo Sauter-Getz se reforme pour la musique du film d'Arthur Penn, *Mickey One*, avec Warren Beatty. Sauter se surpasse. Le scénario - joueur paranoïaque, blonde trouble et malfaits inquiétants - lui permet de jouer avec une tension expressionniste et de détourner des codes musicaux (fanfare d'enterrement, valse et polkas, envolées hollywoodiennes...). Les violons sont toujours là. Clark Terry est à la batterie, Richard Davis à la contrebasse, Mel Lewis à la batterie avec les musiciens réguliers de l'orchestre d'Eddie Sauter et Bill Finegan. Et Getz, sous toutes les coutures, dans le velouté et la douceur, dans la rage et l'invention. On entend ici la partition complète, des prises isolées de saxophone et ce que le film a conservé de la musique, moins de vingt minutes, soit la moitié de ce chef-d'œuvre hanté et bamboyan.

Sylvain Siclier
★ 1 CD Verve 531 232-2.
Distribué par Polygram.

NINA SIMONE

Ne me quitte pas

Compilation presque trop bien faite. Les *I Put a Spell on You*, *Tell Me More*, *Don't Explain*, *Ne me quitte pas*, *Trouble in My Mind*, *Nobody Knows*, un *Strange Fruit* minialement soutenu au piano ou orchestré en grand, défilent comme s'il était facile de chanter

quand on est femme. Femme noire. Femme poursuivie. Femme compliquée. C'est drôle d'être le contemporain de Nina Simone et de ne pas deviner, savoir, éprouver ce qu'est être le contemporain de Bessie, de Billie, d'Abbey, à travers elle. Superbe texte d'accompagnement de Paul Benkimoun : personne n'aura désormais d'excuse. A propos ou hors de propos, il n'importe. Bref est inchantable quand ce n'est pas Brel qui chante (et quelquefois, passons...). Nina Simone a donné une version historique de *Ne me quitte pas* en français dont le seul équivalent qui reste valable - parce que, tout de même, il faut en lamper la misère jusqu'au bout -, c'est évidemment la version princeps de Brel et celle de Toots Thielemans à l'harmonica - mais c'est une autre histoire. Résumé : compilation indispensable à ceux qui n'ont pas vu passer Nina Simone, Eunice Kathleen Waymon, née le 21 février 1933 à Tyrone (Caroline du Nord, essayer d'imaginer la Caroline du Nord en 1933, impossible), indispensable aussi à ceux qui l'ont laissée passer sans en retirer un air.

Francis Marmande

★ 1 CD Verve 538 848-2.

WILCO

Summer Teeth

Une apparence trop sage et américaine a fait méconnaître, en France, ce groupe précieux. Musclé par les guitares, enraciné dans le patrimoine des musiques fondatrices - folk, country, blues -, leur rock se révélait pourtant suffisamment personnel et inspiré pour faire de *Being There*, leur précédent (double) album, un des grands disques de 1997. Après une collaboration réussie avec le barde militant anglais Billy Bragg, pour l'album *Mermaid Avenue* consacré à des chansons inédites de Woody Guthrie, Wilco a choisi d'aérer son classicisme d'extrême pop. Préférant l'acoustique à l'électricité, le groupe repointe son intérieur rustique d'arrangements pimpants, de trouvailles qui doivent plus, cette fois, à Brian Wilson, Randy Newman, Harry Nilsson et aux Beatles qu'au Band et aux Rolling Stones. Jeff Tweedy, *songwriter* en chef, aurait pu se faire piéger par l'exercice de style. Mais il a pris soin de conserver les aspérités du groupe, une voix tendrement éraillée, la nonchalance et les fêlures qui rendent d'autant plus touchante la brillante mélodique de *She's a Jar*, *A Shot in the Arm*, *We're Just Friends* ou *I'm Always in Love*, et font de *Summer Teeth* un disque de chevet.

Stéphane Davet
★ 1 CD Reprise 9362-47282-2.
Distribué par WEA.

DÉPÊCHES

■ **INTERNET** : la société de vente de CD sur Internet Boxman vient d'ouvrir un site français sur le modèle de ceux que cette compagnie, financée par des investisseurs européens et des artistes, a implantés sur les territoires scandinaves depuis 1997. Le site, intitulé www.boxman.fr, devrait permettre aux internautes français d'avoir accès à plus de 250 000 références phonographiques à des prix annoncés comme compétitifs (la structure n'ayant pas besoin de boutiques), avec un mode de paiement sécurisé. Boxman, premier « cyberdisquaire » européen, prévoit l'ouverture de sites en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

■ **CLASSIQUE** : les éditions allemandes Hänssler ont commencé la publication de l'intégrale de l'œuvre de Johann Sebastian Bach célébrant le 250^e anniversaire de la mort du compositeur. Trente disques compacts, sur les 160 que comprendra cette collection, sont déjà en vente chez les disquaires. <http://www.haenssler.de>. E-mail : info@haenssler.de.

■ **ROCK** : un double album, *Jimi Hendrix: Live at the Fillmore East*, est publié, chez Universal/PolyGram, par Experience Hendrix, la société fondée par les ayants droit du guitariste américain pour exploiter l'immense catalogue d'enregistrements qu'il a laissés. Ces prises proviennent des shows qu'Hendrix donna le 31 décembre 1969 et le 1^{er} janvier 1970 au Fillmore East de New York, à la tête du Band Of Gypsies, trio au destin éphémère (il donna cinq concerts au cours de sa brève existence), qui associait le musicien au batteur Buddy Miles et au bassiste Billy Cox (un ancien camarade de régiment avec lequel il avait servi au Vietnam).

KULA SHAKER

Pessants, Pigs & Astronautes

Quelques dérapages auraient pu déloger Crispian Mills de son nuage mystique. En 1997, en plein succès du premier album de Kula Shaker - K, concentré de passés psychédélics -, son leader s'était risqué à disserter sur les pouvoirs occultes des nazis et de leurs « *svastikas* ». L'inspiration du jeune homme continue de s'égarer entre Kamtando et le Londres - ou San Francisco - de la fin des années 60. Épaulé par le producteur vétérinaire Bob Ezrin (fameux collaborateur de Pink Floyd, Alice Cooper, Lou Reed, Kiss...), Kula Shaker revisite l'une des périodes critiques de l'histoire du rock, le moment où l'énergie créative mute en prétention progressiste, à l'aube des années 70. Crispian Mills croit enregistrer des disques avec Cream ou Traffic, il s'accouche que des pires chutes de studio du Jefferson Airplane. Mantas hindouïstes, chant hippie, trip d'orgue acide, solos de guitare embaumés dans le patchouli, spiritualité de bazas... deux singles pas malhabiles - *Mystical Machine Gun*, *Sound of Drums* - ne sauvent pas cette musique du ridicule.

S. D.
★ 1 CD Columbia 491661-2.
Distribué par Sony.

WARDA

Nagham El Hawa

Prélude à la sortie imminente chez Virgin d'une série d'albums des grands noms de la musique arabe (provenant du catalogue d'EMI Music Arabia, basé à Dubaï), voici une compilation intelligente de l'une des dernières divas de la chanson orientale. Intelligente parce qu'elle présente deux périodes de la chanteuse. Les compositions modernes, rapprochant le style classique et le *jeel*, le courant « dance » de la musique égyptienne actuelle, mais aussi les chansons longues, qu'elle interprète au cours des années 70, dans la continuité d'Oum Kalsoum. Née en France, d'un père algérien et d'une mère libanaise, Warda s'installe avec sa famille au Caire en 1959. Elle y travaille notamment avec le compositeur Mohamed Abdel Wahab, l'un des grands novateurs de la chanson arabe. Perpétuant la tradition égyptienne des mélodies ornements et des orchestres à cordes, Warda se fait d'abord connaître par ses chansons militantes à la gloire de l'indépendance de son pays, l'Algérie. Puis elle se constitue un copieux répertoire de chansons d'amour, comme celles retenues ici, choisies parmi celles qui font battre le cœur de ses millions d'admirateurs.

Patrick Labasse
★ 2 CD Virgin 8471322.

Le Grand Débat

France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

“ L'humanitaire est-il malade ? ”

avec Rony Brauman, Paul-Henri Morard,

Alberto Navarro et Thérèse Pujolle.

les lundis 15 et 22 mars 1999, 21h-22h

France
Culture

Le Monde

L'itinéraire s'engage sur la voie du XXI^e siècle musical

Une création ludique et captivante, « La Diagonale du Martin-Pêcheur », du Belge Frédéric Verrières, s'est imposée parmi les œuvres données à l'Ircam par l'ensemble fondé en 1974

FRANÇOIS PARIS: *Tic-tac Parc*; **GIACINTO SCIELI:** *Kya*; **FAUSTO ROMITELLI:** *Professor Bad Trip*; **LEONARD:** *La Diagonale du Martin-Pêcheur* (création); **FREDERIC VERRIERES:** *La Diagonale du Martin-Pêcheur* (création). Aude Richard (clarinette), Ensemble Itinéraire, Patrick Davin (direction). Ircam, le 10 mars.

Vingt-cinq ans après sa fondation par les pionniers de la musique spectrale, l'Ensemble Itinéraire s'est engagé en 1998 au service d'une nouvelle cause, commune à des compositeurs français, italiens et belges. Présente comme une amorce de la musique du XXI^e siècle, cette convergence de préoccupations créatrices fait l'objet d'une série de concerts dont celui donné à l'Ircam a permis de bien saisir l'esprit. Les œuvres défendues aujourd'hui par l'itinéraire prennent toujours comme point de départ la spécificité du phénomène sonore mais ne se développent pas comme celles des générations spectrales (années 70 puis 80) selon un processus stylistique homogène.

Le début de *Tic-tac Parc*, de François Paris (né en 1961), présente ainsi des éléments musicaux qui foisonnent mais ne fusionnent pas. L'expression, jugée alors bâtive et superficielle, se met peu à peu à musarder dans des contrées plus riches en teneur rythmique

(notes pulsées) ou harmonique (usage de micro-intervalles) pour finalement conférer à ce sextuor très rhapsodique la qualité d'un voyage d'agrément.

Le vagabondage constitue aussi la marque de *Kya*, triptyque pour clarinette et ensemble de Giacinto Scielis, aristocrate romain dont la production très controversée exerça une grande influence sur des « spectraux » tels que Gérard Grisey, avec lequel François Paris a étudié. Tout en méandres librement renouvelés, le flux de *Kya* s'anime et s'immobilise selon un rituel assez naïf qui n'offre pas de grande séduction. La leçon du mystique Scielis invitait à privilégier l'aspect physique du son a peut-être été entendue par son compatriote Fausto Romitelli (né en 1963). Mais de très loin alors, car ce dernier cherche à l'appliquer avec des manières de rocker !

SENSATION D'UN VOI

Professor Bad Trip: Lesson II s'inspire de textes d'Henri Michaux traitant de drogues hallucinogènes. L'œuvre s'apparente donc à un délire alternant sensations planantes et éclatements hystériques dans une perspective musicale qui évoque les Doors (Romitelli a d'ailleurs composé une pièce à partir de poèmes de Jim Morrison) et Pink Floyd. Globalement informelle, cette pièce pour dix instruments se raccroche à deux ca-

dences de basse électrique ingénument « savonnée » pour produire quelque effet soutenu et déchirer les voiles fantomatiques de textures instrumentales au chromatisme kitsch. L'hybridation, pour être réussie, exige au moins autant de goût que de savoir-faire.

Le Belge Frédéric Verrières (né en 1968) ne semble manquer ni de l'un ni de l'autre. *La Diagonale du Martin-Pêcheur* relie trois pianos (droit, à queue, synthétique) disposés sur scène et sur un côté de la salle pour procurer à l'auditeur, avec les concours d'instruments acoustiques (clarinette, trombone, percussions) et électroniques (deux claviers), la sensation d'un vol. De son origine aux allures d'ingénieux carillon (un *mi* qui se propage avec des dilatations scieliennes) à son aboutissement plutôt osé (trois notes ponctuant l'enregistrement en voix off du *Martin-Pêcheur*, quatrième volet des *Histoires naturelles* de Maurice Ravel), cette œuvre ludique ne cesse de captiver. Perturbée par un grésillement parasite des haut-parleurs en fin de parcours, la création de *La Diagonale du Martin-Pêcheur* a nécessité deux exécutions entre lesquelles on a pu noter que le Belge Patrick Davin, le nouveau chef permanent de l'itinéraire, savait « tenir » le public aussi bien verbalement que musicalement.

Pierre Gervasoni

INSTANTANÉ PETIT THÉÂTRE MÉTAPHYSIQUE

Une isba monumentale enfoncée dans une dent creuse du quai de la Loire à Paris. Dans l'entrée, des tables dispensent les substances apéritives propres à donner l'élan nécessaire pour s'engager dans un labyrinthe de rideaux noirs. Au débouché, les spectateurs se retrouvent le nez collé à un grillage fin, dans la position d'insectes piégés par la lumière qui émane d'une bibliothèque où sont alignées une quarantaine de chaises face à un bureau. Le silence, traversé par les vibrations métropolitaines, souteraines, terrestres et aéronautiques, est bientôt brisé par le bruit, terrible, de la chute ré-

gulière d'une goutte d'eau. D'une excoissance de tissu émerge un nez, puisant l'air, entre deux fumigations mentales.

Un globe terrestre à main gauche, le « documentaliste » a l'apparence d'un savant de convention, légèrement hébété. Il est question de création du monde, d'un fil insaisissable entre la vie et la mort, de lointaines généalogies. De sages vieillards barbus, hauts comme le doigt, surgissent de tiroirs secrets comme pour tenter de comprendre les affres du solitaire. Leurs silhouettes envoûtantes et envoûtées, de plus en plus petites, jusqu'à n'être plus que de simples dominos, portent le cauchemar du minuscule vers la perfection. Des mains apparaissent, brandissant billes, boules, balles, dans une physique amusante du globe, qui

passé, avec les marionnettes, à la métaphysique, inquiétante comme les peintures des Carra ou De Chirico. Mains coupées, multipliées, bien réelles, dégainées comme un fer seront remises dans une carresse de velours pour clore la visite, indispensable, du précieux cabinet de curiosités ouvert par François Torsu et Ezéchiel Garcia-Romeu.

Jean-Louis Perrier

★ **Aberrations du documentaliste**, de François Torsu et Ezéchiel Garcia-Romeu. Avec Jacques Fomier. Océon-La Cabane, 36, quai de la Loire, Paris 19^e. M^e Jaurès. A 19 h et 20 h 30, les vendredis 12 et 13 mars; à 16 h 30, 19 h et 20 h 30, le samedi 13; à 15 h, 16 h 30 et 19 h, le dimanche 14; à 15 h et 19 h, le mardi 16. Tél.: 01-44-41-36-36. 30 F (4,57 €). Durée: 1 heure.

Le sport en détourné d'Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom

OUI, d'Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom (chorégraphie). Francine Ferrer (musique). Maryse Gautier (lumière). Christine Le Moigne (scénographie). Laurence Alquier (costumes). **THÉÂTRE JEAN-VILAR**, Vitry-sur-Seine, du 12 au 15 mars, à 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-46-86-70-70. De 65 F (9,7 €) à 40 F (6 €).

« Oui » : locution qui file droit au but sans qu'on ait le temps de la retenir. *Oui* : titre énigmatique de la nouvelle pièce d'Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom. Il répond à quoi ? Au sport, thème imposé par Michel Caserta qui a fondé et dirige depuis vingt ans la Biennale de danse en Val-de-Marne.

La dixième édition s'élance vers le siècle prochain, calée dans des starting-blocks. Les karatékas dopent l'inspiration de Luc Petton dans *Polemio*, les voltigeurs du cirque exaltent l'Australienne Me-

ryl Tankard, ex-danseuse chez Pina Bausch, qui dressera un chapiteau pour *Possessed*.

Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom se posent eux sur une scène sereine comme un carré. Ils y convertissent le geste du sportif - lanceur de javelot, basketball - en mouvements stylisés contaminés par un humour discret. Les lutteurs s'entrechoquent le ventre comme des coqs en lutte; les marathoniens enroulent des bûches nonchalants; les plongeurs roulent sur des pous. Ce mobilier en mousse remplace les trempings, les haies.

Mais qu'il s'agisse de ping-pong ou de boxe, tout est détourné en pointillé. Les sports se surimposent dans un fondus-enchâssés. Les exploits, qui n'en sont pas, renvoient le rituel sportif à cette « gonflette » que les six danseurs poquent gentiment. Jusqu'aux pom-pom girls qui raidissent la jambe sur une ritournelle de *faux* faire sournoisement dépressive. Le développement du thème est par-

faitement quadrillé. Presque trop. On rêve qu'Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom se débilitent. La deuxième mi-temps, en compilant plus librement le scénario de la première, rassure. La poésie fugace de leur gestuelle s'envole alors tout simplement pour le plaisir de la danse.

Cette tendance à appuyer la lisibilité du propos empêchait aussi *Précipité* (une création de 1997) de précipiter au sens clinique du terme. Tirant des bords entre rigueur militaire et joyeuse pagaille, de charmants petits soldats en Babygro multicolores tricotent des rangs pour envoyer soudain valdinguer leurs manières un peu raides. Sur des couleuvres d'accordéon, place alors aux gambades, puis à un duo vaporeux. On y retrouve alors la plénitude de corps enveloppés dans un mouvement caressant. Formés chez Dominique Bagouet, Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom ont reçu cette grâce d'habiter la danse comme une maison. La Biennale du Val-de-Marne rendra d'ailleurs hommage les 16 et 17 mars à l'élégance vive du chorégraphe mort le 9 décembre 1992.

Rosita Boisseau

★ **Prochains spectacles:** *Polemio*, de Luc Petton, les 12 et 13 mars, à Villejuif. Hommage à Bagouet: *Bien fait pour vous*, par les Carnets Bagouet, les 16 et 17 mars, à Vitry-sur-Seine; *Jours étranges*, par le Dance Theatre of Ireland, les 18 et 19 mars, à Rungis. Tél.: 01-46-86-17-51. E-mail: biennial.danse@wanadoo.fr

SORTIR

PARIS

Quatuor Arpeggione
Schumann: *Quatuor à cordes op. 41, Quintette pour piano et cordes op. 44*. Jean-Philippe Collard (piano). Ils sont curieux, créent de la musique d'aujourd'hui. Les archets du Quatuor Arpeggione fêtent leurs dix ans. On jugera de leur santé dans les *Quatuors* de Schumann et avec le *Quintette* du même, avec Jean-Philippe Collard. *Théâtre des Champs-Élysées*, 15, avenue Montaigne, 8^e. M^e Alma-Marceau. Le 12, à 20 h 30. Tél.: 01-49-52-50-50. De 40 F à 300 F.

Manuel Rocheman
Le lendemain de son prix Django Reinhardt de l'Académie du jazz, Manuel Rocheman a joué au New Morning avec le trio de son disque (George Miraz à la basse, Al Foster à la batterie). Ce concert est d'assez loin le plus beau, le plus musical, le moins racoleur des trios de piano de l'année 1998. Autant dire que toute occasion de revoir Manuel Rocheman en petit comité est un événement.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^e Châtelet. Les 12 et 13, à 22 heures. Tél.: 01-42-33-22-88. 80 F.

Carmen Linares

Une voix, profonde, expressive, dans le drame et la joie mêlés, celle de Carmen Linares, née dans

la province de Jaén, en Andalousie, l'une des personnalités les plus touchantes du flamenco. Elle a choisi un programme de chansons populaires ramenées par Federico Garcia Lorca. En sa compagnie, un orchestre de six musiciens (deux guitares, contrebasse, percussion, violon et flûte). *Trianon*, 80, bd Rochechouart, 18^e. M^e Anvers. Les 12 et 13 mars, à 21 heures; le 14, à 16 heures. Tél.: 01-44-92-78-04.

MAUBEUGE

Via 99
Théâtre, danse, concerts, performances et expositions, le festival Via 99 demeure fidèle à son exploration du contemporain sous les angles les plus divers. Ouverture, le 12 mars de la treizième édition, avec *L'Opéra des gueux*, projeté dans les bas-fonds d'aujourd'hui et *Faust et Hélène*, création du jeune metteur en scène russe Ivan Popovski. Suivront les marionnettes britanniques de Faulty Optic, le théâtre new-yorkais avec *Jet Lag*, ou les danseurs de Kubilai Khan Investigations. Sommet prévu les 19 et 20 mars avec la première française de *Donna del mare*, de Bob Wilson, avec Dominique Sanda et Philippine Leroy-Beaulieu. *Via 99, festival international*, Maubeuge. Du 12 au 23 mars. Tél.: 03-27-65-65-40. 70 F à 150 F.

THÉÂTRE DU BOND-POINT COMPAGNIE MARCEL MARÉCHAL

Pierre Arditi, Michel Aumont
Marcel Maréchal, Chantal Neuwirth

rêver peut-être

de Jean-Claude Grumberg
m.e.s. Jean-Michel Ribes

la vie France Inter
Réservation 01 44 95 98 10

GUIDE

REPRISES

Allons donc, papa !
de Vinceme Minneili.
Américain, 1951, noir et blanc (1 h 21).
Reffet Médias, salle Louis-Jouvet, 9^e.
Tél.: 01-43-54-42-34.
Lolita
de Stanley Kubrick. Britannique, 1962, noir et blanc (2 h 35).
Action Écoles, 5^e. Tél.: 01-43-29-79-89.
Les Mains qui tuent
de Robert Siodmak. Américain, 1944, noir et blanc (1 h 27).
Le Champo - Espace Jacques-Tati, 9^e.
Tél.: 01-43-54-51-60.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél.: 06-36-68-03-78 (2,23 F/min).

SEANCE SPÉCIALE

Les Enfants de cinéma
Le Forum des images (ex-Vidéothèque de Paris) reçoit, un après-midi par mois, l'association Les Enfants de cinéma. Elle organise ainsi, le samedi 13 mars, une projection destinée au jeune public (à partir de 8 ans) de *Gosses de Tokyo*, réalisé en 1982 par Yasujiro Ozu. Cette projection sera suivie d'un goûter-débat avec les enfants.
Forum des images (ex-Vidéothèque de Paris, Forum des Halles, porte Saint-Eustache, 7^e). Tél.: 01-44-76-62-00. Le 13 mars, à 14 h 30, 50 F pour un enfant et un adulte, 15 F par enfant supplémentaire.

FESTIVALS CINÉMA

L'Enfant et le 7^e Art
La sixième édition du festival itinérant L'Enfant et le 7^e Art, parrainée par Jeanne Moreau, investit jusqu'au 9 avril dix villes de Seine-et-Marne. La thématique, cette année, s'articule autour des relations entre les générations à travers des films en provenance de Russie, de Chine, du Burkina-Faso, du Canada et d'ailleurs. De très beaux courts-métrages d'animation destinés aux plus petits (dès 3 ans) figurent également dans la programmation du festival. L'Enfant et le 7^e Art se rendra dans l'Essonne du 7 au 16 avril et dans le Loiret du 19 avril au 19 juin, avec des cinémobiles.

Aux quatre coins de l'enfance, 81, avenue de Fontainebleau, 77 Saint-Fargeau-Ponthierry. Tél.: 01-60-65-70-50. Enfants: 10 F; adultes: 20 F.
Festival international de films de femmes
L'accent, dans la programmation du 21^e Festival international de films de femmes de Créteil, est mis cette an-

née sur le cinéma océanien, avec quarante et un films australiens et néo-zélandais. Le festival organise également une rétrospective intégrale de l'œuvre de Jane Campion. Dans le cadre de la compétition internationale, cinquante films inédits, parmi lesquels six longs-métrages de fiction, seront projetés à Créteil. Le festival rend également hommage à Jeanne Moreau avec, entre autres, *Eva*, de Joseph Losey, *La Baie des anges*, de Jacques Demy, *Le Journal d'une femme de chambre*, de Luis Buñuel, et *Falstaff*, d'Orson Welles. *Maison des arts de Créteil*, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Du 12 au 21 mars. Tél.: 01-49-80-38-98.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Casa de Bernarda Alba
de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Luc Pailès, avec Nathalie Adam, Sarah Bensoussan, Laura Diaz Del Corral, Claudine Fievet, Léonor Galland-Frot, Christine Liérot, Axel Petersen, Mariana Araoz et Rosa Ruiz.

Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, 20^e. M^e Pelleport. Le 12, à 20 h 30. Tél.: 01-43-64-80-80. Durée: 1 h 40, 90 F et 140 F.
Quatuor Mosaïques
Mozart: *Quatuor à cordes KV 387 et KV 464*, Duo pour violon et alto KV 424.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 13, à 16 h 30. Tél.: 01-44-84-44-84. 80 F.
Quatuor Prazak
Haydn: *Quatuor à cordes op. 76 n° 2*
« Les Quintes », Zemlinsky: *Quatuor à cordes op. 4*, Smetana: *Quatuor à cordes n° 2 « Inachevé »*.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. M^e Châtelet. Le 13, à 17 heures. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 F.

Compagnie la Camionetta
Hélène Cathala, Fabrice Ramalingom: *Oui*.
Vitry (94). Théâtre Jean-Vilar, 9, avenue Youri-Gagarine. Les 12 et 13, à 21 heures. Tél.: 01-55-53-10-60. 40 F.
Maggia Stina, Eszter Balint, Meira Asher
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, 9^e. M^e Pigalle. Le 12, à 19 h 30. Tél.: 01-44-92-77-55. De 100 F à 120 F.
Bedouins d'Abu Dhabi
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 5^e. M^e Jussieu. Les 12 et 13, à 20 h 30. Tél.: 01-45-44-72-30. 100 F.
Juqu'au 11 avril.

BOX
MAN

Slatoslav RICHTER
Rachmaninov piano concerto 2 et
Tchaikovsky piano concerto 1
79 F
Prix TTC, hors frais d'expédition

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus de monde

www-boxman-fr

DU 13 MARS AU 21 MARS 1999
FOIRE NATIONALE
A LA BROCANTE
ET AUX JAMBONS
DE CHATOU
TOUS LES JOURS DE 10H A 18H
PRES DE PARIS - ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU
SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE
ET DE L'OCCASION. Tél.: 01 47 70 43 73

051 71 44

صكنا من الامل

LAGARDERE

FORTE CROISSANCE DU RÉSULTAT NET

Le Conseil de Surveillance, réuni le 10 mars 1999, a examiné les comptes de l'exercice 1998 présentés par MM. Jean-Luc LAGARDÈRE, gérant, Philippe CAMUS et Arnaud LAGARDÈRE, co-gérants.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 70,1 milliards de francs (10,7 Md€) contre 65,9 milliards de francs (10,04 Md€) en 1997, en hausse de 6,4 %.

A périmètre et taux de change constants, les chiffres d'affaires des pôles Hautes Technologies, Automobile et Communication-Médias croissent respectivement de 1,2 %, 4,9 % et 4,9 %, contribuant à une progression d'ensemble de 3,7 %.

Compte tenu de sa politique de gestion du change, le cours du dollar des activités du groupe LAGARDÈRE ressort à 5,90 F en moyenne sur l'exercice 1998.

CROISSANCE DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation augmente de 5,9 % pour s'établir à 4 223 MF (644 M€). Cette progression, qui survient après celle de 51 % déjà enregistrée en 1997, se répartit ainsi :

- augmentation de 6,4 % du pôle Hautes Technologies correspondant à une hausse des branches Défense et Espace et à une baisse de la branche Télécommunications sous l'effet de la sortie de l'activité profitable de commutation publique et de la comptabilisation de pertes liées à l'arrêt de l'activité "mobiles" en juillet 1998.
- croissance de 22,5 % du pôle Automobile (+ 30,5 % en tenant compte de la sortie de l'activité Transport) en raison de la poursuite du grand succès commercial rencontré par la troisième génération de Renault Espace.
- augmentation de 2,3 % du pôle Communication-Médias consécutive à l'amélioration de toutes ses branches (Livre, Presse, Distribution et Services, Audiovisuel) à l'exception de Multimédia Grolier du fait des investissements consentis pour l'acquisition d'abonnés de l'activité "Club Internet", en forte croissance.

FORTE CROISSANCE DU RÉSULTAT NET (+ 33 %)

Le résultat financier poursuit son amélioration, la charge nette de l'exercice 1998 s'établissant à 6 MF (0,9 M€) contre 121 MF (18,5 M€) en 1997.

Les charges exceptionnelles nettes s'établissent à 169 MF (25,8 M€) contre 462 MF (70,4 M€) en 1997. Elles comprennent des plus-values nettes de cession d'actifs à hauteur de 1 128 MF (172 M€) —essentiellement MET, Matra Transport International et Selsius—, des provisions pour restructurations portant principalement sur la branche Télécommunications, des provisions sur immobilisations incorporelles concernant le pôle Communication/Médias et d'autres charges exceptionnelles.

Le poste "Impôts sur les résultats" s'établit à 1 563 MF (238 M€) contre 1 266 MF (193 M€) en 1997.

Après prise en compte de la part des minoritaires, le Résultat net —part du Groupe— s'élève à 1 837 MF (280 M€), en progression de 33 % par rapport à 1997.

Le tableau suivant présente les chiffres les plus significatifs du compte de résultat consolidé :

	(En millions de francs)			(En millions d'Euros)		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Chiffre d'affaires	56 401	65 903	70 138	8 598	10 047	10 692
Résultat d'exploitation	2 636	3 989	4 223	402	608	644
Résultat financier	(193)	(121)	(6)	(30)	(18)	(1)
Résultat courant	2 443	3 868	4 217	372	590	643
Résultat exceptionnel	(453)	(462)	(169)	(69)	(70)	(26)
Rémunérations prioritaires	(165)	(153)	(140)	(25)	(24)	(21)
Impôts sur les résultats	(244)	(1 266)	(1 563)	(37)	(193)	(238)
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(155)	(169)	(141)	(24)	(26)	(22)
Résultat net des sociétés intégrées	1 426	1 818	2 204	217	277	336
Contribution des sociétés mises en équivalence	4	(13)	6	1	(2)	1
Part des minoritaires	(392)	(425)	(373)	(60)	(65)	(57)
Résultat net part du groupe	1 038	1 380	1 837	158	210	280

CRÉATION DE VALEUR POUR L'ACTIONNAIRE

La valeur économique créée par l'entreprise peut se mesurer par comparaison entre le résultat des activités hors produits et frais financiers et après impôt sur les sociétés théorique (EBIT - Earnings Before Interest and Taxes après impôt théorique) et le coût des capitaux employés. Le calcul conduit à une valeur créée de 1 222 MF (186,3 M€).

PERSPECTIVES

Comme prévu, le résultat d'exploitation de 1999 devrait être en retrait sur celui constaté en 1998 qui bénéficiait de la fin de la livraison de certains contrats à long terme à l'exportation. La consistance du carnet de commandes des activités Défense et Espace (49,8 MdF soit 7,6 Md€ à fin 1998) permet de prévoir une remontée sensible du résultat d'exploitation dès 2000.

DIVIDENDE EN PROGRESSION

La gérance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 0,78 € (5,12 francs) par action (assorti d'un avoir fiscal de 0,39 €, soit 2,56 francs), en augmentation de 16,3 % par rapport à 1997.

CHIFFRE D'AFFAIRES :

70,1 MdF - 10,7 Md€

+6,4 %

RÉSULTAT

D'EXPLOITATION :

4 223 MF - 644 M€

+5,9 %

RÉSULTAT NET

CONSOLIDÉ :

1 837 MF - 280 M€

+33 %

Il est rappelé que le Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 121 avenue Malakoff PARIS 16ème (tel : 01.40.69.20.73) et que tous les renseignements sur le groupe peuvent également être obtenus sur Internet : <http://www.lagardere.fr> par MINITEL : 3615 Code LAGARDERE ou sur ECOFIL : 3615 COB.

KIOSQUE

LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

La Commission de Bruxelles jugée par la presse

« L'Expansion » publie le « premier palmarès » des commissaires européens. Etabli par trente-deux journalistes spécialisés, ce tableau d'honneur décerne bonnes et mauvaises notes, commentaires flatteurs et critiques

LONGTEMPS, ces mystérieux hybrides, à la fois gouvernant et légiférant, que sont les membres de la Commission de l'Union européenne échappèrent à tous les contrôles autres que ceux, il est vrai assez stricts, que leur impose l'institution elle-même. C'est fini. Le Parlement européen veut y regarder de plus près : il n'entend plus se satisfaire des réponses à l'empressement qui lui furent trop souvent adressées par ces « permanents de l'Europe » ; les sommes en jeu et les enjeux tout courts

sont trop importants. Le 15 mars, un groupe des sages mandaté par le Parlement rendra son rapport sur la gestion de la Commission sous la présidence de Jacques Santer. Mais la presse porte à son tour jugement. Fondé sur les notes attribuées aux vingt commissaires par trente-deux correspondants permanents à Bruxelles, le bimensuel L'Expansion (3-17 mars) publie « Le premier palmarès des commissaires européens ».

Premier de la classe (avec une note de 32,5 sur 40), le Belge Karel

L'Expansion

Van Miert, en charge de la concurrence, est jugé « brillant », « strict », « gros travailleur ». Il est plébiscité pour sa rigueur et son efficacité dans l'ingrate fonction qui est la sienne : « Mettre à mal toutes les tentatives d'entrave à l'économie de marché » dans une Europe de vieille tradition dirigiste. Avec 28,8,

le Français Yves Thibault de Silguy, patron du lancement sans accroc de l'euro, est gratifié d'une appréciation flatteuse : « Impeccable quoique trop soucieux de le faire savoir ». Quatrième, tout juste derrière l'italienne Emma Bonino, « belle image mais contenu très discuté », le britannique Leon Brittan, dit L'Expansion, « confirme qu'on peut être anglais et européen ».

En milieu de classe, mais en dessous de la moyenne, au douzième rang, le président Jacques Santer

est durement jugé par la presse accréditée : « Aucune séduction, mauvais orateur, pas de vision ; solide et courageux mais sans éclat ; pas l'air d'un président ». De l'Espagnol Javier Solana, actuel secrétaire général de l'OTAN, à l'ex-président du conseil italien Romano Prodi, les noms de successeurs potentiels commencent à circuler.

Au dernier rang, avec la note la plus basse (11,8), la Française Edith Cresson, déjà dans le collimateur du Parlement européen, « accusée d'avoir favorisé certains de ses proches », écrit L'Expansion, est ainsi décrite au palmarès : « Arrogante mais de bons résultats ; son maintien à son poste nuit à l'ensemble de l'institution ». Au bas du tableau lui tiennent compagnie le Grec Christos Papoutsis, qui peu des correspondants interrogés ont eu « la chance d'entendre » ces quatre dernières années, le Portugais João de Deus Pinheiro et l'Espagnol Manuel Marín, auditionné par le Parlement pour des affaires de fraude.

Pour le journal, « la Commission a pris de très haut les récriminations du Parlement, comme si elle pouvait travailler en toute impunité ». « Au pied du mur, trois mois avant les élections européennes, la Commission (...) paie aujourd'hui le prix d'une communication maladroite et de méthodes autocratiques. « Arrogance » est le terme le plus souvent retenu par les observateurs à propos des commissaires », écrit L'Expansion.

Alain Frachon

EN VUE

■ Parfois un Ivoirien mal chaussé, sans masque dans les masques — ils fouillent nuit et jour par centaines les immondices d'Akoudé, la plus grande décharge d'Abidjan — meurt enseveli au passage d'une benne.

■ « L'embryon de l'amphibien est proche de l'embryon humain », rappelait récemment Ron Heyer, chercheur américain du Pentagone, membre du « groupe de combat contre le déclin des grenouilles américaines » qui, victimes de la pollution, naissent fréquemment avec une ou deux pattes postérieures déformées, ou manquantes, ou de trop.

■ Le centre faunique de Bonassai près de Sassari en Sardaigne, spécialisé dans les soins aux animaux en voie d'extinction, appareillera une patte antérieure artificielle sur un cerf amputé, blessé par un braconnier.

■ John Margerison, ancien soldat britannique, porte plainte devant le ministère de la défense, pour avoir perdu l'ouïe en tirant des salves en l'honneur de la reine.

■ Grâce à l'Anshinkun de la firme Honda Tsushin Kogyo, minuscule réveil se glissant dans l'oreille, les japonais endormis des trains de banlieue ne manqueront plus leur station le matin.

■ La maison de couture Léonard, présentera, dimanche à Paris, sa robe de mariée en « papier hygiénique japonais », parsemé de roses « en hommage à Ronsard ».

■ Palmer (Palmiers), œuvre de la reine Margrethe de Danemark, exécutée à l'âge de douze ans avec des bâtons de craie de couleur, a été vendue aux enchères pour 150 000 couronnes (environ 130 000 francs), samedi 6 mars, à Aarhus.

■ Le fabricant américain de crayons de couleur Crayola qui, pour ne pas heurter la clientèle noire, avait remplacé, en 1962, son crayon « chair » par le crayon « pêche », renonce désormais à son « rouge indien » (d'un pigment provenant de l'Inde) « blessant pour les Américains de souche ».

■ Les médecins de l'Institut du Carveau de l'Homme à Saint-Petersbourg, percent le crâne des toxicomanes pour geler un point de l'encéphale responsable de la dépendance. Vendredi 5 mars, pendant l'opération sous anesthésie locale, Ivan Sitrokhin, vingt ans, plaisantait encore : « Docteur, je vous invite chez moi, on boira ensemble ».

■ En Russie où la durée de vie de la population masculine équivaut à ce qu'elle était à la fin du XIX^e siècle, « 40 % environ des jeunes de seize ans ne vivront pas jusqu'à soixante ans », selon l'Institut national des statistiques.

Yves Eudes

Christian Colombani

DANS LA PRESSE

FINANCIAL TIMES

■ Bravo Oskar ! Un spectre aura hanté les marchés européens : celui d'Oskar Lafontaine. Sa démission est un événement considérable pour la vie de la jeune monnaie unique européenne. M. Lafontaine était bien plus qu'un ministre allemand des finances « vieux jeu ». Il avait pris en otage la politique économique de Gerhard Schröder et semblait vouloir faire tourner l'horloge à l'envers. D'où ses pressions répétées sur la Banque centrale européenne pour qu'elle réduise ses taux, ses mesures fiscales contre les entreprises et ses projets de zones-cibles pour le système monétaire international. Son influence s'étendait bien au-delà de l'Allemagne ; tous les vieux socialistes des autres pays européens étaient encouragés dans leur activisme par sa présence. Heureusement, l'ère Lafontaine n'aura été qu'un interlude dans

l'inevitable modernisation des économies de la zone euro... La démission de M. Lafontaine est favorable pour les marchés boursiers de la région. Il en est de même pour l'euro. La monnaie unique a souffert depuis sa naissance des disputes entre le ministre allemand et la BCE. Paradoxalement, son départ va rendre plus facile une baisse des taux par la Banque.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

■ Il n'aura pas fallu six mois pour que l'euro impose sa loi à Oskar Lafontaine. Le départ du ministre allemand des finances, qui incarnait la gauche social-démocrate au gouvernement, montre que nul homme politique ne peut plus espérer s'affranchir de la logique libérale consacrée par le traité de Maastricht et le pacte de stabilité et de croissance signé par les Onze de l'euro. Fût-il président du parti dominant de la majorité au pouvoir dans la pré-

mière puissance économique de l'Union (...). En Europe, où le centre de gravité politique vient brutalement de se déplacer vers la droite, le départ du grand argentier sarrois devrait contribuer à une clarification très salutaire. (...) Les couplets d'Oskar Lafontaine sur la baisse des taux ont beaucoup nui à la recherche d'un indispensable consensus économique-monnaire, et affaibli du même coup la position de l'ancien continent face aux Etats-Unis.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ La double démission d'Oskar Lafontaine (...) n'est une bonne nouvelle ni pour les socialistes français, ni pour la majorité plurielle qu'ils ont constitué avec les Verts. Le départ du ministre des finances déstabilise le gouvernement allemand au moment où ce dernier assure la difficile présidence du Conseil européen ; l'événement ne peut que compliquer les délicates discussions

entre la France et l'Allemagne sur l'Agenda 2000, c'est-à-dire le financement communautaire. Il met fin au mythe ou aux velléités d'une Europe rose, volontiers néo-keynésienne, célébrée, hier encore, de concert à Paris et à Bonn. (...) La démission d'Oskar Lafontaine décribilité d'autant les discours emphatiques sur le pacte européen pour l'emploi ou encore sur l'Europe sociale. Elle prive enfin les socialistes français d'un interlocuteur francophile, ami de longue date de nombreux responsables du PS. (...) Hier encore, les socialistes français pouvaient jouer des contradictions, parfois des conflits existant entre le chancelier allemand et son ministre des finances. (...) Désormais, il n'est plus qu'un patron pragmatique pour l'Allemagne : Gerhard Schröder. (...) Il n'est plus qu'une semi-exception entre le « libéralisme-travaillisme » de Blair et le « libéralisme-pragmatisme » de Schröder : l'exception française !

SUR LA TOILE

IMPÔTS

■ Selon le ministère des finances, le site web destiné à aider les contribuables français à faire leur déclaration d'impôt reçoit plusieurs milliers de visites par jour. Les internautes peuvent compléter un formulaire en ligne, puis calculer le montant de leur impôt. En revanche, il n'est pas possible d'envoyer directement sa déclaration via Internet. Par ailleurs, l'administration fiscale s'est engagée à répondre dans les quarante-huit heures aux questions envoyées dans la boîte aux lettres électronique du site. (AFP).

www.finances.gouv.fr

NOUVEAU NAVIGATEUR

■ Communicator 4.5.1, la nouvelle version du navigateur et éditeur de page web de Netscape, est disponible en téléchargement gratuit. home.netscape.com/download

CONSULTATION

■ Dans le cadre de la préparation du prochain contrat de Plan avec l'Etat, la région Centre va lancer prochainement une consultation du public sur Internet, afin de « cerner les attentes et les propositions » des habitants.

www.regioncentre.com

www.scorbut.net

Cabu, Kerleroux et Wozniak en liberté sur Internet



terminé, nous avons décidé de continuer, en passant à d'autres sujets. » Scorbis, site gratuit et sans publicité, ne rapporte pas grand-chose à ses fondateurs, si ce n'est le plaisir de publier chaque semaine des dessins originaux conçus hors de toute contrainte, et d'inviter dans cet es-

pace de liberté des amis comme Wolinski, Charb, Kiro, Gédé, Panchon, Cardon ou Tignous... Outre les rubriques liées à l'actualité, Scorbis publie des œuvres plus intemporelles, comme les portraits de chats de Kerleroux ou les musiciens de Wozniak. Les seuls profits viennent

de la vente d'un CD-ROM d'archives et d'interviews. Cette expérience a également permis aux trois complices de s'initier aux médias électroniques : Cabu se dit « obsédé par le fait que les jeunes ne lisent plus de journaux », et affirme que sa présence sur Internet répond à un « souci de toucher des gens qui n'ouvrent jamais un journal ». Par ailleurs, il apprécie l'apport esthétique du Web : « Quand les gens nous parlent de nos dessins, ils ne parlent jamais du trait. Peut-être que ça va changer avec le Web, parce que les dessins y sont quand même moins esquintés que dans un journal ».

De son côté, Wozniak cherche à adapter le travail de l'équipe à ce nouveau support. Il colore les œuvres de ses amis, et a commencé à réaliser des mini-animations et des dessins panoramiques. Cela dit, pour Kerleroux, l'essentiel est désormais « de conserver à Scorbis sa légèreté, pour qu'il ne devienne jamais indigeste ».

Yves Eudes

Christian Colombani

Baby is money par Alain Rollat

L'AVENIR de l'homme est devenu une marchandise mondialisée depuis que le marché de l'assistance médicale à la procréation n'a plus de frontières. Tous les désirs de maternité sont désormais possibles, à condition qu'ils soient solvables. « Si vous voulez comprendre les dérives de la biomédecine, disait en 1994 le professeur Lucien Sève, membre actif du Comité consultatif national d'éthique, cherchez l'argent ! » Il n'y a plus à chercher. Les marchands de fécondation in vitro ou in utero prospèrent à visage découvert.

L'équipe d'« Envoyé spécial » en a filmé une paire américaine de renommée internationale pendant qu'elle tenait boutique dans le grand hôtel parisien où elle commerce, deux fois par an, à la demande des couples qui trouvent la loi française trop précautionneuse en la matière. Lui est gynécologue à Toronto, elle est businesswoman à Indianapolis. Ils sont

mari et femme. Il opère, elle encaisse. Ils sont champions dans la lutte contre la stérilité. Leur stock de mères porteuses ou donneuses, recrutées aux Etats-Unis par petites annonces, est incomparable. Leur tarif aussi. Ils fertilisent « en trois mois » toute femme en manque de maternité pour la bagatelle de « 110 000 francs payables, à l'avance, en une seule fois ». Les frais de transport et de logement au Canada sont en sus.

Jeudi soir, ce reportage de France 2 consacré aux experts en procréation commerciale montrait, dans le hall de ce palace du quartier de l'Opéra, un magasinier et sa femme en train de choisir une donneuse d'ovocyte sur catalogue. Chaque photo était accompagnée d'une fiche signalétique garantissant la bonne santé physique de l'échantillon, son intégrité morale et sa virginité judiciaire. Ils n'avaient donc que l'embarras du choix de la couleur des yeux, des

cheveux, de la peau, etc. Il faut en effet prévoir un minimum de ressemblance entre le futur rejeton et ses faux parents biologiques. Ce couple en quête d'héritier venait d'opter pour une donneuse d'origine hispanique. La future maman était soulagée d'apprendre que les donneuses d'ovocytes agissent « par altruisme » : « elles ne touchent, pour chaque don, que 15 000 francs environ ». Le brillant gynécologue et sa charmante épouse n'intervenant que par philanthropie : « Nous ne gagnons que 5 000 francs par opération », a-t-il dit. Elle n'a pas confirmé.

Ne ratez pas l'inauguration de la prochaine vitrine de cette chaîne biomédicale, qui vous proposera sûrement des clones en vente libre. Et peut-être même des organes de rechange en provenance des trafics d'enfants. Rendez-vous donc à ces futures enseignes : « Chez Dolly » ou « Chez Barbie ».

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

Q M. Q Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901M3PA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je m'engage à suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. téléphonez au 01 42 17 32 50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/min)

« Le Monde » (USPS-008723) is published daily for \$ 692 per year. « Le Monde » 21, rue de la République 75002 Paris Cedex 05. France, periodic postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21, rue de la République N.Y. 12919-1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach VA 23461-3380 USA - Tel : 800-426-3000

صوتنا من الداخل

VENDREDI 12 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.20 La Vie des uns pour la vie des autres. Forum Planète
23.20 Le Statut de la femme dans le monde. Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invités: Coqueline Courty, Benoît Meillard, Roschdy Zem, Vincent Colonna. Canal +
19.00 Tracks. Arté
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Laurent Gerra. LCI
20.55 Thalassa. Les Milliards de Venise. France 3
21.05 Comment ça va? Les troubles du sommeil. TV 5
22.00 Faut pas rêver. Les émissaires de Luang Prabang. France: Les émissaires du bonheur. Mexique: La cathédrale du bonheur. Avec Jean-Claude Grumberg. France 3
22.20 Le Journal du Monde. Tassila Nasreen. LCI
22.40 Bouillon de culture. L'insolence est-elle de droite? Invités: Marc Fumaroli, Guy Ropiquet, Manicamp, Christian Miller, Dominique Jamet, Marc-Edouard Nabe. France 2

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Palettes, Toulouse-Lautrec. Arté
20.35 La Bataille du Chili. (2/3). Le coup d'Etat. Planète

- 20.45 Série noire au Crédit Lyonnais. (5/6). L'heure des comptes. Arté
20.45 Les Celtes. (2/6). Histoire
21.10 La Carte des Kerguelen. (1/2). Odyssée
21.40 Voyage en Patagonie. (3/4). La terre des glaciers. Odyssée
21.45 Conférences de presse. 16 mai 1992 (1/2). Histoire
22.05 Ceusses, derrière le mythe. Odyssée
22.30 Grand format. Nico Icon. O. Arté
22.55 Portraits de gangsters. (6/10). Dutch Schultz. Planète
23.10 Journal d'un voyage sur le Nil. Odyssée
23.25 Les Dossiers de l'Histoire. La Mort du maréchal et le Sacre du capitaine. France 3
0.50 La Case de l'Oncle Doc. L'ombre d'Anglois. France 3

SPORTS EN DIRECT

- 18.00 et 21.00 Ski. Coupe du monde. Finale du Slalom. Eurosport
19.30 et 23.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells. En direct. Eurosport
21.30 Boxe. Jacob - Bigli. A. Calais. All Sport
21.45 Tennis. Tournoi féminin d'Indian Wells. Eurosport

DANSE

- 20.45 Coppélia. Musique de Delibes. Par les ballets du Kirov. Mezzo

MUSIQUE

- 22.00 4^e cérémonie des Django d'or. Les Trophées belges du jazz 98. Mezzak
22.25 Otello. Covent Garden, 1992. Par l'Orchestre et le Chœur du Royal Opera House, dir. sir George Solti. Paris Première
22.45 Chostakovitch. Symphonie n° 5. Dir. Evgeni Svetlanov. Mezzo
23.45 Prokofiev. Symphonie n° 1 et Concerto pour violon. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. E. Svetlanov. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.30 Jérôme. Williams Grepin (1 et 2/2). Festival
20.55 La Grande Course blanche. Harvey Fier. TMC
21.00 Le Dernier Parrain. Graeme Clifford. O. Canal +
23.40 Plaisirs éternels. Robin Davis. Festival

SÉRIES

- 20.30 L'Homme de paille part. Les portes du paradis. Canal Jimmy
23.00 X-Files. Mécanismes. M 6
0.25 Star Trek, Deep Space Nine. Canal Jimmy
1.10 Star Trek, la nouvelle génération. (1/2). La descente aux enfers (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 18.05 Hellzapoppin. Henry C. Potter (Eats-Unis, 1941, N. v.o., 85 min) O. Cinétoile
19.10 Marthe Richard au service de la France. Raymond Bernard (France, 1937, N. v.o., 40 min) O. Ciné Classics
20.30 Le Masque arraché. David Miller (Eats-Unis, 1952, N. v.o., 115 min) O. Ciné Classics
21.00 Smoking. Alain Resnais (France, 1993, 145 min) O. Cinéstar 2
21.00 Y aura-t-il de la neige à Noël? Sandrine Veysset (France, 1996, 90 min) O. Ciné Cinéma 2
21.00 Une étoile est née. Color (Eats-Unis, 1954, N. v.o., 145 min) O. Ciné Cinéma 3
21.35 Le Roi de guerre. Dino Risi (France - Italie, 1985, 110 min) O. RTBF 1
22.50 Judo. Michael Winterbottom (GB, 1996, 120 min) O. Ciné Cinéma 1
22.55 Manhattan. Woody Allen (Eats-Unis, 1979, N. v.o., 100 min) O. Cinétoile
23.25 Shining. Stanley Kubrick (Eats-Unis, 1980, N. v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3
23.45 Un tramway nommé Désir. Elia Kazan (Eats-Unis, 1951, N. v.o., 125 min) O. Ciné Classics



- 0.20 La Rue de la honte. Kazuo Muroguchi. Avec Masahiko Kyo, Aiko Matsuo (Japon, 1956, N. v.o., 80 min) O. France 2
0.45 Paroles d'un jour. Harpod Sopota (Hongrie, 1993, N. v.o., 100 min) O. Cinéstar 2
1.10 Vidéo Blues. Harpod Sopota (Hongrie, 1993, N. v.o., 100 min) O. Arté

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
18.20 Excluse. 19.10 Le Rêve. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Surprise sur prise. 22.55 Sans aucun doute. Les secrets. 0.45 Météo la France. Prêt-à-porter automne-hiver 2000 (3/8). 1.50 TF 1 unit. Météo.
FRANCE 2
18.45 Et en, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Quel est qui? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Boulevard du palais. Le Prix d'un enfant. 22.40 Bouillon de culture. L'insolence est-elle de droite? 23.55 Journal. Météo. 0.15 Ciné-club. Cycle Japon. 0.20 La Rue de la honte. Film. Rami Muroguchi (v.o.). O. 1.40 Mezzo Finfo.
FRANCE 3
18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.55 Thalassa. Les Milliards de Venise. 22.00 Faut pas rêver. 23.00 Météo. Soir 3. 23.25 Les Dossiers de l'Histoire. La Mort du maréchal et le Sacre du capitaine. 0.30 Livre court. Pour le meilleur des mondes. Frédéric Sauter. O. 0.50 La Case de l'Oncle Doc. L'ombre d'Anglois.
CANAL +
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Allons au cinéma ce week-end. 21.00 Le Dernier Parrain. Téléfilm. Graeme Clifford. O. 23.25 Le Cinéma. Film. Alain Corneau. O. 1.15 Le Journal du hard. 1.25 Évaluation 99. Film. John A. Root. O.

ARTE

- 19.00 Tracks. 19.45 Météo. Arté Info. 20.15 Palettes. Henri de Toulouse-Lautrec. 20.45 Série noire au Crédit Lyonnais. (5/6). L'heure des comptes. 22.25 Contre l'oubli. Michaëlle Gauthier. 22.30 Grand format. Nico Icon. Documentaire S. Offringer (v.o.). O. 23.40 Rainbow pour Rimbaud. Film. Jean Tual. O. 1.00 Le Dessous des cartes. Châl. 1.10 Vidéo Blues. Film. Harpod Sopota (v.o.). O.

M 6

- 19.20 Mariés, deux enfants. O. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.00 Mode 6. 20.10 Notre belle famille. O. 20.45 Polémiques rock. 20.55 Graines de star. Graines de star junior. Par Laurent Gerra. 23.00 X-Files. Pluie. Météo. 0.45 Bookers. Une princesse dans la Mafia. O.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.30 Agora. François Rivière. 21.00 Black And Blue. 22.10 Fiction. Des comédiens écrivent: Clément de Ferra, Maréchal, Val. 23.00 Nuits magiques (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE
20.05 Concert franco-allemand. Œuvres de Debussy, Goussakovsky, Stravinsky. 22.30 Musique plurielle. Œuvres de Terepigi, Hersant, Costello. 23.07 Jazz-club.
RADIO CLASSIQUE
20.15 Les Solitudes. Œuvres de Mozart. 20.40 Le Chef d'orchestre Bruno Walter. Œuvres de Beethoven, Brahms, R. Schumann, Haydn. 23.00 Contrastes. Œuvres de Strauss. Solistes: Reiner Goldberg (Gutram), Jean Gatti, baryton, etc.

TELEVISION

ARTE

22.30 Grand format: Nico Icon. Sorti en salles en 1995, sept ans après la mort de la chanteuse-mannequin allemande Nico, le documentaire de Susanne Offringer - plusieurs fois primé dans des festivals - a le mérite de ne jamais chercher à forcer la vérité. « Mon seul regret, c'est d'être née femme, non homme », a dit la « déesse lunaire » des années 60, qui se métamorphosera en sombre junkie.

FRANCE 3

23.25 Les Dossiers de l'Histoire « Hindenburg est le destructeur de la première démocratie allemande ». Le film de Marcel Teulade, La Mort du maréchal et le sacre du capitaine, bat en brèche le mythe du junker pètri d'honneur et de valeurs ancestrales, pour ne retenir du passage d'Hindenburg (1847-1934) dans l'Histoire que son conservatisme effréné et sa tragique absence de sens politique.

FRANCE 2

0.20 La Rue de la honte. Dans un quartier réservé de Tokyo, on s'agitait d'un projet de loi visant à interdire la prostitution. Cinq femmes qui travaillent au Dreamland incarnent cinq attitudes de la condition de prostituée. Il s'agitait moins, pour Mizoguchi, de s'attaquer au problème de la prostitution que de dénoncer, encore une fois, l'oppression de la société japonaise sur la condition féminine. En v.o.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Thème: Les enseignants. Invités: Sébastien Roy, et Bertrand Tavernier. LCI
21.10 Castrats. la voix des anges. Forum Planète
23.20 De Staline à la « glasnost ». Forum Planète

MAGAZINES

- 13.45 Savoir plus santé. Voyage au fond de l'œil. Invité: José Sahel. France 2
14.15 Bouillon de culture. L'insolence est-elle de droite? TV 5
17.05 Reflets, images d'ailleurs. Les accueils traditionnels. Vraie et fausse coopération. TV 5
17.30 Envoyé spécial. Les années 90. Né à Kaposvár, József Varga. Histoire
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 13 mars 1949: le général Giraud ou l'ambiguïté de Vidy. Arté
20.35 Planète animal. L'arche, 2 000 ans après (1/6). TMC
20.40 Le Club. Anne Parillaud. Ciné Classics
21.05 Thalassa. Le Quai des oubliés. TV 5
21.40 Planète Terre. Les crochets (4/4): La fin des croisades. TMC
21.55 Metropolis. L'écriture au Québec. Vire au paradis. Ouvert pendant les travaux: chronique du Centre Georges-Pompidou. Les cent ans du Théâtre d'art de Moscou. Arté
22.15 Envoyé spécial. Un bébé à trois. Maman sur le tard. P.-L. Inrois de campagne. TV 5
22.50 L'as pas une idée? Patrick Timsit. Canal Jimmy
0.40 Saturnales. La nuit celtique. Le Festival interceltique de Lorient 1998. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.55 Des ours dans la ville. TSM
17.55 Ceusses, derrière le mythe. Odyssée
18.45 Envoyé spécial en enfer. (3/4). Mission à Laga. Planète
19.00 Les Oubliés de la Libération. Ceux des barrières. Odyssée
19.40 Les Grandes Batailles du passé. (1902). Trafalgar 1805. Planète
19.50 Le Japon dans la crise asiatique. Odyssée
20.10 Le Feuilles de la vie. Protection rapprochée. (7/8). France 3
20.30 Les Castrats. Souvenirs d'un autre temps. Forum Planète

- 20.35 Dancing in the Street. (3/10). So you want to be a Rock & Roll star. Planète
20.45 Série noire au Crédit Lyonnais. (6/6). Sauve qui peut! Arté
20.45 Toutes les drogues du monde. Drogues et politiques. Odyssée
21.45 Nina Simone: la légende. Odyssée
21.55 On the Road to Desolation. Jack Kerouac. Canal Jimmy
22.10 Les Mystères du premier film. Ciné Classics
22.20 La Bataille du Chili. (2/3). Le coup d'Etat. Planète
22.30 Fac, mode d'emploi. France 3
22.30 URSS. (3/5). 1993-1991: Illusion, déclin et chute. Forum Planète
22.45 Feux de forêts. Sauvons la faune. Odyssée
23.00 Les Descendants. (5/13). La famille Gaudin-Nehru. Histoire
23.40 La Faune africaine. Morém, un cadeau ancestral. Odyssée
23.50 Music Planet. Patti Smith. Odyssée
0.05 Les Ateliers du rêve. (5/6). Les nouveaux magiciens. Histoire
0.05 Les Authentiques. Le porc basque retrouve les Pyrénées. Odyssée
0.25 Partir avec National Geographic. Les Cobras souverains de l'Inde. Canal +
0.35 Le Dernier Vol du condor. sur le Nil. Odyssée
0.40 Dalida, le grand voyage. Arté
0.45 Portraits de gangsters. (6/10). Dutch Schultz. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 Rugby. Championnat de France. Top 16 - Pau - Stade français. Canal +
15.00 Combiné nordique. Coupe du monde. Eurosport
15.55 Cyclisme. Paris-Nice (7^e étape): Sisteron - Valberg. France 2
20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells: demi-finale. Eurosport
20.30 Équitation. Coupe du monde. 1^{er} jumping international de Paris-Bercy. Paris Première
22.00 Tennis. Tournoi féminin d'Indian Wells: finale. Eurosport
23.00 Golf. PGA Américaine. Noni Classic (P. Jour). All Sport
23.30 Boxe. Championnat d'Europe des poids welter: Stéphane Cazaubert (Fr.) - Maxim Nestorenko (Rus). France 2
3.00 Boxe. Championnat du monde unifié des poids lourds. Evander Holyfield (EU) - Lennox Lewis (GB). Canal +

MUSIQUE

- 18.00 Beethoven. Symphonies n° 4, 5 & 6. Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Claudio Abbado. Mezzak
18.30 Chostakovitch. Symphonie n° 5. Dir. Evgeni Svetlanov. Mezzo
19.30 Prokofiev. Symphonie n° 1 et Concerto pour violon. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. Evgeni Svetlanov. Mezzo
20.30 Samson et Dalila. Par l'Orchestre philharmonique de l'Opéra de Paris, dir. Claudio Abbado. Mezzo
21.00 Fidélio. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra royal, dir. Christoph von Dohnanyi. Mezzak
22.30 Saint-Saëns. Concerto pour piano et 4 mains. Par l'Orchestre de la Radiotélévision suisse italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
23.00 Rimski-Korsakov. Sérénade. Par l'Orchestre symphonique de Philadelphie, dir. Eugene Ormandy. Mezzo
0.50 Certains Leeb jazz à Nice. TF 1

VARIÉTÉS

- 20.50 La Fureur. Spéciale années 80. TF 1
20.55 Tapis rouge aux femmes d'exception. France 2

TÉLÉFILMS

- 20.55 Le Fils du cordonnier. Hervé Baslé (1 et 2/2). Téva
22.35 Le Combat de Ruby Bridges. Eulian Paley. Disney Channel
23.00 Rédacteur de tubes. Richard Elman. O. Canal +
23.50 Fausseurs et assassins. Peter Kassowitz. Festival
20.55 Les Fils du cordonnier. Hervé Baslé (1 et 2/2). Téva
22.35 Le Combat de Ruby Bridges. Eulian Paley. Disney Channel
23.00 Rédacteur de tubes. Richard Elman. O. Canal +
23.50 Fausseurs et assassins. Peter Kassowitz. Festival

COURTS MÉTRAGES

- 22.10 Supplément détachable. Canal +
23.00 Blanche, Pascal Singevin. 19^{me} Rue

SÉRIES

- 19.30 La Vie à cinq. Jardins secrets. Téva
20.05 Cracker III. Ciné Cinéma
20.55 Docteur Sylvestre. Entre quatre murs. France 3
21.00 Cop Rock. Patsy Don't Fall Me Now (v.o.). Canal Jimmy
22.15 The Practice. Parole de femmes. Cache-cache (v.o.). Série Club
1.05 Friends. Celui qui a falli aller au bal (v.o.). France 2

FILMS

- 13.05 Premier de cordée. Louis Daquin (France, 1943, N. v.o., 100 min) O. Ciné Classics
13.05 Bound. Larry et Andy Wachowski (EU, 1996, N. v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 1
13.05 Rasta rocket. Jon Turkel (Eats-Unis, 1993, 100 min) O. Cinéstar 2
14.45 Rodeo Hart. William Weisman (Eats-Unis, 1942, N. v.o., 75 min) O. Ciné Classics
16.00 Un tramway nommé Désir. Elia Kazan (Eats-Unis, 1951, N. v.o., 120 min) O. Ciné Classics
17.30 Maxime. Henri Verne (France, 1958, N. v.o., 120 min) O. Cinétoile
20.45 La Forêt émeraude. John Boorman (Grande-Bretagne, 1984, 115 min) O. RTBF 1
23.00 Le Masque arraché. David Miller (Eats-Unis, 1952, N. v.o., 115 min) O. Ciné Classics
23.00 Le Temps de l'innocence. Martin Scorsese (Eats-Unis, 1993, N. v.o., 135 min) O. Cinéstar 1



- 23.00 Seven. David Fincher. Avec Brad Pitt, Morgan Freeman (Eats-Unis, 1995, 125 min) O. Ciné Cinéma 2
0.25 Jésus de Montréal. Jean YVES ESCOFFIER (Canada, 1989, 120 min) O. Cinéstar 2



- 0.35 Les 400 coups. Jean-Pierre L  aud, Claire Maurier (France, 1959, N. v.o., 100 min) O. Cinétoile
0.55 Le Général du diable. Helmut K  tner (Allemagne, 1955, N. v.o., 115 min) O. Ciné Classics
2.05 J  de. Michael Winterbottom (GB, 1996, N. v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 3
2.05 Les Révoltés du Bounty. Lewis Milerose (Eats-Unis, 1962, N. v.o., 170 min) O. Ciné Cinéma 1
2.15 Cat Ballou. Eliot Silverstein (Eats-Unis, 1965, 95 min) O. Cinétoile
2.25 Smoking. Alain Resnais (France, 1993, 140 min) O. Cinéstar 2
3.50 Manhattan. Woody Allen (Eats-Unis, 1979, N. v.o., 100 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
15.45 Flipper. O. 16.40 Déjeuner de t  . O. 17.30 Les Desseins de Veronique. O. 18.15 et 18.50, 19.15 Samedi sur camp  . 18.20 Sur la vie d'un vôtre. O. 19.25 Les amis de la vie. O. 20.00 Journal. M  t  . 20.55 Tapis rouge aux femmes d'exception. 23.30 Boite. Championnat d'Europe. Philippe Cazaubert - Maxim Nestorenko. O. 0.45 Journal. M  t  . 1.05 Friends. Celui qui a falli aller au bal. O. 1.30 Bouillon de culture. L'insolence est-elle de droite? O.
FRANCE 3
15.10 Destination pêche. 15.40 Couleur pays. 18.10 Expression directe. 18.20 Questions pour un champion. 18.55 Le 19-20 de l'information. M  t  . 20.10 Le Feuilles de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 Docteur Sylvestre. Entre quatre murs. O. 22.30 R  c. mode d'emploi. 23.30 M  t  . L'  au. Soir 3. 23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie? O. 0.30 et 1.50 Saturnales. Journal des spectacles. 0.40 La nuit celtique. Le Festival interceltique de Lorient et concert Alan Stivel.
CANAL +
14.00 Rugby. 14.05 Basket NBA. 17.05 Ad  les. O. 17.30 Ned et Stacey. O. En clair jusqu'   20.35 17.55 Décode pas Buzzy. 18.30 Toonsylvania. O. 19.00 T.V.+. 20.04 Jean-Luc et Falgout. O. 20.05 D  ria. O. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Samedi comp  lie. 20.35 H. Une histoire de lapin. O. 21.00 Une différence. O. 21.25 S  n City. Strip-tease. O. 21.45 South Park. Roger Ebert devrait manger moins gras. O. 19.00 T.V.+. 20.04 Jean-Luc et Falgout. O. 20.05 D  ria. O. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Samedi comp  lie. 20.35 H. Une histoire de lapin. O. 21.00 Une différence. O. 21.25 S  n City. Strip-tease. O. 21.45 South Park. Roger Ebert devrait manger moins gras. O.

- 22.10 Supplément d  tach  ble. Spécial pour rédiger africain. 23.00 R  diger de l'  tat. Téléfilm. Richard Elman. O. 0.25 Partir avec National Geographic. Les Cobras souverains de l'Inde. 1.20 A la recherche du passé. Film. Jean-Marie R    . O.
LA CINQUIÈME/ARTE
16.05 Sur les chemins du monde. Histoire de la Terre. 16.55 La Pierre pour l'horizon. 17.25 Sur les toits du Bengale. 18.20 Va savoir. 18.45 Histoire parallèle. 19.45 M  t  . Arté Info. 20.05 Le Dessous des cartes. Vire l'an 2000: prospectives (né 1). 20.15 The Rutles. All You Need Is Cash. (1/8). O. 20.45 Série noire au Crédit Lyonnais. (4/6). Sauve qui peut! 21.55 M  t  . 22.55 Spectromètre. (6/6). L'  mouv  ment. O. 23.50 Music Planet. Patti Smith. L'oc  der des possibles. 0.40 Dalida, le grand voyage.

- M 6
16.10 Raven. O. 17.10 M  t  . Les crochets. O. 18.10 Bugs. O. 19.10 Turbo. 19.45 Wazir. 19.54 Le Six Minutes. M  t  . 20.00 Mode 6. 20.10 Plus vite que la musique. 20.45 Ciné 6. 20.55 La Trilogie du samedi. 20.55 Ch  m  . Au nom du père. O. 21.50 The Sentinel. M  t   en mémoire. O. 22.45 Buffy contre les vampires. Atchoula. O. 23.40 M  t  . Téléfilm. Michael Toshiyuki Uno. O.

- RADIO
FRANCE-CULTURE
18.35 Profession spectateur. 20.00 Fiction. Œuvres de Hoffmannsthal. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.
FRANCE-MUSIQUE
19.30 La Rhovanina. Opéra de Mousorgski. Par le Chœur et l'Orchestre du M  tropoliten Opéra de New York. dir. Valéry Gergiev. 23.45 Présentez la facine.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- RADIO CLASSIQUE
19.00 Intermezzo. Œuvres de Mercadante, Rossini, Respighi. 20.00 Les Solitudes. Œuvres de Lalo. 22.35 Opéra. Faudr   l'insolence de la section. 0.05 Le Gal Savoir. Monique Sicard.

- SIGNIFICATION DES SYMBOLES
Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
Interdit aux moins de 18 ans
Les codes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
   Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

L'association Act-Up Paris menace de dévoiler l'homosexualité d'un député

Elle veut sanctionner la présence de l'élus à une manifestation « homophobe »

L'HOMOSEXUALITÉ d'une personnalité publique sera-t-elle pour la première fois révélée en France contre l'avis de l'intéressé ? L'association de lutte contre le sida Act-Up Paris menace depuis quelques jours un député de l'opposition d'une action d'outing. Seules les associations homosexuelles anglaises et américaines avaient jusqu'à présent osé manier cette arme de la dénonciation publique, censée accroître la visibilité des homosexuels dans la société.

Premier acte le 10 février. Act-Up Paris expédie une lettre au député en question exigeant qu'il annonce publiquement son homosexualité : « Vous êtes présent à la manifestation anti-PACS du dimanche 31 janvier. Non seulement cette manifestation visait à empêcher que les couples gays et lesbiens bénéficient de droits, mais elle a été le théâtre d'une haine anti-homosexuelle d'une rare violence. (...) Depuis, vous n'avez pas jugé utile de condamner ces agissements. Votre silence est légitime. »

Deuxième acte le 8 mars. Un communiqué de presse envoyé dans les rédactions, reproduisant la lettre envoyée au député, avertit qu'« Act-Up Paris rendra bientôt publique l'homosexualité d'un député ». Le troisième acte se déroulera dans les tout prochains jours : les mêmes rédactions recevront un fax souhaitant de la part d'Act-Up Paris, un bon anniversaire au député en question, cela afin que les derniers journalistes qui ignorent encore apprennent le nom du député visé.

Pour l'acte final, la dénonciation publique en tant que telle, Act-Up Paris hésite encore. Car la ma-

nœuvre pourrait lui coûter cher, jusqu'à 300 000 francs (45 700 euros), selon l'avocat de l'association, si le député décidait de porter plainte pour atteinte à l'intimité de la vie privée. Act-Up Paris négocie actuellement avec une chaîne de télévision qui pourrait accueillir dans ses programmes le propos dénonciateur, quitte à en endosser les conséquences financières.

Avant même que l'outing ait eu lieu, les militants ont déjà partiellement atteint leur but : la simple menace d'y avoir recours a suffi à lancer le débat. Le sénateur Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, qui avait lui-même choisi, en novembre 1998, de faire état publiquement de son homosexualité, a demandé jeudi 11 mars à l'association Act-Up Paris de renoncer à son projet « au nom de la liberté ». Tout en « réprochant les manifestations discriminatoires au cours desquelles on promet le bâcher aux homosexuels », M. Delanoë a déclaré ne pas admettre que, « sous la pression, un individu puisse être contraint d'afficher publiquement sa nature, si tel n'est pas son choix ».

« CONTRE-PRODUCTIF »
Même condamnation sans appel du côté de Catherine Tasca, présidente de la commission des lois à l'Assemblée nationale, qui se dit « franchement scandalisée ». « L'homophobie, certes, renait sur des territoires limités. Mais, avec ce type d'actions, elle renaitra sur des territoires plus larges. Comment des gens stigmatisés depuis des générations, qui mènent un combat pour le respect de la personne, pourraient-ils

leur tour stigmatiser X ou Y ? » Daniel Bourillo, le juriste d'Aides, association de lutte contre le sida, estime que « c'est à l'Etat de condamner l'homophobie, et non aux individus d'exercer une vengeance personnelle ». Pour François Vaugin, président d'Homosexualités et socialisme, l'outing est « contre-productif politiquement ». Selon lui, la « seule chose que l'on peut reprocher à un député, c'est de ne pas respecter ses engagements de campagne. Pour le reste, seule importe sa propre conscience ».

Plus nuancé, le rédacteur en chef du magazine 7ème, Thomas Doustaly, reconnaît que « l'outing est une agression », mais poursuit : « On ne peut pas, d'un côté, tirer à boulets rouges sur Act-Up et, de l'autre, ne pas s'interroger ni sur la règle tacite qui veut que l'homosexualité des personnalités publiques soit indiscrète, ni sur le peu de réactions qu'a suscité la manifestation anti-PACS, qui fut pourtant d'une rare violence homophobe. »

Au Centre gay et lesbien (CGL), on juge que « la pratique n'est pas absurde ». « La frontière entre vie publique et vie privée n'existe pas en politique. Il n'y a qu'à voir comment certains exploitent, dans Paris Match, leur vie de famille... » Reste, selon le CGL, que le moment est mal choisi, en plein débat sur le PACS et que l'outing doit être utilisé en dernier recours, contre des personnalités qui agissent ouvertement contre les homosexuels. Or le député en question, souligne-t-on, n'a pas lui-même tenu de propos ouvertement homophobes.

Pascal Krémer

« On en a marre d'être agressés »

Act-Up Paris, « association activiste de lutte contre le sida » née en 1989 sur le modèle d'Act-Up New York, est coutumière de la provocation et des actions « coup de poing ». L'idée de pratiquer en France la « dénonciation » publique a pourtant suscité des débats houleux en son sein, avoue son président, Philippe Mangeot. « Depuis que l'on débat du PACS, nous assistons à des manifestations quotidiennes d'homophobie parfaitement assumée. Nous secouons le cocotier pour susciter le débat, quitte à nous mettre à dos nombre d'associations de gays et lesbiennes. »

M. Mangeot admet que l'outing est « indéfendable, mais il arrive que l'on fasse des choses indéfendables. On en a marre d'être agressés. L'homophobie persiste et n'est pas réprimée par la loi. Il faut casser cette honte qui pèse sur les homosexuels dans certains milieux. Où sont les pédés à l'Assemblée, où sont les lesbiennes ? »

GRAND JURY
RTL Le Monde LCI

HUBERT VEDRINE

Ministre des Affaires étrangères

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE
et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE
18H30

SUR

RTL & LCI

COMMENTAIRE DÉLATION

Les menaces d'outing brandies par l'association Act-Up Paris à l'encontre d'un député sont inacceptables. Directement inspirée de l'activisme homosexuel anglo-saxon, l'initiative d'Act-Up Paris reste, à ce jour, virtuelle, mais elle choque. D'abord parce que la révélation de la vie privée d'une personnalité publique va à l'encontre de tous les principes de la société française : une chose est de recueillir les confessions volontaires d'une Amélie Mauresmo ou d'un Bertrand Delanoë, une autre est de forcer quelqu'un à dévoiler sa vie privée.

Ensuite parce que la méthode utilisée – la délation – et la publicité effectuée par Act-Up Paris relève d'une sorte de « terrorisme communautariste » dont on voit mal comment il pourrait servir la cause homosexuelle. Les réserves et critiques d'autres associations en témoignent. La participation de ce député au défilé des anti-PACS de janvier ne saurait, en aucun cas, justifier la révélation de sa vie privée. Sauf à considérer qu'on ne peut être homosexuel et contre le PACS. Les slogans homophobes entendus lors de cette manifestation ne légitiment pas davantage la mise en œuvre de l'outing. Sauf à considérer que la sexualité d'un citoyen constitue le seul fondement de son identité et de ses convictions.

Act-Up Paris a beau se définir comme un mouvement « fauteur de troubles » et cultiver l'arme de la provocation, la ligne jaune a été franchie. Combien de personnalités ainsi dénoncées, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, ont-elles été contraintes à la démission ? Le président d'Act-Up Paris, lui-même, estime que l'outing est « indéfendable » mais il le justifie en déclarant que les homosexuels en ont « marre d'être agressés ». L'explication est un peu courte. La délation n'est sûrement pas le bon moyen de lutter contre l'homophobie.

Laurence Folléa

Les jetables

par Pierre Georges

IL Y EUT le briquet jetable. Puis le rasoir jetable. Puis l'emballage jetable. Puis le stylo jetable... A moins que ce ne fût dans un ordre différent. Enfin, bref, tout ce qu'on voulait bien imaginer de jetable, d'utilisation temporaire et de mort programmée. Notre société produit du précaire pour féindre de durer et du déchet pour féindre de le recycler.

Jetable. Le maître concept. Et qui gagne tout dans le souci d'un profit, lui toujours renouvelé, comme une vis sans fin entre le placard et la poubelle, entre la nécessité fonctionnelle et l'inutilité par réforme permanente. Jetable. Même les semences. Et, dans le fond, même les hommes.

Les semences, d'abord, comme il était expliqué, hier, dans *Le Monde*, avec ce programme expérimental, et déjà plus qu'expérimental : la stérilisation génétique des semis. Il suffisait d'y penser, de chercher et de trouver : la semence à une année, comme le fusil à un coup. Une semence modifiée génétiquement, autrement dit sérieusement manipulée, pour qu'elle ne passe pas l'hiver ou l'été, comme l'on voudra, qu'elle ne se survive pas et se reproduise encore moins, après avoir, la seule première année, rempli son office.

Le processus scientifique est très élaboré. Le résultat, lui, est simple et définitif : la semence mère se développera normalement. Mais, arrivée à maturité, elle libérera un gène stérilisateur, qui stérilisera les graines filles. Tout cela, évidemment, dans le but non seulement de dominer le marché des semences, d'instaurer un monopole des ressources génétiques, mais aussi d'imposer à l'agriculteur,

fût-il démenti, le passage annuel et obligatoire dans les multinationales des semailles uniques.

Génétiquement et sexuellement modifiée, c'est la meilleure des plantes, dans le meilleur des mondes, qui nous attend désormais. Et c'est tout bonnement l'effrayante, l'horrible fin des haricots. Le génie, le mauvais génie, génétique dictera sa loi. Et l'on comprend bien que les adversaires, nombreux, de cette « avancée » scientifique aient baptisé ce programme « Terminator ». Avec cette arme fatale, la bombe génétique, qui tiendra la semence jetable, tiendra le monde. A merci. Et par l'alimentaire nécessaire.

Ainsi le progrès fait-il rage – et, certes, tout n'y est pas à jeter –, implacable et implacablement mondialisé. Par exemple, cette folie des grandeurs et des OPA – cette nécessité aussi – qui semble s'être emparée des grandes entreprises françaises et mondiales. Depuis des mois, chaque jour ou presque nous apporte, d'ici ou de là, des nouvelles fraîches et joyeuses des fusions-acquisitions-mutations-opérations, prises de contrôle, raids, etc. Comme l'état quotidien d'un immense et féroce jeu des sociétés, avec semis de drapeaux sur le planisphère.

La guerre économique comme à la guerre ! Il n'empêche. On a parfois le sentiment, et plus que le sentiment, que, si nécessité fait guerre, les victimes peuvent s'identifier. Ce sont les salariés jetables et, précisément, jetés par dizaines de milliers. Au bénéfice d'un Marché économiquement et comme génétiquement modifié. Et, somme toute, aussi soucieux de sa progéniture humaine qu'une semence stérile.

Rencontre chaleureuse au Caire entre les délégués du CRIF et Yasser Arafat

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), en était encore tout remué : dix ans après avoir organisé une virulente manifestation contre la venue à Paris du « terroriste » Yasser Arafat, il a, au Caire, chaleureusement serré la main de celui qui, entretemps, était devenu le président élu de l'Autorité palestinienne. « Zai gesint » (« Portez-vous bien »), lui a-t-il glissé, en yiddish, avant de le quitter, touché par ses paroles et son état de santé défallant.

Tirant le bilan d'un voyage qui, du 7 au 10 mars, pour la première fois, a mené une délégation du CRIF du Caire à Jérusalem, en passant par Amman et Gaza, Henri Hajdenberg a insisté sur le chemin que représentait cette amorce de dialogue des Juifs de France avec ces Palestiniens autrefois diabolisés. Rappelant que le CRIF, depuis toujours, soutenait les accords d'Oslo et le processus « aujourd'hui en crise », M. Hajdenberg a expliqué que la délégation française était venue pour écouter, mais aussi pour apprécier si les Palestiniens étaient « sincèrement engagés » dans la recherche de la paix. Les mots ont été soigneusement pesés, mais le verdict est positif : « Nous sommes persuadés que l'Autorité palestinienne manifeste de la bonne volonté », a indiqué le président du CRIF.

Reçu au Caire par le président

Georges Marlon

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : des pourparlers entre Talibans et opposition afghane se sont ouverts, jeudi 11 mars, à Achikhabad (Turkmenistan) où une première rencontre avait eu lieu en février. Ils portent sur un cessez-le-feu et un échange de prisonniers. « Le climat, après quatre heures et demi d'entretiens, était amical, avec des sourires et une impression de sincérité », a indiqué Andrew Tesoriere, représentant de l'ONU. – (AFP)

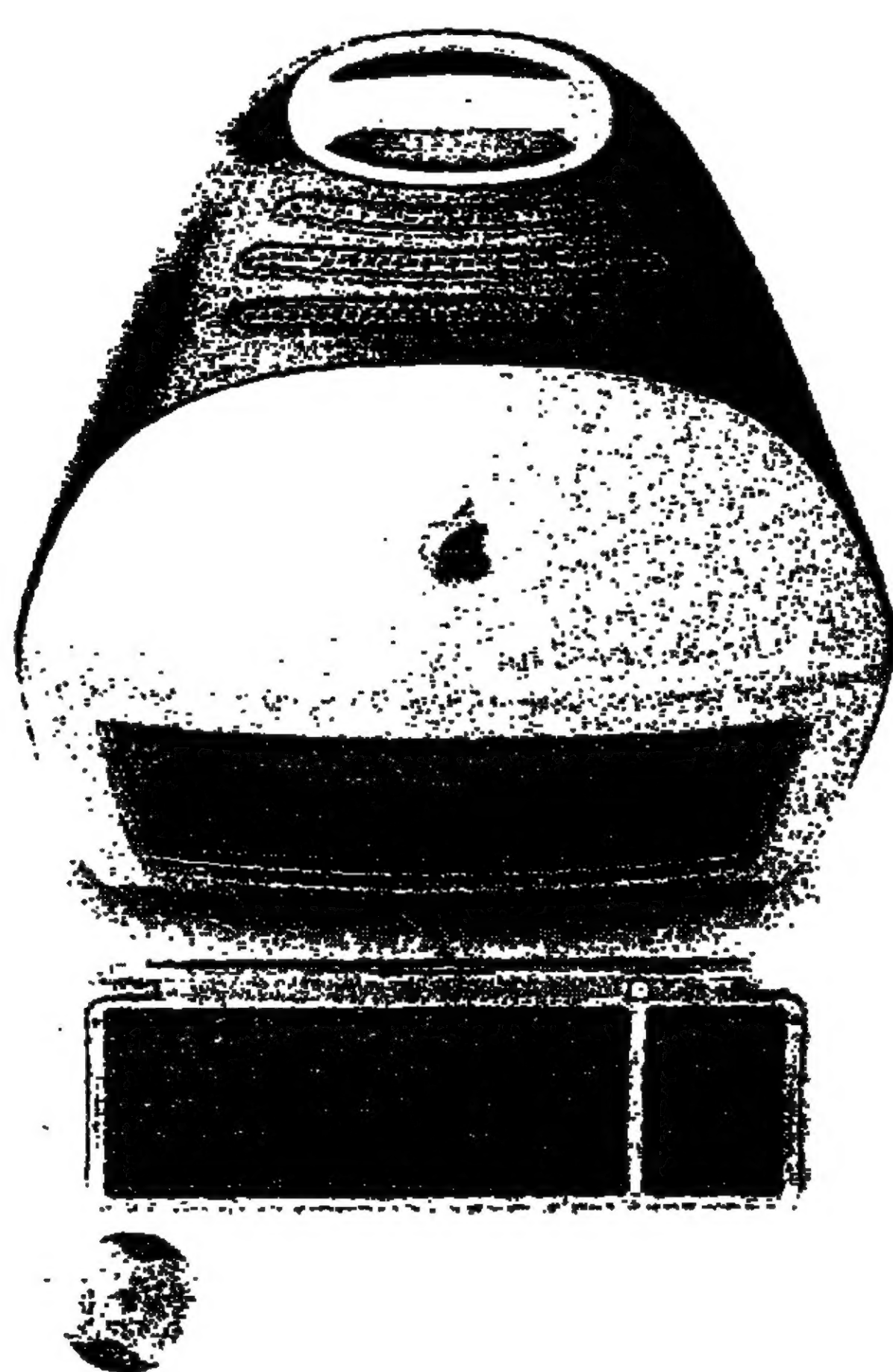
■ **GRÈCE** : le parquet veut poursuivre trois ex-ministres pro-kurdes impliqués dans la venue clandestine en Grèce, fin janvier, du chef du PKK Abdullah Öcalan : il a demandé jeudi 11 mars au Parlement d'engager des poursuites pénales contre des responsables non désignés mais connus comme étant les ex-ministres Théodore Pangalos (affaires étrangères), Alekos Papadopoulos (Intérieur) et Philippos Petsalnikos (ordre public), ainsi que l'ex-chef des services secrets, Halalambos Stavarakakis. – (AFP)

صحننا من الامل

40 / LE MONDE / SAMEDI 13 MARS 1999

(Publicité)

Simple à utiliser.
Et désormais encore plus
accessible.



6990 FF.*

Le look étonnant d'iMac, sa performance impressionnante et sa simplicité d'utilisation font tourner bien des têtes. C'est vrai que vous disposez d'encore plus de pouvoir. Facile à installer (branchez la prise), simple à utiliser (accès direct à internet) il vous reste juste à lui trouver une petite place chez vous pour l'installer. En effet, iMac bondi blue classic est à vous pour seulement 6990 FF. TTC. Disponible auprès des Apple Center et Revendeurs Agréés Apple participant à l'opération, dans les magasins Fnac et chez Surcouf. Pour en savoir plus appelez le 0 803 05 90 50.**



Apple Center
Revendeur Agréé Apple

*Prix promotionnel indicatif jusqu'à épuisement des stocks d'iMac 233MHz. **0.99 TTC/min.
©1999 Apple Computer Inc. Tous droits réservés. Le logo Apple est une marque déposée par Apple Computer Inc aux Etats Unis et dans d'autres pays. iMac est une marque de Apple Computer, Inc.